JOURNAL OFFICIEL

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉBATS PARLEMENTAIRES

ASSEMBLÉE NATIONALE

CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958

5^e Législature

QUESTIONS

REMISES A LA PRESIDENCE DE L'ASSEMBLEE NATIONALE

ET

RÉPONSES DES MINISTRES AUX QUESTIONS ÉCRITES

QUESTIONS ÉCRITES

(Art. 139 et 133 du règlement.)

Article 139 du règlement :

« 1. Les questions écrites sont rédigées, notifiées et publiées dans les conditions fixées par l'article 133. En outre, elles ne doivent contenir aucune imputation d'ordre personnel à l'égard de tiers nommément désignés ;

« 2. Les réponses des ministres doivent être publiées dans le mois suivant la publication des questions. Ce délai ne comporte aucune interruption ;

« 3. Dans ce délai, les ministres ont toutefois la faculté soit de déclarer par écrit que l'intérêt public ne leur permet pas de répondre, soit, à titre exceptionnel, de demander, pour rassembler les éléments de leur réponse, un délai supplémentaire qui ne peut excéder un mois ;

« 4. Lorsqu'une question écrite n'a pas obtenu de réponse dans les délais susvisés, son auteur est invité par le président de l'Assemblée à lui faire connaître s'il entend ou non la convertir en question orale. Dans la négative, le ministre compétent dispose d'un délai supplémentaire d'un mois ;

« 5. Dans le cas où la question écrite est transformée en question orale, celle-ci prend rang dans les conditions prévues au dernier alinéa de l'article 133 ;

« 6. Font l'objet d'un rappel publié au Journal officiel les questions écrites auxquelles il n'a pas été répondu dans les délais prévus aux alinéas 2, 3 et 4 du présent article ;

« 7. Le texte des questions écrites est reproduit dans les rappels. Il est communiqué aux auteurs des questions en même temps que le rappel leur est notifié. »

QUESTIONS ÉCRITES

REMISES A LA PRESIDENCE DE L'ASSEMBLEE NATIONALE

PREMIER MINISTRE

Fonctionnaires (achèvement de la mensualisation des traitements de la fonction publique).

34536. — 1^{er} janvier 1977 — M. Boscher demande à M. le Premier ministre de bien vouloir lui communiquer le pourcentage de personnel mensualisé dans la fonction publique et quels sont les secteurs qui, aujourd'hui encore, ne bénéficient pas de la mensualisation. Il lui demande, au cas où des secteurs de la fonction publique ne seraient pas encore mensualisés, dans quel délai ils pourront l'être.

Aérodromes (précision sur le projet d'implantation de l'aérodrome de Nantes Saint-Nazaire [Loire-Atlantique]).

34572. — 1^{er} janvier 1977. — M. Hunault attire l'attention de M. le Premier ministre sur le projet de création, dans le cadre de l'aire métropolitaine Nantes-Saint-Nazaire, d'un aérodrome dit de classe internationale dont la localisation a été retenue dans le secteur de la commune de Notre-Dame-des-Landes (44) et lui demande de faire connaître les intentions des pouvoirs publics concernant cet aéroport, afin que les communes d'implantation et les propriétaires des terrains concernés soient fixés dans les meilleurs délais sur les modalités et l'échéancier de cette réalisation.

Permis de construire (violation de la réglementation relative à une construction place Thiers, à Nancy (Meurthe-et-Moselle)).

34578. — 1^{er} janvier 1977. — M. Pierre Weber rappelle à M. le Premier ministre qu'il a déposé, le 18 décembre 1974, une proposition de résolution (n° 1426) tendant à la création d'une commission d'enquête parlementaire en vue d'examiner les conditions, dans lesquelles un permis de construire place Thiers, à Nancy, a été obtenu en violation de la réglementation en la matière. Regrettant que l'Assemblée nationale n'ait pas cru bon de donner suite à cette proposition, il constate que : 1° dans une lettre en date du 13 décembre 1976, dont il a été donné lecture devant le conseil municipal de Nancy le 15 décembre 1976, le préfet de Meurthe-et-Moselle, en se référant aux résultats des investigations de l'inspection générale de l'administration, a pu affirmer que, par quatre fois, le maire de Nancy a violé délibérément la législation en vigueur et qu'il est tombé sous le coup de l'article 175 du code pénal; 2° dans deux communiqués officiels en date des 16 et 19 décembre 1976, le préfet de Meurthe-et-Moselle a accusé formellement le premier adjoint au maire d'avoir donné, devant le conseil municipal, une lecture falsifiée d'une lettre de son prédécesseur en date du 4 octobre 1972 au cours des séances des 25 octobre 1972 et 15 décembre 1976; 3° dans le communiqué du 19 décembre, le préfet de Meurthe-et-Moselle précise que le maire de Nancy a présidé les séances des 25 octobre 1972 et 15 décembre 1976 au cours desquelles cette lecture falsifiée a été faite — qu'il connaissait parfaitement, puisque cette lettre lui avait été adressée à lui personnellement, le texte authentique de ce document — qu'il a consenti cependant à ce que son conseil municipal soit abusé par cette tromperie extrêmement grave et que, dans la séance du 15 décembre 1976, après avoir remercié son premier adjoint de cette lecture, il l'a authentifiée par la phrase qu'il a prononcée ensuite; 4° il ressort des propres déclarations du premier adjoint faites à la presse qu'il a pratiquement avoué cette lecture falsifiée en déclarant qu'il s'agissait d'un lapsus; 5° il a entre les mains les photocopies des pages 1043 et 1044 du recueil des délibérations du conseil municipal en date du 25 octobre 1972 qui établissent qu'il s'agit en réalité d'un acte prémédité. Il lui demande, une de ses fonctions étant de présider l'assemblée générale du Conseil d'Etat, de bien vouloir lui faire connaître les suites administratives et judiciaires qu'il compte donner à des faits aussi graves, qui n'ont reçu aucun démenti du maire de Nancy, conseiller d'Etat.

Radiodiffusion et télévision nationales (interruption des émissions radio religieuses à destination des pays de l'Est).

34593. — 1^{er} janvier 1977. — M. Pierre Bas expose à M. le Premier ministre qu'il a pris connaissance des termes de sa réponse en date du 9 décembre 1976 à sa question n° 30581 relative aux émissions religieuses à destination des pays de l'Est. Il résulte de cette réponse que la France vient d'abandonner toutes ses émissions religieuses à destination des pays socialistes. C'est une mesure extrêmement grave, car elle tend à démontrer que la France renonce à sa vocation traditionnelle d'interlocutrice des pays de l'Est, qu'elle renonce à s'intéresser aux populations croyantes de ces régions, qui demeurent heureusement la grande majorité, qu'elle renonce enfin à avoir une politique de présence dans l'univers diminué par le communisme. Si une telle attitude devait être maintenue, elle ne pourrait qu'être jugée sévèrement. Quel que soit l'intérêt de l'Afrique, ce continent, auquel l'auteur de la question s'intéresse particulièrement, bénéficie pour notre langue de conditions exceptionnelles. Dans la quasi-totalité des Etats ont lieu des émissions extrêmement variées en français, et notamment des émissions religieuses. Il est difficilement admissible qu'un tel recul se produise en Europe sans qu'une protestation s'élève, et c'est pourquoi il lui demande instamment de faire réétudier ce problème.

Logement (négociation des titres de participation des travailleurs pour les candidats à l'accession à la propriété ou à la location de logements).

34609. — 1^{er} janvier 1977. — M. Boyer expose à M. le Premier ministre que la loi n° 76-463 du 31 mai 1976 tendant à faciliter l'accession à la propriété et à la location des locaux d'habitation destinés à leur usage personnel, a prévu dans son article 4 que les droits constitués au profit des salariés au titre de la participation aux fruits de l'expansion des entreprises pourront devenir négociables ou exigibles avant l'expiration du délai de blocage de cinq ans en vue de constituer ou de compléter l'apport initial nécessaire à l'acquisition du logement principal. Il lui demande à quelle date paraîtra, conformément à l'article 7 de ce texte, le décret fixant les modalités de cette loi, impatientement attendu par les intéressés.

Radiodiffusion et télévision nationales (temps d'émission consacré aux langues vernaculaires des départements et territoires d'outre-mer).

34613. — 1^{er} janvier 1977. — M. Alain Vivien fait savoir à M. le Premier ministre qu'il a pris note avec intérêt de ses déclarations concernant l'effort important que la société nationale de programme F. R. 3 réalise en faveur des langues régionales. Ainsi, en métropole, cinquante-huit heures quatorze minutes d'émission à la fois en radio et en télévision y seraient consacrées. Il lui demande de bien vouloir lui faire connaître, pour chacune des stations des départements et territoires d'outre-mer qui sont rattachées à F. R. 3, le temps d'émission consacré aux langues vernaculaires, tant à la radio qu'à la télévision.

Emploi (menace de fermetures d'usines dans la région minière de Lens (Pas-de-Calais)).

34619. — 1^{er} janvier 1977. — M. Delelis attire l'attention de M. le Premier ministre sur l'émotion ressentie dans la région minière à l'annonce de la fermeture éventuelle de l'usine Eurotub, à Harnes, et des graves menaces qui pèsent sur l'emploi à l'usine de Loison des Laminiers de Lens et au groupe C. D. F. Chimie, à Mazingarbe. Compte tenu des milliers d'emplois déjà perdus dans la région lilloise ces dernières années, il lui demande de bien vouloir lui préciser les mesures que compte prendre le Gouvernement pour éviter les fermetures d'usines dans le bassin minier et assurer un travail aux nombreux jeunes demandeurs d'emploi.

ECONOMIE ET FINANCES

Retraites (conclusions et extension des expériences de paiement mensuel des pensions).

34538. — 1^{er} janvier 1977. — M. Dehaine rappelle à M. le Premier ministre (Economie et finances) que l'attention de son prédécesseur avait été appelée sur le calendrier de la mise en œuvre progressive du paiement mensuel des pensions de vieillesse par une question écrite de M. Guermeur (question n° 15513, réponse au Journal officiel, Débats A. N., du 10 janvier 1976, p. 151). Dans cette réponse, il était dit, en ce qui concerne le paiement mensuel des pensions de retraite de l'Etat, qu'il avait été décidé de mensualiser, en 1976, les pensions payées par le centre régional de Bordeaux. En ce qui concerne les pensions du régime de la caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales, des études étaient entreprises au sujet du paiement mensuel de ces pensions. Il en était de même des pensions des ouvriers de l'Etat. S'agissant du régime général de retraite de sécurité sociale, la réponse était plus prudente. Elle fait état d'une expérience de mensualisation mise en place à compter du 1^{er} janvier 1975 dans la circonscription urbaine de Bordeaux. En conclusion, il était dit qu'il était encore trop tôt pour tirer de cette expérience des conclusions définitives et que toute décision en la matière devra tenir compte des réactions des intéressés et être fonction des préférences qu'ils manifesteront. Près d'un an s'étant écoulé depuis cette réponse, il lui demande de bien vouloir lui faire le point en ce qui concerne la mise en œuvre progressive du paiement mensuel des pensions de vieillesse : de l'Etat, des collectivités locales, du régime général de sécurité sociale.

Impôt sur le revenu (révision de la fiscalité applicable aux propriétaires d'avions légers).

34543. — 1^{er} janvier 1977. — M. Sudreau appelle l'attention de M. le Premier ministre (Economie et finances) sur les conséquences des récentes dispositions fiscales concernant l'aviation civile légère. Il apparaît en effet que l'avion léger n'est plus considéré comme un moyen de transport puisqu'il ne bénéficie d'aucun abattement. Bien plus, aucun amortissement fiscal pour vétusté ne lui est accordé, au contraire des automobiles, motocyclettes et même bateaux de plaisance. Cette politique fiscale est d'autant plus grave au point de vue économique qu'elle peut porter atteinte à l'industrie de construction d'avions légers. Or la France était, il y a trois ans, le deuxième exportateur derrière les Etats-Unis et 50 p. 100 des avions légers construits en France sont encore exportés. Sans marché intérieur ces résultats ne pourront être maintenus. Il lui demande si le Gouvernement, en considération de ces faits, n'envisage pas, pour le commerce extérieur et pour l'emploi, de réviser la fiscalité actuelle des avions légers, qui ne manquera pas de favoriser la concurrence étrangère contre l'industrie française.

Impôt sur le revenu (abattement supplémentaire de 10 p. 100 sur le revenu imposable des retraités).

34548. — 1^{er} janvier 1977. — M. Caro rappelle à M. le Premier ministre (Economie et finances) que les pensionnés et retraités souhaiteraient bénéficier d'un abattement de 10 p. 100, égal à celui

accordé aux salariés en activité. Il lui fait observer que ce et le déclin des forces entraînent souvent des dépenses aussi lourdes que celles qui supportent les personnes actives dans l'exercice de leur profession. Il lui demande en conséquence s'il n'envisage pas, à un moment où le Gouvernement s'efforce de réduire les inégalités sociales et de mettre au point un système fiscal plus équitable, d'autoriser les titulaires de retraites ou de pensions à effectuer une déduction supplémentaire de 10 p. 100 pour le calcul de leur revenu imposable, étant précisé que cette déduction ne pourrait être inférieure à 1500 francs, mais pourrait être plafonnée afin qu'elle ne constitue pas un avantage excessif pour les titulaires de retraites d'un montant élevé.

Taxe professionnelle (travaux préliminaires et conséquences de l'institution de cette nouvelle taxe).

34550. — 1^{er} janvier 1977. — M. Donnez expose à M. le Premier ministre (Economie et finances) que, de l'avis général, la taxe professionnelle, telle qu'elle a été instituée par la loi n° 75-678 du 29 juillet 1975, est profondément injuste et que ce système doit subir de profondes transformations. Lorsque le Parlement a décidé la suppression de la patente et son remplacement par la taxe professionnelle, nul ne pouvait prévoir que l'augmentation d'impôt qui en résulterait pourrait atteindre des sommets inacceptables, mettant en cause la saine gestion des entreprises. Il est évident que, si de telles incidences avaient été connues, le Parlement n'aurait pas accepté les dispositions qui lui étaient présentées. Il semble donc que les travaux préparatoires à l'établissement du projet de loi aient été insuffisants et qu'à tout le moins, si le principe de la substitution de la taxe professionnelle à la patente a fait l'objet de recherches, les conséquences pratiques d'une telle substitution n'ont jamais été étudiées par l'administration des finances. Il lui demande de bien vouloir préciser quels travaux préliminaires ont été engagés avant le dépôt du projet de loi et si ces travaux ont comporté une étude permettant de « simuler » les conséquences pratiques d'une telle transformation. Il lui demande également quelles mesures le Gouvernement compte prendre pour qu'à l'avenir le Parlement puisse connaître les conséquences réelles, sur le plan financier, des textes de caractères fiscal qui lui sont soumis.

Impôts locaux (précisions sur les avertissements de la base territoriale de l'imposition).

34555. — 1^{er} janvier 1977. — M. Longueque expose à M. le Premier ministre (Economie et finances) que les avertissements afférents aux impôts locaux, année 1976, du type feuille jaune, ne comportent aucune indication permettant au contribuable d'identifier l'immeuble servant d'assiette à la taxe foncière ou à la taxe d'enlèvement des ordures ménagères. Il est simplement indiqué au verso : « ... si les renseignements que vous désirez obtenir portent sur l'identification d'immeubles bâtis ou non bâtis, veuillez vous adresser, non pas au service des impôts, mais au bureau du cadastre qui a dans sa circonscription la commune où ces immeubles sont situés ». Les contribuables ne peuvent obtenir ces informations par téléphone et sont obligés d'effectuer un déplacement désagréable et onéreux pour qu'une précision élémentaire leur soit apportée. Il lui demande s'il n'envisage pas d'ordonner une modification de ces imprimés susceptible de fournir aux contribuables toutes indications nécessaires propres à situer la base de leurs impositions.

Caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales (remboursement par l'Etat de la compensation prélevée au profit d'autres régimes de retraites).

34556. — 1^{er} janvier 1977. — M. Berthe attire l'attention de M. le Premier ministre (Economie et finances) sur la situation faite à la trésorerie de la caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales. Les administrateurs de ladite caisse font valoir que la compensation qui leur est demandée en faveur d'autres régimes de retraites pèse lourdement sur leur trésorerie. En 1974 et en 1975, la compensation demandée à cet organisme était remboursée par l'Etat, suivant décision du Gouvernement et loi de finances. En 1976, 257 millions furent prélevés. En 1977, il est prévisible que la compensation portera, compte tenu de la régularisation 1976, sur environ 680 millions de francs lourds. En conséquence, il lui demande s'il ne pense pas, afin de ne pas faire peser de nouveaux transferts de charges sur les collectivités locales, devoir effectuer le remboursement de la compensation.

Fiscalité immobilière (réglementation applicable à la plus-value résultant de la vente d'un immeuble avec condition suspensive).

34559. — 1^{er} janvier 1977. — M. Albert Bignon expose à M. le Premier ministre (Economie et finances) qu'une personne vend un immeuble en 1976 sous la condition suspensive de la réalisation d'un événement. Cet événement survient en 1977. Il lui demande sous l'empire de quel texte la plus-value dégagée sera établie.

Fiscalité immobilière (vente d'un immeuble par le bénéficiaire d'une donation après décès du donateur).

34560. — 1^{er} janvier 1977. — M. Albert Bignon expose à M. le Premier ministre (Economie et finances) qu'une personne reçoit par donation un immeuble, le donateur décède un an après laissant pour seul héritier le bénéficiaire de la donation. Le donataire héritier vend cet immeuble dont il a compris la valeur dans la déclaration de succession après le décès du donateur pour la perception des droits de mutation par décès. Doit-on considérer dans ce cas que la plus-value est calculée en prenant pour base le prix d'acquisition de l'immeuble par le donateur en faisant abstraction de la valeur de l'immeuble indiquée dans la donation et la déclaration de succession pour la perception des droits de mutation gratuite. Dans l'affirmative, le prix d'acquisition de cet immeuble par le donateur fera-t-il l'objet des corrections à apporter au prix d'acquisition ou à la valeur vénale (indice moyen des prix à la consommation) depuis l'acquisition de l'immeuble par le donateur et sera-t-il tenu compte du délai de détention de l'immeuble par le donateur depuis son acquisition (vingt ans ou trente ans selon le cas).

Fiscalité immobilière (taxation de la plus-value résultant de la vente d'une résidence secondaire acquise par héritage).

34561. — 1^{er} janvier 1977. — M. Albert Bignon expose à M. le Premier ministre (Economie et finances) que par héritage une personne recueille la pleine propriété d'un immeuble qu'elle utilise comme résidence secondaire. Compte tenu qu'elle n'est propriétaire d'aucun autre immeuble il lui demande quel sera le mode de calcul de la plus-value lors de la vente de cet immeuble.

Fiscalité immobilière (taxation de la plus-value résultant de la vente de droits immobiliers en nue-propiété).

34562. — 1^{er} janvier 1977. — M. Albert Bignon expose à M. le Premier ministre (Economie et finances) que, par héritage une personne a recueilli la nue-propiété d'un immeuble, une autre personne l'usufruit de cet immeuble. Le nu-propiétaire en accord avec l'usufruitier désire vendre ses droits immobiliers en nue-propiété. Il n'est propriétaire d'aucun autre immeuble. Il est locataire de l'immeuble lui servant de domicile. Il lui demande si dans ces conditions : a) on peut considérer la vente de cette nue-propiété comme vente d'une première résidence secondaire ; b) ou la taxation s'effectuera-t-elle dans le cadre des biens acquis par successions.

Chèques (modalités de paiement des chèques au porteur).

34564. — 1^{er} janvier 1977. — M. Pujol appelle l'attention de M. le Premier ministre (Economie et finances) sur la question écrite n° 29740 qu'il avait posée à son prédécesseur. Cette question a été publiée au *Journal officiel* des débats de l'Assemblée nationale du 10 juin 1976 (page 3945). Plus de six mois s'étant écoulés depuis la publication de cette question et comme il tient à connaître sa position à l'égard du problème évoqué, il lui en renouvelle les termes en lui demandant de bien vouloir lui apporter si possible une réponse rapide. En conséquence, il attire son attention sur quelques points concernant la pratique du chèque au porteur qui lui paraissent importants. Il demande si le client qui présente au guichet d'une banque un chèque au porteur est tenu, pour pouvoir procéder à l'encaissement, de décliner son identité. Dans l'affirmative, il lui demande de bien vouloir préciser quels sont les textes législatifs ou réglementaires qui imposent cette production d'identité. Dans la négative, il lui demande de bien vouloir lui indiquer comment le porteur d'un chèque peut faire respecter son droit à l'encaissement devant un refus de la banque de payer sans la production d'une identité.

T. V. A. (remboursement de T. V. A. aux artisans taxis).

34565. — 1^{er} janvier 1977. — M. Pujol appelle l'attention de M. le Premier ministre (Economie et finances) sur la question écrite n° 30615 qu'il avait posée à son prédécesseur. Cette question a été publiée au *Journal officiel* des débats de l'Assemblée nationale du 8 juillet 1976 (page 5155). Plus de cinq mois s'étant écoulés depuis la publication de cette question et comme il tient à connaître sa position à l'égard du problème évoqué, il lui en renouvelle les termes en lui demandant de bien vouloir lui apporter une réponse rapide. En conséquence, il lui expose le problème suivant : les compagnies d'assurances n'acceptent pas de rembourser aux artisans-taxis la T. V. A. qu'ils acquittent aux garagistes ou aux carrossiers lors des réparations qu'ils font effectuer à la suite d'accrochages, et lorsque le forfait n'a pas été conclu. Or, dans le cas d'artisans bénéficiant de la décade spéciale ou de la franchise, la partie de T. V. A. récupérable correspondant au montant de la décade ou de la franchise n'est pas récupérable financièrement. Ceci

constitue un préjudice important compte tenu de la position de petits contribuables qui est celle de ces artisans. Il demande s'il ne serait pas possible de donner aux compagnies les instructions nécessaires pour qu'elles remboursent cette T. V. A. dans la limite de la décote ou de la franchise. Il indique que de nombreux cas sont actuellement en attente et qu'une décision rapide serait souhaitable.

T. V. A. (régime applicable aux commissions d'assurance pour les transports maritimes hors des eaux territoriales).

34566. — 1^{er} janvier 1977. — M. Pujol s'étonne auprès de M. le Premier ministre (Economie et finances) de n'avoir pas obtenu de réponse à sa question écrite n° 31577, publiée au Journal officiel des débats de l'Assemblée nationale du 11 septembre 1976 (p. 6005). Plus de trois mois s'étant écoulés depuis la publication de cette question et comme il tient à connaître sa position à l'égard du problème évoqué, il lui en renouvelle les termes en lui demandant une réponse si possible rapide. En conséquence, il lui expose que le décret n° 49-317 du 5 mars 1949 a réservé l'activité d'agent général d'assurances, considérée comme de nature non commerciale, aux personnes physiques ainsi qu'aux seules personnes morales bénéficiaires d'un mandat d'agent général à cette date. Conformément à une jurisprudence récente du Conseil d'Etat, les activités libérales exercées par des sociétés anonymes sont désormais passibles de la T. V. A. En l'état des faits susrappelés, il lui demande si une société anonyme qui exerçait dès avant 1949 l'activité d'agent général d'assurances maritimes et qui est donc soumise actuellement à la T. V. A., à raison de sa forme, est fondée à considérer que les commissions qu'elle perçoit sur les ordres d'assurances concernant les marchandises transportées par voie maritime de la France vers l'étranger ou de l'étranger vers la France ont un caractère exportatif au même titre que les commissions couvrant les risques maritimes des navires navigant hors des eaux territoriales ; la même question se pose pour les commissions afférentes aux risques de construction des navires appelés à naviguer hors des eaux territoriales.

Assurance vieillesse et invalidité (situation d'un ancien employé de la Compagnie fermière des chemins de fer tunisiens).

34569. — 1^{er} janvier 1977. — M. Cornut-Gentilla expose à M. le Premier ministre (Economie et finances) qu'un ancien employé de la Compagnie fermière des chemins de fer tunisiens, qui avait été victime d'un accident du travail le 11 mai 1950 lui occasionnant une incapacité de 17 p. 100, a ensuite été intégré à la Société nationale des chemins de fer français, où il a pris sa retraite en 1965. Le 26 juillet 1974, il a déposé un dossier à la caisse des dépôts et consignations de Bordeaux, la S. N. C. F. l'ayant avisé que le décret n° 74-487 du 17 mai 1974 avait prévu l'attribution d'une allocation en faveur des personnes de nationalité française titulaires d'une rente consécutive à un accident du travail survenu dans un pays placé à l'époque sous la souveraineté, le protectorat ou la tutelle de la France. Depuis cette époque, cette personne ne peut obtenir le règlement de son dossier, la caisse des dépôts et consignations lui indiquant que celui-ci est toujours classé en instance dans ses services en attente d'une réponse de la Société nationale des chemins de fer tunisiens et qu'il se peut que la rente soit majorable au titre de la Tunisie. Dans ces conditions, il lui demande s'il ne pourrait être envisagé de régler au moins à cette personne le principal de ce à quoi elle a droit sans attendre la réponse éventuelle des autorités tunisiennes relative à la majoration à laquelle elle est susceptible de prétendre.

Assurances (assujettissement à l'impôt sur le revenu de polices d'assurance vie auparavant déductibles).

34573. — 1^{er} janvier 1977. — M. Frédéric-Dupont expose à M. le Premier ministre (Economie et finances) que de nombreux épargnants ont souscrit des polices à capitaux différés auprès des compagnies d'assurances sur la vie. Au moment de la souscription, il était prévu dans le contrat que les sommes versées ne constituaient pas un revenu imposable. Or, par une décision du ministère de l'Economie et des finances (direction générale des impôts) du 13 septembre 1976, le nouveau régime fiscal soumet les versements annuels à l'impôt sur le revenu. Cette nouvelle mesure remet en cause des contrats qui ont été passés parce qu'il s'agissait de versements non imposables sur les revenus. Le parlementaire susvisé signale qu'il s'agit là d'une nouvelle atteinte à l'épargne car les intéressés auraient, pour la plupart, refusé de souscrire ces contrats s'ils avaient su que les conditions de fiscalité se trouveraient modifiées. Il lui demande s'il ne pense pas qu'il serait juste de prévoir la résiliation des contrats en raison de cette nouvelle mesure. Il lui demande également s'il n'estimerait pas légitime de ne pas donner un caractère rétroactif à la décision du 13 septembre et de prévoir que cet assujettissement ne s'applique pas aux capitaux déjà souscrits le 13 septembre 1976.

Taxe sur les salaires

(relèvement du montant limite d'application des taux majorés).

34575. — 1^{er} janvier 1977. — M. Gantier rappelle à M. le Premier ministre (Economie et finances) que les limites à partir desquelles sont appliqués les taux majorés de la taxe sur les salaires (ex-versement forfaitaire) ont été fixés à 30 000 et 60 000 francs par l'article 2-IV de la loi de finances pour 1957 (n° 1327 du 29 décembre 1956). Il lui fait observer que depuis vingt ans ces limites n'ont pas été modifiées malgré la hausse des prix et l'augmentation des salaires. Il lui demande, en conséquence, s'il n'entend pas proposer prochainement au Parlement le vote d'un texte tendant à relever les limites ci-dessus indiquées.

Débts de boissons (déroptions de tarifs

en matière de boissons pilotes en faveur de certains établissements).

34576. — 1^{er} janvier 1977. — M. Fougeteau attire l'attention de M. le Premier ministre (Economie et finances) sur le différend qui oppose l'administration aux organisations syndicales de cafetiers limonadiers. Il lui rappelle qu'en 1969 les organisations syndicales en cause ont conclu avec la direction des prix une convention relative aux prix des boissons et détreées à consommer sur place. Des conventions régionales ont fixé par catégories d'établissements les prix plafonds de six boissons pilotes à servir au comptoir. En mars 1976, l'administration a décidé d'étendre l'obligation du service de ces boissons pilotes à la salle et en terrasse. Cette extension a suscité de nombreuses difficultés pour certains établissements. Afin d'essayer de résoudre ces difficultés, les organisations syndicales prisiennes ont signé, en avril 1976, une nouvelle convention assortie d'une promesse formelle que des dérogations seraient accordées à certains établissements. En juin 1976, le ministre de l'économie et des finances confirmait par lettre son accord sur le principe de telles dérogations. Il était indiqué dans cette lettre que « pour les établissements qui, du fait de l'extension de la réglementation des boissons pilotes, seraient contraints de baisser substantiellement certains tarifs qui, compte tenu de la gamme des prix offerts par l'établissement, ne présentaient pas de caractère abusif, les services pourront examiner avec une certaine bienveillance des demandes de dérogation ou de classement en catégorie de luxe ». Or l'administration n'ayant pas répondu aux demandes de dérogation présentées par certains établissements, ceux-ci ont supposé que les prix pratiqués étaient entérinés. Il n'en était rien puisque, même pour les établissements où l'obtention d'une dérogation paraissait la plus évidente, les prix font l'objet de procès-verbaux et les directeurs des établissements sont accusés de hausses illicites, alors que leurs prix n'ont pas été modifiés. Il lui demande quelles mesures il envisage de prendre afin que ce conflit reçoive une solution équitable et que soient tenus les engagements qui ont été pris à l'égard des organisations syndicales en ce qui concerne les dérogations devant être accordées à certains établissements.

Taxe professionnelle (revision de l'assiette de la taxe appliquée aux entreprises de travaux agricoles).

34579. — 1^{er} janvier 1977. — M. Huchon attire l'attention de M. le Premier ministre (Economie et finances) sur les problèmes inhérents à la taxe professionnelle dans le secteur des entreprises de travaux agricoles. En effet, les entreprises de travaux agricoles doivent posséder des machines, telles que les « ensièuses », moissonneuses batteuses, presse, qui représentent un large part des investissements mais qui ne sont amorties que quelques mois par an, leur utilisation étant exclusivement saisonnière. C'est pourquoi il apparaît opportun de reconsidérer l'assiette de la taxe professionnelle pour des entreprises de travaux agricoles, compte tenu du caractère spécifique du matériel pour lequel elles investissent. Il lui demande donc quelles mesures il compte prendre pour remédier à cette situation.

Energie

(difficultés des négociants détaillants en combustibles solides).

34583. — 1^{er} janvier 1977. — M. Jean Briane attire l'attention de M. le Premier ministre (Economie et finances) sur les difficultés devant lesquelles se trouvent placés les négociants détaillants en combustibles solides. Ces difficultés concernent tout d'abord l'approvisionnement : malgré les contrats qui lient les négociants aux Charbonnages de France, certaines catégories de combustibles, telles que les classés anthracite, ne sont fournies qu'à 50 p. 100 environ. Par ailleurs, l'insuffisance des marges consenties à ces négociants les empêche de rémunérer convenablement les services rendus par le personnel et celui-ci déserte les entreprises. La rarefaction des points de vente remet en cause les livraisons à des distances supérieures à 7 et 8 kilomètres, pour lesquelles les entreprises ne perçoivent que des frais de transport insuffisants. C'est ainsi que, dans la

région de Rodez, deux des principaux distributeurs, qui ont réalisé ensemble en 1975 plus de 5 000 tonnes, sont contraints de réduire leur activité. Il lui demande quelles mesures il envisage de prendre pour remédier à cette situation.

*T. V. A. (application du taux réduit
aux prestations de services manuelles).*

34585. — 1^{er} janvier 1977. — M. Hausherr expose à M. le Premier ministre (Economie et finances) que l'application aux prestations de services de caractère manuel d'un taux de T. V. A. élevé, en l'occurrence 17,6 p. 100, s'ajoutant évidemment aux autres charges qui pèsent sur les entreprises de main-d'œuvre, a pour conséquence d'aboutir à des prix relativement dissuasifs pour le consommateur. Celui-ci s'insurge d'ailleurs très souvent contre le montant exorbitant de la taxe qui lui est réclamée. Cette taxation va à l'encontre de l'objectif du Gouvernement tendant à lutter contre le gaspillage et à favoriser l'entretien et la réparation. Elle est également défavorable au développement des métiers concernés et à la possibilité d'améliorer les conditions d'emploi et de rémunération des travailleurs manuels qui exercent ces métiers. Il lui demande s'il n'estime pas qu'il conviendrait d'appliquer aux prestations de services manuelles, notamment aux travaux d'entretien et de réparation, le taux réduit de T. V. A. de 7 p. 100.

Impôt sur le revenu (impôt dû par les héritiers au titre de la majoration exceptionnelle sur les revenus de 1975 d'un contribuable décédé).

34586. — 1^{er} janvier 1977. — M. Ginoux expose à M. le Premier ministre (Economie et finances) que la loi de finances rectificative pour 1976 (n° 76-978 du 29 octobre 1976) ne contient aucune disposition particulière en ce qui concerne la majoration exceptionnelle des cotisations dues à raison des revenus de 1975, lorsqu'il s'agit d'une personne décédée dans le courant de l'année 1976. Il est seulement prévu à l'article 1^{er}, deuxième alinéa, de ladite loi, que la majoration est réduite de moitié pour les conjoints survivants de contribuables décédés postérieurement au 1^{er} juillet 1975. Il lui soumet le cas d'un contribuable admis à la retraite depuis plusieurs années, qui avait à payer, au titre de ses pensions de 1975, une cotisation d'impôt sur le revenu supérieure à 20 000 francs. L'intéressé est décédé le 16 avril 1976. Il a donc perçu au cours de l'année 1976 un revenu « inférieur d'au moins un tiers à celui de 1975 ». Il lui demande si les héritiers de ce contribuable sont tenus de payer l'intégralité de la majoration exceptionnelle d'impôt qui leur est réclamée au titre des revenus perçus en 1975 par le défunt.

Impôt sur les sociétés (statut fiscal des sociétés de construction-vente constituées antérieurement à la loi du 16 juillet 1971).

34589. — 1^{er} janvier 1977. — M. Cabanel rappelle à M. le Premier ministre (Economie et finances) que par application de l'article 239 ter du code général des impôts, les sociétés civiles qui ont pour objet la construction d'immeubles en vue de la vente ne sont pas passibles de l'impôt sur les sociétés, à condition notamment que leurs statuts prévoient la responsabilité indéfinie des associés en ce qui concerne le passif social; que l'article 2 de la loi n° 71-579 du 16 juillet 1971 précise que, dans les sociétés de construction-vente, les associés sont tenus du passif social sur tous leurs biens en proportion de leurs droits sociaux et non par parts viriles, l'article 4 de ladite loi abrogeant en conséquence la référence faite dans l'article 239 ter du code général des impôts aux dispositions de l'article 1863 du code civil. Il lui expose que l'administration prétend que les sociétés civiles de construction-vente constituées antérieurement à la date d'entrée en application de la loi du 16 juillet 1971 dont les statuts prévoient que « vis-à-vis des créanciers sociaux chacun des associés est tenu pour une part égale, quel que soit le nombre de parts lui appartenant conformément aux dispositions de l'article 1863 et suivants du code civil », ne peuvent bénéficier de l'article 239 ter et sont de ce fait passibles de l'impôt sur les sociétés, motif pris de ce que lesdites sociétés n'ayant pas modifié leurs statuts ne remplissent pas les conditions de responsabilité exigées par l'article 239 ter. Il lui demande si cette position de l'administration n'est pas contraire aux textes, puisque, d'une part, l'article 4 de la loi n° 72-649 du 16 juillet 1972 a ajouté un article 4 bis à la fin du titre I^{er} de la loi du 16 juillet 1971 stipulant que les dispositions du titre I^{er} sont d'ordre public et que, d'autre part, en tout état de cause, la responsabilité prévue aux statuts est bien une responsabilité indéfinie.

Relations financières internationales (statistiques sur les dettes des pays socialistes à l'égard de la France).

34594. — 1^{er} janvier 1977. — M. Pierre Bas demande à M. le Premier ministre (Economie et finances) s'il peut faire connaître à la date du 31 décembre 1976, et état par état, le montant de l'endet-

tement des pays socialistes à l'égard de la France. Il s'agit des prêts et crédits consentis aux pays communistes pour l'achat de biens d'équipements, notamment d'usines clefs en main.

Droits syndicaux (entraves à l'exercice des libertés syndicales à la direction des impôts des Bouches-du-Rhône).

34598. — 1^{er} janvier 1977. — M. Rieubon attire l'attention de M. le Premier ministre (Economie et finances) sur les entraves mises à l'exercice des libertés syndicales par la direction générale des impôts. En effet, les délégués de la section des Bouches-du-Rhône se sont vu refuser les autorisations d'absence nécessaires pour participer au 4^e congrès départemental de la C. G. T. Une telle mesure, qui ne s'était encore jamais produite, apparaît comme contraire à l'instruction du Premier ministre du 14 septembre 1970. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour éviter que des sanctions soient prises à l'égard de travailleurs qui n'ont fait qu'exécuter le mandat pour lequel ils ont été élus conformément au droit du travail.

Testaments (droits d'enregistrement des testaments-partages en ligne directe).

34604. — 1^{er} janvier 1977. — M. Huchon expose à M. le Premier ministre (Economie et finances), d'après la réponse à plusieurs questions écrites (Journal officiel, Débats A. N. du 31 janvier 1976, page 437), qu'un testament par lequel une personne sans postérité a fait des legs de biens déterminés à chacun de ses héritiers est un testament ordinaire, qui a pour objet d'opérer un transfert de propriété, tandis qu'un testament par lequel un père de famille a fait des legs de biens déterminés à chacun de ses enfants est un testament-partage, qui n'a pas pour objet d'opérer un transfert de propriété. L'administration prend prétexte de cette différence pour enregistrer le testament de la personne sans postérité au droit fixe et le testament du père de famille au droit proportionnel, beaucoup plus élevé. Or la réponse à la question écrite n° 31320 (Journal officiel, Débats A. N., du 2 octobre 1976, page 6270) précise que les legs opèrent dans tous les cas un transfert de propriété. La raison fournie pour taxer un testament fait par un père de famille plus lourdement qu'un testament semblable fait par une personne sans postérité est donc artificielle, elle ne repose pas sur une base juridique sérieuse et ne constitue pas une explication satisfaisante. D'autre part, les critiques formulées à maintes reprises ne concernent pas l'ensemble des droits perçus à l'occasion des successions, mais seulement la somme exigée pour l'enregistrement des testaments. Il lui demande si, compte tenu de ces observations, il est disposé à déposer un projet de loi afin de faire cesser une grave disparité de traitement dont le caractère inéquitable et antisocial est évident.

Avoués et avoués (produit et utilisation de la taxe parafiscale destinée à indemniser les suppressions de charges d'avoués).

34616. — 1^{er} janvier 1977. — M. Duroure attire l'attention de M. le Premier ministre (Economie et finances) sur l'application de l'article 2 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques, qui dispose que les « avoués sont indemnisés... de la perte du droit qui leur est reconnu par l'article 91 de la loi du 2 avril 1816 de présenter un successeur à l'agrément du garde des sceaux, ministre de la justice. » Pour parvenir à cette indemnisation, l'article 28 de ladite loi institue un fonds d'organisation de la nouvelle profession d'avocat dont les ressources sont constituées notamment par « le produit d'une taxe parafiscale qui sera établie dans les conditions prévues par l'article 4 de l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances ». La taxe parafiscale en question a considérablement accru les frais supportés par les justiciables et contribue dans une large mesure à les éloigner de la justice. Les citoyens sont donc fondés à obtenir toutes informations sur les résultats obtenus par la perception de la taxe en question et sur l'éventualité de sa suppression dans la mesure où le but qui lui était assigné aura été atteint. En conséquence, il lui demande : 1° de bien vouloir préciser le chiffre global des indemnités dues par l'Etat aux avoués dont les charges ont été supprimées; 2° le montant des indemnités réglées; 3° le produit actuellement retiré par l'Etat du recouvrement de la taxe dont il s'agit; 4° la date à laquelle cette taxe sera supprimée, son objet rempli.

Direction générale des prix et de la concurrence (avenir des agents non titulaires).

34622. — 1^{er} janvier 1977. — M. Bouloche appelle l'attention de M. le Premier ministre (Economie et finances) sur l'insuffisance des moyens dont dispose la direction générale des prix et de la concurrence pour faire face à l'important accroissement de ses tâches qu'elle connaît actuellement. Il s'interroge en particulier sur

les conséquences que pourrait avoir la non-reconduction en 1977 des contrats des agents non titulaires qui arrivent à expiration. Il lui demande quelles mesures il compte prendre concernant cette catégorie de personnel et s'il envisage en renouvelant pour 1977 leur contrat de permettre aux agents expérimentés qui ont déjà une certaine ancienneté d'être titularisés au cours de l'année, après concours.

T. V. A. (exonération pour le vin de burette alloué par les viticulteurs ou personnel à titre de complément de salaire).

34624. — 1^{er} janvier 1977. — M. Bayou expose à M. le Premier ministre (Economie et finances) le cas des viticulteurs assujettis à la T. V. A., exonérés de la taxe dite de « livraison à soi-même » pour le vin correspondant à leurs « besoins privés normaux » et à ceux de leur famille. Il lui demande de préciser si cette exonération englobe le vin de burette alloué au personnel, à titre de complément de salaires (et régulièrement déclaré comme tel) selon les usages constants de la profession. Il se permet d'attirer son attention sur le fait qu'une réponse négative pénaliserait les viticulteurs, car elle assimilerait à une vente l'obligation légale de la prestation en nature de deux litres de vin par jour accordée aux salariés par les conventions collectives.

Location-vente litige entre compagnie d'assurance et société de leasing concernant la T. V. A. afférente à la valeur vénale d'un véhicule détruit dans un accident).

34634. — 1^{er} janvier 1977. — M. Lafay expose à M. le Premier ministre (Economie et finances) qu'une société de leasing a loué une automobile à un particulier qui, ainsi que le contrat lui en faisait obligation, a souscrit pour ce véhicule une police d'assurances tous risques. A la suite d'un accident matériel n'engageant que la responsabilité du conducteur, cette voiture a été réduite à l'état d'épave. Du fait de ce sinistre, la société de leasing réclame au locataire, en sus du règlement des échéances normalement dues à la date de l'accident, le paiement de la valeur du véhicule déterminé au jour du sinistre, conformément aux clauses du contrat de location, en incluant dans la somme exigée le montant de la taxe sur la valeur ajoutée que ladite société doit, selon elle, reverser au Trésor. Pour sa part, la compagnie d'assurances concernée entend ne rembourser à son client que le prix hors taxe de la voiture estimant que les dispositions de l'article 210-I de l'annexe II du code général des impôts, qui contraignent les entreprises redevables de la T. V. A. à opérer une régularisation de la déduction de celle-ci lorsque le bien a disparu avant le commencement de la quatrième année qui suit celle au cours de laquelle le droit à déduction a pris naissance, ne sauraient être suivies d'effets en l'espèce, l'article 211 du même code prévoyant leur non-application en cas de destruction du bien. La divergence de ces points de vue, si elle persistait, occasionnerait au locataire du véhicule un débet qui ne serait pas compatible avec la police d'assurances qui a été souscrite puisque celle-ci doit, par sa nature, couvrir intégralement les conséquences des risques inhérents à l'usage de l'automobile considérée, sans laisser à la charge du conducteur quelque dépense que ce soit. L'auteur de la présente question souhaiterait donc savoir comment peuvent se concilier les thèses opposées dont il vient d'être fait état, afin que le souscripteur de la police d'assurances en cause ne subisse, en raison de leur contradiction, aucun préjudice financier.

FONCTION PUBLIQUE

Pensions de retraite civiles et militaires (situation d'une veuve de fonctionnaire décédé après moins de quatre ans de mariage).

34534. — 1^{er} janvier 1977. — M. Claudius-Petit appelle l'attention de M. le Premier ministre (Fonction publique) sur la situation d'une femme de fonctionnaire dont le mari est décédé après trois ans de mariage et qui, compte tenu de son âge, se trouve dans l'impossibilité de trouver un emploi. Elle connaît de ce fait une situation particulièrement difficile. Aux termes de l'article L. 39, dernier alinéa, du code des pensions civiles et militaires, l'intéressée ne peut prétendre à aucun avantage de réversion du chef de son mari dans la mesure où le mariage a duré moins de quatre années. Eu égard aux difficultés que rencontrent beaucoup de veuves, il lui demande s'il ne lui paraît pas souhaitable d'assouplir la réglementation existante.

AFFAIRES ETRANGERES

U. R. S. S. (persécutions antireligieuses).

34533. — 1^{er} janvier 1977. — M. Pierre Bas expose à M. le ministre des affaires étrangères que la France entière a été bouleversée par la projection à la télévision du film *L'Aveu*. Après la défaite du nazisme et son extinction, on pouvait croire que désormais la

cause de l'homme était gagnée. Le film *L'Aveu* montre qu'il n'en est rien. Mais les commentaires qui ont suivi à la télévision ont pu donner à penser que le drame de la Tchécoslovaquie, et des dirigeants communistes de Tchécoslovaquie, n'était qu'un épisode, dramatique certes, mais limité. Il n'en est malheureusement rien. La persécution ne s'étend pas seulement épisodiquement à des dirigeants communistes, elle s'étend surtout à tout ce qui n'est pas communiste et, principalement, à tous les croyants. C'est pourquoi, M. Pierre Bas appelle tout spécialement l'attention de M. le ministre sur la situation des chrétiens évangéliques baptistes en U. R. S. S. Pour ne prendre qu'un cas particulier, celui de la Moldavie, ancienne province roumaine rattachée après la guerre à l'U. R. S. S., le neuvième plénum du comité central du parti communiste de Moldavie constatait que, « dans la plupart des villages de la République, les églises ont cessé de fonctionner. Dans les locaux des églises de nombreux villages, diverses associations culturelles prennent maintenant place : musées, bibliothèques, maisons de la culture. Des centaines de religieux et de moines sont dirigés vers le travail socialement utile. Les pèlerinages appartiennent au passé ». A ces mesures d'ordre général s'ajoutent des persécutions individuelles qui sont véritablement atroces ; tel est le cas du jeune croyant Vania Moïssiéff du village de Volontirovka qui, pendant son service militaire, subit des persécutions scandaleuses : « pas de repos ni jour, ni nuit. Convoqué jusqu'à quinze fois par jour dans différentes sections pour le faire changer de convictions, laissé cinq jours sans nourriture, mis la nuit pendant cinq heures dehors à la température de moins 25° en uniforme d'été, ensuite une nuit entière, puis plusieurs nuits, soumis à un lavage de cerveau, placé en cellule spéciale, dans une première cellule avec un châlit où il ne pouvait s'étendre, placé ensuite dans une deuxième petite cellule où il ne pouvait rester que debout et s'asseoir sur un banc, placé dans une troisième cellule où il recevait continuellement une douche froide du plafond, placé dans une quatrième cellule en chambre froide, les parois du réfrigérateur congelées jusqu'à la limite, cinquième cellule chambre de tortures, compression du corps, on le revêt d'un costume spécial en caoutchouc que l'on gonfle d'air, on lui comprime le corps en augmentant progressivement la pression. Le 17 juillet 1972, la famille est avertie par le télégramme suivant : « votre fils Yvan Vassilievitch Moïssiéff est mort tragiquement ». Les personnes qui assistent à l'examen du corps sont terrifiées : « autour du cœur, six profondes piqûres, sur la tête des blessures et des écorchures, les jambes et le dos avaient été fortement battus, sur la poitrine de grandes brûlures produisant un bruit à la percussion, autour de la bouche des ecchymoses. Vania Moïssiéff était mort par noyade, de force, dans la mer, à une profondeur de 1,56 mètre alors qu'il mesurait 1,85 mètre ». Cette affaire n'est pas ancienne, elle date de quatre ans à peine. C'est dire qu'elle est beaucoup plus proche que la persécution des communistes juifs de Tchécoslovaquie. La persécution de l'église baptiste continue avec une violence extraordinaire dans toute l'U. R. S. S. Qu'a fait le gouvernement français jusqu'à présent pour attirer l'attention de l'U. R. S. S. sur l'indignation du peuple français devant le maintien de procédés d'un autre âge qui ne sont pas conformes aux accords d'Helsinki.

Cambodge (examen des possibilités d'aide aux populations du Cambodge).

34632. — 1^{er} janvier 1977. — M. Pierre Bas expose à M. le ministre des affaires étrangères qu'il a pris connaissance avec intérêt de sa réponse en date du 17 décembre 1976 à sa question n° 32911 du 29 octobre 1976, relative au génocide perpétré par les nouvelles autorités du Cambodge sur les populations qu'elles avaient la charge de gouverner. Il prend bonne note de ce que le Gouvernement français n'a aucune relation avec les nouvelles autorités et qu'il doute qu'un débat dans une enceinte internationale soit de nature à améliorer le sort de la population cambodgienne. Dans ces conditions, l'auteur de la question demande quelles mesures concrètes le Gouvernement peut-il prendre pour essayer d'atténuer les souffrances d'une population désormais livrée aux sévices et aux excès d'un régime cruel et despotique.

AGRICULTURE

Elevage (menaces des importations étrangères sur l'élevage ovin français).

34588. — 1^{er} janvier 1977. — M. Alain Bonnet attire l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur les graves menaces que font peser sur l'élevage ovin français les importations étrangères, notamment en provenance de Grande-Bretagne. Bien que le secteur ovin ne représente que 2 p. 100 de la valeur de la production agricole française, sa protection et son développement sont indispensables à l'équilibre économique de certaines régions. Il lui demande en conséquence de maintenir une attitude très ferme car, à n'en pas douter, une atteinte en ce domaine provoquerait, dans le contexte socio-économique actuel, une crise extrêmement grave.

Etablissements secondaires (conséquences de la réduction des crédits de fonctionnement du lycée agricole de Bordeaux-Blanquefort (Gironde)).

34617. — 1^{er} janvier 1977. — M. Pierre Lagorce appelle l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur la situation du lycée agricole de Bordeaux-Blanquefort, dont les crédits d'enseignement ont été réduits de 20 p. 100 pour l'année scolaire 1976-1977, ce qui a entraîné des diminutions d'horaires dans certaines classes comme les sections préparatoires aux E. N. I. T. A., la suppression de plusieurs matières (histoire et géographie, éducation physique) et la disparition de certaines séances de travaux pratiques. Devant cette dégradation de la qualité de l'enseignement, le personnel enseignant a décidé une grève administrative des notes dès la rentrée scolaire et a suspendu les différents conseils de classe ainsi que les rencontres avec les parents, lesquels sont de plus en plus inquiets pour cette année scolaire qui leur paraît déjà très compromise. Il lui demande s'il n'estime pas le moment venu de prendre les initiatives nécessaires propres à débloquer une situation particulièrement préoccupante.

Olives (régularisation du marché des olives françaises de qualité).

34630. — 1^{er} janvier 1977. — M. Henri Michel attire l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur la situation actuelle du marché des olives de table de qualité, notamment dans la région du Nyonnais et des Baronnies. En effet, en plus des lourdes charges d'exploitation qui ne cessent d'augmenter, les oléiculteurs constatent avec une grande inquiétude la stagnation et même la baisse des cours des olives de qualité sur l'ensemble des marchés. Cette situation alarmante, qui dure depuis des années, semble s'amplifier au cours de cette campagne, et ceci avec comme principale raison les importations massives et anarchiques d'olives en provenance principalement du Maghreb et de Grèce. Il lui demande quelles dispositions il compte prendre pour permettre le rétablissement des cours à un taux permettant aux oléiculteurs de percevoir la juste rémunération de leur production et s'il n'envisage pas de faire prélever une taxe de péréquation sur les importations et de redistribuer celle-ci par une prime d'encouragement à l'arbre (indexée) réservée aux producteurs français d'olives de qualité.

ANCIENS COMBATTANTS

Carte du combattant (conditions d'attribution aux anciens prisonniers de guerre).

34580. — 1^{er} janvier 1977. — M. Audinot appelle l'attention de M. le secrétaire d'Etat aux anciens combattants sur l'article R. 224 C du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre. Celui-ci prévoit que la carte du combattant peut être attribuée à un ancien prisonnier de guerre à condition qu'il ait appartenu à une unité combattante et qu'il ait été détenu pendant une durée déterminée. Diverses dérogations ont déjà été adoptées par voie législative à cette règle. Il lui demande s'il ne lui semble pas possible de soumettre prochainement au Parlement un texte prévoyant non plus l'accumulation des deux conditions mais plutôt l'alternative. Cette mesure ayant pour but d'assimiler automatiquement tous les anciens prisonniers de guerre au rang des combattants.

COMMERCE ET ARTISANAT

Produits laitiers et œufs (réduction des marges bénéficiaires des détaillants).

34558. — 1^{er} janvier 1977. — M. Marchais fait état à M. le ministre du commerce et de l'artisanat de la situation difficile des détaillants en produits laitiers et en œufs. En effet, par le jeu conjugué des taxations auquel s'est ajouté le blocage récent des marges bénéficiaires, la distribution de ces produits se fait pour de nombreux petits commerçants avec des marges bénéficiaires largement inférieures aux charges d'exploitation. Il lui demande s'il ne lui apparaît pas urgent de prendre les mesures nécessaires afin de remédier à cet état de fait.

Voyageurs, représentants, placiers (détaxation des carburants automobiles en leur faveur).

34610. — 1^{er} janvier 1977. — M. Gaudin attire l'attention de M. le ministre du commerce et de l'artisanat sur la situation toujours plus difficile des voyageurs, représentants et placiers, à la suite de l'augmentation incessante du prix du carburant. Il lui fait remarquer que ces augmentations ont pour conséquence une diminution de leur pouvoir d'achat, plus particulièrement pour les représentants multi-

carte, rémunérés strictement à la commission, les frais de route leur incombant. Il lui demande s'il n'envisage pas de prendre des mesures en vue de faire bénéficier ces catégories de travailleurs d'une dérogation quant au prix du carburant.

DEFENSE

Service national (renboursement des frais de voyage des militaires stationnés en Allemagne).

34553. — 1^{er} janvier 1977. — M. Zeller attire l'attention de M. le ministre de la défense sur le fait que les militaires du contingent stationnés en Allemagne payent plein tarif sur les lignes du réseau ferroviaire allemand alors que leurs collègues stationnés sur le territoire métropolitain bénéficient de 4-5 voyages gratuits et du tarif réduit sur le réseau S. N. C. F. Il lui demande s'il ne serait pas plus équitable de rembourser les frais de voyage aux militaires stationnés en Allemagne.

Sous-officiers

(retard dans les promotions des sous-officiers de l'armée de terre).

34603. — 1^{er} janvier 1977. — M. Kallnsky attire l'attention de M. le ministre de la défense sur l'important retard apporté à la promotion des sous-officiers de l'armée de terre. Déjà une partie des sergents inscrits au tableau d'avancement ont vu leur promotion retardée de plusieurs mois. On annonce aujourd'hui que 550 d'entre eux verront cette promotion reportée en 1977 au plus tôt subissant de ce fait un préjudice sérieux sans que le moindre reproche puisse leur être fait. Il lui demande quelles dispositions il entend prendre pour respecter les promesses qui avaient été données à ces sous-officiers et pour leur garantir, à l'avenir, un déroulement normal de leur carrière.

Officiers et sous-officiers mariniers

(revalorisation de pensions des retraités et de leurs ayants droit).

34627. — 1^{er} janvier 1977. — M. Le Pensec expose à M. le ministre de la défense la situation faite aux retraités, veuves et orphelins des militaires officiers et sous-officiers mariniers. En dépit de l'application de la loi du 30 octobre 1975 et des motions remises au Gouvernement à l'issue des congrès de Rennes (11 avril 1975) et de Strasbourg (30 mai 1976), les officiers et sous-officiers mariniers sont conduits à penser que le Gouvernement méconnaît leurs aspirations profondes. Une revalorisation des pensions ainsi qu'une augmentation des taux de réversion s'imposent. En conséquence, il lui demande les mesures qu'il entend prendre pour donner suite aux promesses faites à de nombreuses reprises aux organisations représentant ces personnels.

EDUCATION

Promotion sociale (financement des cours de promotion sociale du lycée technique La Martinière à Lyon (Rhône)).

34547. — 1^{er} janvier 1977. — M. Gagnaire attire l'attention de M. le ministre de l'éducation sur le fait que les cours des auditeurs de la promotion sociale, organisés au lycée technique La Martinière et qui ont débuté au mois d'octobre 1976, subissent en ce moment de graves perturbations dues à des difficultés financières que rencontre le centre de promotion sociale. En effet, d'après les renseignements en sa possession, le mode de calcul des subventions de l'Etat a été modifié et les dites subventions sont attribuées en fonction du nombre d'auditeurs présents aux cours (antérieurement subventions attribuées au nombre d'heures de cours). Pour combler le manque de ressources, il aurait été demandé aux employeurs un pourcentage au titre de la formation continue. Il lui demande les mesures qu'il compte prendre afin de permettre la poursuite normale, dans de bonnes conditions, des cours précités.

Enseignement (propagande effectuée à propos de la réforme Haby).

34563. — 1^{er} janvier 1977. — M. Pujol s'étonne auprès de M. le ministre de l'éducation de n'avoir pas obtenu de réponse à sa question écrite n° 30877 parue au Journal officiel des débats de l'Assemblée nationale le 24 juillet 1976 (page 5355). Cinq mois s'étant écoulés depuis la parution de cette question et comme il tient à connaître sa position à l'égard du problème évoqué, il lui en renouvelle les termes en lui demandant si possible une réponse rapide. En conséquence, il lui expose les faits suivants : à l'issue du dernier trimestre de l'année scolaire, l'administration des établissements du second degré a joint aux bulletins de notes un dépliant édité par le ministère de l'éducation et destiné à expliquer la réforme Haby. La fédération des conseils de parents d'élèves

(Fédération Cornece), ayant considéré cette initiative comme une « propagande intolérable », a édité à son tour un dépliant en forme de réponse au document officiel. Le problème de la diffusion étant posé, plusieurs solutions ont été envisagées : la possibilité d'une expédition conjointe des deux dépliants avec le bulletin de notes a été rejetée, en général, par les chefs d'établissement. Mais il faut signaler la façon de procéder qui a été retenue dans certains cas : le chef d'établissement a fourni un jeu d'enveloppes timbrées, celles mêmes qui sont déposées au lycée par les familles en cas de besoin de correspondance. Ainsi la fédération a-t-elle bénéficié, à des fins de propagande, d'un « crédit postal » quelquefois très élevé, payé par les familles pour un tout autre usage. Il demande à M. le ministre ce qu'il pense de ces faits et quelles mesures il envisage de prendre pour répondre aux protestations élevées par les parents d'élèves (en particulier ceux appartenant à la fédération Lagarde).

Elèves (participation aux activités sociales et culturelles de la localité des internes et demi-pensionnaires des établissements d'enseignement).

34567. — 1^{er} janvier 1977. — M. Valenet attire l'attention de M. le ministre de l'éducation sur la nécessité, pour les élèves fréquentant l'internat ou la demi-pension dans les établissements d'enseignement, de participer pleinement aux activités sociales et culturelles de la ville où sont implantés leurs établissements scolaires. Cela nécessiterait la possibilité, pour eux, de pouvoir disposer librement de leurs loisirs. Or, il ne semble pas qu'actuellement, même avec l'autorisation écrite expresse de leurs tuteurs légaux, ces élèves en aient la possibilité. Il lui demande, en conséquence, s'il n'envisage pas de modifier la réglementation applicable aux internats et demi-pensions afin de permettre à ces jeunes gens et ces jeunes filles de bénéficier des facilités les plus larges pour accéder aux différents domaines de la culture.

Promotion sociale (financement des cours de promotion sociale du lycée technique La Martinière, à Lyon (Rhône)).

34574. — 1^{er} janvier 1977. — M. Hamel appelle l'attention de M. le ministre de l'éducation sur les perturbations que connaît actuellement le centre de promotion sociale du lycée technique La Martinière, à Lyon, notamment du fait du regroupement et même de la suppression de certaines sections en cours d'année scolaire et des modifications intervenues dans le mode de calcul des subventions au titre de la promotion sociale. Il lui demande quelles dispositions il compte prendre pour remédier à ces difficultés.

Enseignants (intégration des professeurs techniques des établissements techniques du second cycle dans le corps des certifiés).

34584. — 1^{er} janvier 1977. — M. Barberot attire l'attention de M. le ministre de l'éducation sur une anomalie que l'on constate dans la situation des professeurs techniques des établissements techniques du second cycle long. Actuellement, sont organisés des concours spéciaux permettant aux professeurs techniques adjoints des lycées techniques d'accéder au corps des professeurs certifiés. D'autre part, les professeurs techniques, qui sont tous d'anciens professeurs techniques adjoints, ont dû, pour accéder à leur grade actuel, subir un concours plus sélectif et plus difficile, tant par le contenu que par l'ampleur et la diversité des épreuves, que le concours spécial qui permet aux professeurs techniques adjoints d'accéder au corps des professeurs certifiés. Or, on constate que la carrière qui est ainsi ouverte aux professeurs techniques adjoints accédant au corps des certifiés par la voie du concours spécial offre des avantages beaucoup plus intéressants, aussi bien du point de vue horaires que du point de vue possibilité d'avancement par la promotion interne, que celle qui est offerte aux professeurs techniques. Il lui demande quelles mesures il envisage de prendre pour mettre fin à cette situation injuste et s'il ne conviendrait pas de permettre aux professeurs techniques des établissements techniques de second cycle long d'être intégrés dans le corps des certifiés.

Établissements secondaires (déficit de personnel au C. E. S. de Montigny-lès-Cormeilles [Val-d'Oise]).

34597. — 1^{er} janvier 1977. — M. Claude Weber expose à M. le ministre de l'éducation qu'au C. E. S. de la rue de Verneuil, à Montigny-lès-Cormeilles (95), l'atelier de maçonnerie de la S. E. S. a été supprimé faute de professeur nommé ; les élèves filles, dans certaines sections, viennent un jour sur deux, un P. T. E. P. « employé de collectivités » n'ayant pas été nommé ; les élèves de C. P. P. N. et de C. P. A. n'ont pas un horaire complet — il manque quinze heures de cours, dans ces classes, bien que les enseignants fassent

des heures supplémentaires ; le quatrième professeur d'éducation physique, indispensable pour assurer un horaire minimum, n'est toujours pas désigné. En conséquence, M. Claude Weber demande à M. le ministre de l'éducation quelles mesures il compte prendre afin de doter le C. E. S. de Montigny-lès-Cormeilles du personnel indispensable à son fonctionnement normal.

Etablissements secondaires (insuffisance de la surveillance et de la sécurité au lycée Romain-Rolland d'Ivry-sur-Seine [Val-de-Marne]).

34599. — 1^{er} janvier 1977. — M. Gosnat expose à M. le ministre de l'éducation que les conditions nécessaires pour assurer l'accueil, le travail, voire la sécurité, des 2070 élèves, des enseignants et des personnels du lycée Romain-Rolland, à Ivry-sur-Seine (Val-de-Marne), ne sont plus réunies. En effet, depuis plusieurs mois les vols de vélos, d'effets personnels, les déprédations sur les vélocipèdes, les véhicules des enseignants et des personnels se sont amplifiés. Ce climat d'insécurité s'est encore aggravé ces dernières semaines à la suite d'agressions dont ont été victimes plusieurs jeunes filles du lycée, à l'intérieur même de l'enceinte et pendant les heures de cours. La cause essentielle d'une telle situation tient dans l'insuffisance des effectifs de surveillance compte tenu de l'étendue et de la complexité des bâtiments de ce lycée. Les enseignants, les élèves, leurs parents et les élus municipaux sont légitimement très inquiets devant cette dégradation des conditions d'accueil et de travail. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour affecter un nombre de surveillants correspondant aux conditions particulières du lycée Romain-Rolland.

Etablissements secondaires (déficit de personnel au C. E. S. de Villecresnes [Val-de-Marne]).

34605. — 1^{er} janvier 1977. — M. Kalinsky attire l'attention de M. le ministre de l'éducation sur la grave pénurie de moyens de fonctionnement dont souffre le C. E. S. de Villecresnes (Val-de-Marne), dont la nationalisation deviendra effective au 1^{er} janvier 1977. Le poste de documentaliste n'a pas encore été créé. Une partie du personnel d'entretien et de service doit rester sous régie municipale pour pallier la carence de l'Etat qui n'a pas créé les postes correspondants. Cette solution provisoire se fait au détriment des budgets communaux qui supportent des charges incombant normalement à l'Etat. Or les effectifs du C. E. S., qui atteignent déjà 723 élèves, sont appelés à croître encore en fonction de plusieurs opérations immobilières importantes en cours de réalisation. Les difficultés actuelles risquent de s'aggraver en proportion si des mesures d'urgence ne sont pas prises. Il lui demande en conséquence quelles dispositions il entend prendre pour que le C. E. S. de Villecresnes dispose des moyens indispensables à son fonctionnement.

Institutrices et institutrices (maintien du rattachement des suppléants ou remplaçants à des zones d'intervention localisées).

34631. — 1^{er} janvier 1977. — M. Chevènement demande à M. le ministre de l'éducation : 1^o les raisons qui l'ont conduit à revenir, par circulaire parue au Bulletin officiel du 11 novembre 1976, sur le rattachement des institutrices suppléants ou remplaçants à des zones d'intervention localisées d'une vingtaine de classes, assurant ainsi à ces personnes une certaine sécurité de leurs salaires ; 2^o à quel montant il évalue les économies ainsi réalisées au détriment du personnel ; 3^o s'il envisage de revenir sur cette mesure conformément aux engagements pris il y a quelques mois.

EQUIPEMENT

TRANSPORTS

S. N. C. F. (billet de congé annuel à tarif réduit des vieux travailleurs non salariés).

34535. — 1^{er} janvier 1977. — M. Bonhomme demande à M. le ministre de l'équipement (Transports) s'il est bien exact que seuls peuvent bénéficier de la réduction de 30 p. 100 pour un voyage annuel sur les lignes de la S. N. C. F. les travailleurs salariés. Si tel est le cas, il lui demande s'il n'envisage pas d'abolir cette discrimination qui existe entre les vieux travailleurs salariés et non salariés.

Transports en commun (extension du bénéfice de la carte orange aux travailleurs résidant dans l'Oise).

34537. — 1^{er} janvier 1977. — M. Dehelme rappelle à M. le ministre de l'équipement (Transports) que la loi n^o 71-559 du 12 juillet 1971 modifiée relative à

Paris et des départements limitrophes à un versement destiné aux transports en commun de la région parisienne dispose en son article 3 que ce versement est affecté à la compensation des réductions de tarifs que les entreprises de transport en commun de la région Ile-de-France consentent aux usagers de ces transports, ceci à condition que ces entreprises de transports soient admises au bénéfice de cette compensation par le Syndicat des transports parisiens dont la compétence s'exerce dans les seules limites de la région des transports parisiens. Si le périmètre de la région des transports parisiens peut être modifié par décret jusqu'à coïncider avec les limites de la région Ile-de-France, il est exclu qu'il puisse les dépasser car dans une telle hypothèse, les départements concernés devraient laisser, à des instances où ils ne sont pas représentés, la réglementation des transports sur une partie de leur territoire et ils bénéficieraient par ailleurs d'un système de transport sans participer aux charges de son fonctionnement. C'est pour cette raison que les salariés qui se rendent chaque jour à Paris à partir d'une gare de départ située dans le département de l'Oise, qui appartient à la région de Picardie, ne peuvent bénéficier de la carte orange. Cette impossibilité de circuler avec la carte orange est extrêmement regrettable et les arguments administratifs précédemment rappelés pour justifier qu'ils en soient exclus ne sont pas satisfaisants. On peut d'ailleurs observer à cet égard que les entreprises de la région parisienne devraient participer au financement du transport de l'ensemble du personnel qu'elles emploient et dont elles bénéficient, que celui-ci réside dans la zone dite des transports parisiens fixée par le décret du 11 avril 1975 ou hors de cette zone. Ce problème est particulièrement sérieux pour les travailleurs des régions de Creil, Compiègne et Crépy qui disposent de trains fréquents et rapides et viennent chaque jour travailler dans la capitale. Il lui demande que le problème ainsi exposé fasse l'objet d'une étude approfondie afin de lever l'obstacle constitué par les arguments administratifs précédemment exposés, de telle sorte que, par une mesure de simple équité, les travailleurs en cause puissent bénéficier de la carte orange (zone n° 5).

S. N. C. F. (conditions d'exploitation de la ligne Paris—Clermont-Ferrand).

34625. — 1^{er} janvier 1977. — **M. Sauzedde** appelle l'attention de **M. le ministre de l'équipement (Transports)** sur les doléances dont il est saisi depuis quelque temps par de nombreux usagers de la ligne ferroviaire Clermont-Ferrand—Paris. En ce qui concerne tout d'abord les trains « Corail », il lui signale que de nombreux voyageurs souhaitent que le matériel desservant cette ligne comporte, outre les voitures actuelles, des voitures avec des compartiments que certains préfèrent pour diverses raisons (pas de circulation des voyageurs entre les sièges, tranquillité pour travailler et pour lire, regroupement plus facile de voyageurs désirant être ensemble, etc.). Par ailleurs, de nombreux usagers protestent contre les conditions dans lesquelles est utilisée la voiture-restaurant « grill-express » les jours d'affluence. Certains voyageurs qui n'ont pu obtenir de place assise notamment parce qu'ils ont négligé de prendre une réservation s'installent pour voyager dans la voiture-restaurant et ne prennent pas toujours une consommation ou ne prennent qu'une boisson. Les voyageurs qui souhaitent déjeuner ou dîner ne trouvent donc pas la place assise à laquelle ils peuvent prétendre et les incidents se multiplient entre les clients. C'est pourquoi il lui demande de bien vouloir lui faire connaître quelles mesures il compte prendre, d'une part, pour diversifier le matériel du train « Corail » et, d'autre part, pour que la voiture « grill-express » soit utilisée désormais conformément à sa vocation.

INDUSTRIE ET RECHERCHE

*Industrie de la machine-outil
(mesures en vue d'assurer l'avenir de cette activité).*

34618. — 1^{er} janvier 1977. — **M. Pierre Joxe** demande à **M. le ministre de l'industrie et de la recherche** de bien vouloir lui indiquer les mesures envisagées pour assurer le maintien de l'industrie française de la machine-outil qui subit actuellement les conséquences du ralentissement des investissements et de lui préciser, en particulier, les mesures qui peuvent être prises pour sauvegarder la capacité de production et l'emploi du personnel des établissements Escoffier de Chalon-sur-Saône.

Charbon (encouragement aux investissements charbonniers recommandés par la C. E. E.).

34626. — 1^{er} janvier 1977. — **M. André Billoux** attire l'attention de **M. le ministre de l'industrie et de la recherche** sur les recommandations de la commission de la C. E. E. consistant à encourager la production charbonnière et à accorder des subventions

communautaires (2,8 milliards de francs) aux entreprises de production d'électricité qui consacreront de nouveaux investissements à l'utilisation du charbon. Il lui demande ce qu'il compte faire dans ce sens et en particulier dans le domaine des investissements charbonniers.

Hydrocarbures (indemnisation des revendeurs de fuel domestique pour les pertes subies à la suite des restrictions dues à la crise pétrolière).

34628. — 1^{er} janvier 1977. — **M. Raymond Forni** demande à **M. le ministre de l'industrie et de la recherche** comment il entend compenser les pertes subies par les revendeurs de fuel domestique suite aux restrictions imposées par la crise pétrolière. Il lui précise qu'en 1974 était instituée une prime de l'ordre de 0,40 franc lorsque le tirage vendu dans l'année était égal ou supérieur à 1 million de litres. Il lui indique que certaines compagnies pétrolières se sont refusées à livrer cette quantité afin de ne point faire bénéficier les revendeurs de cette bonification. Il lui demande à qui en définitive de tels procédés profitent et si il entend y mettre un terme ou rétablir les revendeurs dans leurs droits, quelque soit le tirage vendu ou en tout cas lorsque celui-ci est inférieur à 1 million de litres compte tenu des restrictions imposées.

INTERIEUR

Maîtres-nageurs (statut des maîtres-nageurs municipaux).

34582. — 1^{er} janvier 1977. — **M. Jean Briane** demande à **M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur**, de bien vouloir indiquer si le maître-nageur municipal qui enseigne la natation aux enfants fréquentant les établissements scolaires du premier degré doit être considéré comme un agent municipal soumis au statut du personnel municipal.

Stupéfiants (statistiques).

34591. — 1^{er} janvier 1977. — Connaissant les efforts entrepris tant par **M. le ministre de l'intérieur** que par le service des douanes dans la lutte contre le trafic de drogue, la question se pose de savoir si **Mme le ministre de la santé** est à même de préciser si le nombre des intoxiqués sur le territoire métropolitain français est en régression ou en augmentation. **Mme le ministre de la santé** pourrait-elle préciser le nombre total des intoxiqués au cours de ces dernières années en déterminant les intoxications dont ils sont les victimes. **M. Cousté** lui demande enfin d'établir une comparaison par rapport aux autres pays occidentaux et quelle est la situation de la France et de ses diverses régions.

Education physique et sportive (définition du statut des moniteurs d'E. P. S. du cadre communal).

34602. — 1^{er} janvier 1977. — **M. Kalinsky** attire l'attention de **M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur**, sur la nécessité de tenir compte de la spécification des tâches des moniteurs d'éducation physique du cadre communal par la définition de leurs obligations de services. Alors que les horaires de présence et les congés des personnels qui relèvent de l'Etat sont statutairement établis en fonction des tâches particulières correspondant à l'enseignement de l'éducation physique et des sports, il n'existe aucun texte réglementaire analogue pour ceux qui exercent les mêmes attributions au titre d'employés communaux. Il lui demande en conséquence quelles dispositions sont envisagées pour mettre fin à cette anomalie et pour donner aux moniteurs d'éducation physique du cadre communal un statut correspondant à leurs fonctions.

DÉPARTEMENTS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER

Transports aériens (raisons de l'existence des fiches de police à remplir à l'entrée et à la sortie des départements et territoires d'outre-mer).

34614. — 1^{er} janvier 1977. — **M. Alain Vivien** appelle l'attention de **M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur (Départements et territoires d'outre-mer)**, sur les fiches de police que sont contraints de remplir, tant à l'entrée qu'à la sortie des D. O. M. et des T. O. M., tous les citoyens français provenant de la métropole ou s'y rendant. Il lui serait reconnaissant de bien vouloir lui exposer le fondement réglementaire d'une telle pratique et sa justification. En effet, à sa connaissance, les lignes aériennes françaises reliant les D. O. M. et les T. O. M. à la métropole sont considérées comme des lignes aériennes intérieures et les formalités en cause ne sont pas plus exigées en métropole pour les citoyens français partant ou venant d'outre-mer que pour ceux voyageant entre la province et Paris.

Elections (pratiques frauduleuses d'inscription sur les listes électorales dans certains départements d'outre-mer).

34615. — 1^{er} janvier 1977. — M. Alain Vivien attire l'attention de M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur (Départements et territoires d'outre-mer) sur certaines pratiques observées ces jours derniers dans plusieurs départements d'outre-mer, et notamment en Martinique, qui semblent s'apparenter à un nouveau type de fraude électorale. Un employé d'une préfecture d'un D. O. M. rémunéré sur les fonds de chômage a été envoyé à Paris afin de collecter les procurations de certains Antillais résidant en métropole où un certain nombre d'entre eux sont inscrits sur les listes électorales. D'autre part, de faux certificats de loyers et de faux engagements sur l'honneur sont présentés dans certaines mairies des D. O. M. pour obtenir frauduleusement inscription sur les listes électorales. Il lui demande quelles mesures il compte prendre : 1^{er} pour que les fonds de chômage ne soient pas détournés à des fins politiques ; 2^o pour pallier rapidement les menaces de fraude électorale qui se manifestent à quelques mois des élections municipales.

Français à l'étranger (avenir des citoyens français employés par l'administration du condominium des Nouvelles-Hébrides).

34542. — 1^{er} janvier 1977. — M. Piot appelle l'attention de M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur (Départements et territoires d'outre-mer), sur la situation des citoyens français employés par l'administration conjointe des Nouvelles-Hébrides. Dans le condominium franco-britannique des Nouvelles-Hébrides créé par le protocole de 1914 des services communs ont été progressivement mis en place et l'on a fait appel pour les constituer à des citoyens français et à des sujets de sa Majesté britannique auxquels sont venus se joindre des autochtones des Nouvelles-Hébrides. Les Français, à part quelques fonctionnaires des cadres métropolitains détachés, appartiennent à deux catégories : fonctionnaires de l'administration condominiale ou contractuels de cette même administration. Ils s'interrogent avec anxiété sur leur avenir étant donné l'évolution politique prévisible du condominium. Actuellement ils ne peuvent espérer être pris en charge par la fonction publique française, aucun texte ne prévoyant l'équivalence entre les services accomplis au sein de l'administration condominiale et ceux qui entreraient en ligne de compte dans la fonction publique française. Il s'ensuit que si ces Français devaient quitter l'administration condominiale pour des raisons touchant à l'évolution locale des institutions, l'administration française ne serait pas en mesure de les intégrer dans la fonction publique ou de les prendre en charge comme contractuels en tenant compte de leur ancienneté dans l'administration condominiale. Cela est profondément injuste, le condominium assurant des services qui, dans un territoire traditionnel, auraient relevé de l'administration française. Seule une loi peut reconnaître cette équivalence et permettre ainsi l'intégration de certains d'entre eux dans la fonction publique et la prise en charge des autres dans un corps parallèle géré soit par la résidence de France aux Nouvelles-Hébrides soit par un autre organisme étatique. L'effectif de ces Français est de 150 (75 pour les cadres permanents et 75 contractuels). Il lui demande de bien vouloir lui faire connaître quelles mesures il envisage de prendre pour assurer dans les meilleurs délais l'avenir de ces Français qui ont servi et servent encore avec le plus grand dévouement la métropole et dont la situation risque de devenir délicate.

Alcools (suspension du paiement des nouveaux droits sur les rhums d'outre-mer).

34554. — 1^{er} janvier 1977. — M. Jalton attire l'attention de M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur (Départements et territoires d'outre-mer) sur les graves conséquences de l'acceptation par la commission parlementaire Assemblée-Sénat de l'amendement Haby relatif aux droits sur les eaux-de-vie à compter du 1^{er} février 1977. Il lui rappelle que cet amendement diminue de 50 p. 100 l'écart des droits entre les eaux-de-vie concurrentes métropolitaines et les rhums des départements d'outre-mer ; qu'il est en contradiction flagrante avec la volonté affirmée du Gouvernement de restructurer l'industrie sucrière dans les départements d'outre-mer en général et dans le département de la Guadeloupe en particulier ; que dans ce département de la Guadeloupe, sinistré, une telle décision ne manquerait pas de perturber très gravement le climat social déjà altéré par les hésitations du Gouvernement quant aux mesures d'indemnisation des victimes de l'arrêt préfectoral d'évacuation du 15 août 1976 ; qu'enfin cette décision compromettrait très gravement l'équilibre des rares usines sucrières qui subsistent et remettra en cause le mécanisme de la prochaine campagne sucrière constamment altérée les années d'élection et tout particulièrement le prix de la tonne de canne. Il lui demande de tout mettre en œuvre pour que le Gouvernement suspende le paiement des droits sur le rhum en attendant un nouvel examen par le Parlement.

QUALITE DE LA VIE

Chasse (publication du statut des gardes-chasse fédéraux).

34547. — 1^{er} janvier 1977. — M. Boudet rappelle à M. le ministre de la qualité de la vie qu'en vertu de l'article 384 du code rural (art. 10 de la loi n° 75-345 du 14 mai 1975) relative au permis de chasser, tous les gardes-chasse dépendant de l'office national de la chasse et des fédérations départementales des chasseurs sont soumis à un statut national. Ce statut est impatientement attendu par l'ensemble des gardes-chasse fédéraux qui demandent que leurs conditions de travail et leurs traitements soient alignés sur ceux des agents de la police nationale (gardiens de la paix, C. R. S.) qui sont recrutés dans les mêmes conditions. Il semble, en effet, que la mission accomplie par un garde-chasse commissionné au titre des eaux et forêts et les risques qu'ils courent doivent conduire à lui accorder des conditions analogues à celles qui sont prévues pour d'autres catégories d'agents chargés de la police. Il lui demande de bien vouloir indiquer dans quel délai ce statut national sera établi et s'il peut donner l'assurance que les vœux exprimés par les gardes-chasse fédéraux recevront satisfaction.

JEUNESSE ET SPORTS

Education physique et sportive (définition du statut des moniteurs d'E. P. S. du cadre communal).

34601. — 1^{er} janvier 1977. — M. Kalinsky attire l'attention de M. le ministre de la qualité de la vie (Jeunesse et sports) sur la nécessité de tenir compte de la spécification des tâches des moniteurs d'éducation physique du cadre communal par la définition de leurs obligations de services. Alors que les horaires de présence et les congés des personnels qui relèvent de l'Etat sont statutairement établis en fonction des tâches particulières correspondant à l'enseignement de l'éducation physique et des sports, il n'existe aucun texte réglementaire analogue pour ceux qui exercent les mêmes attributions au titre d'employés communaux. Il lui demande en conséquence quelles dispositions sont envisagées pour mettre fin à cette anomalie et pour donner aux moniteurs d'éducation physique du cadre communal un statut correspondant à leurs fonctions.

Education physique et sportive (insuffisance des moyens et des effectifs enseignants au C. E. S. de Villecresnes (Val-de-Marne)).

34606. — 1^{er} janvier 1977. — M. Kalinsky constate que M. le ministre de la qualité de la vie (Jeunesse et sports) n'a pas répondu à ses questions écrites du 14 janvier 1976 et du 14 août 1976 relatives aux manques de maîtres et de moyens pour l'éducation physique et le sport au C. E. S. de Villecresnes (Val-de-Marne). Or le déficit ne cesse de s'aggraver à mesure que les effectifs augmentent en liaison avec l'accroissement de la population de ce secteur en voie d'urbanisation. Il est estimé actuellement à 32 heures sur la base de 3 heures hebdomadaires et de 140 heures sur la base des 5 heures réglementaires. Il lui demande en conséquence : 1^o quelles dispositions il envisage pour créer de toute urgence les postes de maîtres d'éducation physique qui font défaut, 2^o quels crédits ont été prévus pour la réalisation du gymnase dont l'emplacement est disponible à proximité du C. E. S.

Equipeement sportif et socio-éducatif (modalités de financement du C. R. E. P. S. de Dinard (Ille-et-Vilaine)).

34629. — 1^{er} janvier 1977. — M. Josselin attire l'attention de M. le ministre de la qualité de la vie (Jeunesse et sports) sur la situation du sous-équipement pédagogique du C. R. E. P. S. de Dinard. Les besoins sont si criants que l'administration a convenu de réaliser les équipements indispensables. Cependant les travaux seraient réalisés sur des crédits régionaux sans affectation supplémentaire de crédits à la direction régionale. L'enveloppe de crédits d'équipement de la D. R. J. S. L. étant ce qu'elle est, c'est-à-dire manifestement insuffisante, les travaux du C. R. E. P. S. ne pourront être réalisés que par tranches ; tranches qui seront fixées en tenant compte de la maigreur des crédits et non en tenant compte des besoins indispensables. Cette procédure reportera à de nombreuses années la fin d'opérations pourtant d'une extrême urgence. D'autre part, l'absorption par le C. R. E. P. S., d'une part importante des crédits d'équipement de la région, aura pour effet de diminuer sensiblement les équipements sportifs (scolaires ou civils) dans les quatre départements bretons déjà sous-équipés. La vocation inter-régionale et nationale du C. R. E. P. S. de Dinard (en particulier pour la formation initiale des professeurs adjoints et pour de nombreux stages sportifs et socio-éducatifs) implique que son équipement soit assuré par des crédits dégagés au plan national. Il lui demande pour quels motifs les travaux d'équipement du C. R. E. P. S. de Dinard seront réalisés sur des crédits régionaux et non sur des crédits nationaux.

RELATIONS AVEC LE PARLEMENT

Panthéon (transfert des cendres de Mme Eugénie Eboué).

34592. — 1^{er} janvier 1977. — M. Pierre Bas demande à M. le ministre chargé des relations avec le Parlement quelle suite il entend réserver à sa question n° 13194 du 31 août 1974, lui demandant s'il avait l'intention de faire inscrire à l'ordre du jour prioritaire de l'Assemblée nationale la proposition de loi n° 1142 relative au transfert au Panthéon des cendres de Mme Eugénie Eboué, en date du 10 juillet 1974. Il rappelle que cette proposition a été votée à l'unanimité par la commission des affaires culturelles. Elle concerne une personnalité de tout premier plan, Eugénie Eboué, qui représente admirablement les vertus de la femme française. Jeune femme courageuse, soucieuse du bien être des populations qu'administre son mari et auxquelles elle consacre des livres, elle est la compagne fidèle, intelligente et active du premier résistant de l'empire français. Elle mènera une œuvre sociale de premier ordre, député, sénateur, membre du conseil économique, commandeur de la Légion d'honneur, Eugénie Eboué a montré par toute sa vie ce que pouvaient être dans des circonstances dramatiques les vertus, la force de caractère, le courage dans l'adversité, le sens des autres et la bonté qui caractérisent les femmes antillaises. L'entrée de la dépouille mortelle de cette femme d'élite au Panthéon serait un juste témoignage du respect et de la reconnaissance de la nation pour l'œuvre d'Eugénie Eboué. Elle serait aussi pour toutes les femmes des Antilles, de la Guyane et de la Réunion, la consécration de ce que la République sait reconnaître tous les mérites y compris ceux des Français et des Françaises de couleur qui sont toujours au premier rang pour le sacrifice, et qui mériteraient peut-être d'être un jour à l'honneur.

SANTÉ

Préparateurs en pharmacie (dépôt du projet de loi relatif à leur statut).

34544. — 1^{er} janvier 1977. — M. Commenay rappelle à Mme le ministre de la santé que dans sa réponse à la question écrite n° 28717 (*Journal officiel*, Débats A. N., du 4 septembre 1976, page 5770) elle a indiqué que le projet de loi modifiant la législation portant statut des préparateurs en pharmacie avait été présentée aux organisations professionnelles intéressées et que le texte remanié compte tenu des observations des autres ministres concernés avait été soumis à l'avis du Conseil d'Etat. Il était précisé également que ce projet de loi serait déposé sur le bureau des assemblées dès qu'il aurait reçu l'approbation du conseil des ministres. A ce jour le texte n'a pas encore été déposé, ce qui suscite des inquiétudes bien légitimes parmi les préparateurs en pharmacie. Il lui demande si elle peut donner l'assurance que ce projet de loi sera effectivement déposé dans les meilleurs délais.

Préparateurs en pharmacie (dépôt du projet de loi relatif à leur statut).

34545. — 1^{er} janvier 1977. — M. Jean Briane rappelle à Mme le ministre de la santé que dans sa réponse à la question écrite n° 28717 (*Journal officiel*, Débats A. N., du 4 septembre 1976, page 5770) elle a indiqué que le projet de loi modifiant la législation portant statut des préparateurs en pharmacie avait été présentée aux organisations professionnelles intéressées et que le texte remanié compte tenu des observations des autres ministres concernés avait été soumis à l'avis du Conseil d'Etat. Il était précisé également que ce projet de loi serait déposé sur le bureau des assemblées dès qu'il aurait reçu l'approbation du conseil des ministres. A ce jour le texte n'a pas encore été déposé ce qui suscite des inquiétudes bien légitimes parmi les préparateurs en pharmacie. Il lui demande si elle peut donner l'assurance que ce projet de loi sera effectivement déposé dans les meilleurs délais.

Préparateurs en pharmacie (dépôt du projet de loi relatif à leur statut).

34546. — 1^{er} janvier 1977. — M. Forens rappelle à Mme le ministre de la santé que dans sa réponse à la question écrite n° 28717 (*Journal officiel*, Débats A. N., du 4 septembre 1976, page 5770) elle a indiqué que le projet de loi modifiant la législation portant statut des préparateurs en pharmacie avait été présentée aux organisations professionnelles intéressées et que le texte remanié compte tenu des observations des autres ministres concernés avait été soumis à l'avis du Conseil d'Etat. Il était précisé également que ce projet de loi serait déposé sur le bureau des assemblées dès qu'il aurait reçu l'approbation du conseil des ministres. A ce jour le texte n'a pas encore été déposé ce qui suscite des inquiétudes bien légitimes parmi les préparateurs en pharmacie. Il lui demande si elle peut donner l'assurance que ce projet de loi sera effectivement déposé dans les meilleurs délais.

Préparateurs en pharmacie (dépôt du projet de loi relatif à leur statut).

34551. — 1^{er} janvier 1977. — M. Barberot rappelle à Mme le ministre de la santé que, dans sa réponse à la question écrite n° 28/17 (*Journal officiel*, Débats A. N., du 4 septembre 1976, page 5770) elle a indiqué que le projet de loi modifiant la législation portant statut des préparateurs en pharmacie avait été présentée aux organisations professionnelles intéressées et que le texte remanié compte tenu des observations des autres ministres concernés avait été soumis à l'avis du Conseil d'Etat. Il était précisé également que ce projet de loi serait déposé sur le bureau des assemblées dès qu'il aurait reçu l'approbation du conseil des ministres. A ce jour le texte n'a pas encore été déposé ce qui suscite des inquiétudes bien légitimes parmi les préparateurs en pharmacie. Il lui demande si elle peut donner l'assurance que ce projet de loi sera effectivement déposé dans les meilleurs délais.

Laboratoires pharmaceutiques (conséquences sur l'emploi de la réforme du taux de remboursement de certaines spécialités).

34568. — 1^{er} janvier 1977. — M. Valenet attire l'attention de Mme le ministre de la santé sur les difficultés auxquelles devrait faire face un certain nombre de laboratoires, si la suppression du remboursement, par la sécurité sociale, de certaines spécialités pharmaceutiques était réalisée. Il lui signale en particulier que, dans sa circonscription, des laboratoires fabriquent des spécialités touchées par cette modification, pour un pourcentage d'environ 75 p. 100 du chiffre d'affaires. Compte tenu des risques que cela représenterait pour l'emploi de ces travailleurs dans un environnement économique difficile, il lui demande quelles mesures ont été envisagées pour éviter que cette réforme du taux de remboursement de certaines spécialités pharmaceutiques ne se traduise par une aggravation du chômage, au cas où elle serait appliquée.

Hôpitaux (menace de licenciement d'auxiliaires du centre hospitalier de Charleville-Mézières [Ardennes]).

34596. — 1^{er} janvier 1977. — M. Claude Weber attire l'attention de Mme le ministre de la santé sur les menaces de licenciements pesant sur le centre hospitalier de Charleville-Mézières, la direction de ce centre vient d'annoncer sa décision de ne pas procéder au renouvellement des contrats de quarante-deux auxiliaires employés dans ses services. D'ici la fin janvier, cent vingt autres seront frappés de licenciement. Ces licenciements qui se traduiraient par une dégradation des services de la santé constituent une attaque inadmissible contre le droit à la santé de la population. En conséquence, il lui demande de préciser les dispositions immédiates qu'elle compte prendre pour assurer qu'il ne soit procédé à aucun licenciement.

Aides ménagères (amélioration de leur statut et de leurs rémunérations).

34600. — 1^{er} janvier 1977. — M. Maisonrat attire l'attention de Mme le ministre de la santé sur les problèmes préoccupants de la profession d'aide ménagère en ce qui concerne la garantie de l'emploi, la garantie du pouvoir d'achat ainsi que la mise en place d'un véritable statut. La situation des aides ménagères ou travailleuses sociales ne correspond pas actuellement au rôle qu'elles jouent dans la société. Au nombre de près de 20 000 en France, leur travail présente de multiples aspects et leur rôle est irremplaçable si l'on veut respecter les orientations du VII^e Plan privilégiant le maintien à domicile de la personne âgée. Au niveau moral, leur fonction se traduit par une rupture de l'isolement, l'établissement de liens avec l'extérieur, une capacité d'écoute des problèmes vécus par la personne âgée et par des mesures préventives inhérentes à l'état de santé de la personne âgée. Dans le cadre de l'habitat, le rôle de l'aide ménagère se traduit par une prévention du taudis et une amélioration du cadre de vie. A un niveau plus général, l'aide ménagère est appelée à développer des actions en liaison avec les autres travailleurs sociaux en vue d'une collaboration pour le maintien à domicile. Dans ces conditions, il apparaît que leur situation financière et statutaire ne correspond pas à leurs responsabilités. En conséquence, il est urgent que soit élaboré en collaboration avec les organisations syndicales et les associations concernées un véritable statut de la profession d'aide ménagère. Ce statut devrait définir le rôle des aides ménagères et leur assurer la garantie de l'emploi en instaurant la mensualisation (40 heures rémunérées pour 36 heures effectives, compte tenu de la pénibilité des tâches) et la couverture des risques sociaux actuellement non effective. Il lui demande quelles mesures elle compte prendre en ce sens.

Vaccinations (pénurie de vaccins antidiphthériques et antitétaniques).

34612. — 1^{er} janvier 1977. — **M. Saint-Paul** attire l'attention de **Mme le ministre de la santé** sur la pénurie actuelle de vaccins antidiphthériques et antitétaniques et sur les conséquences extrêmement graves de cette situation qui risque de provoquer une recrudescence de ces deux affections qui avaient, grâce à la vaccination, pratiquement disparu. Il lui demande quelles dispositions elle compte prendre pour y remédier le plus rapidement possible.

TRAVAIL

Prestations familiales (relèvement du revenu minimum garanti au titre de l'allocation de parent isolé).

34539. — 1^{er} janvier 1977. — **M. Fanton** rappelle à **M. le ministre du travail** que le décret n° 76-893 du 28 septembre 1976 précise les conditions d'application de la loi n° 76-617 du 9 juillet 1976 en ce qui concerne l'allocation de parent isolé. Ce décret fixe le montant minimum du revenu familial à 130 p. 100 de la base mensuelle de calcul des allocations familiales pour le parent isolé, soit 902 francs, et à 44 p. 100 de la même base par enfant à charge, soit 305 francs. Ainsi une personne isolée ayant un enfant à charge se verra garantir un revenu minimum de 902 francs + 305 francs = 1 207 francs. Elle percevra donc une allocation de parent isolé égale à la différence entre cette somme et ses ressources propres. Cette mesure, qui s'applique dès le 1^{er} octobre 1976, ne doit malheureusement bénéficier qu'à 36 000 familles. Si les nouvelles dispositions en cause sont intéressantes dans leur principe, il n'en demeure pas moins que le revenu minimum ainsi garanti est insuffisant. Il serait souhaitable que le parent isolé ayant un enfant à charge puisse bénéficier d'une allocation de parent isolé égale, à défaut de ressources personnelles, au montant du S. M. I. C. Il lui demande quelle est sa position à l'égard de cette suggestion.

Prestations familiales (extension aux femmes chefs de famille des prêts accordés aux jeunes ménages).

34540. — 1^{er} janvier 1977. — **M. Fanton** appelle l'attention de **M. le ministre du travail** sur les dispositions du décret n° 76-117 du 3 février 1976 portant application de l'article 3 de la loi n° 75-06 du 3 janvier 1975 complétant l'article L. 543 du code de la sécurité sociale instituant des prêts aux jeunes ménages. Ces prêts destinés à favoriser l'installation des jeunes ménages de condition modeste sont accordés par l'organisme ou le service chargé du paiement des prestations familiales. Les prêts en cause peuvent être utilisés pour l'équipement mobilier et ménager des jeunes ménages et, le cas échéant, pour les frais entraînés par la location d'un logement correspondant aux besoins familiaux du jeune ménage. Il lui demande s'il n'estime pas souhaitable que ces dispositions soient étendues aux femmes chefs de famille qui, après un divorce ou une naissance, se trouvent dans l'obligation d'organiser leur vie d'une manière différente. La situation financière des intéressées est généralement, à ce moment, particulièrement difficile. Pour leur permettre de reconstruire un nouveau cadre familial il serait extrêmement souhaitable qu'elles puissent bénéficier, sans condition d'âge, d'un prêt analogue à celui accordé aux jeunes ménages en vertu des textes précités.

Assurance-vieillesse (validation des périodes d'activité en qualité d'aide familial ou d'associé d'exploitation dans le régime des commerçants et artisans).

34541. — 1^{er} janvier 1977. — **M. Labbé** rappelle à **M. le ministre du travail** que la situation des membres de la famille d'un exploitant agricole a été très sensiblement améliorée par la loi n° 73-650 du 13 juillet 1973 relative au statut des associés d'exploitation et à la modification de l'assurance-vieillesse des personnes non salariées-agricoles. En effet, selon les termes de l'article 10 de cette loi, il est inséré au code rural un article 1122-1 prévoyant l'attribution d'une retraite de base, non soumise à condition de ressources, au profit des membres de la famille réunissant les conditions d'âge et de durée d'activités professionnelles requise, dès lors qu'ils ont donné lieu aux versements de la cotisation individuelle pendant une durée minimale de cinq ans. Bénéficient également de cette nouvelle mesure les membres de la famille qui ne réunissant pas en cette qualité cinq années de cotisations sont appelés à effectuer un rachat de cotisations ainsi que ceux qui, n'ayant jamais cotisé au régime obligatoire d'assurance vieillesse des non-salariés agricoles, ont effectué pendant cinq ans au moins des versements facultatifs au régime des assurances sociales agricoles pour le risque vieillesse. Il lui fait observer qu'aucune disposition analogue n'existe dans le régime vieillesse des commerçants ou des artisans. Il existe pourtant de nombreux associés d'exploitation (ou aides

familiaux) qui, avant leur mariage et parfois même pendant quelques années après celui-ci, ont aidé leurs parents installés comme commerçants ou artisans. Lorsque ces aides familiaux s'installent ensuite à leur compte comme commerçants ou artisans, leur période de cotisation au régime vieillesse des commerçants ou des artisans se trouve réduite compte tenu de leur âge. Il serait extrêmement souhaitable qu'à leurs années d'activité comme commerçants ou artisans puissent s'ajouter celles durant lesquelles ils ont aidé leurs parents dans des activités professionnelles analogues. Il lui demande si ce problème a déjà été mis à l'étude et, dans l'affirmative, quelle est sa position à ce sujet.

Emploi (conditions d'attribution de la prime de mobilité).

34552. — 1^{er} janvier 1977. — **M. Zeller** demande à **M. le ministre du travail** s'il n'estime pas qu'il serait plus juste qu'en application de la circulaire du 25 juin 1973 la prime de mobilité soit également attribuée au demandeur, même si le premier emploi est occupé dans le secteur public.

Emploi (licenciements et déplacements de personnel dans le cabinet d'études Michallet et Sapet à Danzère [Isère]).

34557. — 1^{er} janvier 1977. — **M. Maisonnat** attire l'attention de **M. le ministre du travail** sur les licenciements et les déplacements de personnels dans le cabinet Michallet et Sapet sis à Donzère. Il s'agit d'un bureau d'études comprenant 37 personnes, ayant pour vocation l'étude et la réalisation d'installations anti-pollution et qui se trouve être une filiale, par l'intermédiaire de la S. A. P. F. C. du groupe Elf-Aquitaine. A la suite de difficultés budgétaires, le conseil d'administration a décidé la fermeture de l'entreprise, le licenciement d'une vingtaine de personnes et le regroupement du personnel restant au sein d'une nouvelle société, la S. E. R. A. dont les objectifs sont les mêmes... Il semble que la politique menée, ou l'absence de politique ait une grande part de responsabilité dans la situation présente. Le personnel dénonce en particulier les insuffisances du programme de prospections, les marchés de réalisation confiés à des ingénieurs externes au groupe, les conditions financières imposées par le groupe au C. M. S. qui ont largement contribué au déficit. Il semble de toutes façons difficile de croire qu'un groupe tel que la société nationale Elf-Aquitaine ne puisse maintenir l'emploi d'une vingtaine de personnes. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour éviter tout licenciement et permettre le maintien intégral du personnel à Donzère.

Assurance vieillesse invalidité (situation d'un ancien employé de la Compagnie fermière des chemins de fer tunisiens).

34570. — 1^{er} janvier 1977. — **M. Cornut-Gentile** expose à **M. le ministre du travail** qu'un ancien employé de la Compagnie fermière des chemins de fer tunisiens, qui avait été victime d'un accident du travail le 11 mai 1950 lui occasionnant une incapacité de 17 p. 100, a ensuite été intégré à la S. N. C. F., où il a pris sa retraite en 1965. Le 26 juillet 1974, il a déposé un dossier à la caisse des dépôts et consignations de Bordeaux, la S. N. C. F. l'ayant avisé que le décret n° 74-487 du 17 mai 1974 avait prévu l'attribution d'une allocation en faveur des personnes de nationalité française titulaires d'une rente consécutive à un accident du travail survenu dans un pays placé à l'époque sous la souveraineté, le protectorat ou la tutelle de la France. Depuis cette époque, cette personne ne peut obtenir le règlement de son dossier, la caisse des dépôts et consignations lui indiquant que celui-ci est toujours classé en instance dans ses services en attente d'une réponse de la Société nationale des chemins de fer tunisiens et qu'il se peut que la rente soit majorable au titre de la Tunisie. Dans ces conditions, il lui demande s'il ne pourrait être envisagé de régler au moins à cette personne le principal de ce à quoi elle a droit, sans attendre la réponse éventuelle des autorités tunisiennes relative à la majoration à laquelle elle est susceptible de prétendre.

Notariat (désignation d'un médiateur pour la fixation de l'accord annuel de salaires).

34571. — 1^{er} janvier 1977. — **M. Le Foll** attire l'attention de **M. le ministre du travail** sur la situation des salariés du notariat. L'accord annuel de salaires n'a pu aboutir et la commission nationale de conciliation, tenue le 29 septembre dernier, a constaté l'échec des discussions. En effet, les représentants du conseil supérieur du notariat n'acceptent pas d'appliquer la convention collective du notariat et refusent d'honorer leur signature sur les engagements pris par eux. Le résultat de cette attitude est que les salariés dans le notariat en sont au niveau économique de janvier 1975 (des discussions n'ayant lieu qu'à terme échu et donc avec un an de retard) et que la moitié des classifications se trouve actuellement au niveau du S. M. I. C. Il tient cependant à préciser dès

maintenant : que les mesures annoncées récemment par M. le Premier ministre ne sauraient empêcher l'exécution d'un contrat en cours, s'agissant de couvrir le coût de la vie de 1975 ; que les mesures anti-inflationnistes tendent à orienter une plus grande partie du revenu national vers l'investissement. Sur ce dernier point, il faut donc préciser que le notariat ne réalisant aucun investissement, le seul effet d'une augmentation de salaires dans cette profession est de modifier la répartition de son produit et donc de réduire les inégalités. La situation ne peut plus durer et risque à très court terme de devenir explosive. La seule solution convenable pour contraindre le conseil supérieur du notariat de respecter ses engagements est d'obtenir très rapidement la désignation d'un médiateur, ainsi que la procédure est prévue par le code du travail. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour mettre fin à une situation préjudiciable aux salariés du notariat.

*Assurance maladie
(réduction des cotisations exigées des artisans retraités).*

34577. — 1^{er} janvier 1977. — **M. Chénou** expose à **M. le ministre du travail** que, sur le montant de sa retraite, qui s'élève à 11 700 francs par an, un ancien artisan est tenu de verser des cotisations « obligatoires » et « complémentaires » de maladie représentant un montant total de 4 000 francs par an, alors que ses anciens salariés aujourd'hui retraités du régime général de la sécurité sociale ne payent aucune cotisation et que le total des cotisations patronales et salariales versées par ses anciens apprentis encore en activité ne représente même pas la moitié de cette somme, et lui demande s'il n'estime pas souhaitable de prendre toutes dispositions utiles pour aligner les cotisations de maladie des artisans retraités sur celles de leurs anciens salariés ayant cessé toutes activités professionnelles.

Assurance vieillesse (extension des dispositions de la loi Boulin aux pensions liquidées avant le 1^{er} janvier 1975).

34581. — 1^{er} janvier 1977. — **M. Jean Brune** demande à **M. le ministre du travail** quelles sont ses intentions en ce qui concerne l'extension aux assurés, dont la pension de vieillesse a été liquidée avant le 1^{er} janvier 1975, des dispositions de la loi du 31 décembre 1971 dite « loi Boulin » et s'il envisage de demander l'inscription à l'ordre du jour des débats de l'Assemblée nationale, lors de la prochaine session parlementaire de printemps, de la proposition de loi n° 2368 qui a été adoptée à l'unanimité par la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

Assurance vieillesse (modalités de partage des pensions de réversion au prorata des années de vie commune).

34587. — 1^{er} janvier 1977. — **M. Alain Bonnet** attire l'attention de **M. le ministre du travail** sur certaines injustices concernant le partage de la pension de réversion au prorata des années de vie commune. Il apparaît, en effet, que nombreuses seront les femmes qui seront exclues du bénéfice de cette loi, compte tenu de la date et des modalités de leur divorce. Ne pense-t-il pas, par ailleurs, que la majoration pour enfants élevés devrait aller en totalité à la conjointe qui a eu effectivement la charge des enfants. Faute de modification dans ces textes, de nombreuses femmes divorcées resteront privées d'un droit légitime et viendront grossir les rangs des assistés.

Apprentissage (statut d'étudiant pour les apprentis).

34590. — 1^{er} janvier 1977. — **M. Longueue** rappelle à **M. le ministre du travail** que la proposition faite au cours d'un récent conseil interministériel de donner aux apprentis le statut d'étudiant s'est heurtée à l'opposition de la plupart des ministres participant à ce conseil, en particulier du secrétaire d'Etat aux universités et du ministre de l'éducation. Il lui demande s'il a l'intention d'intégrer cette proposition dans le statut de l'apprenti qu'il doit présenter au Gouvernement, de concert avec le secrétaire d'Etat chargé de la fonction professionnelle, pour le 15 février 1977.

Famille (statistiques sur l'aide allouée aux familles).

34592. — 1^{er} janvier 1977. — **M. Cousté** demande à **M. le ministre du travail** de rappeler le montant des dépenses d'aide aux familles au cours des dernières années en incluant l'année 1976. Peut-il indiquer si la croissance de cette dépense est inférieure ou supérieure à celle du coût de la vie. Peut-il d'autre part préciser le montant total de l'allocation aux parents isolés versé en 1976 et le nombre des bénéficiaires. Peut-il enfin indiquer pour 1977 quelle politique familiale il entend suivre à travers les allocations familiales ou le « complément familial » qu'il envisage de créer.

*Emploi (menace de licenciements collectifs
au Comptoir commercial du caoutchouc à Paris [9^e]).*

34607. — 1^{er} janvier 1977. — **Mme Moreau** attire l'attention de **M. le ministre du travail** sur la situation du personnel du C. C. C., 37, boulevard Haussmann, à Paris (9^e). Soixante licenciements avaient déjà été effectués à la suite de la mise en place du plan de restructuration depuis 1972. Aujourd'hui, sous prétexte de difficultés financières dues à la baisse de l'activité commerciale et au déficit causé par des opérations « immobilières », le C. C. C. est menacé de cessation d'activité et son personnel de licenciement collectif. Les grands magasins de la capitale qui ont largement contribué à son renom sont menacés dans leur existence. Elle lui demande quelles mesures il compte prendre pour maintenir le plein emploi des travailleurs de cette entreprise.

*Commerce de détail
(menace de licenciements à la « Belle Jardinière » à Paris [1^{er}]).*

34605. — 1^{er} janvier 1977. — La direction de la « Belle Jardinière » à Paris (1^{er}) envisage des licenciements massifs parmi son personnel, après avoir elle-même créé les conditions du déclin de ce grand magasin parisien. Simultanément les frères Willot, propriétaires du groupe « Belle Jardinière » ont fait l'acquisition de la Société Conforama, de telle sorte que le personnel menacé de licenciement risque de faire les frais des opérations financières des frères Willot. La menace de licenciement intervient alors qu'un million et demi de travailleurs sont en chômage total et que le chômage partiel ne cesse de s'étendre. Dans ces conditions, si ces licenciements devaient être confirmés, les employés de la « Belle Jardinière » seraient inévitablement et pour longtemps contrainés au chômage, avec toutes les graves conséquences qui en découlent pour eux et leurs familles. C'est pourquoi **Mme Moreau** demande à **M. le ministre du travail** d'user de toutes les prérogatives que lui donne la loi pour s'opposer aux licenciements dont il s'agit.

*Assurance vieillesse (extension aux conducteurs d'autocars
des conditions d'accès à la retraite des travailleurs manuels).*

34620. — 1^{er} janvier 1977. — **M. Frêche** attire l'attention de **M. le ministre du travail** sur le cas des chauffeurs d'autocars qui souhaiteraient bénéficier des dispositions de la loi n° 75-1279 du 30 décembre 1975 et de son décret d'application relative aux conditions d'accès à la retraite des travailleurs manuels. Si le Gouvernement a décidé, dans le cadre des mesures relatives à la revalorisation du travail manuel, d'aménager les conditions d'accès à la retraite de certains travailleurs manuels, il ne semble pas que la profession de « chauffeur d'autocar » puisse permettre de bénéficier des dispositions de la loi susvisée. En effet, la circulaire du 21 mai 1976, parue au *Journal officiel* du 20 juillet 1976, stipule qu'en ce qui concerne les chauffeurs routiers, seuls sont concernés les personnels affectés à la conduite de véhicules de transport de marchandises ou de matériel. Il lui demande si, compte tenu des conditions de travail des chauffeurs d'autocars, il n'envisage pas de les faire bénéficier des dispositions de la loi du 30 décembre 1975.

*Agence nationale pour l'emploi (insuffisance
des moyens de fonctionnement de l'agence de Grenoble [Isère]).*

34623. — 1^{er} janvier 1977. — **M. Gau** appelle l'attention de **M. le ministre du travail** sur les conditions de fonctionnement de l'agence locale pour l'emploi de Grenoble (Isère) qui ne sont manifestement pas adaptées à l'accroissement des tâches liées à l'augmentation du chômage. Il lui demande quelle mesure il compte prendre pour doter cette agence du personnel, des locaux et, d'une manière plus générale, de l'ensemble des moyens nécessaires à l'augmentation de sa tâche.

*Assurance vieillesse (prise en compte par le régime général des
cotisations reversées aux assurés ayant une durée d'affiliation
inférieure à cinq ans).*

34633. — 1^{er} janvier 1977. — **M. Paul Duraffou** attire l'attention de **M. le ministre du travail** sur la situation des personnes qui comptaient dans le régime général de sécurité sociale une durée d'assurance inférieure à cinq années et n'ayant pas acquis de droits à pension de vieillesse se sont vu reverser une somme égale à la fraction de cotisations mises à leur charge. Il lui demande s'il envisage d'autoriser ces personnes à reverser ces cotisations au régime général de sécurité sociale afin de pouvoir bénéficier des dispositions de la loi n° 75-3 du 3 janvier 1975 qui reconnaissent désormais un droit à pension de vieillesse aux assurés du régime général dès lors qu'ils justifient d'un trimestre d'assurance.

UNIVERSITES

Formation permanente (réduction des moyens accordés par l'Etat aux établissements d'enseignement supérieur de Grenoble [Isère]).

34611. — 1^{er} janvier 1977. — M. Mermaz appelle l'attention de Mme le secrétaire d'Etat aux universités sur le fait que les établissements d'enseignement supérieur grenoblois (universités de Grenoble-I, Grenoble-II, Grenoble-III, institut national polytechnique, C. U. E. F. A.) ont subi une réduction plus ou moins importante des moyens accordés par l'Etat pour leurs activités de formation permanente. Il s'étonne de ce désengagement de l'Etat au regard de la formation permanente et particulièrement de la promotion sociale. Ce service public constitue actuellement pour beaucoup de jeunes adultes la possibilité d'acquérir la première qualification qu'ils n'ont pas obtenue avant leur sortie du système éducatif. Les universités grenobloises ont depuis très longtemps développé des enseignements de promotion sociale avec, notamment, le souci de faciliter l'accès à l'enseignement supérieur aux non-bacheliers grâce à des formations préparatoires. La croissance très rapide, ces dernières années, du nombre d'adultes inscrits dans ces diverses formations montre la réalité d'une très vaste demande et atteste que les réponses proposées, souvent originales, répondent bien aux besoins constatés. Il lui demande : 1^o quelles mesures elle entend prendre pour que des formations de ce type, ouvertes sur le monde du travail, favorisant la promotion sociale et professionnelle des salariés, soient reconduites dans les universités grenobloises ; 2^o quels moyens budgétaires elle compte mettre en œuvre pour assurer le maintien et le développement de la promotion sociale dans ces universités, actuellement menacées de réduction budgétaire de 30 p. 100 en moyenne.

Centre audio-visuel de l'école normale de Saint-Cloud (mise en question du barème de rémunération des personnels intermittents de la production cinématographique et télévisuelle).

34621. — 1^{er} janvier 1977. — M. Mexandeau appelle l'attention de Mme le secrétaire d'Etat aux universités sur sa décision de remettre en question de façon unilatérale les accords contractuels qui fixent les salaires des personnels intermittents, techniciens et ouvriers de la production cinématographique et télévisuelle employés par le secrétariat d'Etat aux universités dans le cadre de ses services ayant des activités cinématographiques. Depuis sa création, un centre audio-visuel de l'école normale de Saint-Cloud, le barème ainsi établi était appliqué avec rigueur. Or, il y a été pris la décision de réduire d'environ 40 p. 100 les rémunérations des intermittents en s'appuyant sur un barème établi de façon unilatérale par la direction de l'Ofrateme. Les personnels intermittents, techniciens et ouvriers de la production cinématographique et télévisuelle qui travaillent pour les services publics sont les mêmes que ceux qui travaillent pour les établissements privés. Il leur est demandé la même qualification et le même travail, qu'ils soient employés par les uns ou par les autres. Il lui demande en conséquence quelles mesures elle entend prendre pour surseoir à cette décision qui constitue une grave remise en cause des acquis antérieurs.

REPONSES DES MINISTRES AUX QUESTIONS ECRITES

PREMIER MINISTRE ECONOMIE ET FINANCES

Impôts locaux (inconvenients de la nouvelle législation).

26831. — 6 mars 1976. — M. Notebart appelle l'attention de M. le Premier ministre (Economie et finances) sur les dispositions de l'article 11-3^o de la loi n° 75-678 du 29 juillet 1975 supprimant la patente et instituant une taxe professionnelle. Il lui fait observer qu'en vertu de cette disposition, un seul taux sera applicable en 1976 et 1977 pour chacune des quatre taxes directes locales (foncière, d'habitation et professionnelle) revenant à un groupement de communes habilité à percevoir l'impôt ou au département. Il lui signale que l'incidence de cette nouvelle disposition qui n'est pas assortie d'un étalement dans le temps contrairement à d'autres dispositions analogues des lois du 31 décembre 1973 et du 29 juillet 1975, va entraîner de très importantes augmentations des impôts locaux et notamment de la taxe d'habitation dans certaines communes membres des communautés urbaines. C'est le cas pour la communauté urbaine de Lille, dans celle de Dunkerque ainsi que dans celle de Bordeaux si l'on en croit les simulations effectuées par les directions des services fiscaux : dans certaines communes, à pression

fiscale égale, le taux de la taxe se trouve double et même triplé en 1976 par rapport à 1975. Outre les inconvénients et les injustices qui en résultent pour les contribuables et notamment pour les familles les plus modestes, les collectivités locales vont subir un préjudice grave. En effet, depuis l'entrée en vigueur des nouvelles dispositions, les communes ont perdu la liberté de fixer les valeurs locatives, ce qui constitue une grave atteinte aux libertés communales. En outre, les conséquences du 3^o de l'article 11 précité n'ont pas fait l'objet d'une étude sérieuse au moment de la préparation du projet de loi n° 1634. Par ailleurs, les abattements qui ont fait partir jusqu'ici la matière imposable des contribuables aisés vers les villes de banlieue vont maintenant entraîner l'installation des gens les plus aisés à la périphérie des communautés urbaines. Ceux-ci pourront donc bénéficier des services des communautés sans en payer l'impôt. Enfin, les incidences attendues de l'article 11-3^o précité vont limiter la liberté d'action des conseils municipaux et par suite les réalisations des communes intéressées. Dans ces conditions, il lui demande de bien vouloir lui faire connaître quelles mesures il compte prendre : 1^o afin de préparer d'urgence un projet de loi abrogeant les dispositions en cause dont l'utilité sur le plan des finances locales est loin d'être évidente ; 2^o quelles instructions il compte adresser dès maintenant aux directions des services fiscaux afin que les impositions locales applicables en 1976 soient, sous réserve de nouvelles bases, calculées et établies comme les années antérieures.

Taxe d'habitation (mesures tendant à freiner l'augmentation importante de la taxe perçue par les communes).

28050. — 16 avril 1976. — M. Houël rappelle à M. le Premier ministre (Economie et finances) que l'incidence sur les finances communales, particulièrement dans le Rhône, de l'application de l'article 11-3^o de la loi du 29 juillet 1975 a des conséquences dramatiques pour un grand nombre de communes. En effet, la départementalisation du taux de l'impôt pour l'exercice en cours va représenter une augmentation considérable de la taxe d'habitation. A titre d'exemple, des communes comme Vénissieux supporteront une augmentation de 30 p. 100 sans que la ville obtienne un seul centime supplémentaire pour ses propres activités. D'autres verront leur taxe d'habitation augmenter de 50, 100, 150, 200, 300, voire 400 p. 100 et plus. Déjà de nombreux conseils municipaux, notamment pour les villes et les communes qui sont intégrées dans la communauté urbaine de Lyon, ont pris position et demandent une modification de la loi en question dans le but d'annuler pour ces communes les effets néfastes de l'article 11-3^o. Dans ces conditions, il demande à M. le ministre quelles dispositions il entend prendre pour que les contribuables des communes dont il est question n'aient pas à subir les effets des dispositions de l'article 11-3^o de la loi du 29 juillet 1975 relative à la création de la taxe professionnelle. D'autre part, et pour le cas où cet article ne serait pas abrogé, il demande dans quelles mesures les communes en question recevront une aide financière de l'Etat, aide permettant d'éviter une fiscalité locale, absolument impossible à supporter pour la plus grande majorité des contribuables.

*Finances locales
(conséquences de la création de la taxe professionnelle).*

28252. — 22 avril 1976. — M. Houël, modifiant le texte de sa question écrite du 16 avril 1976, rappelle à M. le Premier ministre (Economie et finances) que l'incidence sur les finances communales, particulièrement dans le Rhône, de l'application de l'article 11-3^o de la loi du 29 juillet 1975 a des conséquences dramatiques pour un grand nombre de communes. En effet, l'application d'un taux unique dès 1976 pour l'impôt départemental et l'impôt voté par les groupements de communes va représenter une augmentation considérable de la taxe d'habitation. A titre d'exemple, des communes comme Vénissieux supporteront une augmentation de 30 p. 100 sans que la ville obtienne un seul centime supplémentaire pour ses propres activités, d'autres verront leur taxe d'habitation doubler, tripler, voire quadrupler. Déjà, de nombreux conseils municipaux, notamment pour les villes et les communes qui sont intégrées dans la communauté urbaine de Lyon, ont pris position et demandent une modification de la loi en question dans le but d'annuler pour ces communes les effets néfastes de l'article 11-3^o. Dans ces conditions, il lui demande quelles dispositions il entend prendre pour que les contribuables des communes dont il est question n'aient pas à subir les effets des dispositions de l'article 11-3^o de la loi du 29 juillet 1975 relative à la création de la taxe professionnelle. D'autre part, et pour le cas où cet article ne serait pas abrogé, il demande dans quelle mesure les communes en question recevront une aide financière de l'Etat, aide permettant d'éviter une fiscalité locale absolument impossible à supporter pour la plus grande majorité des contribuables.

Réponse. — L'unification du taux départemental des taxes directes locales répond à un objectif d'équité. Il n'était pas normal en effet que des contribuables ayant une même base d'imposition et

demeurant dans des communes voisines versent des cotisations différentes à la communauté urbaine ou au département. Cette remise en ordre risquait, toutefois, de provoquer des transferts de charges sensibles en ce qui concerne la taxe d'habitation due pour 1976 dans les communautés urbaines. C'est pourquoi le Gouvernement a récepté devant le Parlement de reporter l'application du taux unique pour la taxe d'habitation perçue au profit des communautés urbaines et des districts à fiscalité propre. En revanche, et compte tenu des motifs d'équité qui sont à l'origine de la nouvelle règle, le Parlement n'a pas différé l'unification du taux départemental. Le Gouvernement s'est cependant préoccupé des incidences qui pouvaient en résulter pour les cotisations de 1976. Il est apparu qu'une mesure de portée générale ne pouvait être envisagée car la progression des cotisations peut avoir d'autres origines que l'unification du taux départemental : progression des budgets locaux, introduction d'abattements à la base, augmentation des abattements pour charges de famille, changements affectant la valeur locative des locaux... Mais des instructions ont été données aux services afin qu'ils examinent avec une particulière bienveillance les demandes en remise gracieuse présentées par les contribuables modestes dont la cotisation excéderait les facultés contributives.

Impôts sur le revenu (relèvement des plafonds du chiffre d'affaires et des bénéficiaires au-dessous desquels les contribuables sont soumis ou forfait).

27441. — 27 mars 1976. — M. Brochard expose à M. le ministre de l'économie et des finances que les plafonds du chiffre d'affaires et du bénéfice au-dessous desquels les contribuables sont imposables suivant le régime forfaitaire — soit 500 000 francs pour les entreprises de vente de marchandises ou de fourniture de logement et 150 000 francs pour les prestataires de services — ont été fixés en dernier lieu le 1^{er} janvier 1973. L'augmentation des prix intervenue depuis cette date justifie pleinement un relèvement de ces chiffres, ainsi d'ailleurs que de ceux fixés pour les limites d'application de la franchise et de la décade (générale et spéciale) en matière de T. V. A. Si un tel relèvement n'intervient pas, de nombreux contribuables, notamment parmi les prestataires de services qui bénéficient de la décade spéciale, ne seront plus imposables suivant le régime forfaitaire, leur chiffre d'affaires dépassant les limites prévus. Il lui demande s'il n'a pas l'intention de prendre prochainement une décision tendant à relever ces plafonds.

*Impôts sur le revenu
(projet de réforme du régime actuel du bénéfice réel simplifié).*

27453. — 27 mars 1976. — M. Sénès expose à M. le ministre de l'économie et des finances que, dans sa lettre du 15 janvier 1976 à M. le président du conseil national du commerce, il lui précisait : « Conformément aux engagements que j'ai pris devant le Parlement, j'ai l'intention de mettre à l'étude avec le concours des organisations professionnelles un nouveau régime d'imposition qui devrait se substituer au régime actuel du bénéfice réel simplifié... ». Or, d'après les précisions reçues, il apparaîtrait que, lors de la réunion tenue le 20 janvier au ministère de l'économie et des finances, les fonctionnaires de la direction générale des impôts auraient informé les représentants des organisations professionnelles que le nouveau régime à l'étude serait optionnel pour les forfaitaires et qu'en suite le régime réel normal serait le régime de droit commun applicable à toutes les entreprises ayant un chiffre d'affaires supérieur à 500 000 francs. Il lui demande de bien vouloir lui faire connaître les mesures qu'il envisage de prendre car la mise en place du système proposé par la direction générale des impôts, considérant le plafond de 500 000 francs, ne permettrait pas à de nombreuses entreprises, en particulier dans les secteurs de la boucherie et de la boucherie charcuterie, de bénéficier du régime forfaitaire avec toutes les conséquences comptables et fiscales que cela comporte.

Impôt sur le revenu (projet de réforme du régime d'imposition des bénéficiaires industriels et commerciaux).

27531. — 3 avril 1976. — M. Fouqueteau attire l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur les inquiétudes que suscitent, parmi les professionnels de la boucherie et de la boucherie-charcuterie de détail, les intentions de l'administration des finances au sujet de l'institution d'un nouveau régime d'imposition des bénéficiaires industriels et commerciaux qui se substituerait au régime du bénéfice réel simplifié. D'après les informations que les représentants des organisations professionnelles de ce secteur ont reçues, le nouveau régime à l'étude serait optionnel pour les contribuables soumis au régime du forfait et le régime du bénéfice réel serait le régime de droit commun, applicable à toutes les entreprises ayant un chiffre d'affaires supérieur à 500 000 francs. Il en résulte,

si ce plafond de 500 000 francs n'était pas relevé, que la quasi-totalité des entreprises de ce secteur professionnel seraient imposées suivant le régime du bénéfice réel, avec toutes les conséquences comptables et fiscales que l'application de ce régime comporte. Il lui demande s'il peut donner toutes précisions utiles au sujet des projets à l'étude et s'il peut donner l'assurance qu'il n'est pas envisagé d'imposer, suivant le régime du bénéfice réel, toutes les entreprises dont le chiffre d'affaires est supérieur à 500 000 francs.

Commerce de détail (inquiétudes des organisations professionnelles de la boucherie face au projet de réforme de leur régime d'imposition).

27612. — 3 avril 1976. — M. Frédéric-Dupont signale à M. le ministre de l'économie et des finances que les représentants des organisations professionnelles de la boucherie ont été informés qu'un nouveau régime d'imposition allait être appliqué aux commerçants et que ce nouveau régime serait facultatif pour les forfaitaires, mais que le régime réel normal serait le régime de droit commun applicable à toutes les entreprises ayant un chiffre d'affaires supérieur à 500 000 francs. Il lui demande si, au moment où le commerce de détail subit une crise particulièrement grave à Paris, il estime opportun que la quasi-totalité des entreprises du secteur de la boucherie et boucherie-charcuterie de détail soit imposée suivant le régime réel normal et si, pour éviter ce résultat regrettable, il ne compte pas élever le plafond de 500 000 francs prévu par la législation actuelle.

Commerce de détail (inquiétudes des organisations professionnelles de la boucherie face au projet de réforme de leur régime d'imposition).

27613. — 3 avril 1976. — M. Chnaud expose à M. le ministre de l'économie et des finances qu'un nouveau régime d'imposition fiscal concernant notamment les commerçants est actuellement envisagé par ses services. Il lui précise que des premières réunions qui ont eu lieu entre de hauts fonctionnaires de la direction générale des impôts et des représentants des organisations professionnelles qualifiées, il semble résulter que le régime réel normal serait applicable à toutes les entreprises dont le chiffre d'affaires serait supérieur à 500 000 francs. Il lui souligne que si ce plafond n'était pas relevé dans d'importantes proportions la quasi-totalité des entreprises de boucherie et de charcuterie de la région parisienne seraient imposées au régime réel normal avec toutes les conséquences qui s'ensuivraient sur les plans comptable et fiscal, et lui demande s'il n'estime pas souhaitable que les observations légitimement présentées par les professionnels de la boucherie et de la charcuterie soient prises en considération par ses services.

Impôt sur le revenu (situation des bouchers et bouchers-charcutiers au regard du projet de réforme de leur régime d'imposition).

27795. — 9 avril 1976. — M. Robert-André Vivien rappelle à M. le ministre de l'économie et des finances que le 15 janvier 1976 il écrivait au président du conseil national du commerce que : « conformément aux engagements que j'ai pris devant le Parlement, j'ai l'intention de mettre à l'étude, avec le concours des organisations professionnelles, un nouveau régime d'imposition qui devrait se substituer au régime actuel du bénéfice réel simplifié ». Il lui rappelle que suivant la législation actuelle : les commerçants réalisant un chiffre d'affaires annuel inférieur à 500 000 francs sont de plein droit soumis au régime du forfait, sauf option pour le régime réel simplifié ; ceux réalisant un chiffre d'affaires compris entre 500 000 francs et 1 000 000 de francs sont soumis au régime réel simplifié sauf option pour le régime réel normal ; enfin, ceux ayant un chiffre d'affaires supérieur à 1 000 000 de francs sont soumis au régime réel normal. Or, au cours des réunions qui se sont tenues au ministère de l'économie et des finances, la première le 20 janvier 1976, les hauts fonctionnaires de la direction générale des impôts ont informé les représentants des organisations professionnelles que le nouveau régime à l'étude serait optionnel pour les forfaitaires ; le régime réel normal serait le régime de droit commun applicable à toutes les entreprises ayant un chiffre d'affaires supérieur à 500 000 francs. Il appelle son attention sur les conséquences qui résulteraient de la mise en place du système proposé par la D. G. I. en ce qui concerne le secteur de la boucherie et de la boucherie-charcuterie de détail. La quasi-totalité des entreprises de ce secteur seraient imposées, si le plafond de 500 000 francs n'était pas relevé, suivant le régime réel normal avec toutes les conséquences comptables et fiscales que cela comporte. Les professionnels concernés disent être favorables à la mise en place d'un « mini-réel » simplifié dans le cadre qu'il a tracé mais déclarent que leur position est défavorable au projet envisagé par la direction générale des impôts. Il lui demande quelle position il envisage de prendre en ce qui concerne ce problème.

Impôt sur le revenu (modalités d'extension du régime du bénéfice réel simplifié).

28035. — 15 avril 1976. — **M. Paul Duraffour** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** que, d'après ses propres déclarations, une réforme du mode d'imposition des entreprises selon le régime du bénéfice réel simplifié serait actuellement à l'étude. Il lui rappelle en outre que selon des prises de position gouvernementales antérieures c'est dans un développement de ce régime qu'il conviendrait de s'engager en vue d'assurer aux artisans et commerçants une amélioration de leur gestion moyennant des sujétions comptables allégées. Il lui demande en conséquence de bien vouloir préciser ses intentions dans ce domaine, notamment en ce qui concerne le maintien et éventuellement le relèvement en fonction de l'érosion monétaire du seuil de chiffre d'affaires en deçà duquel les petites entreprises peuvent échapper aux sujétions disproportionnées qu'impliquerait leur imposition selon le régime du bénéfice réel.

Impôt sur le revenu (inquiétude des professionnels de la boucherie face au projet d'imposition au régime réel normal simplifié des entreprises dont le chiffre d'affaires dépasse 500 000 francs).

28070. — 16 avril 1976. — **M. Dovillard** appelle l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur les préoccupations du syndicat de la boucherie d'Orléans et du Loiret au sujet des projets, actuellement à l'étude, de nouveaux régimes d'imposition des commerçants, et notamment des professionnels de la boucherie. Suivant la législation actuelle : les commerçants réalisant un chiffre d'affaires annuel inférieur à 500 000 francs sont de plein droit soumis au régime du forfait sauf option pour le régime réel simplifié ; ceux réalisant un chiffre d'affaires compris entre 500 000 francs et 1 000 000 de francs sont soumis au régime réel simplifié, sauf option pour le régime réel normal ; enfin, ceux ayant un chiffre d'affaires supérieur à 1 000 000 francs sont soumis au régime normal. Or, au cours des réunions qui se sont tenues au ministère de l'économie et des finances à partir du 20 janvier 1976, les hauts fonctionnaires de la direction générale des impôts ont informé les représentants des organisations professionnelles que : le nouveau régime à l'étude serait optionnel pour les forfataires ; le régime réel normal serait le régime de droit commun applicable à toutes les entreprises ayant un chiffre d'affaires supérieur à 500 000 francs. Or, la quasi-totalité des entreprises de boucherie et boucherie-charcuterie de détail seraient imposées, si le plafond de 500 000 francs n'était pas relevé, suivant le régime réel normal avec toutes les conséquences comptables et fiscales que cela comporte. Les professionnels sont favorables à la mise en place d'un « mini-réel » simplifié dans le cadre tracé par le ministre de l'économie et des finances, mais fort inquiets du projet envisagé par ses services. Effectivement, le plafond de 500 000 francs actuels de chiffre d'affaires laissant au boucher ou au charcutier un revenu net vraiment modeste pour assurer sa subsistance et celle de sa famille, paraît devoir, de toute évidence, être très sensiblement relevé pour tenir compte au printemps de 1976 du revenu net laissé par un chiffre d'affaires de 500 000 francs (50 millions anciens). Il lui demande s'il peut lui dire d'où et déjà si les intentions du Gouvernement sont de nature à apaiser les membres des associations d'une profession physiquement très fatigante et dont les conditions réelles d'existence sont souvent mal connues et par là même incompréhensibles d'une large fraction de l'opinion publique.

Impôt sur le revenu (conditions d'application aux entreprises du secteur de la boucherie et de la boucherie-charcuterie du nouveau régime d'imposition).

28169. — 21 avril 1976. — **M. Gravelle** appelle l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur la situation fiscale des entreprises du secteur de la boucherie et boucherie-charcuterie de détail qui résulterait des informations communiquées par la direction générale des impôts aux organisations professionnelles : le nouveau régime à l'étude serait optionnel pour les forfataires ; le régime réel normal serait le régime de droit commun applicable à toutes les entreprises ayant un chiffre d'affaires supérieur à 500 000 francs ; aussi, il lui demande s'il n'envisage pas la mise en place d'un « mini-réel » simplifié auquel la profession est favorable, étant donné les conséquences fiscales et comptables qui résulteraient pour les entreprises de détail d'une imposition suivant le régime réel normal, si le plafond de 500 000 francs n'était pas relevé.

Commerce de détail (contenu du projet de réforme de la fiscalité applicable aux bouchers-charcutiers).

28203. — 22 avril 1976. — **M. Bisson** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur les projets de modification du régime fiscal de la profession de boucher-charcutier. Le 15 janvier 1976 il disait dans une lettre au président du conseil

national du commerce que conformément aux engagements qu'il avait pris devant le Parlement, il avait l'intention de mettre à l'étude, avec le concours des organisations professionnelles, un nouveau régime d'imposition qui devrait se substituer au régime actuel du bénéfice réel simplifié. Or, au cours des réunions qui se sont tenues au ministère de l'économie et des finances, la première le 20 janvier 1976, les hauts fonctionnaires de la direction générale des impôts ont informé les représentants de la profession que le nouveau régime à l'étude serait optionnel pour les forfataires et que le régime réel normal serait le régime de droit commun applicable à toutes les entreprises ayant un chiffre d'affaires supérieur à 500 000 francs. Il lui demande si ces propositions reflètent bien les choix qui sont en train d'être faits. Dans ce cas, il attire son attention sur le fait que la quasi-totalité des entreprises du secteur de la boucherie et boucherie-charcuterie de détail seraient imposées si le plafond de 500 000 francs n'était pas relevé, suivant le régime réel normal avec toutes les conséquences comptables que cela comporte.

Impôt sur le revenu (relèvement des plafonds relatifs aux forfaits d'imposition sur le chiffre d'affaires et les bénéfices industriels et commerciaux).

29449. — 2 juin 1976. — **Mme Missoffe** rappelle à **M. le ministre de l'économie et des finances** qu'en application de l'article 302^{ter} du code général des impôts « le chiffre d'affaires et le B. I. C. imposables sont fixés forfaitairement en ce qui concerne les entreprises dont le chiffre d'affaires n'excède pas 500 000 francs s'il s'agit d'entreprises dont le commerce principal est de vendre des marchandises, objets, fournitures et denrées à emporter ou à consommer sur place, ou de fournir le logement ou 150 000 francs lorsqu'il s'agit d'autres entreprises ». Ces deux plafonds de 500 000 et 150 000 francs n'ont pas été réévalués depuis plusieurs années. De ce fait et en raison de l'inflation, de nombreux petits commerçants deviennent imposables au bénéfice réel et perdent les avantages qui s'attachent au régime du forfait. Ainsi, par exemple, l'article 10 du projet de loi n° 2206 portant imposition des ressources provenant de plus-values assimilables à un revenu prévoit une exonération générale des plus-values de cession d'actifs réalisées par des contribuables dont le chiffre d'affaires est inférieur aux limites légales du forfait lorsque deux conditions sont remplies : l'activité doit avoir été exercée à titre principal pendant au moins cinq ans ; les biens cédés ne doivent pas entrer dans le champ d'application de l'article 691 du code général des impôts (terrains à bâtir). Ces mesures concernent aussi les bénéfices non commerciaux (professions libérales), c'est-à-dire l'évaluation administrative (limite 175 000 francs). Le relèvement des plafonds fixés à l'article 302^{ter} du code général des impôts serait donc particulièrement équitable surtout si l'article 10 du projet de loi précité est adopté par le Parlement. **Mme Missoffe** demande à **M. le ministre de l'économie et des finances** de bien vouloir modifier les plafonds en cause pour tenir compte de la dépréciation monétaire intervenue depuis la date à laquelle ils ont été fixés.

Impôt sur le revenu (substitution d'un nouveau régime d'imposition au régime réel simplifié).

29883. — 16 juin 1976. — **M. Jean Brocard** demande à **M. le ministre de l'économie et des finances** comment il compte concrétiser ses promesses faites le 15 janvier 1976 au président du conseil national du commerce concernant un nouveau régime d'imposition devant se substituer au régime réel simplifié, et lui demande en particulier de lui faire connaître les conditions de mise en place d'un régime « mini-réel » et le plafond du chiffre d'affaires qui serait alors pris en considération.

Impôt sur le revenu (étude d'un nouveau système d'imposition tendant à se substituer au régime du bénéfice réel simplifié).

30013. — 18 juin 1976. — **M. d'Harcourt** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur le projet d'un nouveau régime d'imposition actuellement à l'étude et tendant à se substituer au régime du bénéfice réel simplifié. Le syndicat de la boucherie et boucherie-charcuterie du Calvados me signale que la direction générale des impôts avait déjà informé les représentants nationaux de cette organisation professionnelle que le nouveau régime à l'étude serait opérationnel pour les entreprises actuellement au forfait. Le régime réel normal serait le régime de droit commun applicable à toutes les entreprises ayant un chiffre d'affaires supérieur à 500 000 francs. Les représentants du syndicat de la boucherie et boucherie-charcuterie s'inquiètent des conséquences qui résulteraient de la mise en place de ce nouveau régime si un tel système était proposé sans relèvement du plafond de 500 000 francs. Il lui demande si les dispositions pourraient être prises en faveur de la mise en place d'un « mini-réel simplifié » dans le cadre tracé par votre ministère.

Impôt sur le revenu (réévaluation du seuil à partir duquel s'applique l'imposition au chiffre d'affaires réel).

31113. — 7 août 1976. — M. Bécam demande à M. le Premier ministre (Economie et finances) s'il ne lui paraît pas conforme aux intérêts légitimes des assujettis d'adapter le seuil du chiffre d'affaires à partir duquel le système d'imposition au chiffre d'affaires réel est substitué au système du forfait. L'évolution des prix n'a pas entraîné une modification de ce seuil depuis de nombreuses années. En conséquence, il arrive un moment où, dans certaines spécialités, des secteurs du commerce de l'artisanat atteignent ce chiffre d'affaires pour une activité qui ne s'est pas développée pour autant. Il lui demande enfin quelles dispositions il entend prendre pour faciliter la préparation des documents comptables.

Impôt sur le revenu (conditions d'application aux entreprises du secteur de la boucherie du nouveau régime d'imposition).

34108. — 14 décembre 1976. — M. Gravelle rappelle à M. le Premier ministre (Economie et finances) les termes de sa question écrite n° 28-169 du 21 avril 1976 à ce jour restée sans réponse.

Réponse. — Il n'entre pas dans les intentions du Gouvernement de relever les seuils en vigueur pour l'application du régime du forfait. Au demeurant, le nombre important des entreprises encore susceptibles actuellement de bénéficier de ce régime permet de penser que les chiffres d'affaires limites restent adaptés à nos structures industrielles et commerciales. En outre, un relèvement de ces chiffres irait à l'encontre de l'effort de rapprochement des modalités d'imposition des entreprises situées en France et dans les pays de la Communauté économique européenne où le système forfaitaire tient une place beaucoup plus limitée que dans notre pays. Cela dit, le Gouvernement ne se préoccupe pas moins d'assurer aux petites et moyennes entreprises industrielles, commerciales ou artisanales une amélioration de leurs conditions de gestion et de faciliter l'accomplissement de leurs obligations fiscales. C'est pourquoi il a proposé la création d'un nouveau régime très simplifié d'imposition des bénéfices industriels et commerciaux appelé à se substituer à celui qui a été institué en 1971. La concertation engagée à cet effet entre l'Administration et les organisations professionnelles a permis de mettre au point un nouveau système répondant à l'objectif recherché par les parties en cause. Le nouveau régime — qui fait l'objet d'un article inséré dans la loi de finances pour 1977 récemment votée par le Parlement — est destiné aux petites et moyennes entreprises dont le chiffre d'affaires annuel n'excède pas un million de francs (ou 300 000 francs pour les prestataires de services). Il constitue le régime de droit commun pour celles d'entre elles qui sont exclues du forfait et il est ouvert, sur option, aux contribuables forfaitaires. Les conditions relatives aux chiffres d'affaires limites et les modalités d'option demeurent inchangées par rapport au régime simplifié actuel. Le mode de détermination du bénéfice reste fondé sur la notion de créances acquises et de dettes engagées, mais les obligations fiscales sont limitées à l'établissement d'un simple compte de résultat. La production du bilan n'est plus exigée des exploitants individuels. Ce dispositif a reçu l'accord de l'ensemble des organisations professionnelles. Il répond également au souci d'inciter les contribuables relevant du régime du forfait à opter pour l'imposition d'après leurs résultats réels, ce qui leur permettra, s'ils adhèrent à un centre de gestion agréé, de bénéficier de l'abattement de 10 p. 100 sur le bénéfice imposable institué par la loi de finances rectificative du 27 décembre 1974.

Fiscalité immobilière (versement aux communes rurales des plus-values foncières qui seront perçues sur leur territoire).

27761. — 8 avril 1976. — M. Alduy attire l'attention de M. le Premier ministre (Economie et finances) sur le projet de loi sur les plus-values foncières et plus particulièrement sur la spoliation dont sont victimes les communes rurales de la banlieue, qui voient s'échapper au profit de l'Etat le bénéfice des efforts financiers d'équipement destinés à élargir leurs espaces constructibles. En effet, l'impôt sur les plus-values résultant de l'augmentation de la valeur acquise par les terrains situés dans les zones urbanisées grâce à l'effort des contribuables locaux est intégralement versé à l'Etat. Nombreux sont les administrés des communes rurales qui seront assujettis à l'impôt sur les plus-values, qui ne sera en fait qu'une taxe d'urbanisation, qui souhaitent que les sommes qui leur sont réclamées à ce titre soient versées à la commune, laquelle, indiscutablement, est l'auteur de la plus-value acquise par leur terrain, et non l'Etat. La nouvelle loi foncière, au lieu de favoriser l'expansion des zones aérées, plus coûteuses que celle des zones denses, va favoriser les villes acceptant une construction plus concentrée de l'habitat. Il lui demande, avant que ce projet de loi soit déposé sur le bureau de l'Assemblée nationale, s'il n'envisage pas d'y

inclure des dispositions permettant à ces communes rurales de percevoir l'impôt sur les plus-values foncières en compensation des efforts financiers d'équipement qu'elles ont consentis.

Réponse. — Dès lors que les plus-values foncières sont assimilées à un revenu et taxées comme tel, elles ne sont pas dissociables de l'ensemble des éléments composant le revenu imposable. Il n'est donc pas possible d'isoler le produit de leur imposition. Aussi la solution du problème évoqué par l'honorable parlementaire a-t-elle été trouvée dans un cadre différent. Ainsi, les ressources procurées aux communes par la taxe locale d'équipement, qui se sont élevées en 1975 à près de 700 millions de francs, vont se trouver sensiblement accrues du fait du relèvement, par l'article 1^{er} du décret n° 76-759 du 12 août 1976, des valeurs forfaitaires retenues pour l'assiette de la taxe. Cette disposition, qui est entrée en vigueur immédiatement, se traduira, en année pleine, par une majoration des produits de cette taxe de l'ordre de 50 p. 100. Quant à l'institution du versement pour dépassement du plafond légal de densité, elle n'est pas sans intérêt pour les communes rurales, puisque le mécanisme adopté tend à décourager la densification des centres urbains et que les communes sur le territoire desquelles sont édifiées des constructions d'une superficie supérieure à la limite légale ne reçoivent, dans quasi-totalité des cas, qu'une fraction du versement ; l'excédent est alloué au fonds d'équipement des collectivités locales, lorsque la commune est située hors de la région Ile-de-France, ou réparti entre ce fonds et cette région dans le cas contraire.

Impôts locaux (contestations de contribuables sur les bases d'imposition de la taxe d'habitation).

28644. — 1^{er} mai 1976. — M. Chnaud expose à M. le Premier ministre (Economie et finances) le cas d'un contribuable, domicilié à Paris, qui, locataire de son appartement et payant un loyer annuel de 4 092 francs, a reçu un avertissement d'avoir à payer des impôts locaux basés sur une valeur locative brute de 8 540 francs, soit plus du double du montant de son loyer, lui demande de bien vouloir lui préciser comment sont calculées les bases d'imposition utilisées par l'Administration pour déterminer le montant de la taxe d'habitation. Il souhaiterait d'autre part savoir s'il ne paraîtrait pas opportun que sur ce point notamment l'Administration ne se laisse pas aller à présenter aux contribuables des bases de calcul ou des références diverses parfois incompréhensibles, parfois irréalistes et peu souvent susceptibles d'entraîner le climat souhaitable de compréhension entre les citoyens et l'Etat.

Réponse. — Depuis le 1^{er} janvier 1974, la taxe d'habitation est calculée d'après la valeur locative cadastrale assignée aux locaux à l'occasion de la dernière révision des évaluations foncières des propriétés bâties. Cette valeur locative est déterminée par comparaison avec celle de locaux de référence choisis pour illustrer chaque nature et catégorie de locaux de la commune. La valeur locative des locaux de référence est, elle-même, fixée par application à leur surface pondérée d'un tarif unitaire établi par nature et catégorie de local en fonction du loyer des locaux loués librement à des conditions de prix normales. De ce fait, la valeur locative servant de base à la taxe d'habitation n'a pas à coïncider, dans chaque cas, avec le loyer réel du local imposé, mais à correspondre au loyer normal constaté dans la commune, pour les locaux de même nature et de même catégorie, à la date de référence de l'évaluation. Dans le cas particulier évoqué par l'honorable parlementaire, la régularité de la détermination de la base d'imposition ne pourrait être vérifiée que si, par l'indication du nom et de l'adresse de l'intéressé, l'Administration était mise en mesure de faire procéder à une enquête. Quant au problème général de l'information des contribuables, il a été réglé par la mise en place, dès l'incorporation des résultats de la révision foncière dans les rôles, d'un dispositif propre à fournir une réponse explicite aux demandes de renseignements présentées dans les centres des impôts et les bureaux du cadastre. Pour les impositions de l'année 1976, de nouvelles mesures permettront, en outre, de faire procéder, lors de la réception des contribuables dans un service, soit au règlement immédiat des contestations les plus simples, soit à la prise en charge des cas les plus complexes dont l'examen au fond pourra relever d'un autre service, ceci afin d'éviter aux intéressés divers déplacements.

Budget (crédits ouverts pour cotes irrécouvrables).

30507. — 7 juillet 1976. — M. Sénès demande à M. le Premier ministre (Economie et finances) de bien vouloir lui indiquer les montants des crédits prévus dans les budgets des cinq dernières années pour les cotes irrécouvrables et leurs montants rectifiés dans les règlements définitifs de ces budgets.

Réponse. — Le chapitre 15-01 « Dégrevements sur contributions directes et taxes assimilées » du budget de l'économie et des finances (I. — Charges communes) comprend principalement dans son paragraphe II : les dégrèvements contentieux, les dégrèvements gracieux, les cotes irrécouvrables. Les crédits ouverts dans les

budgets votés font l'objet d'évaluations globales pour l'ensemble du paragraphe, sans qu'il soit possible d'isoler chacun de ces trois postes. Les résultats statistiques de ces cinq dernières années pour les cotes irrecouvrables sont les suivants : année 1971 : 208 millions de francs ; année 1972 : 213 millions de francs ; année 1973 : 249 millions de francs ; année 1974 : 298 millions de francs ; année 1975 : 290 millions de francs.

Impôt sur le revenu (charges déductibles : primes non recouvrées des clients d'agents d'assurance).

31237. — 14 août 1976. — M. Durieux expose à M. le Premier ministre (Economie et finances) le problème des agents généraux d'assurance qui deviennent définitivement débiteurs vis-à-vis de leur compagnie des primes relatives aux quittances non retournées aux dites compagnies dans un délai de trois mois à compter de leur émission. Passé ce délai, ces agents se retrouvent donc seuls créanciers de leurs clients pour la prime globale. Il lui demande de bien vouloir lui confirmer que si les clients se révèlent insolubles ou si tout ou partie du recouvrement de la quittance est abandonné pour des motifs professionnels, les pertes qui en résultent sont déductibles dans le cadre de la déclaration annuelle des résultats.

Réponse. — Le bénéfice non commercial à retenir dans les bases de l'impôt sur le revenu est constitué par l'excédent des recettes totales sur les dépenses nécessitées par l'exercice de la profession. En ce qui concerne les agents généraux d'assurances, les recettes sont constituées par les commissions qu'ils perçoivent des compagnies qu'ils représentent. Elles ne comprennent pas les primes dont ils assurent éventuellement le recouvrement pour le compte de celles-ci. Par suite, le reversement de ces primes à leurs compagnies ne constitue jamais une dépense professionnelle. Il en est ainsi même lorsque les conventions passées entre les compagnies et certains de leurs agents prévoient des règles particulières de recouvrement et de reversement des primes dues par leurs clients. En effet, l'insertion de cette clause ne paraît pas de nature à laisser les primes relatives aux quittances non retournées à la charge définitive des intéressés, sous réserve des précisions que l'honorable parlementaire pourrait fournir sur ce sujet.

Impôt sur le revenu (conditions de déductibilité des dons faits aux bureaux d'aide sociale)

31313. — 28 août 1976. — M. Delells attire l'attention de M. le Premier ministre (Economie et finances) sur les dons faits aux bureaux d'aide sociale. En effet, le décret du 26 février 1976 stipule : « Les dons sont exonérables, dans la limite de 1 p. 100 du revenu net, s'ils sont versés à des œuvres d'intérêt public ou à des associations reconnues d'utilité publique dans les domaines ... social ... qui rendent des services collectifs ». Compte tenu du rôle joué par les bureaux d'aide sociale, au niveau communal, dans l'action sociale globale, il lui demande de bien vouloir préciser si les dons faits aux bureaux d'aide sociale peuvent être exonérés, au même titre que ceux faits aux œuvres et associations mentionnées ci-dessus.

Réponse. — Les bureaux d'aide sociale peuvent être regardés comme des organismes d'intérêt général, de caractère social, au sens des dispositions de l'article 238 bis-1 du code général des impôts ainsi que du décret du 26 février 1976. Il s'ensuit que les entreprises assujetties à l'impôt sur le revenu ou à l'impôt sur les sociétés sont autorisées à déduire du montant de leur bénéfice imposable, dans la limite de 1 p. 100 de leur chiffre d'affaires, les sommes qu'elles leur versent à titre de dons ou de subventions. Pour les autres contribuables, la déduction est admise dans la limite de 1 p. 100 du revenu imposable. Lorsque la même entreprise ou le même contribuable effectue des versements à plusieurs œuvres ou organismes remplissant les conditions requises, les limites légales de déduction s'appliquent au total des versements.

Retraites (application restrictive des textes en matière de liquidation de pension, exonération fiscale et règlement des successions).

31594. — 11 septembre 1976. — M. Loo demande à M. le Premier ministre (Economie et finances) : 1° pourquoi ses services refusent d'appliquer d'une façon stricte la note de service n° 391 du 22 mars 1973 qui permet, lors de l'établissement d'un dossier de pension de réversion, la suppression de 18 jours francs après le décès du titulaire en ce qui concerne l'acte de mariage ; 2° pourquoi les exonérations fiscales applicables aux retraités et aux veuves sont le plus souvent ignorées par ses services. C'est ainsi par exemple que les veuves doivent bénéficier de l'exonération fiscale sur les arrérages dus au décès du titulaire de la pension. Or les trésoreries générales ne respectent jamais cette exonération et incluent toujours les sommes en cause dans les revenus à déclarer ; 3° pour quels motifs les imprimés relatifs à la demande de paiement des arrérages dus au décès du titulaire et dont le paiement est réclamé par les héritiers autres que le conjoint survi-

vant, prévoient toujours l'obligation de fournir un certificat d'hérédité lorsque la somme à payer est inférieure à 1 000 francs alors que ce minimum a été porté à 5 000 francs, et pourquoi ils prévoient également l'obligation de fournir un certificat de propriété lorsque la somme à payer est supérieure à 1 000 francs alors qu'elle a été portée à 5 000 francs.

Réponse. — 1° L'expérience ayant montré que les délais imposés par l'ancien article 252 du code civil pour la signification du jugement de divorce et sa transcription sur les registres n'étaient pas toujours respectés, il est apparu que, compte tenu au surplus des renseignements fournis par la veuve, l'exigence d'un extrait d'acte de mariage délivré dix-huit jours francs après le décès du titulaire de la pension ne devait pas être maintenue. Cette décision, qui se situe dans le cadre des mesures adoptées pour accélérer la liquidation des pensions, a fait l'objet de la note de service n° 391 du 22 mars 1973 prise par le département qui en applique strictement les prescriptions et en a assuré la diffusion à l'intention des services gestionnaires. Si des manquements étaient constatés il serait demandé à l'honorable parlementaire de les signaler précisément. 2° D'une manière générale, les trésoreries générales ne déclarent pas aux services des impôts les arrérages des pensions et de leurs accessoires qui ne sont pas imposables et notamment ceux des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre. Cependant, dans certains cas, exceptionnellement complexes, et donc assez rares, où la nature exacte de la pension ne ressort pas toujours de l'autorisation de paiement détenue par le comptable, il est possible qu'une déclaration ait été établie à tort. Une telle situation peut concerner certaines pensions des victimes de guerre ou de leurs ayants cause qui sont liquidées et concédées suivant les règles applicables aux pensions du code des pensions civiles et militaires de retraite en vertu d'articles de ce code ou même de textes particuliers. Il suffit dès lors que les intéressés signalent leur situation, pour que toutes mesures soient prises afin de modifier la déclaration produite au service des impôts et de permettre ainsi à ces pensionnés de bénéficier de l'exonération à laquelle ils ont droit. 3° Il se peut que certains comptables, malgré les directives reçues, n'aient pas eu la possibilité de porter la nouvelle limite sur les imprimés anciens en leur possession, avant de les remettre aux ayants droit. Au demeurant, les nouveaux imprimés tenant compte de l'élévation à 5 000 francs de la limite jusqu'à laquelle est désormais accepté le certificat d'hérédité seront incessamment livrés aux comptables et les difficultés signalées ne devraient donc plus se présenter.

Fiscalité immobilière (exemption de taxe sur la plus-value résultant de la vente d'une habitation que son propriétaire ne pouvait occuper en raison d'impératifs professionnels).

31603. — 11 septembre 1976. — M. Simon-Lorière rappelle à M. le Premier ministre (Economie et finances) que, dans le cadre de l'article 35 A du C. G. I., la mutation d'une résidence principale échappe à l'imposition des profits immobiliers. Par contre, la plus-value immobilière est taxée lorsqu'elle s'applique à une résidence secondaire. Il lui fait observer à ce propos qu'est injustement considérée comme telle l'habitation possédée par un fonctionnaire qui ne peut l'habiter du fait qu'il occupe un autre logement concédé par nécessité absolue du service. Il rappelle son attention sur cette anomalie et lui demande s'il n'estime pas équitable d'exempter d'imposition la plus-value réalisée sur la vente d'une résidence que son propriétaire ne pouvait manifestement occuper en raison d'impératifs professionnels.

Réponse. — Conformément à la jurisprudence du Conseil d'Etat, un logement de fonctions constitue la résidence principale de celui à qui il a été attribué, quels que soient les motifs qui ont conduit à cette attribution et la précarité des fonctions exercées. Par suite, la résidence acquise ou édifiée par une personne occupant un logement de fonctions présente nécessairement le caractère de résidence secondaire, dès lors qu'elle en a la libre disposition. Dans le cadre des dispositions actuelles de l'article 35 A du code général des impôts, la plus-value résultant de la vente d'une telle résidence est donc taxable, à moins que le cédant n'apporte la preuve que l'opération est dénuée de toute intention spéculative. Il en sera différemment pour les ventes d'immeubles réalisées à compter du 1^{er} janvier 1977. En effet, l'article 6-II de la loi n° 76-660 du 19 juillet 1976 portant imposition des plus-values a prévu l'exonération de la plus-value réalisée lors de la première cession d'une résidence secondaire dès lors que le cédant ou son conjoint n'est pas propriétaire de son habitation principale directement ou par personne interposée, et qu'il a eu la libre disposition de cette résidence secondaire pendant au moins cinq ans ; aucune condition de durée ne sera même requise lorsque la vente est motivée par un changement de lieu d'activité, par un changement de résidence consécutif à une mise à la retraite ou encore par des impératifs d'ordre familial. Cette disposition, applicable aux personnes bénéficiant d'un logement de fonctions, répond entièrement au souhait exprimé par l'honorable parlementaire.

Fiscalité immobilière (modalités de taxation des plus-values réalisées par les sociétés civiles immobilières).

31624. — 18 septembre 1976. — **M. Loos** appelle l'attention de **M. le Premier ministre (Economie et finances)** sur les modalités de taxation des plus-values réalisées par les sociétés civiles immobilières. En effet, le projet de loi portant imposition des plus-values qui a été récemment adopté par le Parlement entraîne l'abrogation de l'article 150 ter du code général des impôts, mais ne précise pas les modalités de calcul des plus-values réalisées par les détenteurs de droits sociaux d'une société civile immobilière lorsque celle-ci procède à la vente d'un immeuble. La solution, jusqu'à présent, retenue par l'administration dans le cadre de l'imposition au titre de l'article 150 ter du code général des impôts considère, pour le calcul de la plus-value, le prix acquitté par la société pour devenir propriétaire du bien, quel qu'il ait pu être pour chaque société et pour chaque contribuable le coût d'acquisition de ses parts, ce qui peut amener le cessionnaire de droits sociaux à supporter l'impôt correspondant à une fraction de plus-value qu'il n'a pas réalisée personnellement. En conséquence, il lui demande s'il envisage de donner des instructions à ses services fiscaux afin que, dans ce domaine également, les contribuables ne soient imposés que sur des plus-values qu'ils ont effectivement réalisées.

Réponse. — Dès lors qu'une société de personnes possède une personnalité juridique propre, distincte de celle de ses membres, la plus-value qu'elle réalise lors de la vente d'un élément de son patrimoine constitue un bénéfice social et doit donc être déterminée en fonction du prix qu'elle a effectivement acquitté pour en devenir propriétaire, quel qu'il ait pu être, pour chaque associé, le coût d'acquisition des parts, ou leur valeur vénale au jour de leur entrée dans son patrimoine personnel. S'agissant de principes de portée générale, il devra en être fait application lorsque, à compter du 1^{er} janvier 1977, une société de personnes cédera un élément de son patrimoine social dont la plus-value de cession sera imposable en application de la loi n° 76-660 du 19 juillet 1976.

Impôt sur le revenu (déductibilité des frais de garde d'enfants de parents salariés).

31784. — 25 septembre 1976. — **M. Ducoloné** attire l'attention de **M. le Premier ministre (Economie et finances)** sur les problèmes financiers que pose la garde des jeunes enfants lorsque le père et la mère travaillent. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour qu'une suite favorable soit donnée à la proposition du groupe communiste, de permettre aux familles de déduire de leurs revenus imposables les dépenses entraînées par la garde des enfants de moins de six ans, qu'il s'agisse du prix de journée de la crèche, du salaire de la nourrice ou de la gardienne.

Réponse. — Les frais de garde des enfants ont, par leur nature même, le caractère de dépenses d'ordre privé. La déduction prévue en faveur des personnes seules par l'article 4 de la loi de finances pour 1976 déroge ainsi au principe suivant lequel seuls sont déductibles pour l'établissement de l'impôt les frais inhérents à la fonction ou à l'emploi. Cette mesure présente donc un caractère très libéral. Il n'est pas possible, compte tenu des contraintes budgétaires actuelles, d'en étendre le bénéfice aux contribuables mariés. Cela dit, le problème des frais de garde des jeunes enfants est résolu, à titre principal, par des mesures d'ordre social. Dans cette optique, l'article 4 de la loi du 3 janvier 1975, relative à la protection sociale de la mère et de la famille, a prévu un assouplissement des conditions d'attribution de l'allocation pour frais de garde, qui est, au demeurant, exonérée d'impôt sur le revenu. Enfin, les pouvoirs publics proposeront au Parlement la création d'une nouvelle prestation appelée « complément familial » qui se substituera aux cinq allocations actuelles versées sous condition de ressources : allocation de salaire unique et sa majoration, allocation de la mère au foyer et sa majoration, allocation pour frais de garde. Ces différentes mesures soulignent la volonté des pouvoirs publics de développer l'action en faveur des familles. Elles vont dans le sens des préoccupations exprimées par l'honorable parlementaire.

Agents généraux d'assurances (régime fiscal).

31814. — 25 septembre 1976. — **M. Bayou** expose à **M. le Premier ministre (Economie et finances)** les difficultés que connaissent les agents généraux d'assurances du fait de l'application de la circulaire n° 5 G 575 du 22 décembre 1975 concernant les conditions à remplir pour pouvoir exercer l'option fiscale prévue par la loi n° 72-946 du 19 octobre 1972. En effet, les dispositions très restrictives de cette circulaire ne leur permettent pas de bénéficier du régime fiscal des salariés dès lors qu'ils perçoivent d'autres revenus professionnels, même si ceux-ci sont intégralement déclarés par des tiers. Ainsi de nombreux agents généraux d'assurances du Languedoc-Roussillon qui exercent également une activité agricole ou

bien ont une exploitation en métayage sont pénalisés et doivent faire face aux rappels que l'administration entend exercer sur les exercices 1972-1973-1974-1975, alors qu'ils ont été souvent gravement touchés par la crise viticole. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour rapprocher sur ce point les modalités d'imposition des A.G.A. dont les revenus sont connus de celles qui sont appliquées aux salariés.

Réponse. — La loi du 19 octobre 1972 (art. 93-1 ter du code général des impôts) a eu essentiellement pour objet d'accorder aux agents généraux d'assurances la possibilité de soumettre au régime fiscal des salaires les commissions qu'ils reçoivent des compagnies qu'ils représentent et-qualités, à la condition qu'ils n'aient pas d'autres revenus professionnels. Toutefois, pour tenir compte de la réalité des situations, le législateur a prévu que les intéressés ne perdraient pas le bénéfice de ce régime lorsqu'ils exercent d'autres activités, mais à la condition que celles-ci se rattachent directement à la profession principale et que les rémunérations qu'elles leur procurent présentent un caractère accessoire. Cette exception légale, rappelée dans la circulaire mentionnée par l'honorable parlementaire, doit être interprétée strictement. A défaut, le régime prévu en faveur des agents d'assurances perdrait sa justification. Il s'ensuit que le bénéfice du régime spécial ne peut être maintenu au profit d'un agent général d'assurances qui exerce une activité agricole, quels que soient les résultats de cette activité.

Quotient familial (contribuable décédé en juillet 1976 laissant une veuve séparée de corps et un fils célibataire de moins de vingt-cinq ans qui cesse ses études).

31912 bis. — 25 septembre 1976. — **M. Valbrun** expose à **M. le Premier ministre (Economie et finances)** le cas d'un contribuable décédé courant juillet 1976, séparé de corps et de biens depuis le mois d'octobre 1975, dont le fils célibataire, âgé de plus de dix-huit ans et de moins de vingt-cinq ans au 1^{er} janvier 1976, a interrompu ses études postérieurement au décès de son père pour entreprendre l'exercice d'une profession commerciale. Il lui demande : 1° quel est le nombre de parts applicable au cas particulier pour le calcul des revenus dus par la veuve dans le cas où le fils a sollicité, dans une note annexée à la déclaration de revenus modèle 20⁰² établie au nom de la veuve le rattachement de ses revenus ; 2° si, dans l'hypothèse visée ci-dessus, le fils doit déclarer séparément les revenus commerciaux postérieurement au décès.

Réponse. — 1° et 2° Conformément aux dispositions de l'article 3 de la loi de finances pour 1975, l'enfant cité dans la question peut, pour l'imposition des revenus de l'année 1976, demander son rattachement à l'un ou l'autre de ses parents dès lors que ceux-ci sont imposables séparément au 1^{er} janvier 1976. Ce rattachement implique que le parent concerné inclue dans son revenu imposable les revenus perçus pendant l'année entière par l'enfant. Au cas particulier, la mère de l'enfant est donc imposable à raison de la totalité des revenus commerciaux réalisés par son fils au cours de l'année 1976 ; elle peut, en contrepartie, bénéficier d'un quotient familial de deux parts et denie.

Personnes âgées (exonération d'impôt pour les pensionnaires des maisons de retraite dont les ressources sont retenues par l'administration).

31920. — 2 octobre 1976. — **M. Ducoloné** attire l'attention de **M. le Premier ministre (Economie et finances)** sur le cas des pensionnaires des maisons de retraite, notamment ceux de l'hôpital Corentin-Celton, à Issy-les-Moulineaux. Les ressources des personnes admises dans cet établissement sont recueillies par l'administration de l'assistance publique qui ne restitue aux pensionnaires que 10 ou 30 p. 100 du montant des retraites et pensions suivant le statut d'admission. Cependant les pensionnaires doivent acquitter un impôt calculé sur la totalité de ressources déclarées. Ils se trouvent, pour la plupart, dans l'impossibilité de s'acquitter du montant de leur impôt. Il lui demande s'il n'y a pas là une anomalie et quelles mesures il entend prendre pour y remédier par l'exonération du paiement de l'impôt des personnes se trouvant dans ce cas.

Réponse. — L'adoption d'une mesure d'exonération de portée générale en faveur des personnes âgées dont les ressources sont, en grande part, absorbées par les prélèvements opérés par les hôpitaux ou maisons de retraite en contrepartie de leurs frais d'entretien ne serait pas satisfaisante ; une telle solution avantagerait, en effet, les personnes qui sont relativement les plus aisées par rapport à celles de condition modeste. Par ailleurs, une telle disposition ne serait pas équitable puisqu'elle concernerait les seules personnes qui sont placées dans un hôpital ou une maison de retraite, à l'exclusion des contribuables restés seuls ou accueillis dans leur famille. Aussi les pouvoirs publics se sont-ils engagés dans une voie différente. Le projet de loi de finances pour 1977 accentue les avantages consentis à cet égard depuis plusieurs années. Les contribuables

Agés de plus de soixante-cinq ans, dont le revenu, après tous abattements, n'excède pas 19 000 francs (au lieu de 17 000 francs actuellement) auront droit, sous réserve de l'adoption du projet, à une réduction de 3 100 francs (au lieu de 2 800 francs) sur la base de leur impôt sur le revenu. De même, une déduction de 1 550 francs (au lieu de 1 400 francs) est prévue en faveur des personnes âgées de plus de soixante-cinq ans dont le revenu est compris entre 19 000 francs et 31 000 francs (au lieu de 28 000 francs). Ces diverses mesures permettent d'améliorer sensiblement la situation de nombreux retraités.

Taxe d'habitation (augmentation).

31963. — 2 octobre 1976. — **M. Barbet** attire l'attention de **M. le Premier ministre (Economie et finances)** sur les très graves répercussions, à partir de cette année, pour les contribuables nanterriens, de la taxe d'habitation, suite aux nouvelles modalités de répartition entre les communes de l'impôt départemental. Une grande partie des assujettis à la taxe d'habitation avait été lésée par la réforme gouvernementale des finances locales (loi n° 73-1229 du 31 décembre 1973) qui s'est traduite, pour les logements H. L. M. en particulier, par des majorations sensibles d'impôts dont le plein effet sera ressenti en 1978 du fait des mesures d'étalement intervenues. Les voici de nouveau exposés à des majorations considérables, étrangères à toutes décisions municipales, en application de l'article 2, alinéa 3, de la loi n° 75-678 du 29 juillet 1975 sur les finances locales. La population nanterrienne, de condition modeste, frappée par la crise économique se trouve dans l'incapacité de faire face à de telles majorations (en moyenne 50,7 p. 100 pour la seule application du taux unique départemental). Il lui demande de bien vouloir lui faire connaître les dispositions qu'il envisage de prendre de toute urgence, compte tenu de la situation particulière de Nanterre, pour que soit remise en cause l'application de l'article 2, alinéa 3, de la loi du 29 juillet 1975, comme cela a été possible pour les communautés urbaines et pour les districts à fiscalité propre (loi de finances rectificative pour 1976 n° 76-539 du 22 juin 1976).

Réponse. — L'unification du taux départemental des taxes directes locales répond à un objectif d'équité. Il n'était pas normal en effet que des contribuables ayant une même base d'imposition et demeurant dans des communes voisines versent des cotisations différentes au département ou à la communauté urbaine. Cette remise en ordre risquait, toutefois, de provoquer des transferts de charges sensibles, en ce qui concerne la taxe d'habitation due pour 1976 dans les communautés urbaines. C'est pourquoi le Gouvernement a accepté devant le Parlement de reporter l'application du taux unique pour la taxe d'habitation perçue au profit des communautés urbaines et des districts à fiscalité propre. En revanche, et compte tenu des motifs d'équité qui sont à l'origine de la nouvelle règle, l'unification du taux départemental n'a pas été différée. Les transferts de charges évoqués par l'honorable parlementaire affectent les communes où la pression fiscale était jusqu'à présent inférieure à la moyenne. Ainsi, à Nanterre, le taux de la part départementale de la taxe d'habitation était en 1975 de 2,17 p. 100 au lieu de 3,95 p. 100 pour l'ensemble du département. La progression des cotisations dans cette commune n'est pas due seulement à l'unification du taux départemental. Elle a également pour origine l'augmentation des budgets locaux : en 1976, ces budgets ont progressé d'environ 16 p. 100 pour la commune de Nanterre et de 26 p. 100 pour le département des Hauts-de-Seine. Le Gouvernement s'est néanmoins préoccupé des conséquences de l'unification du taux départemental sur les cotisations de 1976. Des directives ont été données aux services pour qu'une attention toute particulière soit portée à la situation des personnes de condition modeste. Les comptables du Trésor examineront, dans un esprit de large compréhension, les demandes de délai de paiement présentées par des personnes que leur situation personnelle et les augmentations en cause mettraient dans l'impossibilité d'acquitter leurs cotisations à la date d'échéance normale. De même, les services des Impôts apprécieront de manière libérale les réclamations présentées par ces contribuables en vue d'obtenir la remise ou la modération de l'augmentation constatée.

Géomètres experts fonciers (taxe sur les salaires).

32068. — 3 octobre 1976. — **M. Jean-Pierre Cot** attire l'attention de **M. le Premier ministre (Economie et finances)** sur la situation des professions non assujetties à la T.V.A. C'est le cas des géomètres experts fonciers qui sont soumis à la taxe sur les salaires. En effet, le nombre de moins en moins élevé de ces professions n'a pas incité le législateur à revoir leur cas : les taux donnés en février 1969 n'ont pas été modifiés, les tranches retenues alors n'ont plus du tout la même signification du fait des dévaluations successives, de l'inflation. Il lui demande s'il n'y a pas lieu de fixer les tranches surtaxes à un plafond modifiable annuellement.

Réponse. — Compte tenu de son incidence budgétaire, la mesure envisagée par l'honorable parlementaire devrait être compensée par un relèvement des taux de la taxe sur les salaires. Elle aurait une répercussion défavorable sur les employeurs de salariés à rémunération moyenne ou modeste et ne peut, de ce fait, être retenue.

Pensions de retraite civiles et militaires (application rétroactive des réversions de pension aux veufs de femmes fonctionnaires).

32330. — 13 octobre 1976. — **M. Ribes** appelle l'attention de **M. le Premier ministre (Economie et finances)** sur le principe de la non-rétroactivité des lois qui est opposé aux demandes et suggestions tendant à accorder le bénéfice de la réversion de pension de l'épouse fonctionnaire sur le conjoint survivant lorsque le décès de l'épouse est intervenu antérieurement à la promulgation de la loi n° 73-1128 du 23 décembre 1973 ayant institué cette mesure. Il lui fait remarquer que, si l'application de cette disposition peut effectivement être difficilement envisagée à l'égard de tous les conjoints de femmes fonctionnaires devenus veufs avant la mise en œuvre de la loi précitée, il semble que la discrimination ressentie par ceux-ci pourrait être atténuée en procédant par paliers à l'extension du bénéfice des dispositions de l'article 12 de la loi n° 73-1128 du 23 décembre 1973. Cette extension pourrait être appliquée par exemple en prenant comme critères de choix l'âge des intéressés, la date de leur veuvage ou l'existence de charges familiales. Il lui demande de lui faire connaître la suite susceptible d'être réservée à la présente suggestion dont la prise en compte serait de nature à pallier le sentiment d'iniquité que de nombreux veufs ressentent profondément.

Réponse. — Le principe de la non-rétroactivité des lois figure parmi les principes généraux du droit, c'est-à-dire qu'il constitue, à côté d'un petit nombre d'autres règles fondamentales, l'une des bases du système juridique français. Il a pour but de garantir les citoyens contre l'insécurité permanente qui caractériserait un état où les dispositions de la réglementation pourraient, à tout moment, être remises en question. L'extension des dispositions de l'article 12 de la loi du 23 décembre 1973 à certains conjoints de femmes fonctionnaires devenus veufs avant la mise en œuvre de la loi précitée ne peut être décidée par l'autorité réglementaire sans être entachée d'illégalité. D'autre part, les critères d'extension seraient nécessairement arbitraires et discriminatoires et provoqueraient les protestations justifiées des conjoints écartés. C'est pourquoi il apparaît nécessaire de respecter le principe de non-rétroactivité en limitant les effets de l'article 12 aux veufs de femmes fonctionnaires dont l'épouse est décédée postérieurement au 23 décembre 1973.

Assurance invalidité (assouplissement des conditions médicales d'attribution des pensions aux exploitants agricoles).

32401. — 14 octobre 1976. — **M. Josselin** demande à **M. le Premier ministre (Economie et finances)** pour quelles raisons les modalités d'application de l'article 14 de la loi de finances rectificative n° 75-1242 du 27 décembre 1975, article relatif à l'assouplissement des conditions médicales d'attribution des pensions d'invalidité servies au titre de l'assurance maladie des exploitants agricoles, n'ont pas encore été fixées, notamment en ce qui concerne la date d'effet de la disposition législative, le montant de la pension et les critères médicaux d'appréciation de l'incapacité des deux tiers à exercer la profession agricole. Il lui demande quelles mesures il compte prendre afin que les agriculteurs sachent s'ils remplissent ou non les conditions requises et s'ils sont en mesure de percevoir les fonds qui leur seraient éventuellement dus.

Assurance invalidité (publication des textes d'application relatifs à l'amélioration du régime agricole).

32444. — 15 octobre 1976. — **M. Maurice Faure** attire l'attention de **M. le Premier ministre (Economie et finances)** sur le retard apporté à la publication des décrets et arrêtés d'application de l'article 14 de la loi de finances rectificative n° 75-1242 du 27 décembre 1975. Cet article prévoit un certain nombre de dispositions apportant une amélioration sensible des conditions d'attribution des prestations d'invalidité agricole. Il lui demande, en conséquence, s'il n'entend pas donner des instructions pour que, dans les plus brefs délais, les textes d'application soient enfin publiés.

Réponse. — L'article 14 de la loi de finances rectificative n° 75-1242 du 27 décembre 1975 a prévu l'assouplissement des conditions d'ouverture du droit à pension d'invalidité pour les exploitants agricoles. Les dispositions d'application de cet article, après avoir été préparées par les différents départements ministériels intéressés, ont été soumises aux instances consultatives compétentes, puis ont été examinées par le Conseil d'Etat. Elles ont fait l'objet du décret n° 76-761 du 5 août 1976, publié au *Journal officiel* de la République française du 15 août 1976, pages 4925 et 4926.

*Pensions de retraite civiles et militaires
(rétroactivité des dispositions législatives).*

32528. — 20 octobre 1976. — **M. Renard** attire l'attention de **M. le Premier ministre (Economie et finances)** sur la non-rétroactivité actuelle en matière de pension. Ainsi, toute mesure nouvelle relative aux pensions n'est applicable qu'aux retraités et à leurs ayants cause dont les droits se sont ouverts après la date de la promulgation ou d'application de la loi ou du règlement instituant cette mesure. Cette différence de traitement faite dans tous les régimes de retraite entre « ceux d'avant » et « ceux d'après » engendre de nombreuses injustices, souvent difficilement supportables. Il en est ainsi pour la loi du 31 juillet 1962 qui modifie notamment la législation des pensions civiles et militaires dans ses rapports avec le code des pensions militaires d'invalidité — des pensions proportionnelles — de la loi du 26 décembre 1962 concernant les prisonniers de guerre 1939-1945 — de la réversion de la pension sur le mari survivant. Il lui demande en conséquence les mesures qu'il compte prendre pour que toute mesure nouvelle dans la législation et la réglementation des pensions soit applicable à tous les retraités, indépendamment de la date d'ouverture de leur droit à pension.

Réponse. — La non-rétroactivité des lois est un des principes généraux de notre droit, c'est-à-dire qu'il constitue, à côté d'un petit nombre d'autres règles fondamentales, l'une des bases du système juridique français. Il a pour but de garantir les citoyens contre l'insécurité permanente qui caractériserait un état où les dispositions de la réglementation pourraient, à tout moment, être remises en question. Le besoin de stabilité existe en matière sociale comme dans les autres domaines. Ainsi, ceux qui demandent l'abandon de la non-rétroactivité des lois de pension se seraient sans nul doute élevés avec force contre la rétroactivité de la dernière modification des articles L. 44 et L. 45 du code des pensions ; cette rétroactivité aurait en effet obligé un certain nombre de veuves à partager, à l'avenir, leur pension de réversion avec une première épouse divorcée. D'autre part, l'extension systématique à tous les retraités des dispositions plus favorables, qui ont été introduites progressivement dans la législation, ne peut être envisagée pour des motifs d'équilibre budgétaire. Le nombre des retraités de l'Etat s'élève à 2 500 000 et le coût total des pensions atteindra 40 milliards de francs en 1977, si bien que la généralisation des mesures successives prises en faveur des retraités, même lorsque leur portée paraît limitée en apparence, entraînerait inévitablement une dépense considérable. A la demande du Parlement, le Gouvernement conduit une politique d'amélioration progressive de la situation des retraités grâce à des mesures adaptées, qu'il s'agisse du relèvement rapide du minimum de pension, de l'intégration progressive de l'indemnité de résidence ou de l'application aux retraités des avantages statutaires consentis aux actifs. C'est pourquoi il n'apparaît pas possible de déroger au principe de non-rétroactivité au profit des catégories de retraités dont la situation est évoquée par l'honorable parlementaire.

Débts de tabac (montant de la redevance des bureaux de 1^{re} classe).

32855. — 29 octobre 1976. — **M. Frédéric-Dupont** demande à **M. le Premier ministre (Economie et finances)** si le plafond des parts de redevance de débt de tabac de 1^{re} classe fixé à 3 900 francs a été modifié depuis le 1^{er} juillet 1968.

Réponse. — La somme de 3 900 francs citée par l'honorable parlementaire représente le montant maximum de la part de redevance qui pourrait être allouée à un titulaire appartenant à la deuxième catégorie de la 1^{re} classe en application de l'arrêté ministériel du 11 août 1967 qui prenait effet à compter du 1^{er} janvier 1968. Depuis cette date les plafonds ont été relevés de nombreuses fois pour tenir compte des augmentations des pensions concédées aux fonctionnaires. Actuellement, le maximum de la catégorie précitée est de 9 800 francs depuis le 1^{er} octobre 1975, conformément à l'arrêté du 25 novembre 1975.

FONCTION PUBLIQUE

Enseignants (revalorisation indiciaire des professeurs techniques et professeurs techniques adjoints)

33437. — 20 novembre 1976. — **M. Dupuy** attire l'attention de **M. le Premier ministre (Fonction publique)** sur la situation des professeurs techniques et professeurs techniques adjoints de lycée. Dans le cadre des mesures prises pour promouvoir l'enseignement technique, les professeurs de collèges d'enseignement technique ont bénéficié d'une revalorisation indiciaire. Cette revalorisation est fondée sur le recrutement de ces personnels à baccalauréat + 4 ; or, ce recrutement n'entrera en vigueur qu'en 1976-1977 et les professeurs qui ont bénéficié de la revalorisation indiciaire (opération terminée le 1^{er} janvier 1975) ont donc été recrutés sur d'autres bases à un autre niveau, soit plusieurs années de pratique professionnelle,

sans exigence de diplômes post-baccalauréat. Pour enseigner dans les lycées, les professeurs techniques adjoints (qui sont, en majorité, d'anciens professeurs de C. E. T.) ont dû passer un concours établissant une qualification sanctionnée par une amélioration indiciaire de soixante points pour les professeurs de C. E. T. qui étaient reçus à ce concours. Dans ces conditions, il est contraire aux règles habituelles de la fonction publique que les professeurs techniques adjoints de lycée soient rattrapés et dépassés par ceux de leurs collègues qui sont restés dans leur ancien corps. Du 1^{er} janvier 1975 au 1^{er} juillet 1976 l'indice terminal des professeurs techniques d'enseignement professionnel (P. T. E. P.) des C. E. T. a été, en effet, supérieur de deux points à celui des P. T. A. de lycée. Depuis le 1^{er} juillet 1976 l'indice terminal du corps des P. T. E. P. de C. E. T. est égal à celui des P. T. A. de lycée ; de plus, lorsqu'ils ont accédé au corps des P. T. A. de lycée, ces maîtres ont été reclassés en subissant un abattement de 100/115 selon les règles en vigueur dans la fonction publique. Ils ont donc été doublement pénalisés. La légitimité de la demande de revalorisation indiciaire du corps des P. T. A. de lycée a été reconnue par le ministre de l'éducation qui propose une revalorisation de quarante points. La qualification différente des professeurs de C. E. T. et des P. T. A. de lycée est d'ailleurs reconnue par le Gouvernement lui-même au plan législatif dans le décret n° 75-1161 du 16 décembre 1975. Dans ce décret interministériel qui précise les nouvelles conditions de formation au niveau certifié des professeurs de l'enseignement technique long les professeurs de C. E. T. peuvent entrer par concours interne, dans les nouveaux centres de formation au niveau baccalauréat + 2 et en sortir certifiés après trois années de formation. De leur côté les P. T. A. de lycées peuvent également entrer par concours interne dans les mêmes centres de formation mais au niveau baccalauréat + 4, et en sortir certifiés après une seule année de formation. Il lui demande quelles mesures il entend prendre pour que le niveau de rémunération indiciaire des P. T. A. de lycées corresponde : 1° à la qualification acquise par ces maîtres ; 2° au niveau et à la valeur de leur enseignement, de la formation professionnelle qu'ils donnent aux techniciens et techniciens supérieurs qui sont leurs élèves ; 3° à une organisation sérieuse des carrières des maîtres des disciplines technologiques. Par ailleurs, il lui demande de lui préciser quelles mesures il entend prendre pour que le projet de décret alignant les obligations de services des professeurs techniques (assimilés aux certifiés) sur celles des professeurs certifiés soit rapidement publié. Ce texte promis par le ministre de l'éducation devant l'Assemblée nationale le 5 novembre 1974, à nouveau devant l'Assemblée nationale le 12 novembre 1975, a été préparé par les services du ministère de l'éducation et a reçu l'accord des ministères des finances et de la fonction publique.

Enseignants (revalorisation indiciaire et obligations de service des professeurs techniques adjoints).

33702. — 1^{er} décembre 1976. — **M. Duvillard** attire l'attention de **M. le Premier ministre (Fonction publique)** sur la situation des professeurs techniques et professeurs techniques adjoints de lycée. Dans le cadre des mesures prises pour promouvoir l'enseignement technique, les professeurs de collège d'enseignement technique ont bénéficié d'une revalorisation indiciaire. Cette revalorisation est fondée sur le niveau de recrutement de ces personnels (baccalauréat plus quatre années d'études supérieures). Or ce recrutement n'entrera en vigueur qu'en 1976-1977 et les professeurs qui ont bénéficié de la revalorisation indiciaire (opération terminée le 1^{er} janvier 1975) ont donc été recrutés sur d'autres bases à un autre niveau, soit plusieurs années de pratique professionnelle, sans exigence de diplôme d'un niveau supérieur à celui du baccalauréat. Mais pour enseigner dans les lycées, les professeurs techniques adjoints (qui sont, en grande majorité, d'anciens professeurs de C. E. T.) ont dû passer un concours établissant une qualification sanctionnée par une amélioration indiciaire de 60 points pour les professeurs de C. E. T. qui étaient reçus à ce concours. Dans ces conditions, il est contraire aux règles habituelles de la fonction publique que les professeurs techniques adjoints de lycée soient rattrapés et dépassés par ceux de leurs collègues qui sont restés dans leur ancien corps. Du 1^{er} janvier 1975 au 1^{er} juillet 1976, l'indice terminal des professeurs techniques d'enseignement professionnel (P. T. E. P.) des C. E. T. a été, en effet, supérieur de deux points à celui des P. T. A. de lycée. Depuis le 1^{er} juillet 1976 l'indice terminal du corps des P. T. E. P. de C. E. T. est égal à celui des P. T. A. de lycée ; de plus, lorsqu'ils ont accédé au corps des P. T. A. de lycée, ces maîtres ont été reclassés en subissant un abattement de 100/115 selon les règles en vigueur dans la fonction publique. Ils ont donc été doublement pénalisés. La légitimité de la demande de revalorisation indiciaire du corps des P. T. A. de lycée a été admise par le ministre de l'éducation qui propose une revalorisation de 40 points, la qualification différente des professeurs de C. E. T. et des P. T. A. de lycée est d'ailleurs reconnue par le Gouvernement lui-même au plan législatif dans le décret n° 75-1161 du 16 décembre 1975. Dans ce décret interministériel qui précise les nouvelles conditions de formation au niveau certifié des professeurs de l'ensei-

gnement technique long les professeurs de C. E. T. peuvent entrer, par concours interne, dans les nouveaux centres de formation au niveau baccalauréat plus deux années d'études supérieures et en sortir certifiés après trois années de formation. De leur côté, les P. T. A. de lycée peuvent également entrer par concours interne, dans les mêmes centres de formation, mais au niveau baccalauréat plus quatre années d'études supérieures et en sortir certifiés après une seule année de formation. Il lui demande quelles mesures il entend prendre pour que le niveau de rémunération indiciaire des P. T. A. de lycée corresponde : 1° à la qualification acquise par ces maîtres ; 2° au niveau et à la valeur de leur enseignement, de la formation professionnelle qu'ils donnent aux techniciens et techniciens supérieurs qui sont leurs élèves ; 3° à une organisation sérieuse des carrières des maîtres des disciplines technologiques. Par ailleurs, il demande au Premier ministre quelles mesures il entend prendre pour que le projet de décret alignant les obligations de services des professeurs techniques (assimilés aux certifiés) sur celles des professeurs certifiés soit rapidement publié. Ce texte promis par le ministre de l'éducation devant l'Assemblée nationale le 5 novembre 1974 et de nouveau devant l'Assemblée nationale le 12 novembre 1975 a été préparé par les services du ministère de l'éducation et a reçu l'accord des finances et de la fonction publique.

Réponse. — Il est indiqué à l'honorable parlementaire qu'il n'a pas paru opportun d'attribuer une revalorisation indiciaire de quarante points aux professeurs techniques adjoints de lycée technique. Aucun élément déterminant n'a permis d'envisager d'accorder à ceux-ci une révision spécifique de leur classement indiciaire. Les intéressés bénéficient d'ailleurs, en application des décrets n° 75-1162 et 75-1163 du 16 décembre 1975, de larges possibilités d'accès soit au corps des professeurs certifiés, soit au corps des professeurs techniques, dans des conditions dérogatoires au droit commun et exceptionnellement favorables. Ces textes offrent aux professeurs techniques adjoints de lycée technique la perspective d'apporter à leur situation une amélioration qui se traduit notamment sur le plan de la rémunération. En ce qui concerne d'autre part le projet de décret destiné à aligner les obligations de service des professeurs techniques (assimilés aux certifiés) sur celles des professeurs certifiés, ce texte préparé par le ministère de l'éducation a effectivement recueilli l'accord du secrétaire d'Etat chargé de la fonction publique et rien ne s'oppose pour ce qui le concerne à ce qu'il soit publié après son examen par le Conseil d'Etat.

AGRICULTURE

Vin (chaptalisation en Italie et en République fédérale d'Allemagne).

21868. — 2 août 1975. — M. Tourné rappelle à M. le Premier ministre qu'en plus de la France, tous les pays de la Communauté peuvent, avec du sucre ajouté aux moûts de raisin, relever le degré alcoolique des vins qu'ils produisent. C'est surtout le cas en Italie et en Allemagne fédérale. Il lui demande s'il est à même de signaler : 1° dans quelles conditions s'effectue la chaptalisation dans ces deux pays de la Communauté par rapport à ce qui est toléré en France ; 2° à partir de quel degré le vin qu'ils produisent peut être chaptalisé ; 3° quels sont les divers types de vins que ces deux pays de la Communauté ont chaptalisés en 1974 ; 4° quel est le relèvement du degré alcoolique du vin chaptalisé permis dans ces deux pays ; 5° quelles sont les quantités de vins qui ont été élaborées par l'intermédiaire de la chaptalisation en Italie et en Allemagne en 1974, globalement et par catégorie.

Réponse. — La chaptalisation des vins en Italie et en Allemagne fédérale s'effectue dans les conditions définies à l'article 18 du règlement (C. E. E.) n° 816/70 modifié disposant que, lorsque les circonstances climatiques l'ont rendu nécessaire dans certaines zones viticoles de la Communauté, les Etats membres peuvent autoriser l'augmentation du titre alcoométrique naturel, acquis ou en puissance, des raisins frais, du moût de raisins partiellement fermenté, du vin nouveau encore en fermentation, issus de certaines variétés de vignes, du vin apte à donner du vin de table ainsi que du vin de table. Toutefois, un titre alcoométrique naturel minimal de ces produits est exigé. Il est désormais de 5 à 6 degrés respectivement pour les zones viticoles A et B, auxquelles appartiennent les vignobles de la République fédérale d'Allemagne et de 7,5 à 9 degrés pour les diverses régions de la zone viticole C dont font partie l'Italie et la moitié Sud de la France. Par ailleurs, l'augmentation du titre alcoométrique naturel minimal ne peut dépasser 3,5 degrés en zone A, 2,5 degrés en zone B et 2 degrés en zone C. Selon les informations recueillies auprès des instances communautaires, l'ensemble de la production de la République fédérale d'Allemagne, à l'exception de certains vins de qualité, a fait l'objet d'une chaptalisation au cours de l'année 1974, soit environ 85 p. 100 des 7,5 millions d'hectolitres produits. Quant à l'Italie, cette pratique y est interdite sauf pour les vins destinés à devenir mousseux. La quantité de vin ainsi concernée peut être estimée à 300 millions de bouteilles.

Départements d'outre-mer : Réunion (alcools).

27814. — 10 avril 1976. — M. Fontaine signale à M. le ministre de l'Agriculture que, à la suite de l'augmentation des droits d'accises sur tous les alcools commercialisés en République fédérale d'Allemagne, la position du rhum s'est trouvée considérablement affaiblie au bénéfice exclusif d'un produit de coupage à base principalement d'alcool de pommes de terre : le rhum Verschnitt. Il y a donc dans un Etat faisant partie de la Communauté européenne une distorsion de concurrence créée par la décision unilatérale de cet Etat, justifiée en droit par des arrêtés récents de la cour de justice de Luxembourg. Il reste néanmoins que le caractère discriminatoire de cette situation cause un préjudice sérieux aux producteurs de rhum de la Réunion qui, au prix d'efforts considérables tant sur le plan des techniques de fabrication que de commercialisation, étaient parvenus à s'assurer un débouché non négligeable en République fédérale d'Allemagne. C'est pourquoi, en attendant le règlement communautaire sur l'alcool et, par voie de conséquence, une définition communautaire du rhum, il paraît indispensable que des mesures transitoires puissent être rapidement prises pour sauvegarder le marché communautaire d'un produit naturel agressé par un « ersatz ». Il lui demande, en conséquence, les dispositions qu'il compte prendre pour parvenir à cette fin.

Réponse. — Les aménagements apportés en février 1976 par les autorités de la République fédérale d'Allemagne au monopole allemand des alcools pour mettre ses règles d'intervention en conformité avec les dispositions du traité de Rome se sont traduits par une baisse sensible du prix de cession de l'alcool du monopole aux utilisateurs. L'accroissement de la concurrence qui en a résulté sur le marché allemand du rhum — dans la mesure où les distillateurs ont la possibilité d'utiliser de l'alcool pour la fabrication du rhum Verschnitt — a entraîné dans un premier temps un arrêt brutal des exportations de rhum léger des départements d'outre-mer à destination de ce pays. Les ventes n'ont pu reprendre depuis lors, et encore à un niveau très inférieur aux années précédentes, qu'au prix de lourds sacrifices de la part des producteurs et des vendeurs. Des démarches ont été effectuées pour tenter de remédier à cette situation tant auprès des autorités allemandes que de la commission de Bruxelles. Il en ressort que la solution de ces difficultés passe obligatoirement par l'adoption d'une définition communautaire du rhum, dans le cadre de la réglementation communautaire du marché de l'alcool, dont certaines dispositions affecteront les eaux-de-vie ; un projet vient d'être établi par les services de la commission de la Communauté économique européenne prévoyant d'ailleurs les règles de définition et de protection des produits concernés.

Mutualité sociale agricole (application des accords concernant les personnels d'encadrement et assimilés).

29808. — 11 juin 1976. — M. Frêche attire l'attention de M. le Premier ministre sur la situation qui règne au sein des caisses de mutualité sociale agricole. Il s'agit de la question des personnels d'encadrement et assimilés après que le ministre de tutelle ait refusé de mettre en application les accords conclus le 23 mai 1975. Ces derniers prévoyaient une amélioration des coefficients à compter du 1^{er} avril 1976. Il s'agit aussi d'un accord du 5 décembre 1975 relatif à l'alignement des salaires province-Paris, qui intéresse particulièrement les employés de la caisse de la mutualité sociale agricole de Montpellier. Cette attitude de remise en cause d'accords librement conclus entre l'employeur (fédération nationale de la mutualité agricole) et l'ensemble des organisations syndicales est en contradiction formelle avec la volonté souvent émise par le Gouvernement de voir se réaliser des accords contractuels. Il lui demande, en conséquence, quelles mesures il compte prendre pour que les accords susindiqués soient effectivement appliqués dans les meilleurs délais.

Réponse. — L'accord du 23 mai 1975 sur lequel l'honorable parlementaire a appelé mon attention portait reclassification de la totalité des emplois du personnel de la mutualité sociale agricole. Après consultation de la commission interministérielle des salaires, la partie de cet accord relative au reclassement des emplois du personnel d'exécution a été agréée avec effet du 1^{er} avril 1975 ; en revanche, l'agrément des mesures concernant le personnel d'encadrement (accords des 23 mai et 5 décembre 1975) a dû être différé pour des raisons de coordination avec le régime général. Toutefois, après un nouvel examen de cet accord, demandé par la fédération nationale de la mutualité agricole et les organisations syndicales signataires et pour tenir compte des disparités qui étaient apparues entre les conditions de rémunération du personnel d'encadrement et celles du personnel d'exécution de la mutualité sociale agricole, les mesures de reclassification des cadres, dont l'application avait été différée et qui se traduisent par une augmentation de 5 p. 100 des coefficients applicables à ce personnel, ont pu être agréées avec effet du 1^{er} avril 1976, sous réserve d'un certain étalement dans le temps. Dans la conjoncture économique et financière actuelle,

Il ne semble pas possible d'aller au-delà de ce compromis sans accroître exagérément les charges des caisses de mutuelle sociale agricole qui sont, en définitive, supportées par les agriculteurs.

Terrains à bâtir (étendue des pouvoirs du préfet sur le fondement de la loi du 8 août 1962).

31755. — 18 septembre 1976. — M. Giovannini demande à M. le ministre de l'agriculture si les préfets sont habilités à interpréter, pour en restreindre le champ, les dispositions de l'article 7, paragraphe IV, dernier alinéa, de la loi n° 62-933 du 8 août 1962, modifié par le décret n° 69-618 du 13 juin 1969. Sauf erreur, l'intention solennellement manifestée dans le contrat de vente par l'acquéreur d'un terrain suffit pour bénéficier des dispositions prévues par les textes ci-dessus, à charge pour le nouveau propriétaire d'honorer son engagement dans les délais prévus. Lorsque le préfet subordonne l'application de la loi à l'obtention préalable d'une décision administrative (camping, lotissement) attribuée au propriétaire initial du sol, non au nouvel acquéreur, quels sont les textes sur lesquels s'appuie l'interdiction préfectorale.

Réponse. — Aux termes de la législation relative aux S. A. F. E. R. à laquelle se réfère l'honorable parlementaire — décret n° 62-1235 du 20 octobre 1962 portant application en ce qui concerne le droit de préemption des S. A. F. E. R. de l'article 7 de la loi n° 62-933 du 8 août 1962, modifié par le décret n° 69-618 du 13 juin 1969 — les acquisitions de terrains à vocation agricole destinés à la construction dans les zones où la S. A. F. E. R. est autorisée par décret particulier à exercer le droit de préemption constituent une exception à l'exercice de ce droit lorsque : 1° l'acquéreur s'engage à donner et donne effectivement au terrain cette destination dans un délai déterminé qui ne peut excéder cinq ans ; 2° le terrain en cause répond aux conditions fixées à l'article 691-III du code général des impôts, c'est-à-dire lorsque sa superficie se situe à concurrence de 2 500 mètres carrés par maison ou de la superficie minir le exigée par la réglementation sur le permis de construire si celle-ci est supérieure.

Textil (définition des déchets et résidus textiles au regard de la législation sur la répression des fraudes.)

32370. — 13 octobre 1976. — M. Clérambeaux demande à M. le ministre de l'agriculture si, dans l'article 10 du décret du 14 mars 1973 portant application de la loi modifiée du 1^{er} août 1905 sur la répression des fraudes en ce qui concerne le commerce des produits textiles, l'expression « déchets et résidus textiles » s'applique bien aux coupons de tissus qualifiés de « 2^e choix » et livrés en vrac, sans désignation de composition, par des entreprises de textile soit à un revendeur soit à un détaillant. Dans l'affirmative, il lui demande de bien vouloir confirmer que de tels articles, lors de la vente, sont également dispensés d'indication de composition ou, plus précisément, soumis à l'indication « composition non déterminée ».

Réponse. — L'utilisation des expressions « déchets et résidus textiles » ou « composition non déterminée » est prescrite à l'article 10 du décret n° 73-357 du 14 mars 1973 pour désigner les produits textiles dont la composition ne peut être précisée. Tel est le cas, évoqué par l'honorable parlementaire, des coupons de tissus qui n'ont pu être écoulés par les voies commerciales habituelles et qui sont regroupés, par les usines de tissage ou de confection, en lots de composition hétérogène, destinés à être vendus à des prix de solde et en général au poids. Lorsque les coupons dont il s'agit sont revendus au stade du détail, le vendeur n'est pas tenu d'en inscrire la composition sur l'étiquetage puisque cette composition ne lui a pas été indiquée par le fabricant ; il doit seulement respecter l'obligation de désigner ces marchandises par l'une ou l'autre des deux mentions réglementaires : « déchets et résidus textiles » ou « composition non déterminée ». Il convient de rappeler que le service de la répression des fraudes assure les contrôles nécessaires aux fins de vérifier que ces mentions ne sont pas utilisées par des vendeurs bien informés de la composition précise de la marchandise mais désireux de se soustraire à l'obligation d'indiquer les dénominations et pourcentages des fibres textiles, conformément aux articles 3 à 9 du décret précité du 14 mars 1973.

Alcools (indemnisation des producteurs de calvados et d'eaux-de-vie de cidre A. O. C. éprouvés par la sécheresse).

32425. — 15 octobre 1976. — M. Bisson appelle l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur les dommages très importants causés à l'ensemble du verger des régions cidricoles productrices de « calvados » et « d'eaux-de-vie de cidre » à appellation d'origine contrôlée et réglementée, par la suite de la persistance anormale et exceptionnelle de la sécheresse. Ces dommages affectent suivant l'exposition et les sols 20 à 30 p. 100 des pommières à cidre qui sont définitivement perdus. Pour les arbres qui parviendront à survivre et s'agissant de cette campagne, la récolte de fruits sera

négligeable ; les fruits restant seront de petite taille et de composition anormale, avec de faibles rendements en jus de mauvaise conservation. D'autre part, cette sécheresse entraînera des conséquences évidentes au moins pour la récolte 1977 qui est d'ores et déjà compromise. De graves répercussions économiques vont résulter de cette situation tant en ce qui concerne la production que la commercialisation des « calvados » et des « eaux de vie de cidre » à appellation d'origine contrôlée et réglementée. M. Bisson demande à M. le ministre de l'agriculture que l'ensemble des régions cidricoles délimitées par les décrets du 10 avril 1963 soient reconnues sinistrées par les pouvoirs publics et que des indemnités décentes et exceptionnelles soient accordées aux producteurs agricoles du Calvados pour leur permettre de reconstituer leur verger et compenser le lourd préjudice qu'ils vont devoir supporter par perte d'une part importante non seulement de leurs revenus mais aussi de leur clientèle.

Réponse. — Par loi de finances rectificative pour 1976, le Gouvernement a substitué aux mesures antérieurement prévues en cas de calamités agricoles, une aide exceptionnelle d'un montant global de 6 milliard, dont 4,5 milliards d'aides directes, pour remédier aux conséquences de la sécheresse. La répartition des aides directes est confiée aux autorités départementales auxquelles sont ouvertes des enveloppes de crédits. Il revient donc aux préfets des départements de l'Ouest sur lesquels s'étendent les vergers des fruits à cidre et les zones d'appellation des calvados et eaux-de-vie de cidre d'apprécier les dommages subis par les producteurs et de fixer l'aide éventuelle qui peut leur être versée dans la limite de leurs enveloppes départementales.

Calamités agricoles (indemnisation des producteurs de châtaignes des Cévennes gardoises).

32562. — 20 octobre 1976. — M. Millet attire l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur les importants dégâts qu'a subis la châtaigneraie cévenole à la suite d'une vague de froid accompagnée de mistral en automne 1974 et qui a détruit la récolte à 80 p. 100. Les déclarations de sinistre et les demandes d'indemnisation ont été faites en temps utile. Néanmoins, tandis que le département de l'Ardeche, soumis au même sinistre, a perçu 20 millions de francs de dommages, rien n'a été accordé pour les producteurs de châtaignes des Cévennes gardoises ; il y a là une situation injuste qui lèse les exploitants familiaux dont l'équilibre économique est déjà des plus précaires. Il lui demande s'il n'entend pas, dans un avenir proche, procéder à l'indemnisation de ce sinistre.

Réponse. — Le dossier relatif aux dégâts occasionnés aux châtaigneraies des Cévennes gardoises a été soumis à l'examen de la commission nationale des calamités agricoles, au cours de sa réunion du 10 juin 1975. Cette instance a émis un avis défavorable en ce qui concerne la reconnaissance du caractère de calamité agricole à ce sinistre. Il convient de préciser que la commission nationale n'a donné un avis favorable à l'Ardeche qu'après de vives réticences et en appliquant une franchise élevée de 25 p. 100 au montant des pertes. Pour le Gard, il apparaissait que les châtaigneraies étaient de qualité bien inférieure à celle de l'Ardeche, en état de semi-abandon même, et que les pertes enregistrées ne pouvaient entraîner qu'une réduction minime du revenu brut des exploitations concernées, n'atteignant pas le caractère d'exceptionnelle gravité requis par l'article 2 de la loi du 10 juillet 1964.

Fruits et légumes (situation du marché de la noix).

32707. — 23 octobre 1976. — M. Malsonnat attire l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur la situation inquiétante du marché de la noix caractérisé par la faiblesse des cours d'achat et la quasi-saturation des capacités de stockage. Déjà depuis plusieurs années le revenu des producteurs de noix accuse une baisse sensible due à l'effondrement des cours consécutif à l'inondation du marché européen par les noix californiennes. Dans ces conditions, en l'absence de mesures de soutien adaptées la situation des producteurs sera cette année catastrophique. Il lui demande donc de prendre toutes les mesures nécessaires à la régularisation et au soutien du marché de la noix et plus précisément : révision des règlements européens dans le sens d'une protection extracommunautaire plus rigoureuse ; harmonisation des législations entre la France et l'Italie à propos de l'interdiction d'écaler les noix ; limitation des importations aux seuls besoins nationaux ; développement du marché extérieur et intérieur, la consommation en France de noix étant particulièrement faible.

Réponse. — On ne saurait parler d'effondrement des cours de la noix française du fait des importations californiennes dans la Communauté. En effet, le niveau des prix culture pour la noix de Grenoble atteignait, en novembre 1976, 500 francs le quintal pour les calibres 27 et plus. S'il est exact que la réglementation communautaire dans le secteur des fruits et légumes n'est pas adaptée à la noix, produit essentiellement stockable, il doit être rappelé que le Gouvernement français a adressé, le 20 octobre 1975, à la

commission de Bruxelles, un memorandum tendant à placer ce produit sous le régime des certificats d'importations qui permettrait d'apprécier les menaces de perturbation du marché justifiant un recours à la clause de sauvegarde. Toutefois, cette année, les exportations de noix françaises vers les pays traditionnellement importateurs ne devraient pas rencontrer de réelles difficultés pour les raisons suivantes : récolte nettement déficitaire dans la Communauté; prix d'offre des U. S. A. aux exportateurs allemands supérieurs de 15 p. 100 environ par rapport à l'année dernière; maintien du niveau des restitutions (10 U. C. les 100 kilogrammes) pour les exportations à destination des pays tiers. Concernant le dernier point soulevé par l'honorable parlementaire au sujet de l'écalage des noix, le projet de norme actuellement étudié à Genève permettra l'harmonisation de la réglementation, notamment entre la France et l'Italie.

*Ministère de l'Agriculture
(financement des travaux d'hydraulique agricole).*

32765. — 27 octobre 1976. — **M. Alain Vivien** demande à **M. le ministre de l'agriculture** s'il est exact que le contrôleur financier de son ministère a reçu des instructions pour suspendre les paiements concernant les programmes en voie d'exécution, notamment pour les travaux d'hydraulique agricole. Il lui demande si cette décision lui paraît légitime et dans quels délais seront payés les ouvrages déjà engagés.

Réponse. — En raison des difficultés de paiement apparues au cours de l'exercice 1976, il est exact que le contrôleur financier du ministère de l'agriculture a été amené à ne plus viser les autorisations de programme permettant le lancement d'opérations nouvelles. Les discussions menées avec le ministère de l'économie et des finances ont permis le déblocage de cette situation au mois de novembre. Par ailleurs, les ouvrages déjà engagés seront payés grâce à l'abondement réalisé des dotations de crédits de paiement dans les deux derniers collectifs budgétaires de 1977.

*Eau (libération des autorisations de programme
d'hydraulique agricole).*

32787. — 27 octobre 1976. — **M. Alain Vivien** expose à **M. le ministre de l'agriculture** que depuis juillet 1976 les autorisations de programme permettant aux divers régions de lancer les appels d'offre en vue d'engager les travaux réalisables pour les collectivités publiques sont suspendues sur ordre du ministère de tutelle, totalement pour les programmes de catégorie I et partiellement pour les programmes de catégorie II. Il lui demande s'il ne lui paraîtrait pas opportun de suspendre cette mesure pour les programmes de travaux d'hydraulique agricole — catégorie Drainage — les entreprises assurant ces travaux étant particulièrement touchées par les effets de la sécheresse.

Réponse. — La question posée est désormais sans objet car les projets de catégorie I et de catégorie II ont reçu récemment le visa du contrôleur financier et les procédures consécutives sont en cours d'exécution.

*Viticulture (désignation d'un directeur
du bureau national interprofessionnel de l'armagnac).*

32943. — 3 novembre 1976. — **M. Faget** expose à **M. le ministre de l'agriculture** que la personne qui avait été désignée comme directeur du bureau national interprofessionnel de l'armagnac ayant dû refuser d'assumer ces fonctions, en raison de son état de santé, il est extrêmement souhaitable qu'un nouveau directeur soit désigné dans les meilleurs délais, étant donné que les vendanges se terminent et que des décisions urgentes doivent être prises pour la prochaine campagne. Il lui demande s'il peut donner l'assurance que la désignation d'un directeur du B. N. I intervendra dans les meilleurs délais.

Réponse. — Le poste de directeur du bureau national interprofessionnel de l'armagnac est occupé, depuis douze ans, par M. Ledun. Par contre, il convenait de désigner le président de cet organisme qui, aux termes de l'article 2 du décret n° 62-20 du 8 janvier 1962, ne peut être un professionnel. Le président a été désigné par arrêté du 5 novembre 1976, publié au Journal officiel du 7 novembre. Il s'agit de M. Bernard Gauthier, inspecteur général de l'agriculture.

Châtaignes (chute des cours du marché).

33049. — 5 novembre 1976. — **M. Millet** expose à **M. le ministre de l'agriculture** la vive inquiétude des producteurs de châtaignes qui sont touchés gravement par la chute des cours du marché de la châtaigne. Sans des mesures urgentes, un grand nombre de producteurs seront confrontés à des situations sans issue, ce qui est

particulièrement préoccupant dans nos régions de montagne. Ils réclament notamment une aide conjoncturelle de 0,40 franc par kilogramme sur 2 000 tonnes, une aide Alimentation animale de 1 franc par kilogramme sur 1 000 tonnes et l'incitation à l'exportation de 0,40 franc par kilogramme pour 1 000 tonnes. Il lui demande de répondre favorablement et dans les délais les plus rapides à ces mesures indispensables et urgentes.

Réponse. — Le problème de la chute fréquente des cours du marché de la châtaigne, du fait d'une surproduction de produits de faible qualité, n'a pas échappé au Gouvernement qui, depuis de nombreuses années, a pris des mesures propres à favoriser la reconversion du verger français inadapté aux besoins, la production de châtaignes d'industrie étant excédentaire, alors que la production de fruits de qualité est déficitaire et nécessite des importations. Les effets de ces mesures ne sont malheureusement pas encore sensibles, le délai de mise en production étant supérieur à dix ans. Dans l'immédiat, les seules aides compatibles avec la réglementation communautaire sont celles qui tendent à améliorer la qualité des produits, à développer leur utilisation et à promouvoir une meilleure organisation de la production. Dans ce cadre, la création récente, au sein de l'association française des comités économiques de fruits et légumes (A. F. C. O. F. E. L.), d'une section « Châtaignes et marrons », doit conforter l'organisation des producteurs et leur permettre, en liaison avec le fonds d'orientation et de régularisation des marchés agricoles (F. O. R. M. A.), d'assainir le marché par la réalisation d'accords contractuels avec les principaux utilisateurs.

*Calamités agricoles
(bénéfice de l'aide sécheresse pour les petits exploitants).*

33241. — 16 novembre 1976. — **M. Charles Bignon** demande à **M. le ministre de l'agriculture** de se pencher à nouveau sur le sort des plus petits exploitants qui ne sont pas à l'A. M. E. X. A. Les écarts systématiquement de l'aide sécheresse aboutit à des injustices et il conviendrait de donner aux autorités locales des possibilités d'assouplissement qu'elles ne possèdent pas actuellement.

Réponse. — Les modalités d'attribution de l'aide aux victimes de la sécheresse ont été fixées par les décrets du 15 septembre 1976 en ce qui concerne « la valeur » et du 16 novembre 1976 pour l'aide définitive. Soucieux d'aider en priorité les agriculteurs les plus modestes et dont l'activité agricole constitue la seule source de revenu, le Gouvernement a limité l'octroi de l'aide aux trente premières unités de gros bétail, aux chefs d'exploitation bénéficiaires de l'A. M. E. X. A., sous certaines conditions de revenu cadastral et de plafond de ressources autres qu'agricoles. Les mêmes décrets ont cependant prévu que les exploitants exerçant une autre activité, non inscrits à l'A. M. E. X. A., peuvent bénéficier de l'aide dans la limite de dix unités de gros bétail s'ils ne sont pas soumis à l'impôt sur le revenu au titre de l'année 1974. D'autre part, les agriculteurs ayant leur exploitation dans une zone déclarée sinistrée au titre de l'article 675 du code rural, peuvent solliciter un prêt à taux réduit et exceptionnellement sur sept ans auprès du crédit agricole.

*Retraités (exonération de cotisations sociales
pour les retraités du régime agricole).*

33265. — 16 novembre 1976. — **M. Jean-Pierre Cot** attire l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur la discrimination injuste dont font l'objet les retraités du régime agricole qui continuent à verser des cotisations sociales alors que ce n'est pas le cas dans le régime général.

Réponse. — Les retraités relevant des régimes de protection sociale agricole ne sont pas tous tenus au versement d'une cotisation d'assurance maladie et ceux qui le sont partagent cette obligation avec les retraités appartenant à divers autres régimes. D'une part, en effet, les retraités ayant exercé une activité salariée agricole bénéficient des prestations de l'assurance maladie sans avoir à verser de cotisations. D'autre part, si les retraités du régime général de sécurité sociale ne paient actuellement aucune cotisation, les ressortissants des différents régimes spéciaux (fonctionnaires, militaires, marins, agents d'E. D. F., de la S. N. C. F., des mines) continuent à cotiser alors même qu'ils ont fait valoir leurs droits à la retraite. Il en est de même des titulaires d'un avantage de vieillesse relevant du régime de protection sociale des non-salariés non agricoles. Parmi ces derniers, bénéficient d'une exonération de la cotisation les retraités percevant l'allocation supplémentaire du Fonds national de solidarité et ceux dont les revenus déclarés n'excèdent pas 16 500 francs pour une personne seule ou 19 000 francs pour un ménage. Les retraités ne remplissant pas l'une ou l'autre de ces conditions paient une cotisation calculée en pourcentage de leurs revenus professionnels (pour les personnes continuant à exercer leur profession) auxquels s'ajoute le montant de l'allocation ou de

la pension de l'année précédente pris en compte pour le calcul de l'impôt sur le revenu. A défaut de revenus professionnels, les intéressés sont redevables d'une cotisation annuelle de base (745 francs pour la période allant du 1^{er} octobre 1973 au 30 septembre 1977). Quant aux exploitants agricoles retraités, l'exemption totale de la cotisation d'assurance maladie n'est prévue par l'article 1108-7 du code rural qu'en faveur de ceux bénéficiant de l'allocation du Fonds national de solidarité et ayant cessé toute activité professionnelle. Un élargissement du champ d'application de ces exonérations ne pourrait être envisagé que si des recettes équivalentes étaient dégagées, ce qui se traduirait nécessairement par une augmentation des cotisations dues par les autres assurés. Il est précisé toutefois que les retraités ayant cessé leur activité ou n'exploitant qu'une superficie inférieure à la moitié de l'exploitation type se voient appliquer des cotisations réduites et qu'un effort important a été accompli depuis 1971 pour diminuer leurs charges. C'est ainsi que la cotisation technique affectée au service des prestations qui était fixée jusqu'en 1970 au tiers du montant maximum de la cotisation des chefs d'exploitation en activité a été réduite au cinquième à partir de 1971, au dixième environ en 1975 et représente moins de 9 p. 100 en 1976. Son montant est de 285 francs pour les titulaires de la retraite de vieillesse agricole et de 142 francs pour les titulaires de la retraite de base agricole accordée en application de l'article 1122-1 du code rural.

Maladies du bétail (indemnisation des agriculteurs du canton de Conflans [Meurthe-et-Moselle] dont les animaux sont atteints de la rage).

33338. — 18 novembre 1976. — **M. Gilbert Schwartz** attire l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur la recrudescence des cas de rage dans le canton de Conflans, et en particulier dans les communes d'Abbeville, Boncourt, Puxe, Olley et Bruville. Un agriculteur de Boncourt a perdu cinq vaches laitières sur un cheptel de trente-neuf. Il est spécialisé dans la production du lait. De plus, les agriculteurs de ce secteur ayant des bêtes atteintes de la rage ont leur cheptel consigné par arrêté préfectoral pour un délai de trois mois et ne peuvent se dessaisir de leurs animaux même pour la boucherie avant l'expiration de ce délai. De plus, dans le cas où un animal devrait être abattu, il ne pourrait être dirigé que sur l'équarrissage. C'est dire la situation extrêmement difficile que connaissent actuellement les agriculteurs de ce secteur et plus particulièrement ceux des communes précitées. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour indemniser les agriculteurs victimes de ce fléau et pour organiser des battues afin de détruire les renards de ce secteur, car cette région est une région de pâturage située au milieu des forêts.

Réponse. — La recrudescence des cas de rage constatés dans certains départements anciennement infectés par la rage est due pour une large part au désintérêt des populations à l'égard de cette maladie, qui s'est traduit ces dernières années par une destruction insuffisante des renards principaux responsables du maintien et de la diffusion du virus rabique et par une diminution du nombre des vaccinations antirabiques des animaux domestiques. Pourtant, depuis l'apparition de la rage en France, l'Etat a favorisé dans ces départements la réduction de la densité de la population vulpine par l'attribution d'une prime à toute personne apportant la preuve de la mort d'un renard et par la mise à la disposition des agents assermentés chargés de la police de la chasse et des personnes spécialement autorisées par les directeurs départementaux des services vétérinaires, d'un contingent annuel gratuit de chloropicrine. Par ailleurs, afin d'inciter les éleveurs à faire vacciner les bovins très exposés aux contaminations rabiques, les dispositions de l'arrêté interministériel du 22 juillet 1974 prévoient le remboursement des animaux de cette espèce qui ont contracté la rage, dès lors qu'ils ont été vaccinés contre cette maladie. Pour renforcer à l'avenir la lutte entreprise contre les renards, le décret du 13 septembre 1976 relatif à la lutte contre la rage et l'arrêté en instance de signature prévu pour l'application de l'article 232-6 du code rural donneront tous pouvoirs aux préfets et aux maires pour faire procéder à la destruction des renards en tout temps et en tous lieux dans les départements atteints et dans les départements menacés par ce fléau. Enfin, une incitation supplémentaire à la vaccination antirabique des animaux domestiques a été apportée par le décret du 13 septembre 1976 précité en permettant la conservation sous certaines conditions des chiens, des herbivores et des porcins contaminés par un animal reconnu enragé dans le cas où ces animaux ont été vaccinés contre cette maladie antérieurement à leur contamination. La participation financière de l'Etat à la lutte entreprise contre les animaux sauvages vecteurs de la rage est très importante ; aussi, convient-il de réserver les crédits restant disponibles à l'indemnisation des seuls agriculteurs qui ont pris la sage précaution de protéger leur santé et leurs intérêts en faisant vacciner leurs bovins contre cette redoutable maladie.

Eau (information sur le transfert éventuel des services de l'hydraulique au ministère de la qualité de la vie).

33339. — 18 novembre 1976. — **M. Rigout** demande à **M. le ministre de l'agriculture** de bien vouloir lui apporter tous les éclaircissements nécessaires relatifs à des informations qu'il a reçues et qui font état d'un transfert éventuel des services de l'hydraulique du ministère de l'agriculture au ministère de la qualité de la vie.

Réponse. — Le Gouvernement a décidé de transférer au ministre de la qualité de la vie les attributions précédemment dévolues aux ministres de l'industrie et de la recherche, de l'agriculture et de l'équipement en ce qui concerne la police des eaux souterraines et des cours d'eau. Le décret n° 76-1085 du 29 novembre 1976 a précisé les champs d'application de ces transferts d'attributions ainsi que les conditions dans lesquelles seraient désormais exercées ces attributions par les services centraux et extérieurs des trois ministères précités. En dehors de ces transferts d'attributions, les informations qui pourraient faire état d'un transfert éventuel des services de l'hydraulique du ministère de l'agriculture au ministère de la qualité de la vie ne reposent sur aucun fondement.

Sports et jeux

(aide de l'Etat aux clubs équestres à but non lucratif).

33485. — 24 novembre 1976. — **M. Tourné** expose à **M. le ministre de l'agriculture** qu'à l'heure actuelle un peu partout en France des clubs équestres se sont créés. Il n'est pas rare, notamment durant la période d'été, de voir tout le long des plages françaises et dans certaines contrées de l'arrière-pays évoluer ces cavaliers amateurs. Ces nouveaux adeptes du sport équestre dépendent, en général, de clubs à but non lucratif. Les jeunes filles semblent être plus nombreuses à adopter ce genre de sport. En général, ce goût se manifeste dès l'adolescence. C'est une situation très encourageante sur le plan de l'élevage chevalin comme sur le plan du développement du sport équestre à but non lucratif. De plus, un tel épanouissement est très heureux ; il met un terme au privilège qui, dans ce domaine, était le fait d'une minorité. Aussi, le sport équestre à but non lucratif devrait pouvoir bénéficier de considérations plus larges de la part des ministères responsables. En effet, certains clubs doivent faire face à de très importantes dépenses. Pour avoir des chevaux de qualité, il faut obtenir l'aide d'hommes de métier pour les soigner et les nourrir toute l'année. En conséquence, il lui demande : 1° si son ministère a vraiment conscience des aspects nouveaux qu'a pris ces dernières années le sport équestre ; 2° dans quelles conditions son ministère a envisagé d'aider les clubs qui se sont créés un peu partout à cet effet ; 3° combien de clubs équestres à but non lucratif ont bénéficié au cours de l'année 1976 d'une subvention de la part de l'Etat ; 4° quel est le montant des subventions allouées pour encourager le sport équestre à but non lucratif : a) pour la France ; b) pour chacun des départements concernés.

Réponse. — Les clubs hippiques dont l'honorable parlementaire souligne, à juste titre, l'intérêt, se sont développés en grande partie grâce à l'aide qui leur a été apportée par le ministère de l'agriculture. En effet, ces organismes bénéficient d'encouragements qui ont pour but d'améliorer l'instruction, de rendre leur fréquentation plus attrayante et plus accessible à tous, de favoriser la promotion des établissements susceptibles d'évoluer, de faciliter l'achat de bons chevaux et d'améliorer les équipements. Il est à noter que tous les crédits alloués aux centres équestres, tant pour leur fonctionnement que pour leurs investissements, proviennent du prélèvement effectué sur le pari mutuel. L'arrêté ministériel du 13 mars 1975 fixe les conditions d'attribution de ces subventions dont le montant en 1976 atteint la somme de 9 140 000 francs au titre du fonctionnement et 3 200 000 francs pour les équipements. S'agissant de fonds de concours qui ne peuvent être rattachés qu'en fin d'année, il n'est pas encore possible de connaître la répartition par département et le nombre de bénéficiaires. Ces renseignements sont fournis tout à fait en fin de gestion par les directeurs de circonscription des haras qui ont la responsabilité de la répartition.

Bois et forêts (prêts au fonds forestier national aux communes forestières pour la réparation des dégâts causés par la sécheresse aux jeunes plantations).

33562. — 25 novembre 1976. — **M. Welsenhorn** rappelle à **M. le ministre de l'agriculture** que les communes forestières souvent situées dans des zones d'ombre économiques tirent une bonne partie de leurs ressources des produits de la forêt. Il lui expose que son département ministériel n'a pas prévu d'aide spéciale pour assurer la reconstitution des jeunes plantations détruites, parfois totalement, du fait du manque d'eau et de l'irradiation solaire. Il lui

demande s'il ne pourrait envisager de consentir des prêts par l'intermédiaire du fonds forestier national susceptible d'ouvrir des crédits intéressants pour les forêts, sous forme de prêts de reboisement à long terme (vingt-cinq ans par exemple) et à taux d'intérêt très réduit. Cette solution permettrait de reconstituer le patrimoine collectif sans déséquilibrer les finances de nombreuses petites communes situées en milieu rural.

Réponse. — En réponse à la question posée par l'honorable parlementaire, le ministre de l'agriculture se doit de rappeler que l'aide du fonds forestier national la plus communément accordée aux collectivités locales disposant de faibles ressources est le prêt sous forme de travaux exécutés par l'Etat. Aux termes du contrat passé avec la commune bénéficiaire, l'administration fait effectuer tous les travaux, avance les sommes nécessaires à leur règlement et récupère les sommes investies par un prélèvement de 50 p. 100 sur les produits forestiers lors de l'exploitation de ceux-ci. La création du fonds forestier national est productive d'intérêts simples au taux de 1,5 p. 100 l'an. Si le peuplement est détruit ou endommagé, le contrat est maintenu et une circulaire du 23 août 1976 a prescrit d'accorder la priorité aux travaux de réfection, sans pour autant relever le montant du prêt. Cette formule dans son application générale, mieux encore dans son application particulière aux dommages subis cette année, est bien de nature à permettre la reconstitution du patrimoine collectif sans déséquilibrer les finances des petites communes situées en milieu rural.

*Assurance maladie
(cotisations des veuves chefs d'exploitation agricole).*

33592. — 26 novembre 1976. — **M. Terrenoire** expose à **M. le ministre de l'agriculture** la situation d'une exploitante agricole, qui a pris il y a plusieurs années et alors qu'elle était déjà veuve, la succession de son père à la tête de l'exploitation. Elle ne peut en conséquence bénéficier de l'exonération de la moitié des cotisations d'assurance maladie prévue par le décret du 20 mai 1974 à l'égard des veuves d'exploitant agricole continuant d'assurer la marche de l'exploitation sans aide familial majeur. Il lui demande s'il n'estime pas qu'il y a là une réelle anomalie alors que les situations sont semblables et s'il n'envisage pas, en conséquence, d'étendre ce droit à l'ensemble des veuves chefs d'exploitation, même si le conjoint de celles-ci n'était pas, de son vivant, exploitant agricole. Il lui demande également d'étudier la possibilité d'accorder cette même exonération aux veuves retraitées pour lesquelles le paiement des cotisations d'assurance maladie à taux plein représente une charge particulièrement lourde.

Réponse. — La disposition prise en 1974 après consultation du conseil supérieur des prestations sociales agricoles, reconduite en 1975 et en 1976 et incluse dans les décrets fixant annuellement les conditions de financement de l'assurance maladie, invalidité et maternité des exploitants agricoles, prévoit une réduction de moitié des cotisations en faveur des veuves d'exploitants qui continuent à mettre en valeur directement l'exploitation sans le concours d'aide familial de plus de dix-huit ans, ni d'associé d'exploitation, à condition qu'elles ne soient pas titulaires d'un avantage de viellissement d'un régime de sécurité sociale. Cette mesure a été prise pour tenir compte des difficultés auxquelles ces veuves sont confrontées pour continuer à gérer l'exploitation et en particulier pour assumer des charges supplémentaires de main-d'œuvre par suite du décès de leur conjoint. Le Gouvernement envisage d'ailleurs de faire bénéficier, dans les mêmes conditions, les femmes divorcées d'un allègement de leurs charges sociales lorsqu'elles reprennent l'exploitation que dirigeait leur mari et de rendre moins restrictives les conditions exigées pour ouvrir droit à cet avantage, qu'elles soient veuves ou divorcées; la réduction de moitié de la cotisation d'assurance maladie pourrait en effet être accordée à ces femmes si elles continuent à mettre en valeur l'exploitation avec le concours d'un aide familial âgé de moins de vingt et un ans. En revanche, les femmes seules, veuves, célibataires ou divorcées qui s'engagent librement dans la profession d'exploitante agricole sont présumées disposer des capacités nécessaires pour faire face aux responsabilités qui leur incombent et organiser, comme elles l'entendent, leur entreprise; il serait par conséquent injustifié de leur consentir des avantages spécifiques dont ne bénéficient pas les chefs d'exploitation du sexe masculin se trouvant dans la même situation. Quant aux titulaires d'une pension de retraite de vieillesse agricole qui ont cessé d'exploiter, ils paient une cotisation d'assurance maladie d'un taux uniforme fixé chaque année par décret. Les conjoints de ces retraités bénéficient des prestations sans payer personnellement de cotisation. Toutefois les conjointes qui perçoivent, après le décès de leur mari, une pension de réversion doivent comme tous les retraités payer des cotisations dont le montant est identique à celui que paierait leur époux et qui est très réduit par rapport aux cotisations normales.

ANCIENS COMBATTANTS

Revendications de l'Association des anciens déportés, internés et familles de disparus de la Gironde.

29291. — 26 mai 1976. — **M. Pierre Lagorce** expose à **M. le secrétaire d'Etat aux anciens combattants** que, réunis en congrès départemental de leur association à Mérignac, le 28 mars 1976, les anciens déportés, internés et familles de disparus de la Gironde, ayant dressé le bilan des actions conduites par la F. N. D. I. R. F. depuis sa fondation en faveur du droit à réparation des rescapés et des familles des victimes de l'extermination nazie et déplorant d'être contraints, treize et un ans après la libération des camps, de soutenir leurs luttes pour la satisfaction ou la préservation de leurs droits légitimes, ont voté une résolution dans laquelle ils affirment leur totale solidarité avec le monde combattant pour que soient satisfaites les exigences de justice tendant : 1° à l'application loyale du rapport constant institué par la loi du 28 février 1948, les manipulations dont il a été l'objet par l'effet des décrets de 1962 et 1970 se traduisant par une lésion de 24 p. 100 du montant des pensions; 2° au rétablissement de la proportionnalité des pensions d'invalidité d'un taux inférieur à 100 p. 100; 3° à la revalorisation des pensions de veuves, d'orphelins et d'ascendants; 4° au rétablissement de l'égalité à la retraite pour tous les anciens combattants; 5° à la prise en considération du droit à la retraite professionnelle pour tous les rescapés des prisons et des camps, sans condition d'âge et quel que soit le régime dont ils relèvent; 6° à l'application libérale des textes de 1974 et 1975 relatifs aux pensions d'invalidité des internés et P. R. O., notamment au sujet de l'appréciation des constats médicaux sur lesquels doit se fonder l'imputabilité et la mise en place de la commission spéciale consultative; 7° à l'amélioration substantielle de ces dispositions par la prise en considération de l'accord d'unanimité du 7 décembre 1966; 8° à la pleine reconnaissance aux déportés et internés politiques étrangers ou à leurs ayants cause des droits acquis aux déportés et internés français. Il lui demande dans quelle mesure il estime pouvoir faire droit à ces légitimes revendications.

Réponse. — 1° Depuis 1953, le rapport constant établi sur une base fixée de manière intangible par la loi qui s'appelle parité, entraîne périodiquement et automatiquement la réévaluation de la valeur du point de pension, en parallélisme avec l'évolution du coût de la vie. Soixante-quatorze augmentations sont ainsi intervenues depuis 1954, à l'occasion desquelles la valeur du point est passée de 2,72 francs à 20,70 francs au 1^{er} juillet 1976. Ainsi, le droit à réparation est-il assuré de conserver son plein effet au cours du temps, puisque le rapport constant s'applique aux pensions d'invalidité et aux accessoires de pensions, aux pensions de veuves de guerre et d'ascendants de guerre, et à toutes autres allocations prévues par le code ainsi qu'à la retraite du combattant. Chaque année, les crédits budgétaires consacrés au service de la dette viagère sont augmentés pour tenir compte de l'application du rapport constant au cours de l'année d'exercice. Toutefois, en fait, un tenace malentendu s'était établi depuis de longues années entre certaines associations et les pouvoirs publics, entrecoupés selon les périodes de tentatives de rapprochement et d'explication, ou d'affrontements assortis de rapports, de manifestes et de mises au point, sans que pour autant une conclusion commune apparaisse. Pour cette raison le secrétaire d'Etat aux anciens combattants, qui n'a cessé de préconiser une politique de rapprochement et de dialogue, a souhaité qu'une nouvelle explication claire et franche ait enfin lieu entre les associations et l'administration (finances et anciens combattants) et il a invité les parlementaires les plus concernés à y participer (présidents et rapporteurs des commissions des affaires sociales et des finances, du Sénat et de l'Assemblée nationale). C'est ainsi que le 23 juin dernier s'est tenue au secrétariat d'Etat aux anciens combattants une réunion tripartite d'information relative au rapport constant. Cet échange de vues à la fois large et concret a permis de parvenir à une conclusion commune qui se résume en quatre points essentiels : a) le problème du rapport constant est le plus souvent mal posé car le malentendu résulte plus d'une confusion de langage que d'une opposition de principe; b) l'application par l'administration des règles du rapport constant est, quant à elle, juridiquement inattaquable; c) le rapport constant qui résulte d'une indexation de la valeur du point de pension sur le coût de la vie et dont l'application est automatique ne doit pas être confondu avec la parité que la loi a fixée, laquelle ne comporte pas de variation automatique. Cette parité détermine un certain niveau de vie pour les pensionnés de guerre et fait entrer en ligne de compte diverses notions se rattachant aux conditions d'existence des pensionnés; d) l'appréciation du niveau de vie des pensionnés ne peut donc résulter que de l'appréciation de cette parité et non de la seule application par le Gouvernement du rapport constant. Elle constitue d'ailleurs le fondement de la promotion des pensions entreprise dans le cadre des objectifs de législature du Gouvernement depuis 1973 et qui, par des mesures particulières, tend à relever le taux des pensions; 2° dès 1920, le

législateur français a pris le parti de privilégier les invalides des plus gravement atteints, excluant ainsi le principe initial de proportionnalité des pensions posé par la loi du 31 mars 1919. Cette réforme était fondée sur la constatation que le grand invalide, aveugle par exemple, pensionné à l'époque à 100 p. 100, présentait un handicap dont la gravité était sans aucun doute supérieure à dix fois celui de la personne à laquelle l'amputation d'une balange ouvrait droit à une pension de 10 p. 100. Ainsi furent instituées les allocations spéciales qui font l'objet du titre II du livre 1^{er} du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre. A l'occasion de la concertation organisée par le secrétaire d'Etat aux anciens combattants avec les représentants du monde combattant, cette question a fait l'objet d'un examen approfondi qui n'a pas permis en l'état actuel des études de remettre en cause le système en vigueur, grâce auquel d'ailleurs notre pays est sans contester un de ceux dont les grands invalides bénéficient des droits à réparation les plus complets et les plus élevés; 3^e et 4^e pour apprécier la mesure de l'effort déjà accompli et des perspectives d'avenir il convient de se reporter aux objectifs de législation annoncés par le secrétaire d'Etat aux anciens combattants en 1973 et au nombre desquels s'inscrivent notamment les réalisations suivantes: amélioration de la situation des veuves de guerre âgées de soixante ans et plus qui a permis d'élever leur indice de pension (taux normal) à 500 points sans condition de ressources (art. 71 de la loi de finances n° 73-1150 du 27 décembre 1973); amélioration de la situation des ascendants de guerre par un relèvement de cinq points des indices servant au calcul des pensions d'ascendants à compter du 1^{er} janvier 1976 (art. 77 de la loi de finances n° 75-1278 du 30 décembre 1975); immatriculation des ascendants de guerre pensionnés et âgés à la sécurité sociale (art. 72 de la loi de finances n° 73-1150 du 27 décembre 1973); indexation à l'indice 9 puis à l'indice 15 de la retraite du combattant 1939-1945 bloquée depuis 1959 à 35 francs, ce qui la porte à présent aux alentours de 310 francs par an (art. 69 de la loi n° 74-1129 du 30 décembre 1974, décret n° 75-468 du 11 juin 1975 et loi de finances pour 1976). Il est prévu de relever de 15 à 24 l'indice de cette retraite en 1977, la parité avec celle des anciens combattants de la guerre 1914-1918 étant réalisée en 1978; 5^e c'est précisément dans le souci des souffrances physiques et morales endurées par les anciens déportés et internés que le Gouvernement a décidé, dès 1965, de créer une présomption d'incapacité au travail en faveur des intéressés qui leur a permis depuis plus de dix ans d'obtenir, sur simple demande de leur part, la jouissance de leur retraite professionnelle du régime général de la sécurité sociale dès l'âge de soixante ans, calculée au taux maximum en vigueur à la date de la demande. Le Gouvernement procède actuellement à un examen particulièrement attentif du cas des anciens déportés âgés de moins de soixante ans qui présentent des séquelles pathologiques graves; 6^e et 7^e des difficultés sont effectivement apparues en cette matière, elles sont à présent résolues dans le sens souhaité à la fois par les intéressés et leur ministre de tutelle; 8^e le secrétaire d'Etat aux anciens combattants dont l'attention avait été appelée sur la situation à l'égard du droit à pension des étrangers ne faisant pas l'objet d'une convention de réciprocité avec leur pays d'origine a recommandé une étude dans le cadre des travaux d'actualisation du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre, travaux annoncés lors des derniers débats budgétaires.

Carte du combattant (révision des critères d'attribution aux anciens prisonniers de guerre).

29966. — 17 juin 1976. — M. Naveau appelle l'attention de M. le secrétaire d'Etat aux anciens combattants sur certaines anomalies existant en ce qui concerne les conditions d'attribution de la carte de combattant. C'est ainsi notamment que les militaires ayant appartenu à une unité combattante (quelle qu'en soit la durée) capturés en dehors d'une zone investie et présents en frontstalag pendant six mois ou immatriculés dans un stalag ont droit à la carte de combattant; mais que celle-ci est refusée à des militaires ayant été prisonniers pendant cinq ans si l'unité à laquelle ils appartenaient n'est pas réputée combattante, sauf s'ils ont été capturés en zone investie. Il lui précise, ce qui paraît paradoxal, que des unités ayant combattu dans la campagne de Belgique ou en Norvège, à Narvik, ne sont pas réputées unités combattantes (c'est le cas du 509^e régiment de chars d'assaut), ces régions n'étant pas considérées comme investies. Aussi, il lui demande s'il ne juge pas nécessaire de faire le point sur ces régions investies ou non, afin que l'attribution de la carte de combattant s'effectue désormais d'une manière équitable.

32807. — 27 octobre 1976. — M. Naveau rappelle à M. le secrétaire d'Etat aux anciens combattants les termes de sa question écrite n° 29-966 du 17 juin 1976 restée à ce jour sans réponse.

Réponse. — Il convient de rappeler en premier lieu que, pour tous les théâtres d'opération, la responsabilité de l'établissement des listes des formations ayant la qualité d'unités combattantes

relève de la compétence exclusive du ministère de la défense. Le secrétaire d'Etat aux anciens combattants n'est donc pas en mesure de fournir les précisions qu'appelle l'observation formulée par l'honorable parlementaire concernant les unités ayant participé aux opérations conduites par l'armée française en Norvège et en Belgique pendant la deuxième guerre mondiale et auxquelles la qualité d'unité combattante n'aurait pas été reconnue. En revanche, c'est sur la proposition de la commission nationale de la carte du combattant que le ministère des anciens combattants et victimes de guerre a admis en 1955 que les prisonniers de guerre n'ayant pas appartenu à une unité combattante obtiendraient néanmoins la carte du combattant si leur capture avait été effectuée dans une « zone du moment investie ». Il faut entendre par là « une région nettement délimitée où les troupes françaises au combat se sont trouvées encerclées par l'ennemi ». C'est au terme d'une étude minutieuse réalisée par la commission nationale de la carte en liaison avec les services historiques de l'armée que les régions « Flandres-Dunkerque » et « Vosges », nettement délimitées, ont seules pu être considérées comme telles. Les multiples travaux historiques dont les opérations de 1939-1940 ont fait l'objet depuis lors n'ont pas justifié de classer d'autres régions parmi les zones du moment investies. En tout état de cause, le secrétaire d'Etat aux anciens combattants est à la disposition de l'honorable parlementaire pour faire procéder à un examen attentif du droit à la carte du combattant de militaires, dont il pourrait lui indiquer l'identité, qui auraient participé à des combats en Norvège ou en Belgique sans obtenir ce titre.

Allocation supplémentaire du F. N. S. (non-prise en compte dans le plafond de ressources des pensions d'ascendants de « Morts pour la France »).

32026. — 24 juin 1976. — M. Odru signale à M. le secrétaire d'Etat aux anciens combattants que les parents qui ont perdu un enfant « Mort pour la France » et qui n'ont pour vivre que l'allocation vieillesse et l'allocation supplémentaire du F. N. S. ne bénéficient d'aucun avantage par rapport aux autres allocataires puisque leur pension d'ascendant est prise en compte pour le calcul du plafond donnant droit à l'allocation du F. N. S. et ils constatent avec colère à chaque augmentation de cette pension que leur revenu reste stationnaire puisque l'allocation du F. N. S. est réduite du montant de cette augmentation. Il lui demande s'il n'estime pas cette situation scandaleuse et s'il ne croit pas devoir prendre une initiative pour qu'il ne soit pas tenu compte du montant de la pension d'ascendant dans le calcul des ressources donnant droit à l'allocation supplémentaire du F. N. S.

Réponse. — La modification de la réglementation actuelle applicable à tous les Français en ce qui concerne l'attribution des avantages sociaux de vieillesse, c'est-à-dire des avantages acquis sans contrepartie pour améliorer les ressources de ceux d'entre eux les plus démunis, relève essentiellement de la compétence du ministre du travail. Toutefois, il peut être précisé que le secrétaire d'Etat aux anciens combattants s'est attaché pour sa part à ce que cette question puisse être examinée avec l'attention particulière due aux personnes en cause.

Pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre (conditions d'expertise des bénéficiaires qui sollicitent une aggravation du taux de leur pension).

32332. — 13 octobre 1976. — M. Bécam attire l'attention de M. le secrétaire d'Etat aux anciens combattants sur les conditions d'expertise de titulaires de pensions militaires d'invalidité qui sollicitent une aggravation du taux de leurs pensions. Convoqué pour une telle expertise à l'hôpital militaire de B., M. X., âgé de quatre-vingt-cinq ans, se trouve actuellement dans un très mauvais état de santé qui ne lui permet pas de se déplacer, le transport par ambulance n'étant pas pris en charge. Les autorités compétentes, sans nul doute accoutumées à ces situations, acceptent aisément de remettre l'expertise à une date ultérieure, lorsque l'état de santé du demandeur aura été amélioré par un traitement approprié. On estimera alors que son handicap ne s'est pas sensiblement aggravé. Il lui demande donc de bien vouloir ordonner que l'expertise soit faite au moment prévu mais au chevet même du pensionné lorsque celui-ci n'est pas en mesure de se déplacer.

Réponse. — La question posée comporte une réponse affirmative. L'examen des candidats à pension ou à révision de pension pour renouvellement ou aggravation mis dans l'impossibilité de se déplacer en raison d'infirmités graves ou d'affectations médicales est prévu dans les dispositions du code des pensions militaires d'invalidité. L'intéressé doit avertir le médecin chef du centre de réforme de son état d'intransportabilité en lui demandant de bien vouloir le faire examiner à domicile. Il joint à sa demande un certificat médical explicite de son médecin traitant attestant de son état. Le médecin chef du centre de réforme, le plus souvent après une enquête de notoriété, fait procéder à l'examen de l'intéressé à domicile par un

médecin du centre de réforme spécialement agréé pour remplir cette fonction. Il convient toutefois de noter que la pension militaire d'invalidité n'a pas pour objet d'indemniser une maladie mais l'infirmité entraînée par les séquelles de la maladie lorsque celle-ci est imputable.

Victimes de guerre (pensions au profit des victimes civiles devenues françaises postérieurement aux faits de guerre).

32747. — 27 octobre 1976. — M. Tourné expose à M. le secrétaire d'Etat aux anciens combattants qu'un très grand nombre de citoyens et de citoyennes de nationalité française sont privés du bénéfice de toute réparation, malgré les blessures dont ils sont porteurs. Le motif invoqué pour priver ces Français du bénéfice de la moindre réparation est qu'au moment où ils furent blessés de guerre à titre civil, ils n'avaient pas encore acquis la nationalité française. Parmi ces citoyens privés du bénéfice de toute réparation, figurent notamment des requis du service du travail obligatoire et des victimes des bombardements ennemis. Le nombre de ces victimes est à l'heure actuelle relativement peu élevé, car la plupart d'entre elles ont disparu pour cause de décès. Il lui demande s'il ne pourrait pas revoir la situation de chacune de ces victimes, devenues, depuis le jour où elles furent blessées par des engins de guerre, Français ou Françaises à part entière, de façon à leur permettre de bénéficier d'une pension de victime civile de la guerre.

Réponse. — Un certain nombre de situations peuvent, sans doute, poser un problème d'équité au regard de la condition de nationalité. Le secrétaire d'Etat aux anciens combattants n'est pas opposé à examiner la possibilité d'un assouplissement des dispositions en cause dans les cas où il apparaîtrait que celles-ci heurteraient vraiment l'équité. Mais il va de soi que cette question ne peut être examinée sans tenir compte éventuellement des exigences de réciprocité.

Pensions militaires d'invalidité (réforme du code).

32820. — 28 octobre 1976. — M. Charles Bignon demande à M. le secrétaire d'Etat aux anciens combattants de bien vouloir lui faire le point de l'état actuel des travaux du groupe chargé de l'actualisation du code des pensions militaires d'invalidité. Il insiste particulièrement sur la situation des mutilés hors guerre et en particulier sur le minimum de 30 p. 100 d'invalidité nécessaire pour ouvrir droit à pension. Il n'y a plus aucune raison pour que l'invalidité blessé au cours du service national soit traitée différemment de celui qui subit un accident du travail et il insiste également pour que cette exigence de la solidarité nationale soit non seulement mise à l'étude, mais surtout réalisée.

Réponse. — Le secrétaire d'Etat aux anciens combattants est en mesure d'apaiser les préoccupations de l'honorable parlementaire dans la mesure où le minimum de 30 p. 100 d'invalidité n'est pas requis dans le cas qu'il évoque, à savoir celui d'un invalide blessé au cours du service national. Certes, pour les maladies contractées en temps de paix, un taux minimum d'invalidité de 30 p. 100 est nécessaire. Encore convient-il de préciser que certaines dispositions viennent atténuer la portée de cette mesure. Cela étant, il est confirmé à l'honorable parlementaire que cette question a été retenue parmi celles soumises à examen en vue de l'actualisation du code des pensions militaires d'invalidité.

Service du travail obligatoire

(droit sociaux des personnes astreintes au S. T. O. en Allemagne).

33198. — 11 novembre 1976. — M. Alain Vivien expose à M. le secrétaire d'Etat aux anciens combattants que les personnes astreintes au S. T. O. en Allemagne pendant la guerre attendent depuis de nombreuses années un texte législatif codifiant leurs droits sociaux. Il lui demande s'il est dans l'intention du Gouvernement de déposer un projet de loi et, dans l'affirmative, à quelle date le débat pourrait être ouvert devant le Parlement.

Réponse. — Les titulaires du titre de « personnes contraintes au travail en pays ennemi » dont le statut a été créé par la loi du 14 mai 1951, bénéficient de tous les avantages offerts aux ressortissants de l'office national des anciens combattants et victimes de guerre et du secrétariat d'Etat aux anciens combattants. Ils ont la qualité de victime de guerre et les infirmités qu'ils ont contractées pendant leur astreinte au travail peuvent leur ouvrir droit, ainsi qu'à leurs ayants cause, à pension d'invalidité dans les conditions prévues pour les victimes civiles de la guerre 1939-1945 par la loi du 20 mai 1946. Au surplus, en matière de pensions militaires d'invalidité et par dérogation aux règles d'imputabilité applicables aux victimes civiles qui sont placées sous le régime de la preuve, le bénéfice de la présomption légale leur a été reconnu. Cette présomption d'imputabilité est applicable dans les conditions prévues à l'article 3 du code des pensions militaires d'invalidité et des vic-

times de la guerre, c'est-à-dire sous réserve de constatations médicales effectuées au plus tard avant le 30 juin 1946. Si, par « droits sociaux », l'honorable parlementaire entend se référer aux dispositions encore récentes de la loi n° 73-1051 du 21 novembre 1973 concernant la validation des services de guerre pour la retraite professionnelle du régime général de la sécurité sociale, il est précisé que « les personnes contraintes au travail en pays ennemi » bénéficient de la prise en compte pour leur retraite, sans condition d'affiliation préalable, de la période de contrainte au travail, en vertu de l'accord complémentaire n° 4 à la convention de sécurité sociale franco-allemande du 10 juillet 1950, texte maintenu en vigueur par l'annexe II du règlement n° 1408/71 sur la sécurité sociale des travailleurs migrants. Il n'apparaît pas, dès lors, qu'il soit nécessaire de prévoir un texte législatif complémentaire de la législation et réglementation ci-dessus rappelées, qui fixent les conditions de la réparation des préjudices moraux, physiques et professionnels de cette catégorie de victimes de guerre.

COMMERCE ET ARTISANAT

Ports : Guilvinec et Lesconil (Finistère-Sud).

30352. — 29 juin 1976. — M. Bardol attire l'attention de M. le ministre du commerce et de l'artisanat sur le financement de travaux dans les ports de Guilvinec et de Lesconil (Finistère-Sud). En date du 21 avril 1976, la chambre de commerce et d'industrie de Quimper a sollicité l'autorisation de recourir à l'emprunt en vue de financer les travaux suivants : port de Guilvinec : 6 215 000 francs (élevateur à bateaux, travaux d'amélioration de l'infrastructure) ; port de Lesconil : 235 000 francs (complément des travaux de prolongement du quai). En date du 6 mai 1976, le chef du service des chambres de commerce et d'industrie a fait savoir que ces emprunts ne sont pas inscrits au programme financier 1976 des gestionnaires de ports de catégorie 2 arrêté par le préfet de la région Bretagne après avis de la conférence administrative régionale du 12 mars 1976, dans le cadre de l'enveloppe fixée par le comité spécial n° 3 du conseil de direction du fonds de développement économique et social. Ces travaux se révélant urgents et indispensables au maintien et au développement des pêches maritimes et des industries annexes dans ces deux ports, il lui demande d'autoriser la chambre de commerce à recourir à l'emprunt dès 1976.

Réponse. — Le comité spécialisé n° 8 du fonds de développement économique et social a été saisi, les 2 juillet et 30 décembre 1975, des projets de programme de travaux de l'année 1976 dans les ports de commerce et de pêche. Cette saisie était conforme aux dispositions du décret n° 55-1368 du 18 octobre 1955 qui a fixé les attributions du conseil de direction du fonds de développement économique et social. C'est ainsi que, sur la proposition du ministre de l'équipement établie par référence à un rapport du préfet de région, une enveloppe de 15 millions de francs avait été dégagée. Cette enveloppe devait ensuite être répartie entre les différents ports bénéficiaires d'investissements considérés comme d'intérêt régional au sens du décret du 10 novembre 1970. A l'issue des formalités réglementaires prévues en matière d'utilisation des crédits d'Etat d'intérêt régional, il a été procédé à la répartition de cette enveloppe de 15 millions de francs. C'est ainsi que la chambre de commerce et d'industrie de Quimper a reçu 765 000 F au titre du port de Lesconil. Le 23 juin 1976 a été engagée, au sein du comité spécialisé n° 8 comme c'est la règle, une procédure de réajustement des programmes précédemment arrêtés. A cette occasion, la dotation antérieurement dégagée en faveur de la Bretagne a été portée de 15 à 19 millions de francs. Cet accroissement de 4 millions de francs devait notamment permettre l'achat d'un élévateur à bateaux à installer dans le port de Guilvinec. Après mise au point définitive de la programmation, le ministre du commerce et de l'artisanat a autorisé la chambre de commerce et d'industrie de Quimper à contracter les emprunts affectés au financement des opérations programmées pour l'année 1976, soit 765 000 francs pour le port de Lesconil et 3 000 000 de francs pour celui de Guilvinec. Il n'apparaît pas d'obstacles à ce que les travaux, qui n'ont pu être entièrement programmés au titre de 1976, soient inclus dans les propositions qui serviront de base à l'établissement du programme de 1977.

COMMERCE EXTERIEUR

Industrie textile (jute).

26299. — 14 février 1976. — M. Haesebrbeck attire l'attention de M. le ministre du commerce extérieur sur le fait que les céréales livrées au titre de l'aide alimentaire aux pays du tiers monde sont exportées pour la quasi-totalité, en sacs importés, sous le régime de l'admission temporaire de l'Inde, du Bangla-Desh ou de Thaïlande. Etant donné les difficultés que rencontre actuellement l'industrie française du jute, dont les carnets de commandes ont sensiblement diminué au cours de l'année écoulée, il lui demande s'il n'envisage pas de remplacer les sacs importés précités par des sacs de fabri-

cation française. Ce débouché entraînerait un supplément d'activité appréciable pour l'industrie française, lui permettant de passer un cap difficile.

Réponse. — Dans le premier trimestre de l'année 1976, les exportations de céréales vers les pays du tiers monde, au titre de l'aide alimentaire nationale, sont désormais livrées dans des sacs de fabrication française. En effet, dès le début de l'année, conscients des difficultés grandissantes éprouvées par le secteur de la sacherie, le Gouvernement a décidé, pour l'intégralité de l'aide alimentaire apportée à ces pays, de mettre fin à l'utilisation courante de sacs étrangers, admis le plus souvent sous le régime de l'admission temporaire. Le ministre de la coopération a demandé à l'O. N. I. C. (office national interprofessionnel des céréales) d'inclure dans le cahier des charges de ses appels d'offres, l'obligation d'utiliser des sacs de fabrication française pour la livraison des céréales destinées à cette aide; cette dernière s'est élevée à 16 000 tonnes pour les neuf premiers mois de l'année 1976, ce qui a entraîné un accroissement important de la demande auprès des fabricants français.

CULTURE

Décorations et médailles

(relèvement du contingent de l'ordre des arts et lettres).

31901. — 25 septembre 1976. — M. Rolland appelle l'attention de Mme le secrétaire d'Etat à la culture sur le contingent très limité des décorations de l'ordre des arts et lettres au regard des services rendus souvent à titre bénévole et il lui demande s'il ne lui paraîtrait pas possible d'envisager, sans nuire au prestige de la distinction, un relèvement des contingents fixés par le décret n° 75-939 du 29 septembre 1975 modifiant le décret n° 57-543 du 2 mai 1957 portant institution de l'ordre des arts et lettres (200 croix de chevalier annuellement), étant précisé par ailleurs que la plupart des distinctions sont accordées à des personnalités parisiennes et que les mérites provinciaux sont rarement récompensés.

Réponse. — L'ordre des arts et des lettres, institué par le décret du 2 mai 1957, est destiné à récompenser les personnes qui se sont distinguées par leurs créations dans le domaine artistique ou littéraire ou par la contribution qu'elles ont apportée au rayonnement des arts et des lettres en France et dans le monde. Ces termes mêmes, soigneusement choisis par le législateur, montrent à l'évidence le souci de conférer à cet ordre un prestige et une qualité que les ministres de la culture successifs se sont attachés à préserver. Le contingent de décorations de chacun des trois grades: vingt commandeurs, soixante officiers, deux cents chevaliers, ne semble pas appeler un relèvement, et sa relative modicité conduit à distinguer de façon particulièrement flatteuse tous ceux qui participent au rayonnement de la culture dont l'ordre demeure un témoin. Quant à l'importance, soulignée par l'honorable parlementaire, du nombre des personnalités de la capitale par rapport à celles de la province, elle ne repose sur aucune discrimination au détriment de ces dernières, mais s'explique par la concentration en région parisienne d'une part notable des activités artistiques du pays, concentration à laquelle le secrétariat d'Etat à la culture s'efforce d'ailleurs de remédier.

EDUCATION

Etablissements secondaires (décision rectorale supprimant 40 postes d'enseignement du premier cycle dans le Loir-et-Cher).

28714. — 5 mai 1976. — M. Ralite proteste auprès de M. le ministre de l'éducation contre la décision prise par le recteur de l'académie d'Orléans supprimant 40 postes d'enseignement dans les établissements du premier cycle (C. E. G., C. E. S.) du Loir-et-Cher afin de les répartir dans des départements voisins. Les besoins réels du département sont les suivants: dans le second cycle: 110 postes nouveaux seraient nécessaires pour que toutes les disciplines soient enseignées dans des conditions normales; dans le premier cycle, il faudrait créer 493 postes nouveaux pour assurer les enseignements sur la base de 25 élèves par classe et il faudrait créer 27 postes pour assurer trois heures d'éducation physique par semaine (148 postes pour assurer cinq heures). Il faudrait 57 postes en maternelle, 21 postes en G. A. D. P., 10 postes en S. E. S., sans parler des besoins en médecins (3), en assistantes sociales (12), en personnel de service (45). Dans le secteur élémentaire 60 maîtres et maîtresses en congé (maladie et maternité) ne sont pas remplacés faute de personnel. La décision du recteur a entraîné une vive émotion parmi les enseignants et les parents d'élèves du département. Malgré plusieurs mouvements de grève et des manifestations massives des parents et des enseignants, le recteur maintient sa décision. M. Sudreau, président du conseil général et député du Loir-et-Cher s'est étonné qu'aucune consultation n'ait été prévue » et l'ensemble des parlementaires du département (U. D. R.-Centristes) a déclaré que « les démarches nécessaires seront faites pour que les

Intérêts du département soient sauvegardés ». Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que soit annulée cette décision rectorale contre laquelle s'est élevé l'ensemble du département.

Réponse. — Après consultation du recteur de l'académie d'Orléans-Tours au sujet de sa décision de supprimer 40 postes d'enseignement dans le Loir-et-Cher, un certain nombre de mesures ont été prises, malgré les multiples difficultés que les services rectoraux sont obligés de surmonter: 1° chaque année les recteurs d'académie sont amenés à prendre un certain nombre de mesures de redistribution des moyens mis à leur disposition en fonctions des ouvertures de nouveaux établissements, des modifications de périmètres scolaires et des variations du nombre des élèves accueillis. A l'issue de ces travaux préparatoires à la rentrée scolaire, les décisions de suppression ont été ramenées à un solde de 24 postes tous cycles confondus (soit 37,5 suppressions dans le premier cycle, 4 créations dans le second cycle long et 9 créations dans le second cycle court). 2° une attention spéciale sera accordée aux postes de travaux manuels éducatifs, dont l'enseignement sera maintenu partout où les moyens nécessaires existent; 3° il a été demandé au recteur de faire en sorte que les heures d'enseignement des disciplines artistiques qui étaient dispensées cette année soient maintenues intégralement à la rentrée scolaire de 1976. En ce qui concerne les effectifs des divisions, il n'est pas prévu de les ramener à 25 élèves dans l'immédiat. Toutefois, bien que la circulaire DEPESO du 24 septembre 1968 fixant à 35 élèves le seuil de dédoublement des divisions de premier cycle soit toujours en vigueur, les recteurs d'académie sont invités à profiter de l'apport de personnels supplémentaires dont ils ont bénéficié à la rentrée pour améliorer les conditions de travail des élèves, notamment en allégeant dans la mesure du possible les effectifs des divisions de sixième qui comptent plus de 30 élèves. Il convient cependant de préciser que les dédoublements partiels pratiqués pour une part importante de l'horaire des disciplines fondamentales, dans les divisions de plus de 24 élèves, améliorent déjà sensiblement les conditions de leur fonctionnement. Par ailleurs toutes les S. E. S. actuellement ouvertes ont reçu leur dotation budgétaire.

Enseignants (statistiques concernant les professeurs techniques adjoints de lycée).

29218. — 22 mai 1976. — M. Dupuy demande à M. le ministre de l'éducation de bien vouloir lui préciser le nombre de professeurs techniques adjoints de lycée (P. T. A.) inscrits pour la session 1976: a) à chacun des trente-neuf concours spéciaux précisés par l'arrêté du 12 février 1976, en application du décret n° 75-1162 du 16 décembre 1975; b) à chacun des cinq concours spéciaux précisés par le deuxième arrêté du 12 février 1976, en application du décret n° 75-1163 du 16 décembre 1975, en précisant pour chaque concours spécial le nombre de P. T. A. inscrits dans chacune des spécialités rattachées à ce concours.

Réponse. — Le nombre des professeurs techniques adjoints de lycée technique ayant fait acte de candidature et inscrits, pour la session de 1976, aux concours prévus par les décrets n° 75-1162 et n° 75-1163 du 16 décembre 1975 et les arrêtés du 12 février 1976 pris en leur application, est précisé comme suit:

A. — Concours spéciaux ouverts en vue du recrutement de professeurs techniques de lycée technique.

Section Fabrications mécaniques:

Spécialités (groupe 1):

Constructions métalliques	22
Métaux en feuilles	90

Section Fabrications mécaniques:

Spécialités (groupe 2):

Fonderie	22
Modèlerie mécanique	20

Section Fabrications mécaniques:

Spécialités (groupe 3):

Sciences horlogères	4
Micromécanique	32

Section Fabrications mécaniques:

Spécialité (groupe 4) Céramique industrielle

.....	3
-------	---

Section Fabrications mécaniques:

Spécialités (groupe 5):

Electroplastie	6
Métallurgie, traitement thermique	42
Traitement surface	1

Section Fabrications mécaniques:

Spécialités (groupe 6) Forge et estampage

.....	13
Fabrication textiles	8
Horticulture	5

Section Industrie du bâtiment :	
Spécialités (groupe 1) :	
Installations thermiques	10
Installations sanitaires	10
Section Industrie du bâtiment :	
Spécialités (groupe 2) :	
Géomètre expert	} 3
Topographe	
Section Industrie du bâtiment :	
Spécialités (groupe 3) :	
Menuiserie	} 52
Charpente	
Section Industrie du bâtiment :	
Spécialités (groupe 4) :	
Plâtrerie	} 10
Peinture	
Vitrierie	
Section Industrie du bâtiment :	
Spécialité (groupe 5) Carreleur mosaïste	2
Section Industrie du bâtiment :	
Spécialité (groupe 6) Taille de pierre	1
Spécialité Industrie du bois	15
Spécialité Industrie du cuir	19
Spécialité Industrie du verre	13
Spécialités :	
Mécanique, électricité auto	51
Mécanique agricole et d'engins	4
Spécialité Optique	13
Spécialité Transformation des matières plastiques	5
Spécialité Cuisine	39
Spécialité Hôtel	6
Spécialité Pâtisserie	11
Spécialité Restaurant	15
Spécialité Electroradiologie médicale	2
Spécialité Laboratoire de biologie	23
Spécialité Enseignement social	51
Spécialité Economie familiale et sociale	101
Spécialité Broderie	0
Spécialité Blanchisserie, teinture industrielle	3
Spécialité Etudes, méthodes, fabrications habillement (option A Fabrications industrielles)	52
Spécialité Etudes, méthodes, fabrications habillement (option B Vêtements, création et mesures)	56
Spécialité Métiers d'art	17
Spécialité Commerce, secrétariat	654
Spécialité Chimie, techniques de laboratoire	22
Spécialité Arts et industries graphiques	43
Spécialité Industries papier-carton	2
Spécialité Son et vidéo	1
Spécialité Photographie, cinématographie	7
B. — Concours spéciaux organisés en vue de l'accès à titre exceptionnel des professeurs techniques adjoints de lycée technique au corps des professeurs certifiés.	
Section Génie électrique :	
Spécialités :	
Electronique	146
Electrotechnique	427
Section Constructions et fabrications mécaniques :	
Spécialités :	
Fabrications mécaniques	1 087
Bureau des travaux	174
Petite mécanique	7
Assistants d'ingénieurs	6
Section Bâtiment :	
Spécialités :	
Bâtiment, gros œuvre	56
Etude de prix	1
Dessin de bâtiment	3
Section T. M. E. et enseignement ménager :	
Option A	118
Section T. M. E. et enseignement ménager :	
Option B	152

Enseignants (statistiques concernant les professeurs techniques et professeurs techniques adjoints).

29388. — 2 juin 1976. — M. Maurice Andrieux demande à M. le ministre de l'éducation de bien vouloir lui préciser, par spécialité, le nombre de professeurs techniques adjoints de lycées techniques, titulaires et stagiaires, en fonctions: a) en France et dans les départements d'outre-mer pour chacune des rubriques suivantes: lycées techniques et lycées polyvalents, C. E. S., collèges d'enseignement technique, centres de formation des maîtres et des classes pratiques, écoles normales nationales d'apprentissage, écoles nationales supérieures des arts et métiers, instituts universitaires de technologie, autres secteurs de l'enseignement supérieur; b) en position de détachement ou de mise à disposition au 13 septembre 1975, sur des postes administratifs ou dans d'autres ministères; c) en exercice hors de France; d) le nombre de postes budgétaires existants: 1^{er} de professeurs techniques adjoints de lycées; 2^o de professeurs techniques; e) le nombre total de professeurs techniques adjoints de lycées, titulaires et stagiaires, affectés sur ces postes budgétaires; f) le nombre total de professeurs techniques de lycées titulaires et stagiaires affectés sur ces postes budgétaires.

Réponse. — L'honorable parlementaire trouvera ci-dessous les indications statistiques demandées établies pour l'année scolaire 1975-1976 en fonction de l'état actuel des fichiers existants à l'administration centrale du ministère de l'éducation:

a) Répartition des professeurs techniques adjoints par types d'établissements.

Ecoles normales	14
Lycées	4 405
Collèges d'enseignement secondaire	341
Collèges d'enseignement général	36
Autres établissements (y compris supérieur)	686

Répartition par spécialité des professeurs techniques adjoints de lycées en fonctions dans les lycées.

Commerce	788
Fabrications mécaniques	2 148
Electrotechnique	400
Electronique	126
Enseignement social et ménager	176
Constructions métalliques	25
Mécanique diverse	97
Métaux en feuilles	74
Fonderie	24
Hôtellerie	76
Habillement	151
Imprimerie	14
Biologie	31
Bâtiment	164
Fabrication textile	14
Spécialités diverses	97

Total

b et c) Nombre de P. T. A. en position de détachement.

En France	140
Hors de France	28

d) Nombre de postes implantés dans les établissements d'enseignement du second degré.

1. Professeurs techniques adjoints	5 542
2. Professeurs techniques	1 771

e) Nombre de professeurs titulaires et stagiaires sur ces postes.

1. Professeurs techniques adjoints	4 405
2. Professeurs techniques	1 600

L'interprétation des chiffres indiqués ci-dessus est rendue délicate par le fait que des professeurs techniques adjoints issus des anciens cadres des enseignements spéciaux de la ville de Paris: ou bien enseignent les travaux manuels éducatifs en étant nommés sur des postes de professeurs certifiés, généralement dans les C. E. S. et C. E. G. (c'est le cas de 390 d'entre eux), ou bien sont encore actuellement rémunérés sur des emplois figurant au budget de l'éducation sous la rubrique « Enseignements spéciaux » (chap. 31-33, § 20). Leur nombre est de 399.

Enseignants (statistiques concernant les professeurs techniques adjoints de lycée).

29419. — 2 juin 1976. — M. Robert Fabre demande à M. le ministre de l'éducation de bien vouloir lui préciser le nombre de professeurs techniques adjoints de lycée (P. T. A.) inscrits pour la session 1976: a) à chacun des trente-neuf concours spéciaux précisés par l'arrêté

du 12 février 1976, en application du décret n° 75-1162 du 16 décembre 1975 ; b) à chacun des cinq concours spéciaux précisés par le deuxième arrêté du 12 février 1976, en application du décret n° 75-1163 du 16 décembre 1975. En conséquence, il lui demande de préciser pour chaque concours spécial, le nombre de P. T. A. inscrits dans chacune des spécialités rattachées à ce concours.

Réponse. — Le nombre des professeurs techniques adjoints de lycée technique ayant fait acte de candidature et inscrits, pour la session de 1976, aux concours prévus par les décrets n° 75-1162 et n° 75-1163 du 16 décembre 1975 et les arrêtés du 12 février 1976 pris en leur application, est précisé comme suit :

A. — Concours spéciaux ouverts en vue du recrutement de professeurs techniques de lycée technique.

Section Fabrications mécaniques :	
Spécialités (groupe 1) :	
Constructions métalliques	22
Métaux en feuilles	90
Section Fabrications mécaniques :	
Spécialités (groupe 2) :	
Fonderie	22
Modélisme mécanique	20
Section Fabrications mécaniques :	
Spécialités (groupe 3) :	
Sciences horlogères	4
Micromécanique	32
Section Fabrications mécaniques :	
Spécialité (groupe 4) Céramique industrielle	3
Section Fabrications mécaniques :	
Spécialités (groupe 5) :	
Electroplastie	6
Métallurgie, traitement thermique	42
Traitement surface	1
Section Fabrications mécaniques :	
Spécialités (groupe 6) Forge et estampage	13
Fabrication textiles	8
Horticulture	5
Section Industrie du bâtiment :	
Spécialités (groupe 1) :	
Installations thermiques	10
Installations sanitaires	10
Section Industrie du bâtiment :	
Spécialités (groupe 2) :	
Géomètre expert	} 3
Topographe	
Section Industrie du bâtiment :	
Spécialités (groupe 3) :	
Menuiserie	} 52
Charpente	
Section Industrie du bâtiment :	
Spécialités (groupe 4) :	
Plâtrerie	} 10
Peinture	
Vitrerie	
Section Industrie du bâtiment :	
Spécialité (groupe 5) Carrelleur mosaïste	2
Section Industrie du bâtiment :	
Spécialité (groupe 6) Taille de pierre	1
Spécialité Industrie du bois	15
Spécialité Industrie du cuir	19
Spécialité Industrie du verre	13
Spécialités :	
Mécanique, électricité auto	51
Mécanique agricole et d'engins	4
Spécialité Optique	13
Spécialité Transformation des matières plastiques	5
Spécialité Cuisine	39
Spécialité Hôtel	6
Spécialité Pâtisserie	11
Spécialité Restaurant	15
Spécialité Electroradiologie médicale	2
Spécialité Laboratoire de biologie	23

Spécialité Enseignement social	51
Spécialité Economie familiale et sociale	101
Spécialité Broderie	0
Spécialité Blanchisserie, teinture industrielle	3
Spécialité Etudes, méthodes, fabrications habillement (option A Fabrications industrielles)	52
Spécialité Etudes, méthodes, fabrications habillement (option B Vêtements, création et mesures)	56
Spécialité Métiers d'art	17
Spécialité Commerce, secrétariat	654
Spécialité Chimie, techniques de laboratoire	22
Spécialité Arts et Industries graphiques	43
Spécialité Industries papier-carton	2
Spécialité Son et vidéo	1
Spécialité Photographie, cinématographique	7

B. — Concours spéciaux organisés en vue de l'accès à titre exceptionnel des professeurs techniques adjoints de lycée technique au corps des professeurs certifiés.

Section Génie électrique :	
Spécialités :	
Electronique	146
Electrotechnique	427
Section Constructions et fabrications mécaniques :	
Spécialités :	
Fabrications mécaniques	1 987
Bureau des travaux	174
Petite mécanique	7
Assistants d'ingénieurs	6
Section Bâtiment :	
Spécialités :	
Bâtiment, gros-œuvre	56
Etude de prix	1
Dessin de bâtiment	3
Section T. M. E. et enseignement ménager :	
Option A	118
Section T. M. E. et enseignement ménager :	
Option B	152

Enseignants (statistiques relatives aux professeurs techniques et professeurs techniques adjoints de lycées techniques).

29537. — 3 juin 1976. — M. Mexandeau demande à M. le ministre de l'éducation de bien vouloir lui préciser, par spécialité, le nombre de professeurs techniques adjoints de lycées techniques, titulaires et stagiaires, en fonctions : a) en France et dans les départements d'outre-mer pour chacune des rubriques suivantes : lycées techniques et lycées polyvalents, C. E. S., collèges d'enseignement technique, centres de formation des maîtres et des classes pratiques, écoles normales nationales d'apprentissage, écoles normales supérieures des arts et métiers, instituts universitaires de technologie, autres secteurs de l'enseignement supérieur ; b) en position de détachement ou de mise à disposition au 13 septembre 1975, sur des postes administratifs ou dans d'autres ministères ; c) en exercice hors de France ; d) le nombre de postes budgétaires existants : 1° de professeurs techniques adjoints de lycées ; 2° de professeurs techniques ; e) le nombre total de professeurs techniques adjoints de lycées, titulaires et stagiaires, affectés sur ces postes budgétaires ; f) le nombre total de professeurs techniques de lycées titulaires et stagiaires affectés sur ces postes budgétaires.

Réponse. — L'honorable parlementaire trouvera ci-dessous les indications statistiques demandées établies pour l'année scolaire 1975-1976 en fonction de l'état actuel des fichiers existants à l'administration centrale du ministère de l'éducation :

a) Répartition des professeurs techniques adjoints par types d'établissements.

Ecoles normales	14
Lycées	4 405
Collèges d'enseignement secondaire	341
Collèges d'enseignement général	36
Autres établissements (y compris supérieur)	686

Répartition par spécialité des professeurs techniques adjoints de lycées en fonctions dans les lycées.

Commerce	788
Fabrications mécaniques	2 148
Electrotechnique	400
Electronique	126

Enseignement social et ménager.....	176
Constructions métalliques.....	25
Mécanique diverse.....	97
Métaux en feuilles.....	74
Fonderie.....	24
Hôtellerie.....	76
Habillement.....	151
Imprimerie.....	14
Biologie.....	31
Bâtiment.....	164
Fabrication textile.....	14
Spécialités diverses.....	97
Total.....	4 405

b et c) Nombre de P. T. A. en position de détachement.

En France.....	140
Hors de France.....	28

d) Nombre de postes Implantés dans les établissements d'enseignement du second degré.

1. Professeurs techniques adjoints.....	5 542
2. Professeurs techniques.....	1 771

e) Nombre de professeurs titulaires et stagiaires sur ces postes.

1. Professeurs techniques adjoints.....	4 405
2. Professeurs techniques.....	1 600

L'interprétation des chiffres indiqués ci-dessus est rendue délicate par le fait que des professeurs techniques adjoints issus des anciens cadres des enseignements spéciaux de la ville de Paris; ou bien enseignent les travaux manuels éducatifs en étant nommés sur des postes de professeurs certifiés, généralement dans les C. E. S. et C. E. G. (c'est le cas de 390 d'entre eux), ou bien sont encore actuellement rémunérés sur des emplois figurant au budget de l'éducation sous la rubrique « Enseignements spéciaux » (chap. 31-33, § 20). Leur nombre est de 399.

Enseignants (statistiques sur le nombre de P. T. A. de lycée inscrits aux concours prévus par les décrets du 16 décembre 1975).

29538. — 3 juin 1976. — M. Mexandeau demande à M. le ministre de l'éducation de bien vouloir lui préciser le nombre de professeurs techniques adjoints de lycée (P. T. A.) inscrits pour la session 1976 : a) à chacun des trente-neuf concours spéciaux précisés par l'arrêté du 12 février 1976, en application du décret n° 75-1162 du 16 décembre 1975; b) à chacun des cinq concours spéciaux précisés par le deuxième arrêté du 12 février 1976, en application du décret n° 75-1163 du 16 décembre 1975, en donnant pour tous les concours spéciaux le nombre de P. T. A. inscrits dans chacune des spécialités rattachées à ce concours.

Réponse. — Le nombre des professeurs techniques adjoints de lycées technique ayant fait acte de candidature et inscrits, pour la session de 1976, aux concours prévus par les décrets n° 75-1162 et n° 75-1163 du 16 décembre 1975 et les arrêtés du 12 février 1976 pris en leur application, est précisé comme suit :

A. — Concours spéciaux ouverts en vue du recrutement de professeurs techniques de lycée technique.

Section Fabrications mécaniques :		
Spécialités (groupe 1) :		
Constructions métalliques.....	22	
Métaux en feuilles.....	90	
Section Fabrications mécaniques :		
Spécialités (groupe 2) :		
Fonderie.....	22	
Modèlerie mécanique.....	20	
Section Fabrications mécaniques :		
Spécialités (groupe 3) :		
Sciences horlogères.....	4	
Micromécanique.....	32	
Section Fabrications mécaniques :		
Spécialité (groupe 4) Céramique industrielle.....		3
Section Fabrications mécaniques :		
Spécialités (groupe 5) :		
Electroplastie.....	6	
Métallurgie, traitement thermique.....	42	
Traitement surface.....	1	

Section Fabrications mécaniques :		
Spécialités (groupe 6) Forge et estampage.....		13
Fabrication textiles.....		8
Horticulture.....		5
Section Industrie du bâtiment :		
Spécialités (groupe 1) :		
Installations thermiques.....		10
Installations sanitaires.....		10
Section Industrie du bâtiment :		
Spécialités (groupe 2) :		
Géomètre expert.....		} 3
Topographe.....		
Section Industrie du bâtiment :		
Spécialités (groupe 3) :		
Menuiserie.....		} 52
Charpente.....		
Section Industrie du bâtiment :		
Spécialités (groupe 4) :		
Plâtrerie.....		} 10
Peinture.....		
Vitrerie.....		
Section Industrie du bâtiment :		
Spécialité (groupe 5) Carreleur mosaïste.....		2
Section Industrie du bâtiment :		
Spécialité (groupe 6) Taille de pierre.....		1
Spécialité Industrie du bois.....		15
Spécialité Industrie du cuir.....		19
Spécialité Industrie du verre.....		13
Spécialités :		
Mécanique, électricité auto.....		51
Mécanique agricole et d'engins.....		4
Spécialité Optique.....		13
Spécialités Transformation des matières plastiques.....		5
Spécialité Cuisine.....		39
Spécialité Hôtel.....		6
Spécialité Pâtisserie.....		11
Spécialité Restaurant.....		15
Spécialité Electroradiologie médicale.....		2
Spécialité Laboratoire de biologie.....		23
Spécialité Enseignement social.....		51
Spécialité Economie familiale et sociale.....		101
Spécialité Broderie.....		0
Spécialité Blanchisserie, teinture Industrielle.....		3
Spécialité Etudes, méthodes, fabrications habillement (option A Fabrications industrielles).....		52
Spécialité Etudes, méthodes, fabrications habillement (option B Vêtements, création et mesures).....		56
Spécialité Métiers d'art.....		17
Spécialité Commerce, secrétariat.....		654
Spécialité Chimie, techniques de laboratoire.....		22
Spécialité Arts et industries graphiques.....		43
Spécialité Industries papier-carton.....		2
Spécialité Son et vidéo.....		1
Spécialité Photographie cinématographie.....		7

B. — Concours spéciaux organisés en vue de l'accès à titre exceptionnel des professeurs techniques adjoints de lycée technique au corps des professeurs certifiés.

Section Génie électrique :		
Spécialités :		
Electronique.....		146
Electrotechnique.....		427
Section Constructions et fabrications mécaniques :		
Spécialités :		
Fabrications mécaniques.....		1 987
Bureau des travaux.....		174
Petite mécanique.....		7
Assistants d'ingénieurs.....		8
Section Bâtiment :		
Spécialités :		
Bâtiment, gros-œuvre.....		56
Etude de prix.....		1
Dessin de bâtiment.....		3
Section T. M. E. et enseignement ménager :		
Option A.....		118
Section T. M. E. et enseignement ménager :		
Option B.....		152

Etablissements scolaires (situation difficile dans plusieurs lycées du département de l'Essonne).

29569. — 4 juin 1976. — **M. Vizet** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur les graves problèmes qui se posent dans les lycées de Dourdan, des Ulis, à Bures-sur-Yvette, et d'Orsay. A Dourdan, il manque une infirmière, un professeur d'E. P. S., des agents de service et une documentaliste. Aux Ulis, à Bures-sur-Yvette, il manque, dans ce C. E. S. lycéen, non seulement des enseignants d'E. P. S., de musique et de dessin, une bibliothécaire et une documentaliste, mais aussi il semblerait que les postes de proviseur, de censeur et de conseiller d'éducation n'aient pas été créés. Enfin, dans celui d'Orsay, il est indispensable d'obtenir : des crédits pour l'ouverture effective d'une classe de première G. 2, la création d'une classe supplémentaire de seconde pour réduire les effectifs des sections prévues, le maintien des postes de professeurs actuellement au lycée (notamment en physique) et, enfin, la nomination ferme, dès la fin de juin, de tous les postes d'enseignant (postes complets ou groupements d'heures éventuels) afin que toutes les heures d'enseignement soient effectivement assurées dès le premier jour de la rentrée. Devant l'inquiétude et le mécontentement grandissant des parents d'élèves, des personnels enseignants et des agents de service, il lui demande ce qu'il compte faire pour que ces justes revendications soient satisfaites dans les meilleurs délais et pour que la rentrée 1976 ait lieu, cette fois, dans de bonnes conditions.

Réponse. — Au lycée de Dourdan, deux emplois d'agent de service ont été mis en place à la dernière rentrée scolaire. La dotation en personnels non enseignants de cet établissement est dès lors conforme aux normes réglementaires. Il convient de préciser à ce sujet qu'un poste d'infirmière lui avait été attribué dès 1972 et qu'il possède également un poste de secouriste lingère. En outre des mesures ont été prises pour que les fonctions de documentaliste soient exercées dans le cadre du C. E. S. Le lycée des Ulis, à Bures-sur-Yvette, dispose de l'encadrement administratif nécessaire. L'enseignement de la musique et du dessin y est assuré, en complément de service, par des professeurs du C. E. S. des Amonts. De plus, deux postes de surveillant d'internat ont été accordés à cet établissement. Enfin, en ce qui concerne le lycée d'Orsay, il n'a pas été possible de créer une classe de première G. 2 pour la présente année scolaire. Les classes de seconde se répartissent comme suit : deux classes de seconde A, quatre classes de seconde AB, huit classes de seconde C. Il a par ailleurs été procédé à la suppression d'un poste de professeur de physique, l'application des horaires réglementaires ne justifiant pas le maintien de ce poste.

Fournitures et manuels scolaires (augmentation des crédits au profit du C. E. S. du village olympique de Grenoble [Isère]).

31069. — 31 juillet 1976. — **M. Dubedout** appelle l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur la situation qui va être créée au C. E. S. du village olympique de la ville de Grenoble, en classe de 5^e, à la suite du passage de l'effectif de 180 à 200 élèves et du fait que les crédits d'achat de livres ne suivront pas cette augmentation d'effectif. Aussi, il lui demande comment un travail fructueux pourra être effectué au sein de cette classe si elle ne dispose pas des moyens correspondant à son effectif. Il lui demande enfin quelle mesure il envisage de prendre pour apporter une solution au problème posé.

Réponse. — Les crédits nécessaires (soit 7 200 francs) à l'acquisition de manuels scolaires pour les élèves du C. E. S. du village olympique de Grenoble, nouvellement inscrits à la rentrée scolaire dernière en classe de sixième et de cinquième, ont été mis à la disposition de l'établissement par le recteur de l'académie de Grenoble.

Etablissements secondaires (déficit d'enseignants au C. E. S. de Montlhéry [Essonne]).

32109. — 3 octobre 1976. — **M. Vizet** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur les graves problèmes qui se posent au C. E. S. de Montlhéry. Il manque actuellement un professeur de lettres modernes, un professeur de sciences naturelles, un professeur de mathématiques, un surveillant, deux agents de service et le professeur d'anglais, en congés, n'a pas été remplacé. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que ces revendications soient satisfaites dans les meilleurs délais.

Réponse. — Au moment de la rentrée scolaire, quatre services d'enseignement n'étaient pas assurés au C. E. S. de Montlhéry mais, progressivement, le personnel auxiliaire nécessaire au bon fonctionnement de l'établissement a été mis en place. Ainsi, grâce aux nominations rectoriales qui sont intervenues, la situation s'est rapidement améliorée, les cours ont été assurés dans des conditions satisfaisantes. Par ailleurs la dotation de l'établissement en personnel de surveillance fait apparaître un très léger déficit d'un demi-poste

par rapport à la dotation prévue par le barème actuellement en vigueur, ce qui ne peut être de nature à entraver considérablement la bonne marche du service. En ce qui concerne le personnel de service il convient de rappeler que, dans le cadre de la politique de déconcentration administrative en vigueur, toute latitude est laissée aux recteurs pour répartir leur dotation en fonction de la dimension des établissements concernés et de leurs sujétions particulières. Ainsi peuvent-ils affecter aux établissements nouvellement nationalisés non seulement la dotation qui leur est notifiée chaque année, à cet effet, par l'administration centrale, mais encore des emplois qui peuvent provenir d'établissements où l'évolution des effectifs d'élèves justifie une réduction du nombre des personnels administratifs, ouvriers et de service ; ils peuvent de même procéder à des réajustements entre les établissements de leur académie. Cette politique est toujours menée en fonction des caractéristiques pédagogiques des établissements, de leur taille et de l'évolution des effectifs. En application de ces principes le recteur de l'académie de Versailles a implanté au collège d'enseignement secondaire de Montlhéry une dotation qui doit en permettre le bon fonctionnement et qui ne pourra être accrue au cours de la présente année.

Ecoles maternelles et primaires (propositions du comité des usagers de l'éducation).

31517. — 4 septembre 1976. — **M. Grussenmeyer** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur les quatre-vingt-sept propositions élaborées par le comité des usagers de l'éducation au cours de sa session de 1976. Plusieurs de ces propositions concernant notamment la sécurité et la santé physique et morale des élèves sont particulièrement intéressantes et mériteraient d'être appliquées dans un proche avenir. Les propositions visant à l'amélioration des transports scolaires et au développement des écoles maternelles intercommunales en milieu rural paraissent également très opportunes. Il demande à **M. le ministre** quelles dispositions ont été ou seront retenues dans ces domaines par son administration et si leur application est envisagée dans les meilleurs délais et en tout état de cause en 1977.

Réponse. — Le ministre de l'éducation attache une particulière importance aux travaux menés par le comité des usagers de son département en vue d'obtenir une amélioration des services rendus au public. Les 87 propositions que le comité lui a présentées en juin 1976 ont retenu toute son attention. Ainsi que le signale l'honorable parlementaire, certaines d'entre elles concernent le développement des écoles maternelles intercommunales en milieu rural, la sécurité des élèves et leur santé physique et morale. Les dispositions qu'elles préconisent, si intéressantes soit-elles, ne sauraient cependant être adoptées sans une étude préalable très approfondie. Elles font actuellement l'objet d'un examen de la part de l'administration centrale du ministère de l'éducation ou de celle d'autres départements auxquels elles ont été communiquées, dans la mesure où elles relèvent de leur compétence. S'agissant des transports scolaires, il convient par ailleurs de préciser que plusieurs des vœux exprimés par le comité en 1975 avaient déjà obtenu satisfaction dans le cadre de la réglementation prévue en matière de circulation routière. D'autres suggestions se rapportant au même domaine ont reçu une suite favorable au cours de la dernière année scolaire. C'est ainsi que des instructions ont été données pour étendre le bénéfice de la subvention aux élèves âgés de seize à dix-huit ans, permettre une meilleure harmonisation des horaires scolaires entre les établissements d'une même ville, assurer l'accueil des élèves dans les locaux scolaires pendant les périodes comprises entre le début et la fin des cours et les heures d'arrivée ou de départ des cars de ramassage. De plus, comme le demandait le comité des usagers, les termes des circulaires organisant l'enseignement du code de la route et des règles élémentaires de sécurité routière et de secourisme ont été rappelés.

Conseillers d'orientation (indemnité de formation continue).

31651. — 18 septembre 1976. — **M. Bardol** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur le cas des personnels de l'éducation n'ayant pas le grade d'enseignant (et en particulier sur celui des conseillers d'orientation) qui ont été désignés par arrêté rectoral pour suivre un stage en 1975-1976 au C.A.F.O.C. afin d'exercer les fonctions de conseiller en formation continue. La situation qui leur est faite par rapport à leurs collègues enseignants, alors qu'ils possèdent les mêmes diplômes, apparaît inéquitable car, subissant la même formation en vue d'effectuer la même tâche, ils ne peuvent bénéficier de l'indemnité des personnels de formation continue (cf. circ. 73-123), à savoir 6 h/année. Cette anomalie n'avait pas échappé aux services compétents puisqu'en mai 1975 **M. le directeur** de la formation continue préparait un projet de texte modifiant les bases de calcul et les conditions d'attribution de cette indemnité. C'est sur la foi de cet engagement du ministère que s'est fait l'engagement de ces personnels. Leur

formation est à présent achevée. Le projet de texte n'est pas paru. Ceux qui avaient fait acte de candidature conditionnelle réintègrent leur corps d'origine et voient leur projet de carrière ruiné. L'octroi de l'indemnité dont il est fait état ne concerne que très peu de fonctionnaires et les incidences budgétaires restent faibles en regard des coûts de leur formation. Il serait, d'autre part, regrettable de se priver de personnel qualifié alors que la formation continue se développe. Dans ces conditions, il lui demande de lui faire savoir : 1° à quelle date ce projet de texte modifiant les bases de calcul et les conditions d'attribution de l'indemnité due aux personnels de formation continue sera-t-il publié ; 2° si les conseillers en formation continue (promotion 1975-1976) contraints de réintégrer leurs corps d'origine au 15 septembre 1976 pourront être réinstallés dans leurs fonctions de C.F.C. et dans quelles conditions ; 3° compte tenu du problème particulier soulevé par cette promotion, si les dispositions financières prévues par le texte auront un effet rétroactif au 15 septembre 1975.

Réponse. — 1° La situation des personnels de l'éducation non enseignants devenant conseillers en formation continue, et ne pouvant prétendre en l'état actuel de la réglementation à aucune indemnité particulière, n'a en effet pas échappé aux services compétents du ministère, qui dès 1973 ont élaboré des projets de textes instituant une indemnité pour les personnes chargées des fonctions de conseillers en formation continue, quel que soit leur corps d'origine. Les textes nécessaires sont un décret et ses textes d'application, ce décret devant recevoir le contreseing des ministères de l'économie et des finances et de la fonction publique. Ils ont fait l'objet de plusieurs échanges de lettres entre le ministère de l'éducation et le ministère de l'économie et des finances et il paraît vraisemblable qu'un accord puisse être trouvé entre les deux départements ministériels à échéance rapprochée. 2° Les conseillers en formation continue stagiaires n'ayant pas demandé leur nomination à l'issue de leur stage peuvent poser une nouvelle candidature, qui sera accueillie compte tenu des postes vacants et des autres candidatures en présence. Il ne leur sera pas demandé de suivre un nouveau stage d'un an au C. A. F. O. C. 3° Le décret en cours d'élaboration ne prévoit pas d'effet rétroactif.

Ecoles primaires (création d'un cours préparatoire d'adaptation à Exideuil (Charente)).

31697. — 18 septembre 1976. — **M. Rigout** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur la commune d'Exideuil (Charente) à laquelle l'Inspection académique vient de refuser la demande de création d'un cours préparatoire d'adaptation, car la Charente ne dispose d'aucune création de poste budgétaire pour la rentrée 1976. Cette décision est fort préjudiciable à cette commune dotée d'industries qui lui assurent un développement certain dans cette région rurale du Confolentais. La création de ce poste est, de l'avis des enseignants, des parents d'élèves et de la municipalité d'autant plus indispensable qu'une partie des effectifs ouvriers est d'origine étrangère, maintenant installés dans la région. L'apprentissage de la lecture est de ce fait long pour ces enfants. Selon les tests faits au cours préparatoire qui compte 42 à 45 élèves, 13 à 15 élèves relèvent du cours préparatoire d'adaptation. Il est excessivement grave que les pouvoirs publics abandonnent la situation de ces enfants en se montrant incapables de créer ce poste, alors que la municipalité consent à assurer tous les frais matériels résultant de la création de ce cours : locaux, tables, etc. Il lui demande en conséquence : 1° les raisons pour lesquelles le département de la Charente ne dispose d'aucun poste budgétaire à cette rentrée ; 2° les mesures qu'il compte prendre pour que l'ouverture du cours préparatoire d'adaptation d'Exideuil puisse être assurée.

Réponse. — Les créations d'emplois interviennent en fonction de l'évolution des effectifs d'élèves, c'est-à-dire des besoins du service public de l'enseignement. Pour le département de la Charente, les prévisions de l'évolution des effectifs établies par l'échelon statistique rectoral font état d'une augmentation de 550 élèves au niveau du préélémentaire et d'une diminution de 529 élèves au niveau de l'élémentaire. C'est pourquoi lors de la préparation de la rentrée dix-huit emplois nouveaux ont été attribués pour les classes maternelles et enfantines, par contre dix-huit emplois pour les classes élémentaires ont dû être supprimés ; cependant un emploi a été accordé au titre des classes d'initiation pour enfants étrangers. Par la suite un autre emploi a été mis à la disposition des autorités académiques afin de tenir compte d'une difficulté ponctuelle. Mais les moyens nouveaux autorisés par la loi de finances ne comportent pas de dotation spécifique pour les classes de perfectionnement et d'adaptation. Par contre, il a été attribué à la Charente, au titre de l'enseignement spécial, quatre emplois pour les groupes d'aide psycho-pédagogique et un emploi pour ouverture d'une classe pour handicaps rares. Compte tenu des moyens budgétaires mis à la disposition du département pour l'enfance inadaptée, l'ordre des besoins prioritaires établis sur le plan local n'a pas permis l'ouverture d'une classe de cours préparatoire d'adaptation à Exideuil.

Etablissements scolaires (bilan de l'implantation des groupes d'aide psycho-pédagogique dans les groupes scolaires).

31704. — 18 septembre 1976. — **M. Chambaz** s'inquiète auprès de **M. le ministre de l'éducation** de la suppression de la plupart des stages de formation des R. P. P., R. P. M. et psychologues scolaires. La circulaire du 9 février 1970 publiée au B. O. E. N. décidait l'implantation systématique de G. A. P. P. dans les groupes scolaires. Une telle équipe composée d'un psychologue, un R. P. P. et un R. P. M. devait être créée pour chaque tranche de 800 élèves de l'enseignement pré-élémentaire et élémentaire. Des centres nationaux et régionaux étaient chargés de la formation des psychologues scolaires et maîtres spécialisés de ces G. A. P. P. Plus de six ans après cette décision il apparaît que les besoins en G. A. P. P. sont très loin d'être satisfaits. Pourtant à la veille de la rentrée scolaire le nombre des stagiaires retenus, déjà très inférieur au nombre des candidats, vient d'être encore réduit par décision du ministère. Il lui demande : 1° le nombre total des G. A. P. P. nécessaires sur la base des 800 élèves dans les écoles maternelles et élémentaires ; 2° le nombre total de G. A. P. P. complets et existants ; 3° le nombre des G. A. P. P. incomplets qui existent en précisant leurs manques ; 4° le nombre de stagiaires psychologues R. P. P., R. P. M., finalement retenus par le ministère cette année. Si la décision de suppression des stages était maintenue elle constituerait un coup d'arrêt au développement des mesures d'aide psycho-pédagogique aux enfants en difficulté. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre d'urgence pour au minimum rétablir les stages prévus.

Réponse. — La circulaire du 9 février 1970 relative à la prévention des inadaptations a prévu la mise en place de structures diversifiées en vue de la prise en charge des enfants rencontrant des difficultés particulières. Il s'agit notamment des groupes d'aide psycho-pédagogique, composés chacun d'un psychologue scolaire et de deux rééducateurs, l'un en psycho-pédagogie, l'autre en psychomotricité. Ces groupes sont au nombre d'un millier, encore incomplets pour la moitié d'entre eux. Le recrutement accru des rééducateurs en psychomotricité permettra de remédier progressivement à cette situation. La couverture de l'ensemble du territoire, à raison d'un G. A. P. P. pour mille élèves, nécessiterait la création de près de 6 500 G. A. P. P. Par ailleurs, les stages de formation organisés à l'intention des maîtres se destinant à exercer ultérieurement les fonctions de rééducateur ou de psychologue scolaire n'ont pas été supprimés. Les candidats ont eu, en effet, la possibilité d'effectuer le stage, soit dès cette année, soit à compter de la prochaine rentrée scolaire. C'est ainsi que 150 psychologues scolaires et 162 rééducateurs en psycho-pédagogie sont actuellement en stage. En outre, 196 candidats aux fonctions de rééducateur en psychomotricité sont également en stage.

Enseignants (recrutement et titularisation des maîtres auxiliaires dans l'académie de Nancy-Metz).

31780. — 25 septembre 1976. — **M. Gilbert Schwartz** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur le fait que cette année, à l'issue des nominations, plus de sept cents professeurs auxiliaires des lycées, C. E. S. et C. E. G., en poste l'an passé dans l'académie de Nancy-Metz, se trouvent sans travail, sans que leur qualification soit mise en cause. Il est patent que le chômage dans le second degré atteint une gravité exceptionnelle cette année, notamment en Lorraine et pourtant les besoins non satisfaits sont considérables. Dans l'académie de Nancy-Metz, les effectifs des classes surchargées ne peuvent être desserrés et pourtant des enseignements ne sont pas donnés (disciplines artistiques notamment), les enseignements de soutien (classes dédoublées) ne sont pas assurés parfois. Cette situation aggrave encore la situation générale du chômage en Lorraine. Il lui demande : quelles mesures il compte prendre pour qu'un important contingent de postes supplémentaires soit attribué à l'académie de Nancy-Metz, dans les plus brefs délais, afin que les engagements gouvernementaux sur la liquidation du chômage dans l'enseignement soient tenus ; quelles mesures il compte prendre pour empêcher le chômage des auxiliaires et accélérer leur titularisation comme M. le ministre l'avait promis.

Réponse. — La situation des maîtres auxiliaires de l'académie de Nancy-Metz n'a pas échappé au ministère de l'éducation qui s'attache, dans le cadre de la politique de résorption de l'auxiliaariat, à apporter des solutions à ce problème. Dans ce but, un ensemble de mesures a été pris afin, d'une part, d'améliorer les possibilités de réemploi des maîtres auxiliaires, d'autre part, de favoriser l'intégration de ces personnels dans les cadres de fonctionnaires titulaires. En ce qui concerne les dispositions adoptées pour faciliter le réemploi des maîtres auxiliaires, des directives ont été données aux autorités académiques, afin que soit prise en considération prioritairement, compte tenu des diplômes possédés et des qualités pédagogiques dont ils ont fait preuve, l'ancienneté des services d'enseignement accomplis par ces personnels. Les modalités de

réemploi mises en œuvre ainsi que la création de postes supplémentaires, ont permis d'assurer, dès la rentrée 1976, le réemploi d'une partie très importante des maîtres auxiliaires en poste d'an dernier. Le non-renouvellement d'un nombre peu élevé de délégations rectorales, avait pour origine essentielle les difficultés d'ajustements, par discipline et par académie, entre les emplois budgétaires disponibles et l'effectif des personnels titulaires. Les vacances qui doivent se manifester à la suite de congés de diverses natures ou de la prise de poste à mi-temps, devraient permettre de régler dans des conditions satisfaisantes, la situation des maîtres qui, ayant accompli au cours de l'année précédente un service total ou partiel d'enseignement ont, à nouveau, sollicité pour l'année scolaire en cours, un emploi. S'agissant des mesures de création de postes, il est souligné qu'un effort particulièrement important a été consenti en faveur de l'académie de Nancy-Metz. C'est ainsi qu'en dépit d'une baisse attendue des effectifs dans le premier cycle, 13 emplois supplémentaires d'enseignement ont été attribués à cette académie en vue d'alléger les effectifs des classes de 6^e. Par ailleurs, 22 emplois d'adjoints d'enseignement ont été accordés au titre du programme d'action prioritaire relatif à l'enseignement de la technologie dans les collèges. En outre, 36 emplois de maîtres d'internat ou de surveillants d'externat ont été transformés en emplois d'adjoints d'enseignement dans le cadre de la politique tendant à substituer à la notion de surveillance celle d'encadrement éducatif. Enfin une dotation de 4 postes supplémentaires a été notifiée à cette académie le 30 septembre 1976.

Ecoles primaires (surcharges résultant de la suppression de classes primaires).

31922. — 2 octobre 1976. — M. Juquin signale à M. le ministre de l'éducation qu'un grand nombre de classes primaires ont été fermées, à la présente rentrée, en application des normes ministérielles. Ces fermetures éloignent beaucoup dans le temps le passage à la norme pédagogique de vingt-cinq élèves par classe. Elles aboutissent à la création de nombreuses classes très chargées, dépassant souvent trente élèves (y compris en CM 2). Elles commencent à entraîner également la formation de classes à deux divisions (y compris des CP-CE 1), ce qui constitue une redoutable régression pédagogique. Elles provoquent souvent la suppression des demi-décharges accordées aux directrices et directeurs. Elles entraînent dans tous les cas une diminution du nombre des postes proposés aux enseignants. C'est pourquoi il lui demande quelles mesures il compte prendre pour renoncer à ces normes et pour s'engager vers la généralisation des classes de vingt-cinq élèves au maximum.

Réponse. — Le problème des effectifs d'élèves dans les écoles pré-élémentaires et élémentaires retient toute l'attention du ministre de l'éducation. Il est loin de revêtir un caractère dramatique comme le signale l'honorable parlementaire. En effet en 1975-1976 (dernières statistiques connues) le pourcentage de cours préparatoires dont l'effectif était inférieur à 25 (norme actuelle) était de 64 p. 100. Pour les cours élémentaires et les cours moyens pour lesquels la norme est différente, le pourcentage de classe dont l'effectif d'élèves est inférieur à 30, est de 81 p. 100 — 16,5 p. 100 des classes ont un effectif compris entre 31 et 35 et 1,8 p. 100 supérieur à 35. Il peut arriver que les structures pédagogiques qui découlent de l'application du barème annexé à la note ministérielle n° 1672 du 15 avril 1970 ne correspondent pas à l'âge et au niveau scolaire des élèves accueillis. Dans ce cas les autorités académiques peuvent procéder à des aménagements, notamment par l'organisation de cours mixtes C. P.-C. E. 1. Une telle solution n'est pas sans intérêt sur le plan pédagogique. Le nombre de classes d'une école n'a aucune incidence sur les décharges des directrices ou des directeurs : en effet, une décharge ou demi-décharge est accordée en fonction du nombre des élèves de l'école, mais non du nombre des classes.

Enseignants (création de postes dans l'académie de Nancy-Metz).

31925. — 2 octobre 1976. — M. Depletri expose à M. le ministre de l'éducation : 1° qu'à la rentrée qui vient de s'effectuer le problème du chômage des maîtres auxiliaires prend à nouveau des proportions inquiétantes, malgré les promesses faites au printemps dernier ; 2° que cette situation est particulièrement dramatique dans l'académie de Nancy-Metz où 700 professeurs de lycées, C. E. S. et C. E. G., en poste l'an passé, se trouvent sans travail sans que leur qualification soit en cause ; 3° qu'à côté de cela, des professeurs se voient contraints de faire des heures supplémentaires, que de nombreuses classes sont surchargées et que des enseignements de soutien réglementaires ne sont pas assurés. Il lui demande quelles mesures urgentes il compte prendre pour activer la création de nouveaux postes dans l'académie de Nancy-Metz afin que les engagements gouvernementaux sur la liquidation du chômage dans l'enseignement soient tenus.

Réponse. — La situation des maîtres auxiliaires de l'académie de Nancy-Metz n'a pas échappé au ministère de l'éducation qui s'attache, dans le cadre de la politique de résorption de l'auxiliaariat, à

apporter des solutions à ce problème. Dans ce but, un ensemble de mesures a été pris afin, d'une part, d'améliorer les possibilités de réemploi des maîtres auxiliaires, d'autre part, de favoriser l'intégration de ces personnels dans les cadres de fonctionnaires titulaires. En ce qui concerne les dispositions adoptées pour faciliter le réemploi des maîtres auxiliaires, des directives ont été données aux autorités académiques, afin que soit prise en considération prioritairement, compte tenu des diplômes possédés et des qualités pédagogiques dont ils ont fait preuve, l'ancienneté des services d'enseignement accomplis par ces personnels. Les modalités de réemploi mises en œuvre ainsi que la création de postes supplémentaires, ont permis d'assurer, dès la rentrée 1976, le réemploi d'une partie très importante des maîtres auxiliaires en poste d'an dernier. Le non-renouvellement d'un nombre peu élevé de délégations rectorales, avait pour origine essentielle les difficultés d'ajustements, par discipline et par académie, entre les emplois budgétaires disponibles et l'effectif des personnels titulaires. Les vacances qui doivent se manifester à la suite de congés de diverses natures ou de la prise de poste à mi-temps, devraient permettre de régler dans des conditions satisfaisantes, la situation des maîtres qui, ayant accompli au cours de l'année précédente un service total ou partiel d'enseignement ont, à nouveau, sollicité pour l'année scolaire en cours, un emploi. S'agissant des mesures de création de postes, il est souligné qu'un effort particulièrement important a été consenti en faveur de l'académie de Nancy-Metz. C'est ainsi qu'en dépit d'une baisse attendue des effectifs dans le premier cycle, 13 emplois supplémentaires d'enseignement ont été attribués à cette académie en vue d'alléger les effectifs des classes de 6^e. Par ailleurs, 22 emplois d'adjoints d'enseignement ont été accordés au titre du programme d'action prioritaire relatif à l'enseignement de la technologie dans les collèges. En outre, 36 emplois de maîtres d'internat ou de surveillants d'externat ont été transformés en emplois d'adjoints d'enseignement dans le cadre de la politique tendant à substituer à la notion de surveillance celle d'encadrement éducatif. Enfin une dotation de 4 postes supplémentaires a été notifiée à cette académie le 30 septembre 1976.

Etablissements secondaires

(reclassement indiciaire des personnels techniques des laboratoires).

31993. — 2 octobre 1976. — M. Darinot appelle l'attention de M. le ministre de l'éducation sur la situation des personnels techniques de laboratoire des établissements scolaires. Ces personnels, régis par le décret n° 69-385 du 16 avril 1969 et par la circulaire n° V. 70-133 du 12 mars 1970, sont chargés d'assister les personnels enseignants et de recherche dans leur tâche d'enseignement. Or, il se trouve que les aides de laboratoire et les garçons de laboratoire ne perçoivent pas le traitement qui devrait être le leur. D'autre part, lors des accords Masselin sur les catégories C et D, ils ont subi un déclassement injustifié. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que le niveau de rémunération indiciaire des aides de laboratoire (dont le classement actuel dans la grille indiciaire de la fonction publique est le groupe 3) corresponde au groupe 5 et pour que le classement des garçons de laboratoire (classement actuel groupe 1) corresponde au groupe 3. Il lui demande en outre quelles mesures il compte prendre pour que soit réuni dans les plus brefs délais le comité technique paritaire central qui doit émettre un avis sur les propositions faites par ces personnels.

Réponse. — Le ministre de l'éducation ne méconnaît aucunement le niveau de qualification des aides de laboratoire et apprécie les services rendus par ces personnels dans les établissements du second degré. Toutefois, en l'état actuel des choses, une révision de leur classement risquerait de remettre en cause le classement des emplois de catégorie C et D tel qu'il avait été établi par la commission Masselin dont les travaux avaient fait l'objet de concertation entre les représentants des administrations et ceux des organisations syndicales. Aussi une telle mesure ne pourrait-elle être envisagée que dans le cadre d'un accord interministériel. Quant aux garçons de laboratoire, en application des accords salariaux récemment conclus au niveau de la fonction publique, un pourcentage important de leurs emplois, actuellement classés en groupe I, sera transformé en emplois de groupe II ; une telle mesure assurera aux bénéficiaires une promotion de rémunération très appréciable. Des dispositions sont prises à ce titre dans le projet de budget pour 1977. En tout état de cause il sera procédé, le moment venu, à la consultation du C. T. P. central sur les aménagements qui pourront être proposés en faveur des personnels intéressés.

Etablissements secondaires (reconstruction du C.E.T. Gabriel-Péri de Champigny-sur-Marne (Val-de-Marne)).

32071. — 3 octobre 1976. — M. Franceschi attire l'attention de M. le ministre de l'éducation sur la nécessité et l'urgence de la reconstruction du C.E.T. Gabriel-Péri, à Champigny-sur-Marne. Les conditions de travail, d'hygiène et de sécurité ne répondant plus aux

normes minimales permettant d'y donner et d'y recevoir un enseignement normal, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que la réfection de cet établissement intervienne dans les meilleurs délais et que les élèves et les enseignants puissent fréquenter le C.E.T. en toute sécurité.

Réponse. — En application des mesures de déconcentration administrative, il appartient aux préfets de région d'établir après consultation des instances régionales les programmes de construction des établissements du second degré. D'après les renseignements portés à la connaissance du ministre, l'extension du C. E. T. Gabriel-Péri de Champigny-sur-Marne figurerait sur la liste prévisionnelle des opérations à programmer dans la région en 1977.

*Etablissements secondaires
(déficit d'enseignants au C.E.S. de Verrières-le-Buisson [Essonne]).*

32108. — 3 octobre 1976. — **M. Vizez** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur la grave situation dans laquelle se trouve le C. E. S. de Verrières-le-Buisson en cette rentrée scolaire 1976. Un poste de français a été créé et n'est pas pourvu; l'enseignement de la musique n'est pas assuré en sixième et en cinquième; l'enseignement de l'éducation physique et sportive est notoirement insuffisant: seulement deux heures peuvent être assurées par les deux enseignants. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que l'année scolaire se déroule dans les meilleures conditions et pour donner suite à ces revendications.

Réponse. — La situation du C. E. S. de Verrières-le-Buisson ne présente aucun caractère de gravité: le poste de professeur de lettres dont il est question a été pourvu; l'absence du professeur de musique, qui était d'ordre médical, n'a pas excédé quatre jours; en outre, le recteur de l'académie de Versailles a doté cet établissement d'un poste budgétaire et d'un groupement de huit heures qui lui permet d'assurer la totalité des cours de musique. Les enseignements précités sont donc désormais normalement assurés au C. E. S. de Verrières-le-Buisson. Il convient de préciser que l'enseignement de l'éducation physique et sportive relève de la compétence du secrétaire d'Etat auprès du ministre de la qualité de la vie (Jeunesse et sports).

Etablissements secondaires (insuffisance de l'équipement et des effectifs de personnel au C.E.S. La Nacelle-Henri-Wallon de Corbeil-Essonnes [Essonne]).

32110. — 3 octobre 1976. — **M. Combrisson** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur la situation de rentrée du C.E.S. La Nacelle-Henri-Wallon, à Corbeil-Essonnes. Cet établissement s'est ouvert le 14 septembre 1976, et depuis cette date un bon nombre d'anomalies l'empêchent de fonctionner normalement, tant et si bien que déjà les professeurs ont dû recourir à une grève. Les carences portent sur: les personnels (enseignants, surveillants, personnel administratif), le matériel scolaire (manuels scolaires, équipements des salles spécialisées), le matériel des cuisines qui à l'heure actuelle sont inutilisables. La municipalité de Corbeil-Essonnes, en ce qui la concerne, a pris largement ses responsabilités. Il lui demande, en conséquence, quelles mesures immédiates il compte prendre pour donner à cet établissement la dotation qui lui est due, afin de ne pas perturber davantage la scolarité des enfants qui compte déjà un lourd handicap à l'issue de trois semaines de classe.

Réponse. — Le collège d'enseignement secondaire La Nacelle-Henri-Wallon, à Corbeil-Essonnes, est actuellement sous régime municipal; en conséquence le recteur de l'académie de Versailles n'y a pas implanté d'emplois de personnel administratif, ouvrier et de service. Lorsque le décret de nationalisation de cet établissement sera publié au *Journal officiel*, l'administration disposera d'une année, conformément aux dispositions de l'article 6 de la convention type de nationalisation pour assurer l'équipement en emplois de cet établissement. La dotation implantée ne sera pas forcément identique à celle attribuée par la commune autrefois tutrice qui avait ses propres critères, mais elle sera calculée compte tenu des moyens mis, au titre de l'année considérée, à la disposition du recteur de l'académie de Versailles. En outre, des emplois provenant d'établissements dont les effectifs scolaires ne justifiaient pas le maintien du nombre des personnels administratifs, ouvriers et de service pourront y être ajoutés. En toute hypothèse, la nationalisation de cet établissement sera effectuée dans le meilleur intérêt des élèves, des agents et du service public de l'éducation. S'agissant des personnels enseignants, il peut être précisé que tous les enseignements réglementaires sont assurés. Un problème s'est posé au niveau de l'enseignement des sciences naturelles. Le groupement de six heures accordé par le rectorat n'a pas pu être pourvu. Il a fait l'objet d'une répartition entre la sous-directrice qui effectue un enseignement de quatre heures et un professeur qui assure, en plus de son service normal, deux heures supplémentaires. Pour ce qui est de la surveillance, le C. E. S. La Nacelle-Henri-Wallon de Corbeil est doté d'un emploi et demi de maître d'internat-surveillant

d'externat. En outre un poste est mis à la disposition de cet établissement pour rémunérer un auxiliaire qui assure les fonctions normalement dévolues à un conseiller d'éducation. Seules quelques difficultés subsistent pour la surveillance de la demi-pension. Par ailleurs, en raison des modifications de programme à intervenir à partir de la rentrée scolaire 1977, il est apparu inopportun de renouveler en 1976 les manuels scolaires utilisés dans les classes de sixième et de cinquième; aucune subvention ne devait donc, en principe, être attribuée cette année pour l'acquisition des manuels de ces classes. Cependant, si exceptionnellement les collections existantes ne suffisaient pas pour assurer durant l'année scolaire 1976-1977 un déroulement satisfaisant de l'enseignement dans les classes concernées, des moyens supplémentaires devaient être alloués. Le C. E. S. municipal La Nacelle-Henri-Wallon a ainsi bénéficié d'un crédit de 3 675 francs pour les élèves de sixième, de 2 340 francs pour les élèves de cinquième. Par ailleurs, une dotation de 2 610 francs lui a été accordée pour les élèves de quatrième. S'agissant de l'équipement, il ressort que l'établissement étant installé dans des locaux neufs, a bénéficié cette année d'une dotation de premier équipement. Les problèmes signalés par l'honorable parlementaire étaient inhérents à des retards de livraison des différents matériels (qui cependant avaient été commandés en mai). Il convient toutefois de signaler que ces difficultés sont maintenant applanies. L'ensemble de l'équipement des salles spécialisées et des cuisines est actuellement en place et fonctionne normalement, les problèmes sans gravité de réglages et de mises au point qui affectent souvent le matériel neuf ayant trouvé leur solution en liaison avec les services techniques de la ville.

Etablissements secondaires (création d'une section préparant au C.A.P. navigation fluviale au lycée de Givet [Ardennes]).

32131. — 6 octobre 1976. — **M. Lebon** demande à **M. le ministre de l'éducation** s'il envisage la création au lycée Vauban de Givet d'une section préparant au C. A. P. navigation fluviale.

Réponse. — L'ouverture, dans un établissement d'enseignement relevant du ministère de l'éducation, d'une préparation au C. A. P. « navigation fluviale » suppose la détermination préalable, par l'office de la navigation fluviale, des perspectives d'emploi. C'est pourquoi, dans le cadre de cette procédure, le dossier concernant la possibilité d'implanter une section de la sorte au lycée Vauban de Givet (Ardennes) se trouve actuellement en cours d'étude au ministère de l'équipement. Une décision définitive ne pourra intervenir qu'au reçu de ces éléments d'appréciation.

Etablissements secondaires (rétablissement des postes supprimés au lycée Dumont-d'Urville de Toulon [Var]).

32132. — 6 octobre 1976. — **M. Gaudin** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur la situation préoccupante du lycée Dumont-d'Urville, à Toulon, à la suite de deux mesures prises: d'une part, en mars 1976 pour supprimer deux postes de secrétaire administratif pour la rentrée 1976. Cette première mesure, susceptible de perturber gravement le fonctionnement du lycée, avait fait l'objet de protestations de l'intersyndicale du personnel. D'autre part, à la rentrée de 1976, pour supprimer deux postes d'agent de service et un poste et demi de surveillant. Ces différentes mesures, qui entraînent la bonne marche du lycée, ont entraîné une grève du personnel et, à ce jour, toutes les demandes de l'intersyndicate se sont heurtées à un refus. Il lui demande si, tenant compte de cette situation, il envisage le rétablissement des postes supprimés, absolument indispensables au bon fonctionnement du lycée Dumont-d'Urville.

Réponse. — Dans le cadre de la politique de déconcentration administrative en vigueur, toute latitude est laissée aux recteurs pour répartir les emplois de personnels administratifs et de service mis à leur disposition en fonction de la dimension des établissements concernés et de leurs sujétions particulières. Ainsi peuvent-ils procéder à des réajustements entre les dotations des établissements de leur académie et supprimer des emplois dans les lycées et collèges où les effectifs d'élèves ne justifient plus le maintien du nombre des emplois autrefois attribués. Cette politique est toujours menée en fonction des caractéristiques pédagogiques des établissements, de leur taille et de l'évolution des effectifs. La création de postes budgétaires en nombre plus élevé n'est pas à elle seule satisfaisante. Un effort a été entrepris pour une organisation du service plus rationnelle et plus efficace. C'est ainsi que, d'une part, les obligations tenant au gardiennage ont été assouplies, d'autre part, une circulaire récente a encouragé le recours à des regroupements de gestion, la constitution de cantines communes et la mise au point d'équipes mobiles d'ouvriers professionnels. Ces dispositions doivent permettre aux recteurs de tenir compte de la situation réelle des établissements et non plus des normes indicatives de répartition des emplois de la sorte, d'alléger les travaux, de conférer un intérêt nouveau aux fonctions assurées et de permettre une utilisation plus rationnelle de ces emplois. En application de

ces principes le recteur de l'académie de Nice a supprimé au lycée Dumont-d'Urville de Toulon un certain nombre de postes, mais cette suppression ne doit pas perturber le fonctionnement de l'établissement. En ce qui concerne les personnels de surveillance, les transformations intervenues, en particulier depuis 1968, dans les méthodes d'éducation et dans les conditions de vie des établissements, ont fait notablement évoluer la notion même de surveillance. Il importe en effet que les élèves apprennent à se conduire dans l'établissement scolaire comme ils le font chez eux ou entre camarades ; ils feront ainsi l'apprentissage des obligations propres à la vie en communauté, obligations qu'ils devront respecter lorsqu'ils seront adultes. Il convenait de tenir compte de cette évolution, et c'est pourquoi de nouvelles directives, ayant pour objet d'organiser une répartition plus équitable des emplois de surveillance, ont été données aux recteurs le 24 mai 1971. Ces derniers sont amenés, pour leur application, à supprimer progressivement des emplois dans les établissements les mieux dotés pour les affecter aux établissements sous-équipés. Au regard du rapport national effectif élèves-nombre de surveillants dans le second cycle, le lycée Dumont-d'Urville pourrait normalement prétendre à quinze emplois de surveillants. Or, après la suppression d'un emploi et demi, il dispose encore de vingt-deux emplois et demi et demeure donc mieux doté que les autres établissements de même niveau ; la mesure de suppression était ainsi justifiée.

Etablissements secondaires (création au lycée de Longwy d'une section de seconde préparant au B. T. des sciences médico-sociales).

32172. — 7 octobre 1976. — M. Gilbert Schwartz demande à M. le ministre de l'éducation pourquoi, malgré la demande pressante des parents d'élèves et des conseillers généraux des cantons de Longwy, Herserange, Mont-Saint-Martin, Villerupt, la création d'une section de seconde T4 menant au B. T. (F8) au lycée de Longwy n'a pas été décidée. Il lui rappelle qu'au cours de la réunion de la carte scolaire du 21 janvier 1976 ses services ont opposé à cette requête qu'elle avait été présentée d'une façon trop tardive pour pouvoir être prise en considération à compter de la rentrée de septembre 1976, mais que cependant elle était justifiée vu l'éloignement des sections existantes. Il fait part à M. le ministre que quarante élèves de Longwy ou des environs immédiats sont obligés de préparer actuellement leur B. T. au lycée de Briey [B. T. (F8)], en qualité de pensionnaires, avec les frais de pension et de transport que cela suppose. De nombreux élèves des classes de troisième s'inscriraient en seconde T4 si une telle section était créée à Longwy. L'équipement médico-social des cantons de Longwy, Herserange, Mont-Saint-Martin, Villerupt justifie la création d'une telle section dans la mesure où près de 50 p. 100 des élèves de la classe de première F8 du lycée de Briey ont effectué en 1976 leur stage de secrétariat médico-social à Longwy même ou dans ses environs. D'autre part, la question du pourvoi du poste de professeur d'enseignement social ne se pose pas car un professeur de cette spécialité, titulaire, habitant Longwy, doit se rendre actuellement chaque jour à Briey pour y effectuer son service. Il rappelle que la dernière révision de la carte des formations menant au B. T. des sciences médico-sociales, faite au printemps 1976, suivant les instructions ministérielles contenues dans la circulaire DL 6 n° 3851 du 20 novembre 1975 a abouti à la création de deux sections : Sarreguemines et Phalsbourg, sans que la demande de création de cette section à Longwy n'ait pu être examinée. Il rappelle la lettre adressée au sujet de cette création par M. Jean (Jules), conseiller général de Longwy, le 28 novembre 1975, à M. le ministre de l'éducation, et la réponse faite le 12 décembre 1975 faisant état d'une étude attentive de la question par les services compétents. Il ne comprend pas les raisons pour lesquelles les services ont décidé de ne plus développer des sections menant au baccalauréat de technicien (F8) dans les cinq prochaines années, comme M. le recteur de l'académie de Nancy l'a indiqué aux conseillers généraux de Meurthe-et-Moselle par lettre en date du 20 août 1976. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour faire réétudier la question par ses services, pour faire prendre la décision de création qu'attendent les parents et les élèves concernés.

Réponse. — Les travaux menés en liaison avec les services du ministère de la santé ont permis d'établir une carte professionnelle des préparations au baccalauréat de technicien des sciences médico-sociales (F8), définissant les besoins de formation par académie. A cet égard, chaque recteur a reçu toutes précisions utiles concernant, d'une part, le nombre de sections restant à ouvrir, dans la limite de la dotation académique autorisée par la carte, étant entendu que les formations existantes se trouvaient maintenues, et, d'autre part, les conditions dans lesquelles devrait s'effectuer le choix des lieux d'implantation. S'agissant de l'académie de Nancy, dont les besoins quantitatifs de formation prévus à la carte s'élevaient à quatorze sections, il appartenait au recteur de déterminer, en accord avec les services départementaux et régionaux de l'action sanitaire et sociale, la localisation de deux sections nouvelles, douze forma-

tions étant par ailleurs maintenues. L'étude réalisée en l'espèce par les services concernés a conduit à retenir en définitive les villes de Phalsbourg et de Sarreguemines. En l'état des besoins de formation définis par la carte pour cette académie, il ne serait pas justifié d'ouvrir actuellement une section supplémentaire.

Etablissements secondaires (manque de professeurs au lycée et C. E. T. Delacroix de Drancy [Seine-Saint-Denis]).

32151. — 7 octobre 1976. — M. Nilès rappelle à M. le ministre de l'éducation que de nombreuses heures ne sont pas assurées aux lycées et C. E. T. Eugène-Delacroix de Drancy, alors que des milliers d'enseignants qualifiés sont au chômage. M. Nilès demande à M. le ministre de l'éducation quelles mesures il compte prendre pour que les élèves des établissements concernés bénéficient enfin d'un enseignement de qualité et ne soient pas les victimes d'une situation désastreuse qui pourrait être facilement résolue en assurant du travail à de nombreux enseignants au chômage.

Réponse. — Les services rectoraux de l'académie de Créteil ont pris les mesures nécessaires pour que toutes les heures d'enseignement soient assurées aux lycées et C. E. T. de Drancy. Les problèmes de suppléance qui ne manqueront pas de se poser au cours de l'année en raison des congés de maladie obtenus par les professeurs seront résolus dans les meilleures conditions à la diligence du rectorat, mais il convient d'observer que les étudiants à la recherche d'un emploi sont titulaires de titres universitaires qui permettent d'enseigner dans les disciplines d'enseignement général et non dans les disciplines techniques. Cet état de fait explique les difficultés rencontrées pour trouver du personnel non titulaire capable d'enseigner certaines disciplines.

Instituteurs et institutrices (création de postes en Haute-Vienne).

32192. — 7 octobre 1976. — Mme Helène Constans attire l'attention de M. le ministre de l'éducation sur la situation des institutrices roussaniennes qui ont demandé leur affectation dans le département de la Haute-Vienne. Au mois de juin 1976, il y avait 52 demandes d'affectation, dont un certain nombre déposées depuis plusieurs années. Il n'y a eu que quelques intégrations. Or il existe à Limoges des classes primaires et maternelles dont les effectifs sont surchargés, d'autre part, des enfants de deux ans et demi à trois ans, dont les parents ont demandé l'inscription dans une école maternelle, n'ont pu y entrer faute de créations de postes. Elle lui demande s'il n'envisage pas des créations de postes d'instituteur dans le département de la Haute-Vienne, ce qui permettrait à la fois d'accueillir tous les enfants dont l'inscription en classe maternelle a été demandée, de diminuer les effectifs dans les classes surchargées, donc d'améliorer les conditions pédagogiques, et de résoudre le problème des institutrices roussaniennes qui sont dans une situation de chômage effectif.

Réponse. — Un des objectifs prioritaires du ministère de l'éducation est de favoriser le plus large développement de la préscolarisation, notamment en milieu rural, afin de fournir aux familles le même service d'éducation pour les jeunes enfants que celui dispensé dans les zones urbaines. Pour la Haute-Vienne, le taux de scolarisation des enfants de deux à cinq ans s'établit à 67,8 p. 100 pour l'année scolaire 1975-1976, ce qui, comparé au taux de préscolarisation nationale (75,8 p. 100), n'apparaît pas tellement défavorable, compte tenu du caractère rural du département. Alors que les prévisions de l'évolution des effectifs établies par l'échelon statistique rectoral font état d'une augmentation de 193 élèves au niveau du pré-élémentaire, douze nouveaux postes d'instituteur ont été attribués à la Haute-Vienne lors de la préparation de la rentrée pour les classes maternelles et enfantines. Par la suite, dans le cadre du collectif budgétaire pour l'enseignement pré-élémentaire, six autres emplois ont été mis à la disposition de ce département. Cette dotation complémentaire de dix-huit emplois doit permettre de procéder aux ouvertures de classes rendues nécessaires par suite de l'accroissement de la population scolaire de niveau pré-élémentaire et d'alléger les effectifs dans les classes surchargées. Par ailleurs, ce nombre d'emplois nouveaux venant s'ajouter au nombre de postes qui se sont découverts vacants lors de la rentrée scolaire, neuf roussaniens et roussaniennes ont pu ainsi être intégrés dans le département de la Haute-Vienne.

Etablissements secondaires (création de postes de personnel de service au C. E. S. Jules-Vallès de Choisy-le-Roi [Val-de-Marne]).

32213. — 7 octobre 1976. — M. Dupuy attire l'attention de M. le ministre de l'éducation sur le fonctionnement inadmissible du C. E. S. Jules-Vallès de Choisy-le-Roi (Val-de-Marne), qui a provoqué une réaction unanime du conseil d'administration. En effet, les décisions de répartition des emplois n° 1422 et 1976 signées par M. le recteur ouvrent six postes d'agent de service au total.

Le fonctionnement de la demi-pension absorbe normalement, à lui seul, cinq de ces postes, le sixième étant réservé à la conservation du patrimoine immobilier. En conséquence, le gardiennage du C.E.S. n'est plus assuré, bien que le logement du gardien soit vacant. Il est donc impossible de recevoir des communications téléphoniques de l'extérieur et le signal d'alarme de la chaufferie se trouve dans une loge vide. La sécurité des enfants et du personnel est donc compromise. D'autre part, l'externat, faute de personnel, ne pourra jamais être nettoyé; l'hygiène n'est plus assurée. Enfin, les crédits restant à la date du 16 septembre 1976 ne permettront pas de chauffer le C.E.S. au-delà du début novembre. Ces crédits complémentaires ont été demandés dès le mois d'avril mais n'ont pas encore été attribués. Si aucune décision n'intervient rapidement, les cours devront être interrompus avant la Toussaint. En conséquence, il lui demande de prendre les dispositions nécessaires pour la création de sept postes absolument indispensables au fonctionnement normal de ce C.E.S. et pour l'attribution de crédits complémentaires pour permettre le chauffage de l'établissement.

Réponse. — En application des mesures de déconcentration concernant la tutelle des établissements d'enseignement de second degré, il appartient aux recteurs d'allouer, dans le cadre de la dotation mise à leur disposition, les crédits nécessaires au fonctionnement des établissements relevant de leur autorité. De l'enquête effectuée auprès des services concernés du rectorat de Créteil, il ressort que la subvention de fonctionnement arrêtée au budget du C.E.S. Jules-Vallès de Choisy-le-Roi s'est élevée pour 1976 (l'établissement ayant été nationalisé à compter de la rentrée scolaire 1975-1976) à 218 750 francs, soit participation de l'Etat : 140 000 francs, participation de la ville : 78 750 francs. Il apparaît par ailleurs que cet établissement n'a pas été désavantagé au regard d'autres établissements de même importance devant faire face aux mêmes sujétions, situés dans l'académie. Il est signalé qu'il appartient aux conseils d'administration, lors du vote du budget, de s'assurer que les crédits nécessaires à la satisfaction des besoins prioritaires (chauffage, éclairage, notamment) ont bien été prévus. En ce qui concerne la création d'emplois de personnel administratif, ouvrier et de service, dans le cadre de la politique de déconcentration administrative en vigueur, toute latitude est laissée aux recteurs pour répartir leur dotation en fonction de la dimension des établissements concernés et de leurs sujétions particulières. Ainsi peuvent-ils affecter aux établissements nouvellement nationalisés non seulement la dotation qui leur est notifiée chaque année à cet effet par l'administration centrale, mais encore des emplois qui peuvent provenir d'établissements où l'évolution des effectifs d'élèves justifie une réduction du nombre des personnels administratifs, ouvriers et de service; ils peuvent, de même, procéder à des réajustements entre les dotations des établissements de leur académie. Cette politique est toujours menée en fonction des caractéristiques pédagogiques des établissements, de leur taille et de l'évolution des effectifs. Il convient de préciser que lorsqu'ils procèdent à ces opérations, les recteurs ne sont pas tenus d'attribuer un nombre de postes identique à celui des emplois implantés par la commune autrefois tutrice de l'établissement qui avait ses propres critères de dotation. En toute hypothèse, en application de l'article 6 de la convention type de nationalisation, ils disposent d'un délai d'une année à compter de la publication du décret de nationalisation au *Journal officiel* pour assurer l'équipement en emplois de l'établissement concerné. La création de postes budgétaires en nombre plus élevé n'est pas à elle seule satisfaisante. Un effort a été aussi entrepris pour une organisation du service plus rationnelle et plus efficace. C'est ainsi que les obligations tenant au gardiennage ont été assouplies; une circulaire récente a encouragé le recours à des regroupements de gestion, la constitution de cantines communes et la mise au point d'équipes mobiles d'ouvriers professionnels. Ces dispositions doivent permettre aux recteurs de tenir compte de la situation réelle des établissements et d'alléger les travaux des agents, de conférer un intérêt nouveau aux fonctions assurées et de permettre une utilisation plus rationnelle des emplois. En application de ces principes, le recteur de l'académie de Créteil a implanté au collège d'enseignement secondaire Jules-Vallès de Choisy-le-Roi une dotation qui doit en permettre le bon fonctionnement et qui ne pourra être accrue au cours de la présente année.

Etablissements secondaires

(manque de professeurs au C. E. G. de Soudeval [Manche]).

32265. — 9 octobre 1976. — **M. Rigout** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur la situation du C. E. G. nationalisé de Soudeval (Manche) où il manque un poste de P. E. G. C. lettres-histoire et lui demande quelles mesures il entend prendre pour assurer rapidement la bonne marche de cet établissement.

Réponse. — Après les derniers ajustements de rentrée effectués par le recteur, il s'avère que les heures d'enseignement en lettres, histoire et géographie sont assurées en totalité au C. E. G. de Soudeval (Manche).

Elèves (gardiennage des enfants dans les écoles pendant les horaires de travail des parents).

32283. — 9 octobre 1976. — **Mme Crépin** expose à **M. le ministre de l'éducation** que les horaires de travail ne sont pas toujours conciliables avec les horaires scolaires et que, par suite de l'absence, soit des deux parents, soit de la mère chef de famille, la garde des enfants est difficilement assurée à certaines heures de la journée et pendant certains jours de la semaine. Elle lui demande s'il ne serait pas possible d'organiser dans les écoles, en dehors des heures scolaires, un service de gardiennage des enfants de manière qu'une permanence soit assurée de 6 heures 30 à 19 heures 30.

Réponse. — Un service de gardiennage, de 6 h 30 à 19 h 30, en dehors du temps scolaire les jours de classe et en dehors des périodes scolaires, peut être organisé dans les écoles par la collectivité locale ou une association de parents d'élèves, sous réserve que soient respectées les instructions de la circulaire n° 73-110 du 1^{er} mars 1973 relative à la prévention des dangers d'incendie dans les établissements d'enseignement occupés au-delà des horaires ou périodes scolaires et de la circulaire n° 75-317 du 17 septembre 1975 relative à la responsabilité du directeur d'école lors de l'utilisation des locaux scolaires en dehors des horaires ou périodes scolaires.

Etablissements secondaires

(maintien du personnel en place lors de la nationalisation des C.E.S.).

32343. — 13 octobre 1976. — **Mme Crépin** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur la situation regrettable qui est faite au personnel travaillant dans un C.E.S. municipal lorsque celui-ci fait l'objet d'une mesure de nationalisation. Le contingent global d'emplois dont dispose le recteur pour organiser le service dans les établissements de son ressort académique ne suffit pas pour lui permettre de reprendre les employés qui étaient en place dans le C.E.S. nationalisé. C'est ainsi que, dans le département de l'Aisne, à la suite de la nationalisation du C.E.S. de Presles, cinq agents employés dans cet établissement ont dû être reclassés dans les services de la ville et la situation de deux autres agents n'a pu encore être réglée favorablement. A Vic-sur-Aisne, un problème analogue va se poser pour les années 1976 et 1977, puisque le C.E.S. doit être nationalisé le 15 décembre 1976. Dans les petites communes, il est extrêmement difficile de trouver un autre emploi pour les personnes mises en chômage du fait de la nationalisation. Il s'agit cependant d'employés qui ont donné satisfaction et dont la présence est fort utile pour assurer la bonne marche de l'établissement. Elle lui demande s'il ne serait pas possible d'augmenter les crédits de manière à permettre le maintien du personnel d'un C.E.S., lors de la nationalisation de celui-ci, et s'il ne pense pas devoir porter une attention particulière aux procédures de nationalisation dans le cadre des C.E.S. à gestion intercommunale.

Réponse. — Dans le cadre de la politique de déconcentration administrative en vigueur, toute latitude est laissée aux recteurs pour répartir les emplois de personnels non enseignants en fonction de la dimension des établissements concernés et de leurs sujétions particulières. Ainsi ils peuvent affecter aux établissements nouvellement nationalisés non seulement la dotation qui leur est notifiée chaque année à cet effet par l'administration centrale, mais encore des emplois provenant d'établissements où l'évolution des effectifs d'élèves justifie une réduction du nombre des personnels administratifs, ouvriers et de service; ils peuvent de même procéder à des réajustements entre les dotations des établissements de leur académie, compte tenu des caractéristiques pédagogiques des établissements, de leur taille et de l'évolution des effectifs. Il convient de préciser que lorsqu'ils procèdent à ces opérations, les recteurs ne sont pas tenus d'attribuer un nombre de postes identique à celui implanté par la commune autrefois tutrice de l'établissement, qui avait ses propres critères de dotation. En toute hypothèse, en application de l'article 6 de la convention type de nationalisation, ils doivent assurer l'équipement en personnel de l'établissement dans un délai d'un an à compter de la publication du décret de nationalisation au *Journal officiel*. Des instructions permanentes ont été données pour que les agents anciennement rémunérés par la municipalité soient recrutés en priorité sur les emplois ainsi créés sans autre limite d'âge que celle de l'admission à la retraite. Lorsque ces personnels ne peuvent être repris en charge dans l'établissement, l'administration s'efforce, dans la mesure du possible, de les placer dans un établissement voisin ou situé dans une localité proche.

Ecoles primaires (insuffisance du nombre d'enseignants à Ramonville-Sainte-Agne [Haute-Garonne])

32394. — 14 octobre 1976. — **M. Andrieu** demande à **M. le ministre de l'éducation** quelles mesures il compte prendre pour remédier aux graves insuffisances du nombre d'enseignants dans les deux écoles de Ramonville-Sainte-Agne (Haute-Garonne). Ces dernières, de

ce fait, accusent des densités très éloignées de la norme réglementaire prévoyant 35 élèves par classe. En effet, dans le premier groupe, dénommé Gabriel-Sajus, on décompte, pour 1976-1977, 224 élèves pour cinq classes, soit 44,8 élèves par classe, alors qu'en 1975-1976 le nombre était de 42,8 (257 élèves pour six classes) et 37,8 (227 élèves pour six classes) en 1974-1975. Dans le deuxième groupe ouvert cette année, dénommé Marnac, il existe 84 élèves pour deux classes, soit 42 élèves par classe. Dans de telles conditions ces classes sont réduites à un rôle de garderie alors que cette période de la vie des enfants est déterminante pour leur comportement futur. Enfin le problème de la création de postes permettrait de résorber le chômage important de tant de jeunes diplômés.

Réponse. -- Les écoles maternelles Marnac et Sajus à Ramunville-Sainte-Agne font l'objet de toute l'attention des services du ministère de l'éducation. L'école Marnac, construite en 1976, a été programmée afin de permettre, dans le secteur de la commune, l'accueil des élèves d'âge préscolaire. Elle a ouvert ses portes, à la rentrée de septembre 1976, avec deux classes, l'une transférée de l'école Sajus, l'autre de l'école Marnac. La physionomie des trois écoles maternelles de cette commune se présente de la façon suivante :

ECOLE	NOMBRE de classes.	NOMBRE de présents au 1 ^{er} octobre 1976.	MOYENNE des présents.
Ecole Sajus	5	163	32,6
Ecole Marnac	2	46	23
Ecole mairie	6	138	23

Ces normes sont donc inférieures à celles, réglementaires, retenues (35 élèves présents) à titre de mesure transitoire indispensable. Cependant la situation étant appelée à évoluer du fait d'une expansion sectorielle de l'habitat, il sera procédé à un examen attentif et bienveillant des effectifs au cours des travaux de préparation de la prochaine rentrée scolaire.

Etablissements secondaires (difficultés de gestion au C. E. S. Charles-Péguy de Morsang-sur-Orge [Essonne]).

32412. — 15 octobre 1976. — **M. Juquin** appelle l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur les difficultés qui persistent, du fait de l'administration, au deuxième C. E. S. de Morsang-sur-Orge (Essonne), futur C. E. S. Charles-Péguy. Il lui demande quelles mesures d'urgence il compte prendre pour résorber ces difficultés.

Réponse. — Le C. E. S. de Morsang-sur-Orge a été créé à compter de la rentrée scolaire 1976. Sa nationalisation est prévue dans le cadre du prochain programme de nationalisation, c'est-à-dire à compter du 15 décembre 1976. Le problème financier consécutif à la prise en charge, par la commune, de dépenses de fonctionnement de cet établissement devrait donc de ce fait trouver sa solution. Il est précisé en outre à l'honorable parlementaire que, lors de la nationalisation d'un établissement et dans le cadre de la politique de déconcentration administrative en vigueur, toute latitude est laissée aux recteurs pour répartir les emplois de personnels non enseignants, en fonction de la dimension des établissements concernés et de leurs sujétions particulières. Ils peuvent affecter non seulement la dotation qui leur est notifiée, chaque année, à cet effet par l'administration centrale, mais encore des emplois qui peuvent provenir d'établissements où l'évolution des effectifs d'élèves justifie une réduction du nombre des personnels administratifs, ouvriers et de service. De même, ils peuvent procéder à des réajustements entre les dotations des établissements de leur académie. Cette politique est toujours menée en fonction des caractéristiques pédagogiques des établissements, de leur taille et de l'évolution des effectifs. Il convient de préciser que lorsqu'ils procèdent à des opérations, les recteurs ne sont pas tenus d'attribuer un nombre de postes identiques à celui des emplois implantés par la commune autrefois tutrice de l'établissement, qui avait ses propres critères de dotation. En toute hypothèse, ils disposent d'un délai d'une année, à compter de la publication du décret de nationalisation au *Journal officiel*, pour assurer l'équipement en emplois de l'établissement considéré. La création de postes budgétaires en nombre plus élevé n'est pas à elle seule satisfaisante. Un effort a été entrepris pour une organisation du service plus rationnelle et plus efficace. C'est ainsi que, d'une part, les obligations tenant au gardiennage ont été assouplies, d'autre part, une circulaire récente encourage le recours à des regroupements de gestion, la constitution de cantines communes et la mise au point d'équipes mobiles d'ouvriers professionnels. Ces dispositions doivent permettre aux recteurs de tenir compte de la situation réelle des établissements, d'alléger les travaux, de

conférer un intérêt nouveau aux fonctions assurées et de permettre une utilisation plus rationnelle des emplois. En application de ces principes, le recteur de l'académie de Versailles implantera au collège d'enseignement secondaire de Morsang-sur-Orge, dont la nationalisation doit intervenir à compter du 15 décembre 1976, une dotation qui devra en permettre le bon fonctionnement.

Enseignants (situation bloquée d'une maîtresse auxiliaire de l'académie de Créteil).

32450. — 16 octobre 1976. — **M. Raïte** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur la situation d'un maître auxiliaire possédant le D. U. E. S. physique-chimie et une licence de sciences-physique. Après cinq années d'ancienneté dans l'éducation nationale, quatre admissibilités au C. A. P. E. S. sciences-physique, ce professeur se retrouve en septembre sans emploi. Ses notes administratives sont maximales : 16, 20, 20, 19, 20. A la veille de la rentrée, le rectorat de Créteil l'invite à se rendre au lycée Henri-Wallon, à La Courneuve, pour un poste de suppléance d'un congé maternité expirant fin octobre. Il lui est fait obligation, sous peine de perdre ses droits aux indemnités de chômage, d'accepter cette suppléance d'un mois et demi. Aujourd'hui ce mois et demi est écoulé et ce maître auxiliaire est de nouveau sans travail. Mais l'examen de son cas appelle d'autres réflexions. En effet, il apparaît qu'il ne peut pas être titularisé comme P. E. G. C., la voie interne lui étant bloquée, les maîtres auxiliaires étant classés après les instituteurs nommés sur postes de P. E. G. C. Par ailleurs, bien qu'il soit cassé dans le groupe I sur la liste d'aptitude d'adjoint d'enseignement, la suppléance d'un mois et demi qu'il vient de faire ne sera pas prise en compte dans son ancienneté, ce qui n'est pas admissible, et compromet semble-t-il aussi sa titularisation. De quelque façon que ce dossier soit examiné, il semble faire l'objet d'un blocage injustifié qui ferme toutes perspectives à ce jeune professeur qui, jusqu'ici, a fait face à toutes ses obligations dans les postes qui lui ont été donnés. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour remédier à cette situation qui n'est hélas pas unique.

Réponse. — Le problème de l'emploi ou du réemploi des maîtres auxiliaires figure au premier plan des préoccupations du ministre de l'éducation qui a pris diverses mesures à cet égard. Il n'en demeure pas moins que certaines difficultés peuvent se rencontrer localement. Dans le cas particulier évoqué par l'honorable parlementaire, le maître auxiliaire n'a pu bénéficier d'une délégation rectorale sur un poste à l'année, en regard aux points obtenus au barème, malgré son ancienneté d'enseignement, ses titres et ses notes administratives. En effet, un certain nombre de maîtres auxiliaires de l'académie de Créteil dont l'ancienneté était supérieure a bénéficié d'une priorité de réemploi par rapport à l'intéressé. S'agissant de la nomination en qualité de P. E. G. C., l'intéressé peut prétendre au bénéfice du décret n° 75-1006 du 31 octobre 1975 qui fixe les modalités exceptionnelles d'accès à ce corps. Ces nominations interviennent après inscription sur une liste d'aptitude. Les maîtres auxiliaires ne peuvent être classés après les instituteurs, ces deux catégories de personnel étant classées sur des listes d'aptitude différentes et le contingent de nominations autorisées pour chacune de ces listes étant distinct. Si la candidature de l'intéressé n'a pu être retenue au titre de l'année scolaire 1975-1976, c'est en raison de son rang de classement insuffisant dans le cadre du contingent autorisé pour l'académie de Créteil. L'intéressé n'a pas renouvelé sa demande au titre de l'année scolaire 1976-1977, mais pourra de nouveau faire acte de candidature au titre de l'année 1977-1978. Par ailleurs, les instructions en vigueur concernant la procédure de classement des candidats à une nomination dans le corps des adjoints d'enseignement comportent la prise en compte de tous les services d'enseignement accomplis par les intéressés, qu'il s'agisse de services à temps partiel ou de services ne portant pas sur la totalité de l'année scolaire. Ces services sont décomptés au prorata de leur durée. Il en résulte que, dans le cas rapporté par l'honorable parlementaire, les services accomplis par le maître auxiliaire en cause n'ont pu être pris en compte puisque, aussi bien, l'intéressé a été classé dans le groupe I (candidat proposé par les recteurs). Il ne saurait donc être question sur ce point précis de « blocage injustifié ». Il convient seulement de souligner que le nombre de candidats étant beaucoup plus important que celui des nominations réalisables, les candidats font l'objet d'un classement sélectif selon leurs mérites appréciés tant en termes de titres et de diplômes qu'en termes d'ancienneté. En ce qui concerne le nombre d'emplois disponibles pour des nominations nouvelles dans les prochaines années, l'on ne peut que mettre en relief l'incidence du décret n° 75-1008 du 31 octobre 1975 ouvrant, pour une période de cinq années, des conditions exceptionnelles d'accès au corps des professeurs certifiés réservées aux personnels enseignants titulaires. Le nombre de nominations nouvelles dans le corps des adjoints d'enseignement se trouvera en effet accru du nombre d'emplois libérés par les personnels de ce grade bénéficiaires desdites mesures, et il se monte pour 1975 à un millier.

Enseignants (conditions d'accès au corps des professeurs certifiés).

32535. — 20 octobre 1976. — M. Simon-Lorière appelle l'attention de M. le ministre de l'éducation sur les modalités d'application du décret n° 75-1008 du 31 octobre 1975 fixant des conditions exceptionnelles d'accès au corps des professeurs certifiés. Ce texte prévoit que, par dérogation aux conditions de recrutement habituelles et pendant une période de cinq ans à compter de 1975, les personnels enseignants titulaires justifiant de certains diplômes peuvent être nommés dans le corps des professeurs certifiés. Pour chacune de ces cinq années scolaires, une liste d'aptitude est établie par discipline, sur laquelle peuvent être inscrits des personnels qui ont assuré certains services d'enseignement pendant quatre années dont deux au moins en possession du titre requis. Le ministre de l'éducation prononce les nominations en qualité de professeur certifié stagiaire pour la durée de l'année scolaire parmi les personnels inscrits sur la liste d'aptitude. Ces professeurs certifiés stagiaires peuvent être titularisés dans le corps des professeurs certifiés à l'issue d'une année d'enseignement après avoir subi avec succès les épreuves pratiques du C. A. P. E. S. Ceux qui ne satisfont pas aux conditions précitées sont réintégrés dans leur corps d'origine. Il lui expose qu'il a eu connaissance de professeurs titularisés dans ces conditions, ayant au moins douze ans d'ancienneté, reçus aux épreuves pratiques dans les meilleures conditions et qui ont été affectés à des centaines de kilomètres de leur domicile familial. Certains ont renoncé à leur promotion et ont demandé leur réintégration dans le corps des adjoints d'enseignement pendant ainsi le bénéfice de leur succès au C. A. P. E. S. pratique. Il semblerait normal qu'étant donné l'ancienneté de services des personnels enseignants en cause, qui sont titulaires, les intéressés puissent participer au premier mouvement de mutations et non au second dit de première affectation. En effet, ces professeurs sont considérés comme débutants dans la profession, ce qui n'est évidemment pas le cas. D'autre part, les personnels les plus âgés qui sont souvent chargés de famille et ont une installation familiale sont pénalisés puisqu'en fait ils doivent choisir entre une promotion professionnelle et leur équilibre familial. Ce choix n'est pas conforme aux déclarations officielles qui souhaitent « une meilleure conciliation de la vie familiale et de l'activité professionnelle ». Une promotion assortie d'une nomination dans un établissement éloigné du domicile entraîne en outre des frais supplémentaires sans indemnité spéciale, ce qui constitue une anomalie par rapport à d'autres types de promotion existante. En effet, un certifié devenu agrégé (par concours ou par promotion interne), un instituteur devenant PEGC, etc. peuvent être maintenus sur place ou nommés dans les environs immédiats après prise en considération de leur situation personnelle. L'enseignant, devenu certifié dans les conditions prévues par le décret du 13 octobre 1975 et qui refuse son poste, est pénalisé par une réintégration dans son ancien corps, ce qui constitue une rétrogradation de fait et la perte du diplôme officiellement délivré. Il lui demande s'il n'estime pas que la transformation en véritables postes budgétaires de certifiés des postes budgétaires des personnels stagiaires comme certifiés permettrait de régler ce problème. A tout le moins, même en cas de réintégration dans l'ancien corps, les intéressés devraient pouvoir conserver le bénéfice du concours qu'ils ont passé. Il devrait être possible de prévoir pour eux des sursis d'affectation ainsi que des transferts académiques en cas d'entente entre rectorats. Il lui demande s'il envisage de retenir ces mesures qui auraient pour effet d'humaniser les modalités d'application d'un texte qui est vidé d'une partie de sa substance en raison de l'application rigoureuse qui en est faite.

Réponse. — Le décret n° 75-1008 du 31 octobre 1975 fixe des conditions exceptionnelles d'accès au corps des professeurs certifiés, pendant une durée de cinq ans, et par dérogation aux conditions de recrutement habituelles, telles qu'elles sont définies par le statut particulier de ce corps, au bénéfice des personnels enseignants réunissant certaines conditions de titres et d'ancienneté. Il est donc conforme à l'équité que les personnels soient soumis aux règles générales qui président à l'affectation de l'ensemble des professeurs qui accèdent à ce corps quel que soit le mode de recrutement. Les aléas afférents à cette nouvelle affectation dans un corps à gestion nationale, ne sont que la contrepartie de la promotion qui leur est offerte. Tout autre système ayant pour objet de faire bénéficier les personnels promus au titre du décret n° 75-1008 du 31 octobre 1975, d'un régime privilégié consistant, en particulier, à créer un droit au maintien ou à une nomination dans les environs immédiats de leur ancienne affectation, serait en effet de nature à porter préjudice aux autres personnels dont la situation est souvent, sur le plan familial et social, digne d'intérêt. Il est toutefois signalé que les premières affectations sont prononcées en tenant compte de l'ancienneté et de la situation familiale des personnels concernés ; ce qui favorise, d'une façon générale, les enseignants dont il s'agit par rapport à leurs collègues issus des centres pédagogiques régionaux. Enfin, s'agissant du problème posé par la réintégration des

enseignants qui refusent leur affectation en qualité de professeur certifié dans leur corps d'origine, il ne peut s'agir d'une rétrogradation de fait puisque cette décision ne relève que de la volonté des intéressés. Ils ne peuvent prétendre d'autre part, conserver le bénéfice des épreuves du certificat d'aptitude au professorat de l'enseignement secondaire puisque celui-ci est un concours de recrutement à un corps de fonctionnaires et non un diplôme.

Ecoles maternelles et primaires (remplacement des maîtres absents dans les établissements de la Seine-Saint-Denis).

32547. — 20 octobre 1976. — M. Ralite attire l'attention de M. le ministre de l'éducation sur la situation particulièrement inquiétante que crée en Seine-Saint-Denis le non-remplacement des maîtres absents pour congé maladie, parfois même pour congé maternité. Cette situation était malheureusement prévisible étant donné les critères de remplacement du ministère de l'éducation. Ainsi, alors que nombre d'enseignants ne sort pas nommés et se retrouvent au chômage, à un mois de la rentrée, des centaines d'enfants tant en maternelle qu'en primaire se trouvent sans maître. Un point a été fait en Seine-Saint-Denis au 11 octobre dernier et indique qu'il manquait : à Aubervilliers, en maternelle (4 enseignants) ; à Aulnay, en élémentaire (3 enseignants) ; en maternelle (2 enseignants) ; à Bagnolet, en maternelle (1 enseignante) ; au Blanc-Mesnil, en maternelle (2 enseignants) ; à Bobigny, en élémentaire (2 enseignants) ; en maternelles (2 enseignantes) ; à Bondy, en maternelle (2 enseignants) ; à Clichy-sous-Bois, en maternelle (2 enseignantes) ; à Drancy, en élémentaire (1 enseignant) ; en maternelle (2 enseignantes) ; à Dugny, en maternelle (1 enseignante) ; à Gagny, en maternelle (3 enseignants) ; à La Courneuve, en maternelle (1 enseignante) ; à Montreuil, en élémentaire (3 enseignants) ; en maternelle (1 enseignante) ; à Neuilly-sur-Marne, en maternelle (2 enseignants) ; à Neuilly-Plaisance, en maternelle (1 enseignante) ; à Noisy-le-Sec, en maternelle (1 enseignante) ; à Epinay, en maternelle (2 enseignants) ; à Noisy-le-Grand, en maternelle (4 enseignants) ; à Pierrefitte, en élémentaire (1 enseignant) ; en maternelle (2 enseignantes) ; à Saint-Denis, en élémentaire (4 enseignants) ; en maternelle (1 enseignante) ; en C. E. S. (1 classe non francophone) ; à Villemomble, en maternelle (2 enseignantes) ; à Villepinte, en élémentaire (1 enseignant). Cela représente près de 2000 enfants sans maîtres. Encore cette statistique ne porte-t-elle que sur 21 communes sur les 40 que compte la Seine-Saint-Denis. C'est dire que ce chiffre est beaucoup plus élevé pour tout le département. Les parents d'élèves condamnent cette insuffisance dangereuse pour l'éducation de leurs enfants et veulent voir établir une situation normale qui exige que chaque maître absent soit immédiatement remplacé. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour régler cette situation dans l'intérêt des enfants et en conformité avec l'obligation scolaire.

Réponse. — Une étude attentive de l'ensemble des cas de non-remplacement signalés par l'honorable parlementaire permet d'apporter les précisions suivantes : 1° pour 30 des cas signalés, le congé de maladie avait pris fin soit le 11 octobre, soit à une date antérieure ; 2° pour 30 de ces cas également, la durée du congé était inférieure ou égale à huit jours ; 3° dans 4 cas, le premier jour du congé coïncidait avec la date du 11 octobre ; 4° en ce qui concerne le non-remplacement d'un maître dans une classe non francophone de C. E. S., il est difficile d'obtenir des renseignements des services rectoraux en l'absence de précisions sur l'établissement dont il s'agit. En tout état de cause, le remplacement de tous les maîtres exerçant dans les collèges et momentanément indisponibles est actuellement normalement assuré. Deux de ces points notamment permettent de mieux cerner la difficulté majeure rencontrée pour résoudre le problème des remplaçants, à savoir pouvoir mettre en place le personnel de remplacement dans un laps de temps suffisamment court, pour que la suppléance soit assurée dans des conditions pédagogiquement valables et ne devienne pas, par sa trop courte durée, un simple gardiennage. De nouvelles instructions ont été données par circulaire n° 76-182 bis du 13 mai 1976 publiée au *Bulletin officiel* n° 22 du 3 juin 1976 pour obtenir un emploi optimum des instituteurs chargés du remplacement des maîtres indisponibles. C'est ainsi que ces personnels de remplacement (instituteurs titulaires, remplaçants et suppléants éventuels) constitueront des groupes d'intervention localisés dont le plein emploi devra être assuré. En cas de difficulté exceptionnelle de remplacement dans une zone, l'autorité académique départementale pourra avoir recours au personnel de remplacement des zones d'intervention les plus proches. Par ailleurs, une brigade des personnels de remplacement sera mise en place à l'échelon départemental. Entre autres missions, elle pourra apporter son aide au personnel de remplacement des zones d'intervention localisées. Ce n'est qu'à la fin de la présente année scolaire que les résultats obtenus à la suite de cette nouvelle organisation pourront être valablement estimés.

Etudiants (assouplissement des conditions d'inscription dans les lycées et facultés des étudiants guadeloupéens).

32644. — 21 octobre 1976. — **M. Claude Weber** expose à **Mme le secrétaire d'Etat aux universités** que des jeunes gens et jeunes filles originaires de la Guadeloupe et qui ne sont pas rentrés dans leur pays à l'issue des vacances scolaires en raison des événements de la Soufrière éprouvent les plus grandes difficultés pour se faire inscrire soit dans un lycée, soit en faculté, les motifs invoqués étant « inscriptions terminées » ou « dossier incomplet ». **M. Claude Weber** demande à **Mme le secrétaire d'Etat aux universités** si elle ne compte pas prescrire un assouplissement des règles d'inscription en vigueur dans les facultés et les lycées en faveur des jeunes Guadeloupéens contraints de demeurer en métropole en raison de la nature des faits : évacuation en quelques heures de soixante-quinze mille personnes, dont les familles des jeunes gens et des jeunes filles en question.

Réponse. — Les services de scolarité académiques auxquels se sont adressés les jeunes Guadeloupéens qui souhaitent être scolarisés en métropole en raison des risques d'éruption de la Soufrière se sont attachés à rechercher les solutions les plus adaptées aux conditions de vie des familles réfugiées. Les difficultés rencontrées n'ont pas revêtu jusqu'à maintenant un caractère et une ampleur tels qu'ils justifient des mesures particulières à l'échelon national. Le ministère de l'éducation n'a en particulier été saisi d'aucun problème relatif à l'inscription de jeunes Guadeloupéens dans des établissements scolaires de premier cycle.

Etablissements secondaires (situation financière des C. E. S.).

32655. — 21 octobre 1976. — **M. Juquin** se réfère au procès-verbal de la séance du conseil d'administration du C. E. S. « Les Gâtines », à Savigny-sur-Orge (Essonne) du 12 juin 1976, pour appeler l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur la situation financière de plus en plus grave de la plupart des C. E. S. On lit dans ce document : « Madame X., attachée d'intendance, propose le projet de budget pour 1976. La subvention demandée ayant été diminuée de 30 p. 100, elle explique qu'elle a dû équilibrer ce budget en tenant compte des circulaires ministérielles, circulaires qui précisent que certains comptes prioritaires, énergie en particulier, doivent être couverts entièrement. Elle précise ensuite que le reste de la subvention a été réparti sur les autres comptes, mais qu'elle n'a pu le faire sans diminuer de façon importante les crédits d'enseignement. Les membres du conseil d'administration font remarquer que l'établissement ne pourra pas fonctionner normalement, que les crédits d'enseignement sont d'une importance capitale, et qu'il ne suffit pas de chauffer. Le projet de budget est mis au vote : pour, 0 ; contre, 17 ». Constatant que le cas de ce C. E. S. est infortuné, non pas exceptionnel, mais typique, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que les besoins pédagogiques des C. E. S. soient satisfaits et que la haute conscience professionnelle des personnels d'intendance, de direction et d'enseignement cesse de se heurter à l'insuffisance des moyens.

Réponse. — En application des mesures de déconcentration concernant la tutelle financière des établissements d'enseignement de second degré, il appartient aux recteurs d'académie d'allouer dans le cadre de la dotation mise à leur disposition les crédits nécessaires au fonctionnement des établissements relevant de leur autorité. De l'enquête effectuée auprès des services concernés du rectorat de Versailles, il ressort que la subvention de fonctionnement apparaissant au budget primitif de 1975 du C. E. S. « Les Gâtines » de Savigny-sur-Orge s'est élevée à 147 600 francs (part Etat). Un crédit supplémentaire de 26 180 francs (part Etat) a, de plus, été alloué à l'établissement en cours d'exercice. Par ailleurs, une imputation de 25 920 francs sur les fonds disponibles a été autorisée. Au total, l'établissement a donc pu disposer en 1975 de 199 700 francs, somme à laquelle s'ajoute la participation de la ville. En 1976, la subvention de l'Etat allouée au budget primitif s'élève à 204 600 francs, faisant apparaître une augmentation de 38,60 p. 100 par rapport au budget primitif de 1975. Il est précisé par ailleurs à l'honorable parlementaire que des moyens supplémentaires viennent d'être mis à la disposition des recteurs pour leur permettre de faire face aux difficultés de fonctionnement que pourraient rencontrer les établissements publics d'enseignement de premier cycle.

Ecoles primaires (revision des conditions d'attribution des demi-décharges des directeurs et directrices).

32662. — 22 octobre 1976. — **M. Juquin** expose à **M. le ministre de l'éducation** que les fermetures de classes primaires effectuées lors de la rentrée scolaire de 1976, en application de « normes » contestables, aboutissent, entre autres inconvénients, à la suppression de nombreuses demi-décharges accordées aux directeurs et

directrices. Il en résulte des difficultés supplémentaires et une dégradation des conditions d'exercice de la pédagogie. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour abolir les normes en question et, aussi longtemps qu'elles sont en vigueur, pour réviser les conditions d'attribution des demi-décharges.

Réponse. — Le problème des décharges de service des directeurs d'école retient toute l'attention du ministre de l'éducation. Ces décharges ont été instaurées en raison des charges particulières incombant à ces personnels et qui sont proportionnelles au nombre d'élèves. Pour cette raison, il ne peut être envisagé de maintenir le régime antérieur de décharge à un directeur dont l'école a, à la rentrée, un effectif inférieur au seuil d'attribution de ladite décharge. En tout état de cause, le récent aménagement apporté dans le régime d'attribution des décharges en faveur des directeurs dont l'effectif se situe entre 250 et 300 élèves fait que, lorsque l'effectif descend en dessous de 300 élèves et sauf diminution de plus de 50 élèves, le directeur qui, auparavant, n'aurait bénéficié d'aucune décharge de service bénéficie maintenant d'une décharge d'une journée hebdomadaire. Dans l'immédiat, il n'apparaît pas nécessaire de modifier les normes d'attribution des décharges de service qui concilient au mieux les impératifs budgétaires actuels et les impératifs pédagogiques.

Etablissements secondaires (création de postes de personnel de service au C. E. T. de travaux publics de Bruay-en-Artois [Pas-de-Calais]).

32672. — 22 octobre 1976. — **M. Maurice Andrieux** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur la situation du personnel non enseignant du C. E. T. de travaux publics de Bruay-en-Artois. Alors qu'il faudrait 35 personnes de service selon les normes de l'établissement, ce dernier n'en comptait que 20 pendant l'année scolaire 1975-1976. Cette rentrée scolaire a été marquée par la suppression de trois postes d'auxiliaire, réduisant ainsi à dix-sept le nombre du personnel non enseignant. Cette carence en personnel conditionne toute la vie de l'établissement et provoque une dégradation des conditions de travail et de vie des agents de service. Il lui demande s'il n'estime pas urgent et nécessaire de prévoir dans les meilleurs délais des créations de postes en nombre suffisant pour permettre la bonne gestion du C. E. T. de travaux publics de Bruay-en-Artois.

Réponse. — Dans le cadre de la politique de déconcentration administrative en vigueur, toute latitude est laissée aux recteurs pour répartir leur dotation d'emplois en fonction de la dimension des établissements concernés et de leurs sujétions particulières. De plus, les recteurs ont toute compétence pour affecter aux établissements des emplois qui peuvent provenir d'une réduction de la dotation en personnel non enseignant justifiée par l'évolution des effectifs d'élèves. Ils peuvent également procéder à des réajustements entre les dotations des établissements de leur académie. Cette politique est toujours menée en fonction des caractéristiques pédagogiques des établissements, de leur taille et de l'évolution des effectifs. Enfin il convient de noter que la création de postes budgétaires en nombre plus élevé n'est pas à elle seule satisfaisante et un effort a été entrepris pour une organisation du service plus rationnelle et plus efficace. Ainsi ont été assouplies les obligations tenant au gardiennage ; une circulaire récente a encouragé le recours à des regroupements de gestion, la constitution de cantines communes et la mise au point d'équipes mobiles d'ouvriers professionnels. Ces dispositions doivent permettre aux recteurs de tenir compte de la situation réelle des établissements et non plus des normes indicatives de répartition des emplois de personnels non enseignants, d'alléger les travaux, de conférer un intérêt nouveau aux fonctions exercées et d'assurer une utilisation plus rationnelle des emplois. En application de ces principes, le recteur de l'académie de Lille a implanté au collège d'enseignement technique de travaux publics de Bruay-en-Artois une dotation qui doit en permettre le bon fonctionnement et qui ne pourra être accrue au cours de la présente année.

Institutrices et institutrices (étendue de leur responsabilité).

32680. — 22 octobre 1976. — **M. Burckel** demande à **M. le ministre de l'éducation** de bien vouloir lui préciser l'étendue de la responsabilité qui pèse sur les institutrices d'école maternelle. Plus précisément il lui demande si les institutrices dont il s'agit peuvent être rendues responsables des accidents causés ou subis par les enfants, âgés de trois à six ans, après la sonnerie de la cloche annonçant la fin de la classe dans l'hypothèse où les parents auraient omis de venir les chercher à la sortie de l'établissement scolaire. En d'autres termes une obligation de surveillance pèse-t-elle sur les institutrices après la sonnerie de la cloche.

Réponse. — La surveillance des élèves des écoles maternelles au-delà des heures de sortie n'incombe pas, en principe, aux institutrices, tenues toutefois « de surveiller la sortie des élèves,

dans la limite de l'enceinte des locaux scolaires ». « Leur présence à l'école se justifie ainsi jusqu'au moment où, sous leur conduite, tous les élèves ont quitté l'établissement » (circulaire du 23 novembre 1961). Comme aux termes de la même circulaire « dans les écoles maternelles, les enfants doivent être remis à leurs parents aux heures de sortie », lorsqu'une garderie n'est pas organisée par la municipalité, la directrice demeure juridiquement responsable des enfants jusqu'au moment où ils sont effectivement repris par leur famille. Si, au cours de cette surveillance, un accident survenait à l'élève ou du fait de l'élève, la responsabilité de l'Etat serait substituée à celle du maître dans le cadre des dispositions de la loi du 5 avril 1937. La surveillance que la directrice a le devoir d'exercer au-delà de l'heure normale de sortie dans le cas rarissime d'un retard dû à un événement grave et imprévisible justifie qu'elle exige des familles une ponctualité absolue. Dans l'hypothèse où des parents « auraient omis » de venir chercher leur enfant, l'exclusion de l'école peut être prononcée dans les conditions prévues à l'article 6 de l'arrêté du 22 juillet 1922 portant règlement scolaire modèle des écoles maternelles. Il est précisé que les parents indisponibles aux heures normales de sortie de l'école maternelle peuvent, par écrit, décharger la directrice de toute responsabilité dès lors qu'elle aura remis leur enfant à une personne qu'ils lui auront préalablement désignée et présentée et qui aura reçu son agrément.

Etablissements secondaires (attribution d'une indemnité de transport au personnel du C.E.T. de la Braconne, à Mornac (Charente)).

32702. — 23 octobre 1976. — **M. Rigout** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur le C.E.T. de la Braconne situé dans la petite commune de Mornac, en Charente. Par l'impossibilité de le loger à proximité de l'établissement, l'ensemble du personnel réside à environ 25 kilomètres du lieu de travail, et notamment sur les communes d'Angoulême et Soyaux. Or, aucun moyen de transport public n'existe, ce qui implique pour chaque personne ayant un emploi au C. E. T. de la Braconne de posséder un véhicule particulier. La dernière augmentation de l'essence et de la vignette correspond donc à une majoration accrue des frais professionnels. En conséquence, il lui demande les dispositions qu'il compte prendre pour accorder à l'ensemble du personnel de cet établissement scolaire une indemnité de transport correspondant aux frais professionnels réels.

Réponse. — Le décret n° 66-619 du 10 août 1966 a fixé les conditions et les modalités de règlement des frais à la charge des budgets de l'Etat occasionnés par les déplacements effectués par les personnels civils sur le territoire métropolitain de la France. Or, ce texte dispose (titre IV, article 24) que le déplacement effectué par l'agent pour se rendre de sa résidence personnelle à son lieu de travail ne peut donner lieu à aucun remboursement.

Publicité (action publicitaire de la firme « Fluocaril » dans les écoles publiques).

32732. — 27 octobre 1976. — **M. Juquin** appelle l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur la présence dans les écoles publiques de l'organisme dénommé « Fondation Fluocaril ». Sous couvert d'éducation sanitaire cet organisme privé, dépendant d'une entreprise de fabrication de dentifrices au fluor, diffuse abondamment des brochures qui consistent une pure et simple publicité de marque. Un autocollant distribué aux élèves va jusqu'à comporter le dessin du tube de dentifrice en question. Il lui demande : 1° quelles mesures il compte prendre pour faire cesser immédiatement cette utilisation de l'école publique par une publicité privée ; 2° quelles mesures il compte prendre pour développer le service de santé scolaire et l'éducation sanitaire réelle des jeunes consommateurs sous la responsabilité exclusive du service public.

Réponse. — Le nombre important des caries non soignées que l'on observe chez les jeunes enfants a justifié et justifie toujours, en raison des conséquences de cet état sur la santé et par là même sur le travail scolaire, des actions permanentes de prévention. Pour cette raison, les maîtres de l'enseignement élémentaire et les professeurs de biologie de l'enseignement secondaire sont appelés, dans le cadre même des programmes scolaires ou à la faveur des circonstances, à informer leurs élèves dans le domaine de l'hygiène des dents. De leur côté, les dentistes membres de l'union française d'éducation sanitaire bucco-dentaire, qui prêtent bénévolement leur concours aux opérations de dépistage et de prévention souhaitées par le ministère de la santé, ont été autorisés à entrer dans les écoles où ils ont effectué, depuis une dizaine d'années, à la satisfaction des usagers, outre le dépistage des caries et malpositions dentaires, une éducation du brossage des dents. Celle-ci était rendue possible par la distribution aux jeunes élèves d'une trousse contenant une brosse à dents et un tube de savon dentifrice, parfois aussi un verre à dents. Il va de soi que ces objets, fournis gratuitement par les fabricants, ne devaient porter aucune indication de marque. Le problème ponctuel soulevé par l'honorable parlementaire n'avait

pas échappé à l'attention du ministre de l'éducation. C'est pourquoi l'interdiction de toute publicité dans les écoles sera rappelée aux recteurs, inspecteurs d'académie, chefs d'établissements et directeurs d'école.

Elèves (responsabilité en cas d'accident de trajet survenant à des demi-pensionnaires de C. E. S.).

32748. — 27 octobre 1976. — **M. Tourné** expose à **M. le ministre de l'éducation** que les autorisations de sortie accordées à certains élèves demi-pensionnaires fréquentant un C. E. S., posent un problème de responsabilité très sérieux en cas d'accident quand ces élèves dépendent d'un service de ramassage et de transport scolaires. En cas d'accident, il lui demande qui doit porter la responsabilité des dommages subis par l'élève qui a bénéficié d'une autorisation de sortie signée du principal de l'établissement, après que les parents de leur côté, aient, au préalable, accordé la même autorisation : a) est-ce que ce sont les parents ; b) est-ce le principal ; c) ou est-ce le service officiel de ramassage et de transport de l'élève. Il lui demande en outre quels sont les types d'assurances susceptibles de couvrir les frais et les dommages provoqués par des accidents intervenus à l'encontre d'un élève demi-pensionnaire, autorisé à sortir de l'établissement qu'il fréquente, notamment au regard des soins divers, des frais d'hospitalisation ou d'une éventuelle invalidité.

Réponse. — Dans l'hypothèse envisagée par l'honorable parlementaire, les parents qui autorisent leur enfant à sortir de l'établissement scolaire délient le chef d'établissement de son obligation de surveillance. L'organisateur du transport scolaire se trouve également déchargé de son obligation de garde si l'élève autorisé à quitter l'établissement scolaire ne s'est pas présenté au point d'arrêt du véhicule à l'heure prévue pour le service de ramassage. Dans ces circonstances, l'élève doit ainsi être considéré comme étant sous la garde de ses parents auxquels il est recommandé de garantir leur enfant par une assurance souscrite, à leur convenance, soit auprès d'une société relevant du droit commun des assurances, soit auprès d'une société mutualiste régie par le code de la mutualité.

Instituteurs et institutrices (indemnité spéciale en faveur des instituteurs de classe unique en milieu rural).

32761. — 27 octobre 1976. — **M. Alain Vivien** expose à **M. le ministre de l'éducation** que le surcroît de travail dans les classes uniques en milieu rural dû à la préparation simultanée des cours préparatoires, élémentaires et moyens de l'enseignement primaire, ajouté aux conditions d'isolement psychologique et matériel des petites communes rurales détourne de ces classes un nombre sans cesse croissant d'instituteurs titulaires. De plus, ces instituteurs subissent une discrimination salariale dans la mesure où ils exercent dans des communes situées en troisième zone d'indemnité de résidence. La revalorisation des postes d'instituteurs titulaires en milieu rural pourrait encourager un certain nombre de pédagogues expérimentés à s'y fixer, contribuant ainsi à l'égalisation progressive de la qualité de la scolarisation en milieu urbain et en milieu rural. Il lui demande s'il ne lui paraîtrait pas opportun de créer une indemnité spéciale dont pourraient bénéficier les titulaires de ces postes, de façon à compenser d'une part la charge supplémentaire de travail occasionnée par la préparation de plusieurs cours, d'autre part la difficulté de vie en milieu rural.

Réponse. — Le ministre de l'éducation accorde une attention d'autant plus soutenue à la qualité de l'encadrement pédagogique en zone rurale que cette préoccupation s'inscrit dans le cadre des options gouvernementales et, tout particulièrement, de la lutte contre la dévitalisation des zones rurales. Des études sont actuellement engagées sur les diverses mesures qui ont été suggérées par le comité central d'enquête sur le coût et le rendement des services publics en zones rurales, et parmi celles-ci sur un éventuel régime indemnitaire spécial. Toutefois, elles ne sauraient déboucher sur des dispositions précises que dans le cadre d'un examen d'ensemble qui tienne compte du régime général de la fonction publique.

Handicapés (frais de transport des élèves de l'école nationale de Loos (Nord)).

32773. — 27 octobre 1976. — **M. André Laurent** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur la situation des parents d'élèves de l'école nationale de Loos (Nord). Ceux-ci se voient obligés de subvenir aux frais de transport de leurs enfants, élèves ou étudiants handicapés. Considérant les articles 4 et 8 de la loi du 30 juin 1975 par laquelle l'Etat s'engage à prendre en charge les frais de transport individuel des élèves et étudiants handicapés, un avertissement préfectoral du 22 juin 1976 a supprimé la subvention exceptionnelle départementale allouée à ces parents d'élèves. Depuis, ces parents subviennent seuls aux frais de transport de leurs enfants. Il lui

demande quelles mesures immédiates il compte prendre pour faire appliquer la loi et qu'une aide positive puisse être apportée à ces parents d'élèves handicapés.

Réponse. — Le ministre de l'éducation est parfaitement informé du problème posé par le transport hebdomadaire des élèves internes de l'école nationale de perfectionnement pour déficients visuels de Loos-lès-Lille. Aussi vient-il de décider, eu égard à la qualité de handicapé sensoriel profond des enfants en cause, que ces frais seraient pris en charge par son département à compter du 15 septembre 1976. Toutes dispositions utiles ont été prises pour que soient très prochainement délégués au préfet du Nord les crédits nécessaires pour le premier trimestre de l'année scolaire 1976-1977.

Médecine scolaire (pénurie de personnel en Seine-Maritime).

32778. — 27 octobre 1976. — M. Larue appelle l'attention de M. le ministre de l'éducation sur la situation de la médecine scolaire dans le département de la Seine-Maritime. La pénurie en personnel dans le département se traduit en effet par 7 postes budgétaires vacants pour les assistantes sociales Education et 9 postes budgétaires vacants pour les assistantes sociales de santé scolaire, alors que ces postes budgétaires sont en nombre insuffisant pour couvrir les besoins de la population, conformément aux instructions de juin 1969. De plus, aucune création de poste budgétaire n'est prévue au plan national en 1977. Les instructions de 1969 en vigueur exigeaient, en fait, quatre fois plus de postes budgétaires qu'il n'en existe actuellement (ex. : 110 postes d'infirmière adjointe de santé scolaire nécessaires, pour les 26 existants et pourvus). Quant aux services sociaux de l'éducation, 10 postes seulement sont créés sur le plan national, pour tous les services qui couvrent l'action sociale en faveur des personnels, des étudiants, au niveau de l'enfance inadaptée et des centres d'information et d'orientation. Il en résulte une surveillance insuffisante et une impossibilité quasi totale de détection préventive. Il lui demande quelles mesures il compte prendre dès maintenant pour remédier à cette situation.

Réponse. — La situation des services sociaux et de santé scolaire retient tout particulièrement l'attention du ministre de l'éducation qui considère que leur action peut contribuer efficacement à la prévention des difficultés que les élèves sont susceptibles de rencontrer au cours de leur scolarité. Il importe cependant de rappeler à ce propos que l'implantation de moyens en personnels qui seraient nécessaires au service de santé scolaire ne relève pas de sa compétence mais de celle du ministre de la santé. S'agissant des créations d'emplois destinés aux services placés sous son autorité, 84 nouveaux postes d'infirmière d'établissement public d'enseignement et 10 d'assistante sociale de l'éducation ont été prévus au projet de budget de son département en 1977. Toutefois, compte tenu des besoins à satisfaire dans l'ensemble des académies, il n'est pas possible de préciser actuellement dans quelle mesure le département de la Seine-Maritime pourra bénéficier de mesures budgétaires qui seront finalement adoptées. Il convient par ailleurs d'ajouter que les résultats des travaux du comité consultatif et du groupe permanent pour l'étude des actions médicales, paramédicales et sociales liées à la scolarité des enfants et des adolescents devraient favoriser le recrutement des personnels concernés, en proposant une nouvelle définition de leurs tâches.

Etablissements secondaires

(moyens financiers pour le chauffage des C. E. S. et C. E. T.).

32832. — 23 octobre 1976. — M. Legrand attire l'attention de M. le ministre de l'éducation sur les difficultés rencontrées par des établissements scolaires pour assurer, faute de moyens financiers, un chauffage convenable des classes en C. E. S. et C. E. T. Les crédits de fonctionnement accordés par le rectorat sont nettement insuffisants. En trois ans, le fuel est passé de 17 à 56 centimes le litre. Les établissements vont ainsi connaître plusieurs millions d'anciens francs de déficit. En conséquence, il lui demande s'il ne juge pas nécessaire de prendre de toute urgence les mesures financières qui s'imposent pour aider ces établissements et les moyens de chauffer normalement les classes cet hiver. Il lui demande également de bien vouloir lui faire connaître le critère de nationalisation des C. E. S.

Réponse. — Les crédits mis à la disposition des recteurs d'académie pour assurer le fonctionnement des établissements sont évalués en considération des besoins de ceux-ci et de l'augmentation du coût de la vie. Il est précisé à cet égard que ces moyens ont été particulièrement majorés en 1974, pour tenir compte de l'augmentation du prix des produits énergétiques intervenue à cette époque. Il est signalé par ailleurs que des moyens supplémentaires viennent d'être mis à la disposition des recteurs pour leur permettre de faire face aux difficultés de fonctionnement que pourraient rencontrer certains établissements. Quant aux critères retenus pour effectuer le choix des C. E. S. à nationaliser, ils visent à apprécier

les charges financières que le fonctionnement de ces établissements entraîne pour les collectivités locales. Les principaux éléments jusqu'alors pris en considération sont les suivants : valeur du centime démographique, impôt sur les ménages par habitant, nombre et ancienneté des établissements d'enseignement public encore à la charge des collectivités, part des dépenses qu'ils représentent dans leur budget. Il faut rappeler en tout état de cause, que l'année 1977 verra s'achever le programme des nationalisations de tous les établissements du second degré.

Enseignement privé (rétablissement de l'allocation scolaire dans son intégralité).

32912. — 30 octobre 1976. — M. Hens; Ferretti attire l'attention de M. le ministre de l'éducation sur le fait que l'allocation scolaire créée par la loi Barangé du 28 septembre 1951 était au départ versée aux parents par l'intermédiaire des A. P. E. L. sur la base annuelle de 30 francs par élève, somme portée ensuite à 39 francs. Réservée d'abord à des buts sociaux et familiaux, cette allocation a été détournée de ses objectifs, afin de contribuer au paiement des charges sociales concernant les maîtres sous contrat. Cette allocation a été partiellement rétablie en 1975 pour 15 millions de francs sur les 39 nécessaires. Il lui demande en conséquence si l'allocation scolaire sera attribuée dans son intégralité au cours de la présente année.

Réponse. — Le décret n° 75-841 du 9 septembre 1975, relatif aux charges sociales et fiscales afférentes aux rémunérations perçues par les maîtres agés des établissements privés placés sous le régime du contrat simple, a permis de rétablir l'allocation scolaire au profit de ces établissements, les charges sociales étant entièrement assumées par l'Etat. Toutefois, comme le souligne l'honorable parlementaire, les disponibilités budgétaires n'avaient, au titre de 1975, permis le bénéfice de ces dispositions qu'aux seules classes d'enseignement préscolaire et spécial. Dès 1976 les crédits nécessaires ont été inscrits pour que l'ensemble des établissements sous contrat simple puisse, conformément aux dispositions du décret précité, bénéficier de l'allocation de scolarité, et ce au titre de l'année scolaire 1975-1976.

Instituteurs et institutrices (pensions des retraités n'ayant pu accéder au grade de P. E. G. C.).

32918. — 30 octobre 1976. — M. Chaumont rappelle à M. le ministre de l'éducation que le décret n° 69-493 du 30 mai 1969 portant statut des professeurs d'enseignement général de collège a permis et permet encore à certains instituteurs justifiant de cinq années de service effectif d'enseignement dans un établissement du second degré d'être titularisés, sur leur demande, dans le grade des P. E. G. C. Par contre, aucune disposition n'a été prise sur le plan indiciaire à l'égard des personnels enseignants qui remplissaient ces conditions mais qui ont été admis à la retraite avant la mise en œuvre du décret précité. L'aménagement de leur pension de retraite aurait pourtant dû être, sans le être, envisagé par application de l'article L. 16 du code des pensions civiles et militaires de retraite, lequel prévoit, en cas de réforme statutaire, la modification de l'indice servant de base à la pension au moyen d'un tableau d'assimilation annexé au décret déterminant les modalités de cette réforme. Il lui demande s'il peut être étudié la possibilité d'une adaptation des retraites des personnels enseignants qui auraient pu bénéficier du nouveau statut de P. E. G. C. si celui-ci avait été instauré lors de leur activité.

Réponse. — L'article L. 16 du code des pensions civiles et militaires de retraite prévoit effectivement qu'en cas de réforme statutaire l'indice de traitement (pris en compte comme élément de base pour calculer le montant de la retraite) sera fixé conformément à un tableau d'assimilation annexé au décret déterminant les modalités de cette réforme. En vertu d'une jurisprudence constante, ces dispositions ne sont pas applicables dans le cas où le bénéfice de cette réforme statutaire est offert au choix de personnels en activité. Or, tel était le cas du décret n° 69-493 du 30 mai 1969 portant statut des P. E. G. C. dont l'article 22 prévoyait que les instituteurs remplissant certaines conditions prévues par cet article « pourraient demander leur intégration dans les corps créés par ce statut ».

Education physique et sportive (dépenses de location d'installations sportives par les C. E. S. nationalisés).

32968. — 4 novembre 1976. — M. Nilès demande à M. le ministre de l'éducation quelles mesures il compte prendre pour permettre aux C. E. S. nationalisés d'inscrire à leur budget la totalité des dépenses de location d'installations sportives nécessaires à l'enseignement de l'éducation physique. En effet, par une circulaire en date du 19 février 1976, il a été précisé que ces dépenses « ne doivent en aucun cas dépasser le montant de la subvention allouée

par le secrétariat d'Etat auprès du ministère de la qualité de la vie », ce qui est très nettement inférieur au coût réel. Il lui demande donc s'il compte prendre d'autres dispositions ou s'il maintient le statu quo. Dans ce cas, les élèves des C. E. S. nationalisés ne pourraient bénéficier à plein temps des installations sportives qui leur sont dues, à moins qu'il ne s'agisse encore une fois d'un transfert de charges vers les collectivités locales.

Réponse. — A la suite d'un accord intervenu en 1971 entre le ministère de l'éducation et le secrétariat d'Etat auprès du Premier ministre chargé de la jeunesse, des sports et des loisirs, il a été convenu que le ministère de l'éducation supporterait les dépenses de fonctionnement des installations sportives incorporées topographiquement et administrativement aux établissements nationaux d'enseignement, mais que le secrétariat d'Etat chargé de la jeunesse, des sports et des loisirs financerait celles des installations municipales extérieures à ces établissements. La subvention en cause était versée initialement par le secrétariat d'Etat aux collectivités locales concernées. Elle transite désormais par le budget des établissements. Cependant, cette nouvelle procédure a pu avoir pour effet de faire supporter par le budget des établissements et le ministère de l'éducation des dépenses supplémentaires. C'est la raison pour laquelle la circulaire du 19 février 1976 a rappelé que l'opération en cause ne devait pas se solder par un débours des établissements.

Transports scolaires (rétablissement de la gratuité pour les élèves déficients visuels de l'école nationale de perfectionnement de Loos-les-Lille (Nord)).

32979. — 4 novembre 1976. — M. Maurice Andrieux attire l'attention de M. le ministre de l'éducation sur les problèmes posés par le transport des élèves handicapés qui fréquentent l'école nationale de perfectionnement pour déficients visuels de Loos-les-Lille. La circulaire du 29 juillet 1976 modifiant l'article 8 de la loi du 30 juin 1975 a supprimé la gratuité des transports scolaires aux handicapés, faisant une distinction entre handicapés et handicapés profonds. Les 130 élèves internes qui fréquentent cette école de Loos-les-Lille, réputée « établissement pilote » et qui sont déficients visuels et invalides au taux de 100 p. 100 perdent ainsi l'avantage de la gratuité. Leur transport n'est plus assuré actuellement, les modestes familles de ces enfants ne peuvent supporter l'organisation et les frais du service d'autocar. Il lui demande s'il n'estime pas nécessaire de rétablir et de garantir la gratuité des transports scolaires pour ces élèves handicapés.

Réponse. — Le ministre de l'éducation est parfaitement informé du problème posé par le transport hebdomadaire des élèves internes de l'école nationale de perfectionnement pour déficients visuels de Loos-les-Lille. Aussi vient-il de décider, eu égard à la qualité de handicapé sensoriel profond des enfants en cause, que ces frais seraient pris en charge par son département à compter du 15 septembre 1976. Toutes dispositions utiles ont été prises pour que soient très prochainement délégués au préfet du Nord les crédits nécessaires pour le premier trimestre de l'année scolaire 1976-1977.

Ecoles normales

(nombre des élèves admises à l'école nationale de Melun).

33011. — 4 novembre 1976. — M. Alain Vivien expose à M. le ministre de l'éducation que le nombre des élèves-maitresses admises par concours à l'école normale de Melun a été limité à 138, au lieu des 200 prévues par l'académie de Créteil pour cet établissement. Il lui demande de lui indiquer : 1° quelles sont les raisons qui ont motivé une telle décision ; 2° quelles sont les perspectives d'avenir réservées aux 62 candidates restantes qui avaient espéré, avec raison, suivre cette année les cours de l'école normale de Melun.

Réponse. — La détermination du nombre de places mises aux concours d'entrée en école normale a fait l'objet d'études approfondies concernant chaque département. Il a été tenu le plus grand compte des données spécifiques, dont notamment des facteurs démographiques, qui constituent un élément déterminant dans les calculs des besoins en instituteurs. Les demandes et avis des autorités locales concernées ont été examinés en fonction des besoins réels en instituteurs pour la détermination des places mises aux concours. En ce qui concerne tout spécialement le département de Seine-et-Marne, la situation à la rentrée scolaire 1976-1977 a été évaluée comme suit : l'enquête menée auprès des autorités académiques locales a fait apparaître un besoin brut de 300 instituteurs. Pour faire face à ces besoins, 93 élèves-maitres et élèves-maitresses des classes terminales 75-76 étaient susceptibles de rentrer en classe de F. P. 1 à la rentrée scolaire 1976-1977. Il restait donc un besoin d'environ 200 places (G + F) à prévoir pour les concours d'entrée en 1^{re} année de formation professionnelle de 1976. L'arrêté ministériel de répartition, en date du 6 juillet 1976, a fixé à 138 filles et 113 garçons (soit au total 251) le nombre des places mises aux concours d'entrée en 1^{re} année de formation professionnelle des

écoles normales de Melun en 1976. Cet effectif doit permettre de faire face aux besoins recensés de la rentrée de 1978. Le fait qu'un recrutement de 200 institutrices ait pu être envisagé à un moment de l'étude, n'ouvre évidemment aucun droit aux postulantes non reçues aux concours qui avaient, lors des épreuves, une parfaite connaissance du nombre de places offertes publié au Journal officiel du 16 juillet 1976.

Transports scolaires (prise en charge par l'Etat des frais de transport des enfants handicapés).

33089. — 5 novembre 1976. — M. Notebart attire l'attention de M. le ministre de l'éducation sur un problème particulièrement délicat, voire douloureux, relatif au transport des enfants aveugles ou mal voyants à leur établissement de soins, en l'occurrence l'école nationale pour déficients visuels de Loos. En effet, le premier alinéa de l'article 8 de la loi n° 75-534 du 30 juin 1975 stipule que « les frais de transport individuel des élèves et étudiants handicapés vers les établissements scolaires et universitaires rendus nécessaires du fait de leur handicap sont supportés par l'Etat ». Or, une circulaire n° 76-241 du 29 juillet 1976 parue au Bulletin officiel du 2 septembre 1976 et prise en application du premier alinéa de la loi susvisée, précise que : « conformément aux dispositions du premier paragraphe de l'article 8 de la loi du 30 juin 1975 d'orientation en faveur des personnes handicapées, le ministère de l'éducation prendra totalement en charge, à partir de la prochaine rentrée scolaire, les frais de déplacement vers les établissements publics ou privés sous contrat relevant de sa tutelle des élèves profondément handicapés, dont l'état, attesté par un certificat médical, nécessite un transport individuel ». Il résulte, par conséquent, de ces dispositions que le coût des transports ne sera désormais pris en charge qu'en ce qui concerne les surhandicapés, ce qui constitue de toute évidence une dénaturation de l'esprit de la loi du 31 juillet 1975. Les effets restrictifs qui en découlent sont d'autant plus graves que la plupart des parents d'élèves handicapés sont de condition très modeste et bénéficient de bourses d'exonération des frais de pension et il n'est pas envisageable, dans ces conditions, que les intéressés puissent régler les frais de transport considérés. Il lui demande si, dans ces conditions, il envisage de modifier la circulaire susvisée.

Réponse. — Le ministre de l'éducation est parfaitement informé du problème posé par le transport hebdomadaire des élèves internes de l'école nationale de perfectionnement pour déficients visuels de Loos-les-Lille. Aussi vient-il de décider, eu égard à la qualité de handicapé sensoriel profond des enfants en cause, que ces frais seraient pris en charge par son département à compter du 15 septembre 1976. Toutes dispositions utiles ont été prises pour que soient très prochainement délégués au préfet du Nord les crédits nécessaires pour le premier trimestre de l'année scolaire 1976-1977.

Transports scolaires (gratuité pour les élèves de l'école nationale de perfectionnement pour handicapés visuels de Loos-les-Lille (Nord)).

33111. — 6 novembre 1976. — M. Burdol attire l'attention de M. le ministre de l'éducation sur la situation de l'école nationale de perfectionnement de Loos-les-Lille (Nord). Cette école accueille des aveugles et des amblyopes profonds (246 enfants, dont 155 internes des départements du Nord, Pas-de-Calais, Somme, Aisne et Ardennes). Les internes retournent une fois par semaine dans leur famille. Un service de ramassage scolaire (autocars) est organisé à leur intention. Le coût annuel du transport est évalué à 1 200 francs en moyenne par enfant. Il ne peut être supporté par les familles, qui sont pour la plupart de condition très modeste (la preuve est en fournie par le fait que 112 enfants sur 140 bénéficient de bourses de 7,8 ou 9 parts). L'article 8 de la loi d'orientation n° 75-534 du 30 juin 1975 en faveur des handicapés précise que : « Les frais de transport individuel des élèves et étudiants handicapés vers les établissements scolaires et universitaires rendus nécessaires du fait de leur handicap sont supportés par l'Etat... ». Jusqu'à la dernière rentrée, les frais de transport étaient pris en charge par les conseils généraux des départements intéressés. La circulaire n° 76-248 du 6 août 1976 (Bulletin officiel n° 31) précise que : « Conformément aux dispositions du premier paragraphe de l'article 8 de la loi du 30 juin 1975 d'orientation en faveur des personnes handicapées, le ministère de l'éducation prendra totalement en charge à partir de la prochaine rentrée scolaire, les frais de déplacement vers les établissements d'enseignement publics et privés sous contrat relevant de sa tutelle, des élèves profondément handicapés dont l'état, attesté par un certificat médical, nécessite un transport individuel... ». L'expression utilisée dans la circulaire : « profondément handicapés », alors que l'article 8 évoque : « les élèves handicapés », a entraîné une application restrictive de la loi et l'Etat a refusé de prendre en charge les frais de transport des internes de l'école de Loos-les-Lille. Cela est d'autant plus choquant que les aveugles et amblyopes sont des handicapés profonds, comme le reconnaît une autre circulaire

(n° 76-269 du 24 août 1976, *Bulletin officiel* n° 33) Les parents d'élèves ont alors décidé la grève scolaire. Suite à leur mouvement, les autorités concernées leur ont promis verbalement que les frais de transport seraient pris en charge par l'Etat à compter du 1^{er} janvier 1977. Cette promesse devrait être confirmée par écrit. D'autre part, conformément à la circulaire du 6 août 1976, qui précise que l'Etat prendra totalement en charge les frais précités à partir de la prochaine rentrée scolaire, il lui demande de bien vouloir accorder les crédits nécessaires pour assurer la gratuité des transports pour les mois de novembre et décembre 1976.

Réponse. — Le ministre de l'éducation est parfaitement informé du problème posé par le transport hebdomadaire des élèves internes de l'école nationale de perfectionnement pour déficients visuels de Loos-les-Lille. Aussi vient-il de décider, eu égard à la qualité de handicapés sensoriels profonds des enfants en cause, que ces frais seraient pris en charge par son département à compter du 15 septembre 1976. Toutes dispositions utiles ont été prises pour que soient très prochainement délégués au préfet du Nord les crédits nécessaires pour le premier trimestre de l'année scolaire 1976-1977.

Programmes scolaires (enseignement des mathématiques modernes).

33137. — 9 novembre 1976. — M. Pierre Bas demande à M. le ministre de l'éducation s'il est possible de dresser un bilan de l'enseignement des mathématiques dites modernes en France. Voici un laps de temps suffisant que cette nouvelle présentation des mathématiques est enseignée. Il serait bon que la représentation nationale soit informée des difficultés qui ont été rencontrées, des résultats qui ont été atteints. Il serait également souhaitable de savoir si l'expérience doit continuer telle quelle, si elle doit être modifiée et dans quel sens.

Réponse. — La nouvelle présentation des mathématiques a commencé en classe de sixième et de seconde à la rentrée 1969. Elle a été suivie avec attention par l'inspection générale et des professeurs agissant au sein des instituts de recherches sur les enseignements des mathématiques créés à cette occasion. Les observations recueillies ont été nombreuses. Si elles n'ont pas fait l'objet d'une synthèse générale, on peut cependant affirmer que les buts proposés ont été dans l'ensemble atteints et les difficultés rencontrées les premières années ont été progressivement réduites. Il subsiste pourtant encore quelques déviations conduisant à la négligence du calcul, des mesures et des exercices. Elles résultent, malgré les instructions précises à ce sujet, de certaines erreurs d'interprétation. Elles ont été largement favorisées par l'ambition excessive de certains manuels. La réforme du système éducatif oblige à une nouvelle rédaction des programmes; elle sera l'occasion d'apporter de substantielles simplifications et de renforcer la part du calcul dans l'enseignement, en particulier au niveau de l'école élémentaire et des collèges.

Instituteurs et institutrices (droit au logement ou à l'indemnité compensatrice des remplaçants de mi-temps).

33187. — 11 novembre 1976. — M. Herzog demande à M. le ministre de l'éducation dans quelle mesure les instituteurs ou institutrices primaires ou maternelles qui remplacent (poste à l'année) les agents assurant la demi-décharge des directeurs ou exerçant à mi-temps ont-ils droit au logement ou à l'indemnité compensatrice. Le principe étant d'attribuer un seul logement ou une seule indemnité par poste créé et les décisions ci-dessus appartenant à l'Etat, comment ce dernier envisage-t-il d'en assumer les conséquences. Il lui signale en particulier les cas d'instituteurs assurant deux demi-décharges ou remplaçant deux mi-temps dans la même commune ou dans des communes différentes.

Réponse. — En ce qui concerne les instituteurs titulaires ou stagiaires qui assument une décharge partielle de direction, deux cas sont à envisager selon qu'il s'agit d'instituteurs autorisés à exercer à mi-temps ou d'instituteurs titulaires chargés des remplacements. Dans le premier cas il n'est pas prévu de droit au logement ou à l'indemnité compensatrice. Il en est de même pour un instituteur exerçant à temps complet mais désigné pour assurer deux décharges partielles de direction. En effet, les communes ne sont tenues de fournir qu'une seule prestation de logement par poste budgétaire, celle-ci étant accordée au fonctionnaire qui a seul la qualité de titulaire du poste considéré et qui est, en l'occurrence, le chef d'établissement bénéficiaire de la décharge. En outre, l'indemnité ne saurait être partagée puisque le droit au logement est indivisible et indépendant du volume des services accomplis par le titulaire du poste qui en est le bénéficiaire. La solution de ce problème réside dans la nomination — lorsqu'elle est possible — pour assumer la décharge partielle d'instituteurs titulaires chargés des remplacements qui pourront être indemnisés dans tous les cas au moyen de l'indemnité de 1 000 francs en application du décret n° 75-804 du 26 août 1975.

Etablissements secondaires (étatation du lycée Les Essouriau, aux Ulis [Essonne]).

33213. — 11 novembre 1976. — M. Vixet attire une nouvelle fois l'attention de M. le ministre de l'éducation sur la situation qui est faite à la mairie de Bures-sur-Yvette et au district urbain à propos du lycée des Ulis, Les Essouriau. Ce lycée, actuellement nationalisé, pose de graves problèmes financiers aux communes de Bures-sur-Yvette et d'Orsay regroupées au sein du district urbain. Dans le contexte où les communes ont de plus en plus de charges financières dans tous les domaines, où les transferts de charges sont de plus en plus courants, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour assurer l'étatisation rapide de ce lycée.

Réponse. — L'étatisation d'un établissement scolaire de second degré est une procédure d'exception et le nombre d'étatisations inscrit chaque année au budget est donc très limité. Dans ces conditions, seules peuvent être examinées valablement les candidatures des lycées figurant en tête des propositions rectorales, qui tiennent compte notamment de l'importance des établissements, de la charge relative qu'ils représentent dans le budget communal, ainsi que de la durée de leur fonctionnement sous le régime nationalisé. En ce qui concerne le cas particulier mentionné par l'honorable parlementaire, le recteur de l'académie de Versailles a arrêté son choix à partir des critères ci-dessus rappelés, après avoir examiné de façon approfondie la situation de tous les lycées de son ressort; il ne lui a pas été possible de retenir le lycée des Ulis à Bures-sur-Yvette, ouvert à la rentrée 1976 et qui fonctionne encore actuellement sous le régime municipal. Il convient toutefois de noter que tous les établissements de second cycle long seront nationalisés en 1977 et que la charge des municipalités concernées s'en trouvera considérablement allégée.

Enseignants (retard dans le paiement des traitements et avances sur traitements dans l'académie de Lille.)

33264. — 16 novembre 1976. — M. Denvers expose à M. le ministre de l'éducation que, dans l'académie de Lille, 15 000 enseignants (jeunes titulaires sortant des C.P.R. et auxiliaires, notamment) ne percevront régulièrement leur traitement à dater du 13 septembre que fin novembre et que la procédure d'avances prévue pour pallier ce retard donne des résultats tout à fait défectueux: si la moitié des enseignants en question a pu « bénéficier » d'une telle avance avant le 15 octobre, près de 6 000 autres ne percevront cette avance que fin octobre et quelques milliers d'autres n'auront perçu le 31 octobre, après sept semaines de travail, ni avance, ni traitement. Les diverses administrations concernées (gestionnaires de personnels-services académiques-trésorerie générale-P. et T.) se rejetant mutuellement la responsabilité de cette situation scandaleuse, M. Denvers demande à monsieur le ministre, responsable de la gestion des personnels de l'éducation, quelles mesures il compte prendre dans l'immédiat pour faire cesser ce scandale et à l'avenir pour que tous les personnels de second degré (titulaires et auxiliaires) perçoivent leur traitement le dernier jour du mois.

Réponse. — Il ne peut être procédé à la liquidation des traitements des personnels de l'éducation sans que soient fournies les pièces justificatives des droits des intéressés et, notamment, le procès-verbal d'installation qui ne peut être signé que le jour de la prise de service, soit, pour la dernière rentrée, le 13 septembre. Les dossiers ainsi constitués — plusieurs milliers dans certains départements tels que le Nord — sont transmis quelques jours après à la trésorerie générale du département et donnent alors lieu au paiement d'une avance dont le montant est compris entre 80 p. 100 et 90 p. 100 des droits des bénéficiaires, leurs droits définitifs étant ensuite régularisés à l'occasion de la paye suivante. Dans le cas particulier cité par l'honorable parlementaire, les quelque dix mille dossiers régulièrement constitués, transmis les 29 et 30 septembre, ont donné lieu au paiement d'une avance le 8 octobre alors que deux mille cinq cents dossiers transmis le 27 septembre avaient déjà donné lieu au paiement d'une avance le 7 octobre. Les personnels de l'académie de Lille qui n'ont perçu aucune avance à la fin du mois d'octobre sont en nombre extrêmement limité et leur situation est due soit à des nominations tardives, soit à des dossiers incomplets.

Handicapés (accès des mal-voyants aux emplois d'enseignement au premier degré).

33317. — 18 novembre 1976. — M. Gagnaire expose à M. le ministre de l'éducation que les amblyopes, aveugles et grands infirmes sont actuellement autorisés à enseigner dans les établissements du second degré mais ne peuvent enseigner dans ceux du premier

degré. Il lui demande s'il peut donner l'assurance que sera publié, prochainement, un texte les autorisant également à enseigner dans le premier degré.

Réponse. — Compte tenu des conditions spécifiques dans lesquelles l'enseignement doit être assuré au niveau de l'école élémentaire en raison du jeune âge des élèves, il ne peut pas être envisagé d'ouvrir d'une manière générale le concours de recrutement d'élèves-maîtres aux amblyopes, aveugles et grands infirmes. Par contre le ministère de l'éducation étudie les modalités d'un recrutement exceptionnel et en nombre très limité d'instituteurs aveugles ou amblyopes pour exercer dans certaines classes de déficients visuels pour lesquelles la connaissance du « Braille » est indispensable.

Transports scolaires (frais de transport des élèves pour se rendre sur les stades).

33382. — 19 novembre 1976. — **M. Capdeville** appelle l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur les élèves des établissements scolaires secondaires qui sont appelés à effectuer des déplacements en autobus pour se rendre aux stades; en effet, ceux-ci, souvent, sont éloignés des établissements scolaires. Il lui demande si ces établissements ou les familles ne pourraient pas prétendre à des subventions ou à des aides leur permettant de faire face à ces dépenses.

Réponse. — En application de l'article 12 du décret n° 73-462 du 4 mai 1973, publié au *Journal officiel* du 6 mai 1973, les déplacements effectués par des élèves, dans le cadre des activités sportives, échappent à la réglementation sur les transports scolaires et ne peuvent, par conséquent, ouvrir droit à l'aide de l'Etat au titre du décret n° 69-520 du 31 mai 1969. Par ailleurs des crédits relevant du budget du secrétaire d'Etat auprès du ministre de la qualité de la vie (Jeunesse et sports) peuvent être attribués aux établissements scolaires du second degré au titre des dépenses d'enseignement de l'éducation physique.

Etablissements secondaires (insuffisance des crédits de fonctionnement des établissements nouvellement nationalisés).

33394. — 19 novembre 1976. — **M. Alain Vivien** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur les graves difficultés de gestion des établissements d'enseignement secondaire (notamment de ceux qui sont nouvellement nationalisés). En effet, le sous-équipement généralisé en personnel non enseignant entraîne une aggravation considérable des conditions de travail et perturbe sérieusement le fonctionnement de ces établissements. De plus l'insuffisance des crédits d'entretien et de fonctionnement nuit à la maintenance du patrimoine de l'éducation nationale et entraîne une dégradation notable des bâtiments et du matériel. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour remédier à cette situation.

Réponse. — Chaque année, pour permettre la nationalisation de nouveaux établissements, le ministère de l'éducation met à la disposition des recteurs un contingent d'emplois calculé en fonction du nombre de postes budgétaires accordés par le Parlement ainsi que du nombre des lycées et des collèges nationalisés dans chaque académie. Il convient de rappeler que figurait au budget de 1976 — pour la nationalisation de 1 125 établissements (lycées, collèges d'enseignement secondaire, collèges d'enseignement général) — la création de plus de dix mille emplois. Ainsi la moyenne, par établissement, est-elle sensiblement améliorée par rapport aux années précédentes, compte tenu de la taille de la plupart des établissements à nationaliser: en effet, parmi les nationalisations inscrites au budget 1976, un grand nombre concernait des collèges d'enseignement général dont l'effectif est réduit. Il faut également souligner que, dans le cadre de la politique de déconcentration administrative en vigueur, toute latitude est laissée aux recteurs pour répartir, en fonction de la dimension des établissements concernés et de leurs sujétions particulières, non seulement la dotation qui leur est notifiée, chaque année, à cet effet par l'administration centrale, mais encore des emplois qui peuvent provenir d'établissements où l'évolution des effectifs d'élèves justifie une réduction du nombre des personnels administratifs, ouvriers et de service. De même, ils peuvent procéder à des réajustements entre les dotations des établissements de leur académie. Cette politique est toujours menée en fonction des caractéristiques pédagogiques des établissements, de leur taille et de l'évolution des effectifs. La création de postes budgétaires en nombre plus élevé n'est pas à elle seule satisfaisante. Indépendamment du nombre des emplois appelés à être créés, un effort a été entrepris pour une organisation du service plus rationnelle et plus efficace. Ainsi ont été assouplies les obligations tenant au gardiennage; d'autre part, une circulaire récente encourage le recours à des regroupements de gestion, la constitution de cantines communes et la mise au point d'équipes mobiles d'ouvriers professionnels. Ces dispositions doivent permettre aux recteurs de tenir compte de la situation réelle des établissements et non plus des normes indicatives de répartition des emplois de personnels non enseignants. Des études seront poursuivies avec les représentants

des différentes catégories de personnels intéressés tendant à chercher pour ces regroupements le cadre et la dimension géographique les meilleurs ainsi qu'une amélioration des dispositions techniques de leur fonctionnement afin d'alléger les travaux, de conférer un intérêt nouveau aux fonctions assurées et de permettre une utilisation plus rationnelle des emplois. Cette politique sera poursuivie ultérieurement, la création d'emplois en nombre suffisant pour terminer le programme de nationalisations et assurer l'ouverture de nouveaux établissements figurant au budget de 1977. Par ailleurs, une dotation budgétaire est mise annuellement à la disposition des autorités académiques à qui il appartient d'apprécier les divers éléments permettant de décider des suppléances de personnels administratifs ou de service. Les dotations accordées doivent normalement couvrir les suppléances indispensables: il convient, à ce sujet, de préciser que le crédit global annuel des suppléances est passé de 15,9 millions de francs au budget 1970 à 77,4 millions de francs au budget 1976 et à 96,2 millions de francs au budget 1977, ce qui constitue, malgré l'augmentation des traitements, le relèvement de l'indice de rémunération des suppléants et la progression des effectifs à remplacer, un effort budgétaire très important dans le domaine de la suppléance des personnels administratifs et de service. Enfin, les travaux de sécurité extrêmement importants qui ont été financés sur le budget du ministère de l'éducation constituent une contribution substantielle de ce département à la valorisation et à l'amélioration de son patrimoine immobilier. Cet effort sera poursuivi, le budget 1977 contenant les crédits nécessaires à une politique systématique d'entretien et de modernisation dudit patrimoine représenté par l'ensemble des établissements du second degré; 100 millions de francs de crédits d'investissements sont inscrits au titre des opérations d'aménagement et de maintenance des bâtiments scolaires, des opérations spécifiques étant également prévues pour favoriser les économies d'énergie (20 millions de francs) et poursuivre l'amélioration des conditions de sécurité (140 millions de francs). Par ailleurs, les crédits d'entretien ouverts au budget de fonctionnement sont majorés d'environ 9 p. 100.

Enseignants (retards dans le versement des traitements aux enseignants de l'académie de Lille).

33519. — 24 novembre 1976. — **M. Delehadde** expose à **M. le ministre de l'éducation** que, dans l'académie de Lille, 15 000 enseignants (jeunes titulaires sortant des C. P. R. et auxiliaires, notamment) ne perçoivent régulièrement leur traitement à dater du 13 septembre que fin novembre et que la procédure d'avances prévue pour pallier ce retard donne des résultats tout à fait défectueux: si la moitié des enseignants en question a pu « bénéficier » d'une telle avance avant le 15 octobre, près de 6 000 autres n'ont perçu cette avance que fin octobre et quelques milliers d'autres n'auront perçu le 31 octobre, après sept semaines de travail, ni avance, ni traitement. Les diverses administrations concernées (gestionnaires de personnels, services académiques, trésorerie générale, P. T. T.) se rejettent mutuellement la responsabilité de cette situation scandaleuse; il demande à monsieur le ministre, responsable de la gestion des personnels de l'éducation, quelles mesures il compte prendre dans l'immédiat pour faire cesser ce scandale et à l'avenir pour que tous les personnels de second degré (titulaires et auxiliaires) perçoivent leur traitement le dernier jour du mois.

Réponse. — Il ne peut être procédé à la liquidation des traitements des personnels de l'éducation sans que soient fournies les pièces justificatives des droits des intéressés et, notamment, le procès-verbal d'installation qui ne peut être signé que le jour de la prise de service, soit, pour la dernière rentrée, le 13 septembre. Les dossiers ainsi constitués — plusieurs milliers dans certains départements tels que le Nord — sont transmis quelques jours après à la trésorerie générale du département et donnent alors lieu au paiement d'une avance dont le montant est compris entre 80 p. 100 et 90 p. 100 des droits des bénéficiaires, leurs droits définitifs étant ensuite régularisés à l'occasion de la paie suivante. Dans le cas particulier cité par l'honorable parlementaire, les quelque dix mille dossiers régulièrement constitués, transmis les 29 et 30 septembre, ont donné lieu au paiement d'une avance le 8 octobre alors que deux mille cinq cents dossiers transmis le 27 septembre avaient déjà donné lieu au paiement d'une avance le 7 octobre. Les personnels de l'académie de Lille qui n'ont perçu aucune avance à la fin du mois d'octobre sont en nombre extrêmement limité et leur situation est due soit à des nominations tardives, soit à des dossiers incomplets.

EQUIPEMENT

Logements (conditions de logement dans le Val-de-Marne).

29918. — 17 juin 1976. — **M. Kalinsky** attire l'attention de **M. le ministre de l'équipement** sur l'aggravation des conditions de logement dans le Val-de-Marne. Des centaines de familles se trouvent aujourd'hui dans l'attente d'un logement convenable correspon-

dant à leurs besoins. Des enfants sont séparés de leurs parents, le surpeuplement, la cohabitation de plusieurs familles dans des locaux exigus, vétustes, voire insalubres, mettent en danger la santé et l'équilibre moral des personnes vivant dans des conditions anormales. A de telles situations, M. le préfet du Val-de-Marne répond par lettre circulaire qu'étant donné le grand nombre de candidatures prioritaires en instance et le peu de logements mis à sa disposition par les organismes H. L. M., il n'est pas possible de réserver une suite favorable aux candidatures qui lui sont signalées. Les demandes qui ne peuvent ainsi être satisfaites émanent des familles les plus modestes qui ne peuvent faire face à un loyer élevé. L'existence de très nombreux logements vides, parce que trop chers, les retards de plus en plus fréquents dans le paiement des loyers trop lourds pour les revenus des familles montrent clairement que le parc immobilier existant est totalement inadapté aux besoins réels de la population. La transformation des I. L. N. en H. L. M., comme l'engagement en avait été pris pour l'ensemble de Bois l'Abbé, à Champigny, et d'une partie des H. L. M. en P. L. R. permettrait l'accès immédiat, pour de nombreuses familles en attente, aux centaines de logements inoccupés dans le Val-de-Marne. Une rénovation de l'habitat ancien, une modernisation des logements vétustes, insalubres s'impose afin de donner aux occupants le minimum de confort qu'ils sont en droit d'exiger. La construction doit enfin être résolument orientée vers la réalisation de logements sociaux, à faible loyer, permettant de résorber le retard et de faire disparaître la catégorie des mallogés. Il lui demande, en conséquence, s'il compte prendre les mesures qui s'imposent pour doter le département du Val-de-Marne d'un parc de logement répondant à la situation et aux besoins réels de ses habitants.

Réponse. — La question posée par l'honorable parlementaire au sujet des logements sociaux dans le département du Val-de-Marne appelle les observations suivantes: *Construction sociale dans le Val-de-Marne.* — Dans la région d'Ile-de-France, le préfet de région pour répartir les contingents de logements aidés entre les départements a retenu les critères suivants: dans le secteur «locatif» (H. L. M. O. et primes P. S. I. locatives) la priorité a été donnée à Paris et aux départements de la petite couronne (dont le Val-de-Marne) afin de répondre aux besoins particulièrement pressants dans ce domaine; dans le secteur «accession» — qui concerne principalement les programmes de maisons individuelles — la priorité a été accordée aux départements de la grande couronne. C'est en partant de ces principes généraux de répartition que les dotations de chaque département ont été arrêtées, en tenant compte, toutefois, des besoins exprimés par les directions départementales de l'équipement ainsi que du volume des dotations des années antérieures pour assurer la continuité nécessaire. Dans cet esprit le Val-de-Marne au début de l'année 1976 a été doté comme suit: H. L. M. O.: 1 000; H. L. M. accession: 200; I. L. N.: 100; I. L. M. caisse de prêt: 200; P. S. I. locatifs: 600; P. S. I. accession: 400; P. I. C.: 856. — Total: 3 356. Il s'est avéré par la suite que la répartition, dans le secteur locatif, n'était pas défavorable puisque, à l'occasion de la révision de la programmation en septembre 1976, le département du Val-de-Marne a estimé pouvoir faire face à tous ses besoins dans le secteur H. L. M. O. avec la dotation accordée et a remis à la disposition de la région 50 I. L. N.; 4 I. L. M. caisses de prêts; 450 P. S. I. locatifs; 154 P. I. C. Ce département a sollicité l'octroi de contingents supplémentaires en H. L. M. accession et P. S. I. accession, cette demande étant en cours d'examen. *Existence de logements vacants.* — Lors du recensement effectué en 1975, il a été constaté que sur un patrimoine immobilier de 462 905 logements, le nombre de logements vacants (résidences secondaires non comprises) s'élevait à 28 773. Ce chiffre, qui tient compte des logements disponibles à la vente ainsi que des immeubles en cours de construction au stade du gros œuvre, fait apparaître un pourcentage de 6,2 p. 100. Cette proportion ne présente pas un caractère excessif et devrait permettre une meilleure satisfaction des besoins sous réserve que les logements vacants correspondent aux besoins des familles. *Retard dans le paiement des loyers.* — Le pourcentage d'impayés dans les groupes d'habitations du secteur H. L. M. dans le Val-de-Marne est de l'ordre de 7 p. 100. *Transformation des conditions de financement.* — Il avait été envisagé de transformer le financement des constructions I. L. N. édifiées à Champigny «Bois l'Abbé» pour les faire bénéficier des conditions applicables aux H. L. M. Cette solution n'a, en définitive, pas pu être retenue en raison des différences existant tout aussi bien dans le domaine des caractéristiques techniques qu'en matière de prix de revient et des conditions de prêt s'attachant à chacune des catégories de logement en cause. *Rénovation de l'habitat ancien.* — Les réformes envisagées dans le domaine du financement social aidé mettent l'accent sur la nécessité de développer les actions dans le domaine de l'amélioration de l'habitat ancien et tendent à faciliter, par un accroissement de l'aide personnalisée au logement, le logement des familles modestes dans des conditions répondant à leurs besoins.

Handicapés (logement).

30763. — 17 juillet 1976. — M. Franceschi appelle l'attention de M. le ministre de l'équipement sur les dispositions de la circulaire du 10 décembre 1974 qui a défini les modalités du concours de son département ministériel aux opérations de logement des handicapés physiques. Il lui demande de bien vouloir lui faire connaître dans quelle mesure il peut envisager la possibilité d'étendre certaines des dispositions de cette circulaire aux foyers devant héberger des handicapés mentaux.

Réponse. — Le ministre de l'équipement est bien conscient des difficultés rencontrées par les handicapés pour se loger. C'est la raison pour laquelle la circulaire du 10 décembre 1974 commente les mesures prises pour le logement des handicapés physiques afin d'améliorer leurs conditions de vie, compte tenu des difficultés qu'ils éprouvent à se déplacer. Les handicapés mentaux, auxquels fait allusion l'honorable parlementaire, bénéficient des mêmes droits que les autres personnes de la catégorie sociale à laquelle ils appartiennent, c'est-à-dire jeunes travailleurs, personnes âgées ou personnes seules.

Handicapés (conditions d'obtention de prêts pour l'accession à la propriété).

31475. — 4 septembre 1976. — M. Maisonnat attire l'attention de M. le ministre de l'équipement sur les difficultés pouvant aller jusqu'à l'impossibilité des travailleurs handicapés lorsqu'ils veulent accéder à la propriété. En effet, bien souvent les établissements de crédit immobilier n'acceptent de prêter l'argent nécessaire que dans la mesure où l'emprunteur est entièrement assuré tant pour le décès que pour l'incapacité de travail (assurance D. I. T.). Or, la plupart du temps, les compagnies d'assurances excluent de la couverture qu'elles accordent en matière d'incapacité du travail les affections à l'origine de l'invalidité de l'emprunteur. Dans ces conditions, ces personnes ne peuvent obtenir les prêts nécessaires. Il s'agit là d'une discrimination supplémentaire tout à fait injuste à l'égard de gens déjà très touchés par l'adversité. Aussi, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour mettre fin à la situation actuelle et pour que ces personnes puissent obtenir les prêts immobiliers nécessaires à l'achat de leur logement.

Réponse. — En application de l'article 226 du code de l'urbanisme et de l'habitation, toute opération d'accession à la propriété réalisée à l'aide des prêts H. L. M. est subordonnée à la souscription par le bénéficiaire auprès de la caisse nationale de prévoyance, d'un contrat d'assurance garantissant le paiement des annuités restant à échoir au moment de son décès. L'article 226 susvisé prévoit en outre que lorsque l'intéressé n'est pas admis à contracter d'assurance-vie, celle-ci peut être souscrite par son conjoint ou par un tiers s'ils s'engagent solidairement au remboursement du prêt. En ce qui concerne plus particulièrement les personnes handicapées, des assouplissements importants viennent d'être apportés en leur faveur par la caisse nationale de prévoyance dans le cadre du régime de l'assurance collective auquel adhèrent généralement les organismes d'H. L. M. Jusqu'à présent, les personnes handicapées étaient exclues des garanties afférentes à ce régime au titre de chacun des risques, décès ou invalidité. Désormais, les candidats frappés d'un handicap accidentel stabilisé ou atteints d'une déficience congénitale non évolutive et qui exercent une activité professionnelle régulière ne doivent plus faire l'objet d'une exclusion de principe de ces garanties du fait de ce handicap ou de cette déficience. Au cas où le handicap, au moment de la demande de prêt, ne paraîtrait pas suffisamment stabilisé pour permettre la couverture du candidat au titre de l'invalidité, la caisse nationale de prévoyance accepte d'examiner la possibilité de proposer l'assurance de groupe pour le seul risque de décès, la prime mise à la charge de l'intéressé étant alors réduite de façon correspondante. Si cette dernière possibilité ne peut jouer, la caisse nationale de prévoyance consent à étudier l'opportunité de la souscription d'une assurance individuelle limitée à la garantie du décès. En matière de prêts spéciaux du crédit foncier, compte tenu des dispositions de l'arrêté du 4 août 1955 relatif aux prêts à la construction, la souscription d'un contrat d'assurance-vie n'est jamais exigée des candidats emprunteurs dont l'état de santé ne permet pas la souscription d'un tel contrat. En fait, l'hypothèque de premier rang dont est obligatoirement grevé l'immeuble, tient lieu, ici, de garantie en cas de non-paiement du vivant de l'emprunteur et en cas de décès si les héritiers ne remplissent pas les obligations du *de cuius*. Il n'y a donc pas, a priori, d'impossibilité d'accéder à la propriété pour les handicapés dans les secteurs concernant les personnes de ressources modestes qui semblent constituer l'objet principal des préoccupations de l'honorable parlementaire. Quant aux prêts consentis par les autres établissements de crédit, les garanties demandées varient, semble-t-il, d'un établissement à l'autre et chacun d'eux apprécie librement la mesure dans laquelle l'assurance-vie qu'ils imposent éventuellement aux emprunteurs peut être rem-

placée, par exemple par la caution d'un tiers. Une initiative des pouvoirs publics tendant à modifier cette situation ne paraît donc pas opportune; en toute hypothèse, elle relèverait du ministre de l'économie et des finances qui a le contrôle des établissements considérés.

*Transports routiers (suppression
des dérogations aux limitations de vitesse des poids lourds).*

31601. — 11 septembre 1976. — **M. Krieg** rappelle à **M. le ministre de l'équipement** sa question écrite n° 22598 du 20 septembre 1975 à laquelle il lui répondit le 28 novembre 1975. Il serait heureux de savoir si on va mettre fin aux arrêtés dérogatoires qui sont pris chaque année et qui permettent aux poids lourds d'effectuer des vitesses supérieures sur routes et autoroutes à celles qui avaient été prévues par le code de la route. Se référant aux nombres d'accidents graves dans lesquels sont impliqués des poids lourds, il lui semble que la sagesse voudrait que l'on mette fin à ces errements.

Réponse. — Dans la réponse en date du 28 novembre 1975 à la question écrite à laquelle fait référence l'honorable parlementaire, ont été précisées les raisons pour lesquelles il avait été décidé de maintenir jusqu'à nouvel ordre le statu quo en matière de limitation de vitesse des poids lourds. Cette décision s'est traduite par l'arrêté du 8 décembre 1975 (*Journal officiel* du 18 décembre 1975) qui a donc prorogé, sans aucune indication de date limite, les dispositions de l'arrêté du 26 août 1971, lequel dérogeait à l'arrêté de base du 23 septembre 1954. Aucun élément nouveau déterminant n'étant intervenu depuis lors, le ministre de l'équipement ne peut que confirmer les termes de la réponse qu'il a faite à la question écrite précitée. Il convient d'ailleurs de remarquer que, depuis 1971, le nombre des accidents impliquant des poids lourds est resté stable malgré le relèvement opéré; il a même diminué ces dernières années dans une proportion appréciable. Ainsi, en 1974, il y a eu sur l'ensemble du territoire 1 138 accidents de moins qu'en 1973. Le même, en 1975, 19 711 infractions ont été relevées à l'encontre des poids lourds de plus de dix tonnes de poids total autorisé en charge, ce qui correspond à une régression de 13,4 p. 100 par rapport à l'année 1974.

Autoroutes (bénéfices réalisés par les sociétés concessionnaires).

31673. — 18 septembre 1976. — **M. Laurent** attire l'attention de **M. le ministre de l'équipement** sur le fait que, comme l'avait déjà indiqué la proposition de loi déposée à ce sujet par les députés communistes, le problème du péage autoroutier a pris une dimension nationale. Il appelle son attention sur le rôle des sociétés concessionnaires comme élément primordial du débat. En conséquence, il souhaiterait connaître le montant exact des bénéfices réalisés par tous les groupements auxquels a été confiée l'exploitation financière d'autoroutes.

Réponse. — Sur les dix sociétés concessionnaires d'autoroutes, six sont des sociétés d'économie mixte dont la vocation n'est pas de faire des bénéfices. D'ailleurs, la crise de l'énergie a retardé l'évolution du trafic de telle façon que les bénéfices des sociétés sont encore très réduits: au total, le bénéfice consolidé de ces dix sociétés ne ressortait qu'à un million de francs en 1975. Le péage reste cependant l'instrument le plus efficace pour le développement du réseau autoroutier, qui atteint maintenant 4 000 kilomètres grâce à lui. Au demeurant, le péage est plus équitable que l'impôt, puisqu'il est la contrepartie du service directement rendu à l'usager.

Autoroutes (sociétés concessionnaires).

31989. — 2 octobre 1976. — **M. Franceschi** expose à **M. le ministre de l'équipement** que le débat actuel, d'envergure nationale, au sujet de la situation des postes de péage sur l'autoroute A 4 dans la banlieue Est de Paris pose directement le problème de la rentabilité financière d'équipements autrefois considérés comme des services publics financés par le budget de l'Etat, puis concédés à des sociétés d'économie mixte contrôlées par l'Etat et désormais livrés aux seuls capitaux privés. Il attire son attention sur la nécessité, pour éclairer le débat aux yeux de la population, de bien mettre en évidence l'intérêt financier des sociétés privées concessionnaires d'autoroutes face au coût que l'on voudrait faire supporter par les habitants des banlieues. Il lui demande donc de lui faire connaître la situation financière de chacune des sociétés concessionnaires d'autoroutes en France, quel qu'en soit le statut juridique, ainsi que l'évolution de leurs charges d'exploitation et de leurs recettes depuis leurs créations.

Réponse. — La concession est un mode de gestion normal et fréquent du service public. Il va de soi que la loi du 18 avril 1955 qui a autorisé la mise à péage des autoroutes et leur concession à des sociétés d'économie mixte ainsi que l'extension de cette faculté

en 1969-1970 aux sociétés à capitaux privés, n'ont en rien modifié la nature de cette activité. Dans tous les cas, la société concessionnaire reste soumise au contrôle de l'Etat ainsi qu'au respect strict du cahier des charges de la concession. Dans ces conditions, on ne saurait considérer qu'il y ait eu quelque abandon que ce soit des prérogatives de la puissance publique dans le domaine des concessions d'autoroutes. Il apparaît légitime que les sociétés privées trouvent dans leur activité la rentabilité financière normale à laquelle elles peuvent prétendre dans une économie de marché. Toutefois, la crise de l'énergie a entamé les résultats financiers de ces sociétés. C'est ainsi que le bénéfice consolidé de toutes les sociétés d'autoroutes, y compris les sociétés d'économie mixte, ne ressort en 1975 qu'à un million de francs. Le péage perçu par les sociétés privées comme par les sociétés d'économie mixte permet le remboursement des emprunts contractés pour la construction de l'ouvrage. Ce mode de financement est plus équitable que l'impôt, puisqu'il est la contrepartie du service rendu à l'usager. Il a contribué dans une proportion essentielle au développement du réseau autoroutier français, lui permettant d'atteindre, dans un proche avenir, un niveau comparable à celui des réseaux allemand et italien. C'est ainsi qu'en 1975 le montant des recettes pour les dix sociétés concessionnaires a été de 1 480 millions de francs; les dépenses d'exploitation se sont montées à 340 millions de francs, les frais financiers à 745 millions de francs et les charges de remboursement des emprunts à 235 millions de francs. Il convient de noter qu'au cours de cet exercice 3 290 millions de francs d'emprunts ont été émis pour permettre la réalisation d'investissements d'un montant de 3 670 millions de francs.

Automobiles (militaires de carrière).

32057. — 2 octobre 1976. — **M. Jacques Legendre** demande à **M. le ministre de l'équipement** de lui faire connaître sa position sur les problèmes des militaires de carrière qui, soumis à de fréquents changements de domicile, sont obligés de faire modifier le numéro minéralogique de leur automobile. L'article 106 du code civil, en effet, stipule que le citoyen appelé à une fonction publique temporaire ou révocable conservera le domicile qu'il avait auparavant, s'il n'a pas manifesté l'intention contraire. Il lui demande donc de lui indiquer les textes sur lesquels l'administration s'appuie pour demander aux militaires de carrière de procéder à ces changements d'immatriculation.

Réponse. — Si l'article 106 du code civil stipule que « le citoyen appelé à une fonction publique temporaire ou révocable conservera le domicile qu'il avait auparavant, s'il n'a pas manifesté l'intention contraire », ce texte ne saurait être applicable aux militaires de carrière, en ce qui concerne l'immatriculation de leur véhicule. En effet, de telles dispositions visent les déplacements momentanés à partir d'un lieu d'établissement principal qui subsiste malgré le déplacement. Or, du fait de leurs changements de poste, les militaires de carrière ne conservent aucun lien officiel avec le lieu de leur précédente affectation. Dans ces conditions, c'est la réglementation du code de la route qui leur est applicable, en l'occurrence l'article R. 114 dudit code. Ce texte prescrit à tout propriétaire d'un véhicule automobile, neuf ou usagé, qu'en cas de changement de domicile, il doit adresser au préfet du département de son nouveau domicile une déclaration accompagnée de la carte grise du véhicule, aux fins de remplacement ou de modifications de cette dernière suivant qu'il y a ou non changement de département. Dans la pratique, les seules dérogations admises concernent les jeunes gens accomplissant leurs obligations du service national, les jeunes filles effectuant volontairement un service actif et les militaires se trouvant en opération hors du territoire métropolitain ou affectés dans une nouvelle garnison mais ayant laissé leur famille dans la précédente résidence où ils continuent à se rendre régulièrement.

*Tourisme (normes applicables aux équipements sanitaires
accompagnant les villas de plein air des V. V. F.).*

32260. — 8 octobre 1976. — **M. Pierre Weber** attire l'attention de **M. le ministre de l'équipement** sur sa réponse faite à sa question écrite n° 28269, parue au *Journal officiel* (Assemblée nationale, n° 69) du 11 juillet 1976, et lui demande de bien vouloir lui préciser quelles sont les normes applicables aux équipements sanitaires accompagnant les villas de plein air des V. V. F.

Réponse. — Ainsi qu'il avait été précisé à l'honorable parlementaire à l'occasion d'une réponse à une précédente question écrite, un arrêté pris en application de l'article 15 du décret n° 69-596 du 14 juin 1969 va fixer des règles spéciales de construction pour certaines catégories de logements destinées à l'occupation temporaire et saisonnière dont la gestion et l'entretien sont organisés et assurés de façon permanente. Ce texte, qui a dû être soumis à l'examen du conseil supérieur d'hygiène publique de France, est actuellement en cours de transmission, pour signature, aux ministres intéressés. Il prévoit que, par dérogation à certaines dispositions

de l'article 3 du décret n° 69-596 du 14 juin 1969, les logements en cause doivent comporter des installations sanitaires propres à chacun d'eux ou communes à plusieurs. Dans le cas d'équipements sanitaires communs, ceux-ci doivent comporter au moins un lavabo, une douche et un cabinet d'aisance pour dix personnes. Par ailleurs, des textes propres au secrétariat d'Etat au tourisme et relatifs au classement en catégories des villages de vacances fixent selon le classement des villages l'importance des installations sanitaires qui peuvent varier depuis les minima visés ci-dessus jusqu'à l'équipement complet de chaque logement.

Permis de conduire (titulaires du permis F).

32393. — 14 octobre 1976. — **M. Haesebroeck** attire l'attention de **M. le ministre de l'équipement** sur les contrôles médicaux auxquels sont astreintes les personnes titulaires du permis de conduire F et qui relèvent exclusivement de la compétence de son ministère. Leur gratuité a été prévue par l'article 52 de la loi d'orientation en faveur des personnes handicapées en date du 30 juin 1975. Il lui demande de bien vouloir lui préciser à quelle date sera publié le décret d'application de cette disposition.

Réponse. — La loi n° 75-534 du 30 juin 1975 d'orientation en faveur des personnes handicapées prévoit effectivement en son article 52 la gratuité des contrôles médicaux auxquels sont astreintes les personnes titulaires du permis de conduire de la catégorie F. Dans la mesure où cette loi a été prise à l'initiative du ministère de la santé, le ministère de l'équipement a estimé, dans un premier temps, qu'il appartenait aux services compétents de cette administration de prendre les dispositions qui s'imposaient pour rendre une telle mesure applicable. Cependant, pour tenir compte, notamment, des impératifs budgétaires du ministère de la santé, le ministère de l'équipement a décidé par la suite de dégager sur son propre budget de 1977 les crédits nécessaires au remboursement de ces visites. Les démarches sont d'ores et déjà en cours avec les services du ministère de l'économie et des finances et il est procédé à la mise au point des modalités pratiques d'application d'une telle mesure. L'honorable parlementaire peut donc être assuré que tous les moyens seront mis en œuvre pour que les dispositions rappelées ci-dessus interviennent avant le 31 décembre 1977, date limite fixée par la loi.

Prêts immobiliers (contrôle sur l'utilisation des prêts consentis sous l'égide du ministère de l'équipement).

32430. — 15 octobre 1976. — **M. Plantier** expose à **M. le ministre de l'équipement** que les travaux de construction d'une villa, qui ont été achevés en août 1975, ont été financés pour le compte d'un particulier, avec l'attribution d'une prime P. S. I. consentie par le ministère de l'équipement, par le Comptoir des entrepreneurs et le Crédit foncier. Le dernier règlement relatif au prêt du Crédit foncier et s'élevant à la somme de 6 586 francs a été encaissé par l'intéressé depuis novembre 1975. Par contre, l'entreprise ayant procédé à la construction de la villa ne parvient pas, malgré plusieurs réclamations, à entrer en possession de cette somme qui lui est due. Il en résulte que les fonds attribués par prêt pour la construction sont utilisés par son bénéficiaire à d'autres fins. Il lui demande s'il n'estime pas normal qu'un contrôle puisse être exercé, par ses services, sur l'utilisation de prêts consentis sous l'égide de son ministère et, dans l'affirmative, de lui faire connaître les mesures qu'il envisage de prendre à cet effet.

Réponse. — Les sommes correspondant aux prêts spéciaux immédiats sont remises au bénéficiaire par le Comptoir des entrepreneurs en fonction de l'état d'avancement des travaux, selon une « échelle de versement » figurant dans le contrat de prêt. Le versement des fonds est demandé à cet organisme par le constructeur, qui doit indiquer que les travaux en sont à un stade tel qu'ils justifient le versement d'une partie des fonds. La véracité de cette déclaration peut être vérifiée par un architecte inspecteur du Comptoir des entrepreneurs. D'une façon générale, les fonds sont versés entre les mains du notaire rédacteur de l'acte (contrat de prêt). Mais, dans le cas de la construction d'une seule maison individuelle, qui semble être celui évoqué par l'honorable parlementaire, le contrat de prêt peut préciser que les fonds seront versés directement au particulier bénéficiaire du prêt. Il appartient alors au particulier maître d'ouvrage de payer l'entrepreneur qui réalise les travaux de construction. Les litiges qui peuvent survenir entre le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sur les modalités de paiement, dans le cadre du contrat de construction passé entre ces deux parties, relèvent alors du droit privé et ne mettent pas en cause le Comptoir des entrepreneurs ni l'administration. Les motifs de refus de paiement des travaux par le maître d'ouvrage sont très souvent des différends concernant la qualité des travaux exécutés qui ne peuvent être tranchés, sauf entente amiable, que par jugement des tribunaux judiciaires.

Z. A. C. (financement et animation des locaux collectifs).

32615. — 21 octobre 1976. — **M. Frêche** attire l'attention de **M. le ministre de l'équipement** sur la situation de certaines Z. A. C. dépourvues de locaux collectifs résidentiels et dont l'animation n'est prise en charge que par des bénévoles, ce qui est le cas par exemple de la Z. A. C. de la Salaison, au Crès, dans l'Hérault. Il lui demande quelles dispositions il compte prendre pour donner suite aux propos qu'il tenait en juin dernier au congrès de l'U. N. F. O. H. L. M. par lesquels il s'engageait à suivre et encourager concrètement le financement et l'animation de ces locaux collectifs résidentiels, désormais obligatoires dans les Z. A. C.

Réponse. — Deux arrêtés du 27 octobre 1976 (*Journal officiel* du 7 novembre 1976) prévoient l'obligation, en secteur d'H. L. M., de réaliser 0,75 mètre carré de locaux collectifs résidentiels par logement dans tout ensemble de plus de 200 logements et dans les Z. A. C. quelle que soit l'importance de leur programme. Le financement est assuré à hauteur de 1,10 mètre carré de surface habitable — pour 0,75 mètre carré effectivement réalisé — de manière à permettre une réalisation de meilleure qualité (équipement en sanitaires, peintures, électricité, etc.). Ces nouvelles dispositions vont donc dans le sens souhaité par l'honorable parlementaire.

H. L. M. (installation de systèmes de comptage-régulation sur les radiateurs).

32620. — 21 octobre 1976. — **M. Andrieu** demande à **M. le ministre de l'équipement** quelles mesures il compte prendre pour contrôler les marchés passés par certains organismes H. L. M. en vue d'un comptage-régulation sur chaque radiateur proposé par une société à de nombreuses sociétés H. L. M. Il lui demande notamment de bien vouloir lui préciser si ces appareils sont homologués selon les modalités prévues à l'article 7 du décret n° 75-1175 du 17 décembre 1975 (*Journal officiel* du 20 décembre 1975), car bien que la loi du 29 octobre 1974 ne s'applique pas à certains immeubles d'H. L. M. il serait aberrant que les organismes qui concluraient de tels marchés puissent le faire sans l'homologation prévue. Dans ce dernier cas, il lui demande s'il ne lui paraît pas opportun d'arrêter une pression inadmissible auprès des locataires qui, déjà écrasés par des charges de plus en plus lourdes, refuseraient ce dispositif non obligatoire. Enfin, il serait souhaitable que les autorités de tutelle chargées d'approuver ces éventuels marchés, contrôlent sérieusement le montant de la dépense et la crédibilité de l'entreprise soumissionnaire.

Réponse. — L'article 4 de la loi n° 74-908 du 29 octobre 1974 stipule que « tout immeuble collectif pourvu d'un chauffage commun doit comporter, quand la technique le permet, une installation permettant de déterminer la quantité de chaleur et d'eau chaude fournie à chaque local occupé à titre privatif. Nonobstant toute disposition, convention ou usage contraire, les frais de chauffage et de fourniture d'eau chaude mis à la charge des occupants comprennent, en plus des frais fixes, le coût des quantités de chaleur calculées comme il est dit ci-dessus ». Un décret pris en Conseil d'Etat devait fixer les conditions d'application, notamment la part des frais fixes, les délais d'exécution des travaux ainsi que les cas et conditions de dérogations pour impossibilité technique ou coût excessif. Mais la nature et la diversité des problèmes posés par la mise en œuvre de cet article 4 de la loi ont conduit le Gouvernement à prévoir trois décrets d'application : le premier, qui s'applique à la répartition des frais d'eau chaude est paru le 19 juin 1975 sous le n° 75-496 ; le deuxième, qui concerne la répartition des frais de chauffage dans les immeubles neufs, est paru le 17 décembre 1975 sous le n° 75-1175 ; le troisième, relatif à la répartition des frais de chauffage dans les immeubles existants et qui s'applique aux problèmes évoqués par l'honorable parlementaire. Ce troisième décret n'est pas encore paru car l'obligation prévue par le législateur pose un certain nombre de problèmes qui ont conduit le Gouvernement à lancer plusieurs actions tendant à améliorer la connaissance de la technologie et de l'utilisation des « répartiteurs à évaporation ». Ces actions sont les suivantes : enquête statistique en France, en Allemagne et en Belgique sur les logements déjà équipés ; étude technologique des appareils (précision, fiabilité, fraudes, etc.) ; étude expérimentale sur des groupes de logements gérés par certains organismes en régions parisienne et méditerranéenne ; suivi d'expériences engagées à l'initiative de l'union nationale des fédérations d'organismes H. L. M. par plusieurs gestionnaires H. L. M. C'est dans le cadre de cette dernière action que l'expérimentation de « répartiteurs à évaporation » a été entreprise par l'office municipal d'H. L. M. de Toulouse. L'expérience de Toulouse est réalisée sur les bases d'un marché passé entre l'office municipal d'H. L. M. et la société de gérance et d'économie de chauffage. Elle consiste à mettre en place des « répartiteurs à évaporation » associés à des robinets thermostatiques. Les premiers appareils permettent d'évaluer la quantité et

de répartir le coût de la chaleur utilisée par chaque occupant qui ne paie ainsi que ce qu'il consomme. Les robinets thermostatiques permettent de fermer automatiquement l'arrivée d'eau chaude dans les radiateurs lorsqu'une température intérieure donnée est atteinte, ce qui économise l'énergie en évitant les surchauffes. C'est la combinaison de ces deux fonctions qui conduit à des économies dont le taux peut varier de 10 à 40 p. 100 en fonction des conditions climatiques, des caractéristiques des immeubles, de l'état des installations de chauffage et de la motivation des usagers. Cela suppose une bonne information des locataires préalablement à la pose des appareils. Il faut constater que les « répartiteurs à évaporation » ne sont pas des appareils de comptage au sens juridique du terme. Ils ne sont donc pas homologués pour l'existant. Il s'agit simplement d'appareils qui ont pour objet d'assurer une répartition approximative des dépenses de chauffage. Des expériences du type de celle engagée à Toulouse permettront d'apprécier si cette approximation est suffisante et si l'utilisation des appareils est fiable. Il convient d'ajouter enfin que cette expérience ne coûtera rien aux locataires puisque l'article 11 du marché stipule que « le montant de la redevance est plafonné au montant de l'économie de combustible réalisée. Par ailleurs les appareils sont loués à l'organisme, la société de gérance en restant propriétaire. Il y a là une garantie qui devrait inciter les locataires à participer activement à l'expérience qui leur est proposée, dans la mesure où elle a pour but de combiner l'amélioration de leur confort thermique et la réduction du coût de leurs charges de chauffage ».

Permis de conduire européen.

32622. — 21 octobre 1976. — **M. Cousté** demande à **M. le ministre de l'équipement** si le Gouvernement français accueille favorablement la proposition de la commission européenne relative à un permis de conduire européen. Pourrait-il notamment préciser quelles pourraient être les conditions de délivrance de ce permis et les avantages pratiques qu'il présenterait pour les automobilistes européens.

Réponse. — Le Gouvernement approuve le principe d'un projet de permis communautaire à condition que d'une part, le permis européen ne se substitue pas aux permis nationaux — ceci impliquant qu'il doit rester optionnel — et que d'autre part, ce permis n'empêche pas la reconnaissance mutuelle et les échanges des permis de conduire nationaux entre les pays de la Communauté. Quant aux modalités, le Gouvernement ne souhaite ni la création d'un permis A.1 pour les cyclomoteurs (une limite d'âge minimum est suffisante pour conduire ce genre d'engins) ni la création d'un permis pour la conduite des tracteurs agricoles, forestiers et forains. Dans ce domaine, une limite d'âge minimum (seize ou dix-huit ans) paraît également suffisante pour conduire ces engins dès lors qu'ils appartiennent à une exploitation agricole, une entreprise de travaux agricoles ou à une coopérative d'utilisation de matériel agricole (C. U. M. A.). En revanche, le Gouvernement prend acte avec intérêt de la conception du permis de conduire européen considéré implicitement comme un certificat de capacité.

Permis de conduire (handicapés).

32846. — 28 octobre 1976. — **Mme Fritsch** attire l'attention de **M. le ministre de l'équipement** sur les dispositions de l'article 52 de la loi n° 75-534 du 30 juin 1975 d'orientation en faveur des personnes handicapées, en vertu desquelles des dispositions réglementaires devaient être prises, dans un délai d'un an, pour modifier les règles du code de la route relatives aux contrôles médicaux auxquels sont astreintes les personnes titulaires du permis de conduire F et prévoir la gratuité de ces contrôles médicaux. Or, à ce jour, aucune mesure n'a encore été prise et les visites médicales pour les personnes titulaires du permis F sont toujours payantes. Elle lui demande quelle est la raison du retard ainsi apporté à la mise en vigueur de l'article 52 et s'il n'a pas l'intention de prendre toutes dispositions utiles pour que les textes d'application de cet article interviennent rapidement et que les instructions nécessaires soient données aux administrations compétentes.

Réponse. — La loi n° 75-534 du 30 juin 1975 d'orientation en faveur des personnes handicapées prévoit effectivement en son article 52 la gratuité des contrôles médicaux auxquels sont astreintes les personnes titulaires du permis de conduire de la catégorie « F ». Dans la mesure où cette loi a été prise à l'initiative du ministère de la santé, le ministère de l'équipement a estimé, dans un premier temps, qu'il appartenait aux services compétents de cette administration de prendre les dispositions qui s'imposaient pour rendre une telle mesure applicable. Cependant, pour tenir compte notamment des impératifs budgétaires du ministère de la santé, le ministère de l'équipement a décidé par la suite de dégager sur son propre budget de 1977 les crédits nécessaires au remboursement de ces visites. Les démarches sont d'ores et déjà en cours avec les services du ministère de l'économie et des finances, et il est

procédé à la mise au point des modalités pratiques d'application d'une telle mesure. L'honorable parlementaire peut donc être assurée que tous les moyens seront mis en œuvre pour que les dispositions rappelées ci-dessus interviennent avant le 31 décembre 1977, date limite fixée par la loi.

Permis de construire (conditions de délivrance).

32994. — 4 novembre 1976. — **M. Chambaz** a pris note de la réponse de **M. le ministre de l'équipement** à la question qu'il lui avait posée le 11 juillet 1976 (n° 30723). Cette réponse laisse entier le problème précis des conditions dans lesquelles les services placés sous sa responsabilité ont accordé, dans le cas cité, les autorisations nécessaires. En effet, même si le permis de construire a été délivré « sous réserve des droits éventuels des tiers », il semble que l'instruction de la demande n'ait tenu compte ni de la copropriété de l'immeuble ni de la mitoyenneté et qu'en conséquence les règlements d'urbanisme n'ont pas été respectés, qu'il s'agisse de l'obligation d'implanter toute construction à 6 mètres de l'axe de la voie ou des prospectus normalement requis. En conséquence et sans anticiper sur la décision judiciaire, il lui demande de préciser les conditions dans lesquelles le permis de construire a été délivré.

Réponse. — L'ensemble immobilier dont il s'agit a fait l'objet d'un permis de construire, délivré le 29 décembre 1972 par le préfet de Paris et d'un permis modificatif, délivré le 27 juillet 1973 par la même autorité, à la Société civile immobilière 62-66, rue Amielot, à Paris (11^e), conformément aux dispositions du plan directeur d'urbanisme de Paris, approuvé le 6 février 1967. Au cours de l'instruction des deux demandes de permis de construire présentées, il a bien été tenu compte de l'impassé privée. Les droits du constructeur sur cette voie résultent d'une attestation qu'il a produite, ce qui lui a permis d'effectuer la suppression de cette impasse pour la réalisation de son projet, les services de la voirie parisienne n'ayant, par ailleurs, formulé aucune objection. Il est ajouté que ces permis de construire ont fait l'objet, le 2 mai 1974, d'un recours aux fins d'annulation, formé devant le tribunal administratif de Paris, recours qui a été rejeté le 31 octobre 1974 ; les requérants ont été condamnés aux dépens. Le contenu de la réponse faite à la question écrite n° 30-723, posée précédemment, est donc confirmé.

32996. — 4 novembre 1976. — **M. Rigout** attire l'attention de **M. le ministre de l'équipement** sur l'état de vétusté dans lequel se trouve le pont enjambant le Loir sur la route nationale n° 826 à Fréteval, commune du département de Loir-et-Cher. Il rappelle que ce pont présente des symptômes d'insécurité depuis déjà plus de trente ans et que sa situation s'est, au cours des années, singulièrement dégradée. Le fait est si patent que les services techniques ont été amenés au fil des ans à réduire les tonnages admis à emprunter cet édifice. L'importance de cette voie maintient nationale et celle du trafic qu'elle supporte font qu'une réfection s'impose d'urgence comme le réclament depuis des années le maire et la municipalité de la commune. Aussi lui demande-t-il les mesures qu'il entend prendre pour que cette réfection soit réalisée dans les plus brefs délais et prise en charge par l'Etat.

Réponse. — Les services de l'équipement ne méconnaissent pas les problèmes signalés par l'honorable parlementaire, quant au franchissement du Loir par le pont de la R. N. 826 dans la localité de Fréteval sur l'itinéraire Orléans-Le Mans. C'est pourquoi, compte tenu du trafic enregistré (2 000 à 2 500 véhicules par jour), les caractéristiques insuffisantes de l'ouvrage (largeur de 4,50 mètres) et de sa relative vétusté (dégradation notamment du tablier métallique), un projet de reconstruction a été établi par la direction départementale de l'équipement du Loir-et-Cher mais son financement, intégralement à la charge de l'Etat, n'a pu encore être inscrit à un programme annuel du fonds spécial d'investissement routier. Dans ces conditions, les services locaux ont été amenés à limiter à douze tonnes la charge autorisée, garantissant ainsi la sécurité du trafic sur le pont. Une réfection partielle, au demeurant fort coûteuse, constituerait une solution imparfaite et peu rentable dans l'attente de la reconstruction de l'ouvrage dont le projet est au point. Bien entendu, l'ouvrage fait l'objet d'une surveillance attentive et l'on peut affirmer qu'en son état actuel, il est en mesure de supporter, sans le moindre risque, des charges pouvant aller jusqu'à douze tonnes, ce qui permet à la quasi-totalité du trafic empruntant cet itinéraire de s'écouler sans encombre. Quant aux poids lourds de plus de douze tonnes, ils peuvent utiliser un itinéraire de remplacement en empruntant le C. D. 19 de Morée jusqu'à Saint-Hilaire-la-Gravelle, puis la R. N. 10 jusqu'aux Fontaines d'où ils reprennent la R. N. 826. Cet itinéraire comporte un allongement de parcours de 10 km environ mais permet d'éviter la traversée fort difficile pour des véhicules de fort tonnage de Morée et de Fréteval. En ce qui concerne l'époque où la reconstruction pourra être entreprise, elle ne peut encore être précisée,

des opérations d'une urgence beaucoup plus marquée devant être engagées ou achevées par priorité dans le département du Loiret-Cher. Il n'en reste pas moins que le ministère de l'équipement ne manquera pas de saisir toute occasion qui pourrait lui être offerte de financer la reconstruction du pont de Fréteval, en vue de faire disparaître, dès que possible, les inconvénients signalés.

Voies navigables (développement des voies d'eau et indemnisation des bateliers éprouvés par la sécheresse).

33057. — 5 novembre 1976. — **M. Doromé** attire l'attention de **M. le ministre de l'équipement** sur les conséquences entraînées par la longue période de sécheresse pour les bateliers. Le monde de la batellerie artisanale aurait eu moins à souffrir si l'ensemble des canaux, des réservoirs et des écluses étaient mieux entretenus. D'autre part, de grandes économies seraient réalisées pour une réorganisation, une relance et mise en état des canaux. L'entretien et la modernisation des voies d'eau navigables en France serait un investissement rentable. Conscient de défendre l'intérêt national et les intérêts particuliers d'une profession, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour indemniser les bateliers victimes de la sécheresse et entreprendre une politique de développement des voies d'eau navigables répondant aux intérêts du développement économique de notre pays.

Réponse. — Pour ce qui est, tout d'abord, de l'indemnisation des bateliers éprouvés par la sécheresse, le ministre de l'équipement est bien conscient des difficultés causées à certains bateliers par la baisse importante des eaux dans les canaux, consécutive à la sécheresse exceptionnelle de l'été 1976. C'est pourquoi, en accord avec le ministre de l'économie et des finances, il a été décidé d'allouer, aux bateliers immobilisés plus de quinze jours pour cette raison, des avances journalières décomptées à partir du seizième jour d'immobilisation et jusqu'à la fin de celle-ci. Pour ce qui est, en second lieu, du développement des voies d'eau, il y a lieu de distinguer le réseau Freycinet et le réseau à grand gabarit. En ce qui concerne le réseau Freycinet, un effort tout particulier a été entrepris, depuis plusieurs années, en faveur des voies à petit gabarit, dans le cadre du programme d'équipement pluriannuel élaboré par le groupe de travail du réseau Freycinet créé en 1973 et qui comprend, pour l'essentiel, des responsables de la profession et des représentants des administrations concernées. Sur la base de ce programme, dont l'objectif est d'assurer les conditions d'une amélioration sensible du réseau, il est apparu nécessaire de définir une politique d'intervention réaliste et efficace fondée sur une répartition des itinéraires en trois catégories. Sur la partie la plus active du réseau sera menée une véritable politique de modernisation coordonnée d'itinéraires, comme cela a été entrepris pour les grands axes routiers. Les actions porteront sur la stabilisation des berges, la restauration des profondeurs et l'automatisation des écluses. Les voies à faible trafic qui gardent encore une certaine importance pour les économies régionales seront maintenues en service au moyen de travaux d'entretien courant nécessaires à la préservation de la sécurité. Enfin, les voies à petit gabarit devenues pratiquement inutiles à la navigation fluviale de commerce seront radiées de la nomenclature des voies navigables ou concédées à des organismes locaux désireux d'y maintenir la pratique d'activités nautiques d'ordre touristique. Les dotations budgétaires consacrées au réseau Freycinet pendant les trois dernières années (de 1974 à 1976) s'élèvent à 257,6 millions de francs et les prévisions pour 1977 sont de l'ordre de 73,6 millions de francs. Ces dotations représentent annuellement un peu plus de 20 p. 100 du budget des voies navigables. En ce qui concerne le réseau à grand gabarit, il s'agit de poursuivre la politique de développement et de modernisation définie par le Gouvernement lors des plans précédents. Cette politique est essentiellement axée sur l'aménagement des vallées, à savoir l'aménagement du bassin du Nord avec l'axe Dunkerque—Valenciennes, complété par l'antenne sur Lille et le raccordement au réseau belge, l'aménagement de la vallée de la Seine avec modernisation de ses antennes (vallées de l'Oise, de la petite Seine, puis de l'Yonne), la canalisation de la Moselle en amont de Metz, dans le cadre de l'ouverture de la Lorraine sur le bassin rhénan et la canalisation et mise à grand gabarit du Rhône, de Fos à Lyon, complétée par l'engagement de la liaison Rhin—Rhône. En outre, les liaisons entre le bassin du Nord et celui de la Seine (Seine-Nord) entre le bassin de la Seine et celui de la Moselle (Seine-Est) sont actuellement en cours d'étude.

Logement (utilisation des titres de participation aux fruits de l'expansion par les salariés candidats au logement).

33195. — 11 novembre 1976. — **M. Maurice Legendre** attire l'attention de **M. le ministre de l'équipement** sur l'urgence de l'application de la loi n° 76-463 du 31 mai 1976 (*Journal officiel* du 1^{er} juin 1976) concernant l'accès des salariés à la propriété, permettant notamment de financer ou de compléter l'apport personnel initial nécessaire à l'acquisition d'un logement principal à l'aide des fonds

constitués au titre de l'intéressement (participation aux fruits de l'expansion des entreprises). Il lui demande « en est l'élaboration des décrets d'application et à quel moment ceux-ci pourront paraître.

Réponse. — Le décret d'application de l'article 4 de la loi n° 76-463 du 31 mai 1976 visé par l'honorable parlementaire a été soumis à l'examen du Conseil d'Etat. Le ministre du travail qui en a eu l'initiative va recueillir les contre-avis des ministres intéressés avant signature du texte par le Premier ministre puis publication.

TRANSPORTS

S. N. C. F. (attribution de billets de congé annuel à tarif réduit aux travailleurs privés d'emploi).

31791. — 25 septembre 1976. — **M. Cornut-Gentille** demande à **M. le ministre de l'équipement** s'il est exact que les chômeurs ne peuvent bénéficier du billet de chemin de fer de congé annuel à tarif réduit. Dans l'affirmative, il lui demande si cet état de choses ne pourrait être reconsidéré, les charges supportées à ce titre par la S. N. C. F. ne devant pas être fort importantes.

Réponse. — Le tarif spécial des billets populaires de congé annuel créé en 1936 pour répondre aux dispositions de la loi du 20 juin 1936 est réservé aux salariés qui partent en vacances à la suite d'une période où ils ont, effectivement, assuré leurs fonctions, ce qui exclut les personnes en situation de chômage ou de maladie. Cependant, il est admis que l'épouse, si elle est elle-même salariée, peut faire figurer, sur son propre billet de congé annuel, son mari si celui-ci est travailleur salarié en situation de chômage ; dans ce cas il suffit qu'un certificat de chômage soit joint à la demande de billet de l'épouse. Le tarif en cause ayant été imposé à la S. N. C. F., la perte de recettes qui en résulte pour le transporteur donne lieu à compensation financière à la charge du budget national en vertu de l'article 20 bis de la convention du 31 août 1937 modifiée régissant les rapports entre l'Etat et la société nationale. Toute extension du nombre des ayants droit au billet populaire conduirait à un alourdissement des dépenses publiques que la conjoncture actuelle ne permet pas d'envisager.

INDUSTRIE ET RECHERCHE

Pétrole (recherches en mer).

29880. — 16 juin 1976. — **M. Gabriel** expose à **M. le ministre de l'industrie et de la recherche** les faits suivants : lors de la conférence internationale sur le droit de la mer, il est apparu clairement que la maîtrise de la technologie océanique est l'atout majeur pour la possession des richesses sous-marines. La France, dans ce domaine, jouit d'une place très honorable puisque le chiffre d'affaires du secteur parapétrolier est passé d'environ 400 millions de francs en 1970 à plus de 4 000 millions de francs en 1974. Or, le matériel d'exploration traverse une crise grave. Ne peut-on, à l'image des Anglais, décider d'équiper en matériel français les eaux françaises ? Pour la mer d'Iroise, Elf-Erap, qui se réclame d'une mission de service public, s'est comportée comme une société privée, en autorisant l'entreprise de forage « Schlumberger » à choisir un matériel finlandais. Ce choix reposait sur des avantages en délais et en prix qui, pour finir, n'ont pas été tenus. Dans l'hypothèse où il serait décidé d'agir dans le sens indiqué plus haut, il lui demande quelles mesures concrètes seront prises pour que cette situation ne se reproduise pas en Méditerranée, et, le cas échéant, sur le prolongement de la mer d'Iroise.

Réponse. — Ainsi que le rappelle l'honorable parlementaire dans sa question écrite, la maîtrise de la technologie constitue un atout majeur pour l'accès aux ressources océaniques. Dans ces conditions, et afin d'assurer la diversification des approvisionnements du pays et des groupes pétroliers français par une capacité d'accès aux nouvelles zones de prospection, les pouvoirs publics avaient incité dès 1963 les compagnies nationales et l'Institut français du pétrole à entreprendre un programme d'études pour l'exploration pétrolière en zone marine. Ce programme a, jusqu'à présent, permis aux compagnies pétrolières nationales de se doter d'une technologie adaptée et d'acquérir une compétence technique leur permettant de procéder à l'exploration de l'important domaine minier marin qu'elles avaient pu constituer et au développement de gisements qui pouvaient y être découverts. C'est ainsi qu'elles ont disposé en 1975 d'une production, aussi bien en Afrique qu'au Proche-Orient et en mer du Nord, équivalente au cinquième des besoins du marché français. En outre, les entreprises françaises, sociétés de services ou constructeurs de matériels et équipements pétroliers, ont pu conquérir, grâce également à ce programme de recherche technologique, une part importante du marché mondial dans ce domaine des activités pétrolières en zone marine : certaines sociétés, notamment, ont acquis l'une des premières places sur ce

marché particulièrement difficile. Quant aux problèmes particuliers évoqués par l'honorable parlementaire, il convient, en premier lieu, d'observer, d'une manière générale, qu'il existe une différence considérable dans les conditions d'utilisation des matériels et équipements pour l'exploitation en mer, d'une part, et pour le développement et l'exploitation des gisements marins d'hydrocarbures, d'autre part. Les premiers sont essentiellement mobiles, restent sur le même emplacement pour une durée limitée de quelques semaines à quelques mois, et appartiennent en quasi-totalité à des entreprises spécialisées, notamment en forage, opérant sous contrat avec les compagnies pétrolières maîtres d'œuvre qui, en règle générale, ne possèdent pas de tels équipements. Les seconds sont, par contre, des installations en majeure partie fixes pour une durée de plusieurs années et matérialisent des investissements consentis par les compagnies pétrolières pour développer puis produire un gisement marin après découverte commerciale. L'ensemble de ces opérations d'exploration et d'exploitation se déroulent dans le cadre d'une industrie parapétrolière ouverte à la concurrence internationale et sous réserve, dans « les eaux européennes », des règles découlant du Traité de Rome. L'exploration par forage des permis marins de la mer d'Iroise où le groupe Elf-Aquitaine est opérateur, a commencé en 1975-1976 dans ce contexte général. Le groupe pétrolier français, ne disposant pas en propre d'appareil de forage en mer, a fait appel à la société française Forex-Neptune qui a employé, pour forer trois puits, la plate-forme semi-submersible Pentagone 84, appareil de forage de conception entièrement française comme toutes les plates-formes du même type. Pentagone 84 a été construit en Finlande mais, sur la douzaine de plates-formes du type Pentagone construites à ce jour, les trois quarts l'ont été dans les chantiers français. La poursuite des opérations de forage d'exploration dans les eaux françaises sera effectuée avec les appareils de type adéquat qui seront alors disponibles sur le marché des entrepreneurs de forage. Il est bien évident, compte tenu des règles du Marché commun, qu'il n'est pas possible d'imposer aux maîtres d'œuvre français des matériels nationaux, mais la compétence technologique des sociétés parapétrolières françaises devrait, a priori, les mettre en bonne position, comme elles le sont ailleurs dans le monde, pour obtenir les marchés correspondants. On peut remarquer, en outre, que l'existence d'un marché international relativement ouvert pour l'exploration et la production pétrolière en mer a permis aux sociétés françaises de prendre un chiffre d'affaires à l'exportation plusieurs dizaines de fois supérieur à celui qu'ont pu prendre les sociétés étrangères dans les eaux françaises.

Propriété industrielle et commerciale (coordination entre l'Institut national de la propriété industrielle et l'office européen des brevets)

31319. — 28 août 1976. — **M. Poperen** appelle l'attention de **M. le ministre de l'industrie et de la recherche** sur les conséquences que ne manquera pas d'avoir pour l'Institut national de la propriété industrielle la signature de la convention de Luxembourg, qui prévoit la création d'un brevet communautaire délivré par l'office européen des brevets. Il lui demande quelles mesures il envisage de prendre pour que le capital d'hommes et de connaissances irremplaçables accumulés par cet institut soit utilisé au mieux de l'intérêt général; quelles solutions sont envisagées pour les personnels et plus particulièrement pour ceux de la division des brevets. Envisage-t-il l'instauration d'un véritable examen de brevetabilité pour la délivrance des brevets nationaux français. La sous-traitance à l'I. N. P. I., pendant un certain nombre d'années, d'une partie des travaux de l'office européen pourrait également être envisagée, une telle mesure ne concernant évidemment que les demandes de brevets de langue française. Le Gouvernement fera-t-il figurer ces mesures dans les dispositions du texte réformant la loi du 2 janvier 1968 sur les brevets français. Pense-t-il soumettre cette question au Parlement à l'occasion de la ratification de la première convention sur le brevet européen.

Réponse. — L'entrée en vigueur de la convention sur la délivrance de brevets européens signée à Munich le 5 octobre 1973, dont l'autorisation de ratification fait l'objet du projet de loi enregistré au Sénat sous le numéro 432, puis, ultérieurement, celle de la convention instituant un brevet communautaire signée à Luxembourg le 15 décembre 1975 entraîneront des conséquences importantes sur le fonctionnement de l'Institut national de la propriété industrielle (I. N. P. I.). Toutefois, ces conséquences ne se feront sentir que progressivement, en raison des dispositions prévues par la première de ces conventions et de l'application plus lointaine de la seconde, ainsi que des délais de réflexion et d'expérience que ne manqueront pas de s'accorder les inventeurs et les industriels avant de s'engager pleinement dans la voie nouvelle de la protection des inventions par le brevet européen. Selon les prévisions actuelles, l'activité de l'I. N. P. I., pour ce qui concerne l'examen et la délivrance des brevets nationaux, pourrait être réduite de moitié au terme d'une période de dix années après l'ouverture de

l'office européen. Le problème soulevé doit donc être situé dans une perspective à long terme, et il ne semble pas judicieux de chercher à maintenir le niveau d'activité en compliquant la procédure du brevet français ou en imposant à l'office européen des brevets des contraintes susceptibles d'en compromettre l'efficacité. D'ores et déjà, des mesures qui conduiront à une réduction progressive des effectifs ont été prises: limitation des recrutements, assistance et formation au bénéfice des personnels désireux de postuler aux emplois de l'office européen des brevets. En outre, les perspectives de développement de tâches nouvelles dans des domaines proches de la vocation présente de l'institut, qui sont actuellement en cours d'examen, faciliteront un ajustement progressif des effectifs de cet organisme.

Informatique (avenir de la branche Informatique de Franlab, filiale de I. F. P.).

32651. — 21 octobre 1976. — **M. Dalbera** attire l'attention de **M. le ministre de l'industrie et de la recherche** sur la cession de la branche Informatique de Franlab, filiale de l'Institut français du pétrole. A ce jour, l'hypothèse d'un regroupement avec la C. I. S. I. (filiale informatique du commissariat à l'énergie atomique) est la plus vraisemblable, la conséquence la plus grave étant le transfert de l'ordinateur de Franlab à la société Framatome. Cette opération mettant directement en cause les intérêts du personnel de Franlab et ceux du groupe de I. F. P., il lui demande: 1° ce que deviendrait le personnel de Franlab dans cette opération; 2° quels sont les intérêts de l'I. F. P.; 3° quelles sont les motivations réelles de l'affaire; 4° quelles mesures le Gouvernement compte prendre pour s'opposer à une opération qui, à terme, amputerait le secteur public de moyens de calcul importants pour les transférer au secteur privé.

Réponse. — Lors de sa réunion du lundi 8 novembre 1976, le conseil d'administration de l'Institut français du pétrole (I. F. P.) a accepté le principe de la participation des groupes Elf-Aquitaine et Société générale dans le capital de sa filiale Franlab. Cette société spécialisée dans la prestation de services informatiques dispose de moyens de calcul particulièrement importants pour lesquels une sous-charge était prévue. La prise de participation à hauteur de 35 p. 100 doit permettre à cette filiale de trouver des moyens financiers supplémentaires, notamment grâce à une augmentation de capital réservée aux deux nouveaux actionnaires. Elle lui procurera, en outre, de nouveaux contrats qui rendront possible le maintien de son plan de charge dans des conditions satisfaisantes. La formule retenue maintient les activités de Franlab dans le cadre de l'ensemble I. F. P. et permet de conserver une pluralité de sociétés dans le domaine du calcul scientifique.

Industrie chimique (situation de l'entreprise de fabrication d'engrais « Azote et produits chimiques »).

32705. — 23 octobre 1976. — **M. Leroy** attire l'attention de **M. le ministre de l'industrie et de la recherche** sur la situation de l'entreprise de fabrication d'engrais « Azote et produits chimiques », filiale du holding d'Etat E.M.C. Malgré le chômage temporaire d'une grande partie du personnel décidé par la direction pour la période de juillet et août 1976, les travailleurs ont obtenu par la lutte qu'aucun licenciement ne soit prononcé à la rentrée. Mais l'avenir de cette entreprise n'est pourtant pas assuré. En effet, laissant libre cours aux importations d'engrais américains, l'Etat tente de faire de l'A.P.C. une force d'appoint de l'entreprise Gardinier connue pour ses intérêts aux U.S.A. Derrière Gardinier, se trouve en réalité la banque Rothschild. Face à cette situation, les travailleurs ont proposé qu'il soit procédé à d'importants investissements dans une unité moderne d'acide nytrique, la réutilisation du phosphogypse et la diversification des productions. De telles initiatives correspondraient à l'intérêt général, puisqu'elles donneraient aux personnels de l'A.P.C. la sécurité de l'emploi, permettraient de réduire la pollution et de ne pas brader le marché de l'engrais aux trusts étrangers. De plus, les travailleurs proposent que l'Etat fasse de cette entreprise un service public répondant aux besoins de l'agriculture. En refusant plus longtemps de donner son accord à de telles propositions, le Gouvernement se rendrait à nouveau responsable du chômage de nombreux travailleurs, de l'aggravation des difficultés que connaissent les agriculteurs et de la réduction de l'activité d'une entreprise appartenant à un groupe d'Etat, au seul profit de Rhône-Poulenc, de la banque Rothschild et de sociétés étrangères. En conséquence, il lui demande de prendre les mesures urgentes qui s'imposent.

Réponse. — Les difficultés du secteur des engrais en 1975 ont eu notamment pour cause les importations massives d'engrais azotés des pays de l'Est et d'engrais phosphatés des Etats-Unis, et le fait que le marché intérieur déjà amoindri par ces importations, s'est en outre réduit à la suite de la sécheresse et du niveau de revenu

affaibli des agriculteurs. Devant les conséquences industrielles et financières de cette conjoncture défavorable, le Gouvernement a pris un certain nombre de mesures : en ce qui concerne les engrais phosphatés en provenance des Etats-Unis, des décisions concrètes ont été prises à la suite de réunions par un comité interministériel restreint. Il s'agit d'une intervention directe auprès des Etats-Unis qui leur demande de régulariser le niveau de leurs importations, du soutien auprès des autorités communautaires d'une demande du comité marché commun engrais visant également ces importations. Au niveau français un visa technique sur certains engrais qui en étaient jusqu'alors dépourvus a été établi. Ces mesures ont permis effectivement de normaliser la situation et le Gouvernement, très conscient du danger durable que font peser ces importations sur l'industrie française, pourrait envisager des mesures plus strictes si la pression des U. S. A. se faisait à nouveau trop forte. Le rapprochement industriel et commercial de l'entreprise minière et chimique avec les établissements Gardinier devrait lui permettre d'acquérir un surcroît d'efficacité et de dynamisme, au moment où l'ensemble de la profession connaît de graves difficultés. Cet accord ne s'est accompagné d'aucun licenciement. Quant à la situation des usines de l'A. P. C., la direction de l'entreprise a effectivement été amenée à prendre des mesures de chômage technique pour la majeure partie de son personnel de Grand-Couronne en juillet et août derniers, et les fabrications d'engrais complexes de l'usine de Toulouse ont été arrêtées pendant la même période. A Grand-Couronne, suite à une reprise du marché, un redémarrage assez fort des fabrications a lieu, il n'y a plus de chômage technique et la plate-forme tourne normalement. Les perspectives semblent meilleures pour les trois mois à venir. Les diversifications de la plate-forme sont ajournées, mais il ne s'agit pas d'une politique délibérée des autorités de tutelle qui ont toujours préconisé ces investissements de diversification. Au demeurant, les décisions sont prises en dernier ressort par les dirigeants de l'entreprise et non par l'administration.

INTERIEUR

Police (reconnaissance de la qualité de combattants pour les policiers ayant servi en A.F.N. entre 1952 et 1962).

31363. — 28 août 1976. — **M. Frêche** rappelle à **M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur** que la loi n° 74-1044 du 9 décembre 1974 a donné vocation à la qualité de combattant aux personnes ayant participé aux opérations effectuées en Afrique du Nord entre le 1^{er} janvier 1952 et le 2 juillet 1962, aux militaires des armées françaises et aux membres des forces supplétives qui ont pris part à des actions de feu ou de combat au cours d'opérations en A. F. N. du 1^{er} janvier 1952 au 2 juillet 1962, aux personnes reconnues par une commission d'experts pour avoir participé à six actions de combat au moins. Ladite loi et les textes subséquents ignorent absolument les policiers ayant servi en A.F.N., notamment en Algérie pendant les événements ; les fonctionnaires de police ne sont, par ailleurs, pas compris dans l'énumération des forces supplétives. Ils devront donc justifier, comme tous les autres civils, de six actions de combat ou équivalent et, conformément à l'article 277 du code des pensions, demander individuellement à bénéficier de la carte de combattant. C'est méconnaître les aspects de la véritable guerre qui a sévi en A. F. N. et plus particulièrement en Algérie où les policiers ont été mobilisés dans une lutte où toutes attaques ou ripostes de leur part, vu la lutte que l'ennemi leur imposait, ne pouvaient être considérées que comme des actes de guerre. En conséquence, les opérations entreprises par la police, sur sa seule initiative ou en participation avec l'autorité militaire, doivent être assimilées à des activités guerrières. Il lui demande quelles instructions il compte donner dans ce sens à son représentant siégeant au sein de la commission d'experts chargés de définir ce qu'est une action de combat pour les policiers.

Réponse. — Un arrêté interministériel du 11 février 1975, publié au *Journal officiel* du 13 février, a effectivement créé auprès du secrétaire d'Etat aux anciens combattants une commission d'experts chargée de déterminer les modalités selon lesquelles la carte de combattant pourra être délivrée aux personnes qui ont participé à six actions de combat au moins lors des opérations en Algérie entre le 31 octobre 1954 et le 2 juillet 1962. En outre, cette commission a notamment compétence pour définir les équivalences à l'action de combat qui pourront être accordées. Cette commission comprend quatorze représentants d'anciens combattants et sept représentants des départements ministériels intéressés, trois pour le ministère de la défense, trois pour le secrétariat d'Etat aux anciens combattants et un pour le ministère de l'intérieur. Elle se réunira prochainement pour examiner, dans le cadre de ses attributions, les problèmes intéressant les fonctionnaires du ministère de l'intérieur, et en particulier les policiers. Il va de soi que le représentant du ministre d'Etat, ministre de l'intérieur, recevra toutes instructions utiles pour que ces problèmes soient examinés en tenant

compte, tant des caractéristiques de l'activité des forces de police envoyées en mission en Algérie, que des opérations qu'elles ont entreprises soit de leur propre initiative, soit en participation avec l'autorité militaire.

*Agents communaux
(conditions restrictives d'attribution du capital décès).*

31420. — 28 août 1976. — **M. Nilès** appelle l'attention de **M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur**, sur le versement du capital décès aux ayants droit des agents communaux décédés. En effet, l'instruction générale pour l'application du statut des personnels communaux, parue au recueil des actes administratifs du 31 janvier 1971, précise qu'à défaut du conjoint ou d'ayants droit à charge, le capital décès ne peut être attribué. Or, la législation du régime général en matière de sécurité sociale prévoit que le capital décès est, pour le cas où l'assuré ne laisse aucune personne à charge, attribué aux ayants droit non à charge dans l'ordre suivant : conjoint, descendant, ascendant. Les dispositions applicables aux fonctionnaires sont donc, en l'absence de conjoint ou de personnes à charge, inférieures à celles prévues par le régime général. N'y a-t-il pas là une anomalie, l'article 1^{er} du décret du 31 décembre 1946 stipulant : « Les fonctionnaires bénéficient ainsi que leur famille de prestations au moins égales à celles résultant de la législation fixant le régime des assurances sociales non agricoles. » Il lui demande, comme pour le régime général de sécurité sociale, à défaut de conjoint ou d'ayants droit remplissant les conditions fixées par le texte du 31 janvier 1961, que soit versé aux ayants droit non à charge, descendants ou ascendants, le capital décès.

Réponse. — Le décret n° 46-2971 du 31 décembre 1946 modifié, relatif au régime spécial de sécurité sociale des fonctionnaires, stipule, en effet, en son article 1^{er} que ces derniers « bénéficient, ainsi que leurs familles, dans le cas de maladie, invalidité et décès, des prestations au moins égales à celles qui résultent de la législation fixant le régime des assurances sociales non agricoles ». Mais, l'article 5 de ce même décret prévoit que les modalités d'application sont déterminées par décrets. Ces modalités sont définies en ce qui concerne le capital décès par l'article 8 du décret n° 47-205 du 20 octobre 1947 modifié. Les ayants droit des fonctionnaires décédés en activité désignés par ce décret bénéficient d'un capital décès. Ce sont : le conjoint non séparé de corps ou divorcé, les enfants légitimes naturels reconnus ou adoptifs, âgés de moins de vingt et un ans ou infirmes, non imposables du fait de leur patrimoine propre et les enfants recueillis à charge. A défaut de ces ayants droit, le capital décès est attribué aux ascendants à la charge du fonctionnaire décédé. L'attribution du capital décès est donc principalement liée à la notion de personne à charge. Cette disposition doit être regardée comme spécifique au régime spécial de sécurité sociale des fonctionnaires. En effet, la prestation accordée est destinée essentiellement à venir en aide au conjoint survivant, aux enfants et, le cas échéant, aux ascendants à charge que la disparition du fonctionnaire peut placer dans une situation difficile. Enfin, il convient de signaler que, contrairement aux salariés relevant du régime général de la sécurité sociale, les fonctionnaires ne sont assujettis à aucune cotisation au titre de l'assurance décès. Les ayants droit des agents communaux décédés en service étant soumis, aux termes de l'article 599 du code de l'administration communale et de l'article 7 du décret n° 60-58 du 11 janvier 1960 modifié relatif au régime spécial de sécurité sociale des agents des collectivités locales, au même régime de capital-décès que celui des fonctionnaires, il ne peut être envisagé, en l'état actuel de la réglementation en vigueur, d'accorder le bénéfice du capital-décès à des personnes qui ne rempliraient pas les conditions fixées par cette réglementation.

Communes (difficultés et retard dans le paiement des traitements du personnel d'une commune).

31496. — 4 septembre 1976. — **M. Massé** indique à **M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur**, qu'à la suite d'erreurs commises par les services municipaux dans l'établissement de plusieurs titres de paiement du personnel, les employés d'une commune n'ont pas pu percevoir normalement leur traitement en fin de mois puisque les documents erronés ont été renvoyés par les chèques postaux à la perception, puis par la perception à la mairie pour être annulés et refaits. Aussi plusieurs employés n'ont pu encaisser leur salaire mensuel qu'une quinzaine de jours après la fin du mois, ce qui a entraîné une gêne grave pour plusieurs d'entre eux. A l'occasion de cet incident, certains élus locaux ont émis le souhait qu'en cas d'erreurs les mairies puissent faire payer par la recette municipale un acompte de salaire qui pourrait être régularisé sur le salaire du mois suivant. Cette procédure, qui permettrait d'éviter les inconvénients précités, n'est toutefois pas admise par la réglementation actuelle en vigueur. C'est pourquoi il lui demande de bien vouloir

lui faire connaître quelles mesures il compte prendre afin que dans les cas tels que celui signalé dans la présente question les personnels municipaux puissent recevoir un acompte de salaire leur permettant d'attendre que les procédures soient régularisées.

Réponse. — Il est précisé que le receveur municipal peut, sous sa responsabilité, accorder à un employé de la commune une avance sur traitement, dans la limite des émoluments dus au titre du mois en cours.

Piscines (construction d'une piscine municipale sur le terrain Beaujon, à Paris (8^e)).

31535. — 11 septembre 1976. — **M. Frédéric-Dupont** demande à **M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur**, les mesures qu'il compte prendre pour permettre l'installation d'une piscine particulièrement nécessaire pour les habitants du 8^e arrondissement, sur le terrain Beaujon.

Réponse. — La question posée par l'honorable parlementaire est celle de l'utilisation d'une partie des terrains de l'ancien hôpital Beaujon en faveur de la ville de Paris pour lui permettre la création d'équipements sociaux dans le 8^e arrondissement. Dans le cadre de l'opération de rénovation menée par le ministère de l'intérieur, compte tenu d'impératifs pressants et de difficultés techniques, notamment à l'occasion de l'intervention et de l'application de la loi du 31 décembre 1975 portant réforme de la politique foncière, une nouvelle mise au point du dossier a dû être envisagée. Dès que le programme définitif d'utilisation des terrains de Beaujon aura été établi, le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur, examinera la possibilité de répondre, dans toute la mesure du possible, aux besoins de la ville de Paris, de façon à doter le 8^e arrondissement des équipements souhaitables.

Routes (modification du tracé de la transversale Sud à Saint-Etienne-du-Rouvray (Seine-Maritime)).

31669. — 18 septembre 1976. — **M. Leroy** attire l'attention de **M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur**, sur les graves problèmes posés par l'aménagement de la première section de la transversale Sud à Saint-Etienne-du-Rouvray. Les travaux actuellement en cours sont dus à un projet établi par le ministère de l'équipement voici maintenant plusieurs années. Or, l'application de ce plan isolerait le quartier situé au-delà du centre commercial. Au contraire les différentes propositions des élus locaux énoncées lors de l'enquête publique de 1974 permettent d'éviter ce problème. Il s'agit de donner à cette partie de la transversale Sud un caractère de voie urbaine et d'y implanter, en plus d'un passage protégé et d'un passage souterrain pour piétons, un carrefour avec feux tricolores. Ce carrefour équipé de feux ayant été refusé et cette section gardant son caractère de voie expresse, se pose alors le double problème de l'isolement d'un quartier et de la sécurité des piétons. La constitution d'un comité de coordination et les récentes manifestations montrent le mécontentement grandissant de la population. Aux côtés de leurs représentants élus et de leurs organisations, les habitants de Saint-Etienne-du-Rouvray sont, en effet, décidés à combattre un plan qui ne respecte pas leurs intérêts. Quelles qu'aient été, voici plusieurs années, les motivations qui ont amené l'équipement à adopter un tel projet, le temps est maintenant venu pour chacun de reconnaître la nécessité de modifier le plan initialement prévu et de donner ainsi la seule issue possible à la situation actuelle. C'est pourquoi il lui demande de tout faire pour que la transversale Sud ait, dans Saint-Etienne-du-Rouvray, un caractère de voie urbaine.

Réponse. — Le projet de transversale Sud intéressant la commune de Saint-Etienne-du-Rouvray a été établi dans le cadre de l'aménagement routier dit de Rouen-Sud. Cet aménagement est appelé à devenir ultérieurement une voie rapide sous le régime juridique défini par la loi n° 69-7 du 3 janvier 1969 et le décret n° 70-759 du 18 août 1970; il ne pouvait donc comporter de carrefours à niveau, ni de feux tricolores. Ces conditions étaient bien connues de la municipalité de Saint-Etienne-du-Rouvray lorsque le dossier a été présenté au conseil général en 1974. Pour tenir compte d'observations formulées lors de l'enquête d'utilité publique, la création d'un passage souterrain pour piétons a néanmoins été décidée. Cet ouvrage est actuellement en service. Le conseil municipal de Saint-Etienne-du-Rouvray a, en outre, réclamé la création d'un carrefour et la pose de feux tricolores. Ce problème est actuellement résolu car le conseil général, compétent en la matière puisque la transversale Sud est une voie départementale, a adopté une solution de compromis en décidant dans sa session des 8, 9 et 10 novembre 1976 la pose de ces feux qui seront supprimés et remplacés par un passage dénivelé lorsque la voie sera classée en route expresse.

Carte du combattant (assouplissement des conditions d'attribution aux fonctionnaires de police de l'ex-sûreté nationale ayant servi en Afrique du Nord).

31846. — 25 septembre 1976. — **M. Labbé** rappelle à **M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur**, que la loi n° 74-1044 du 9 décembre 1974 a donné vocation à la qualité de combattant aux personnes ayant participé aux opérations effectuées en Afrique du Nord entre le 1^{er} janvier 1952 et le 2 juillet 1962 : aux militaires des armées françaises et aux membres des forces supplétives qui ont pris part à des actions de feu ou de combat au cours d'opérations en A. F. N. du 1^{er} janvier 1952 au 2 juillet 1962 ; aux personnes reconnues par une commission d'experts pour avoir participé à six actions de combat au moins. Ladite loi et les textes subséquents ignorent absolument les policiers ayant servi en A. F. N., notamment en Algérie pendant les événements ; les fonctionnaires de police ne sont, par ailleurs, pas compris dans l'énumération des forces supplétives. Ils devront donc justifier, comme tous les autres civils, de six actions de combat ou équivalence et, conformément à l'article 277 du code des pensions, demander individuellement à bénéficier de la carte de combattant. C'est méconnaître les aspects de la véritable guerre qui a sévi en A. F. N. et plus particulièrement en Algérie où les policiers ont été mobilisés dans une lutte où toute attaque ou riposte de leur part, vu la lutte que l'ennemi leur imposait, ne pouvaient être considérées que comme des actes de guerre. En conséquence, les opérations entreprises par la police, sur sa seule initiative ou en participation avec l'autorité militaire, doivent être assimilées à des activités de combat. Il lui demande que toutes instructions soient données en ce sens à son représentant siégeant au sein de la commission d'experts chargée de définir ce qu'est une action de combat pour les policiers.

Réponse. — Un arrêté interministériel du 11 février 1975, publié au *Journal officiel* du 13 février, a effectivement créé auprès du secrétaire d'Etat aux anciens combattants une commission d'experts chargée de déterminer les modalités selon lesquelles la carte de combattant pourra être délivrée aux personnes qui auront participé à six actions de combat au moins lors des opérations en Algérie entre le 31 octobre 1954 et le 2 juillet 1962. En outre, cette commission a notamment compétence pour définir les équivalences à l'action de combat qui pourront être accordées. Cette commission comprend quatorze représentants d'anciens combattants et sept représentants des départements ministériels intéressés, trois pour le ministère de la défense, trois pour le secrétariat d'Etat aux anciens combattants et un pour le ministère de l'intérieur. Elle se réunira prochainement pour examiner, dans le cadre de ses attributions, les problèmes intéressant les fonctionnaires du ministère de l'intérieur, et en particulier les policiers. Il va de soi que le représentant du ministre d'Etat, ministre de l'intérieur, recevra toutes instructions utiles pour que ces problèmes soient examinés en tenant compte, tant des caractéristiques de l'activité des forces de police envoyées en mission en Algérie, que des opérations qu'elles ont entreprises soit de leur propre initiative, soit en participation avec l'autorité militaire.

Constructions scolaires (commune d'Othis [Seine-et-Marne]).

32037. — 2 octobre 1976. — **M. Bordu** attire l'attention de **M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur**, sur les problèmes de la commune d'Othis en Seine-et-Marne. En 1971, cette commune comptait 260 habitants. La même année, une Z. A. C. est décidée par le conseil municipal comprenant la construction de 1300 pavillons. Aujourd'hui la population est d'environ 5 000 habitants. Or, tout ce qui concourt à l'équilibre d'une commune fait défaut et ces manques sont durement ressentis par la population. C'est ainsi que les problèmes scolaires sont en cette rentrée 1976 particulièrement aigus, faute de locaux suffisants pour les enfants. Les parents occupent actuellement une salle de la mairie et assurent une classe « sauvage ». Ils réclament la création de quatre classes mobiles et des quatre postes d'enseignants correspondants, le financement de ces classes devant être assuré par l'Etat et le promoteur (Promogim). Ils réclament également que soit entreprise la construction en dur des groupes scolaires nécessaires. D'autre part, au terme de la convention de Z. A. C., la commune ne devait dépenser que douze millions d'anciens francs maximum. Or, une opération scandaleuse tend à faire payer à la commune ce fulgur groupe scolaire en dur et à lui faire supporter une charge de près de 300 millions d'anciens francs. Devant de telles anomalies, il lui demande quelles mesures il compte prendre : 1° pour assurer dans les plus brefs délais la réalisation des locaux nécessaires à la scolarisation des enfants de la commune d'Othis ; 2° pour faire respecter les engagements financiers prévus par la convention de Z. A. C. de 1971.

Réponse. — La zone d'aménagement concerté « Les Verts Villages » créée le 27 octobre 1970 à la demande du conseil municipal d'Othis (Seine-et-Marne) prévoyait à son programme la construction

de trois groupes scolaires qui ont été financés entre 1973 et 1975. Les difficultés présentes concernent la réalisation d'un quatrième groupe, dénommé « Les Croix ». L'arrêté attribuant la subvention de l'Etat pour sept classes primaires et trois classes maternelles est intervenu le 29 avril 1976. Conformément aux règles établies cette subvention est forfaitaire et non révisable, et il appartient à la commune de compléter par ses propres moyens le financement de l'opération. Le conseil municipal d'Othis désirerait que la dépense non couverte par l'Etat soit prise en charge par le promoteur de la Z. A. C. Mais, dès à présent, la contribution versée par celui-ci pour les équipements scolaires est supérieure aux obligations découlant pour lui de la convention de Z. A. C. approuvée le 30 août 1971. L'administration est donc dépourvue de tout moyen de lui imposer une nouvelle contribution.

Ordre public (interdiction en France de rassemblements d'anciens nazis).

32039. — 2 octobre 1976. — **M. Pranchère** attire l'attention de **M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur**, sur les récents rassemblements d'anciens nazis qui se sont tenus en République fédérale d'Allemagne avec la participation d'anciens S. S. français de la division Charlemagne. Un congrès intitulé « Congrès franco-allemand » a eu lieu les 17 et 18 septembre 1976 à Wurtzbourg qui réunissait bon nombre de survivants du nazisme et des néo-nazis. Au cours de ce rassemblement, ils auraient notamment communiqué à la mémoire de l'ex-colonel Peiper, mort cet été en France dans l'incendie de sa maison de Traves en Haute-Saône. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour interdire toute manifestation ou rencontres semblables sur le territoire français.

Réponse. — Toute réunion ou manifestation de la nature de celles évoquées par le parlementaire serait interdite par les autorités responsables si elle avait une incidence quelconque sur l'ordre public. C'est ainsi qu'a été récemment interdite une cérémonie qui devait se dérouler à Lupé (Loire) en souvenir de l'ancien aumônier de la légion des volontaires français. De même, le Gouvernement qui suit avec une particulière attention les manifestations de cette nature n'hésiterait pas à dissoudre les groupements qui, en se faisant les défenseurs ou les propagandistes des idéologies néo-nazies ou néo-fascistes, auraient une activité qui les rendrait justiciables de la loi du 10 janvier 1936 sur les groupes de combat et milices privées.

Fondations (précisions concernant le fonctionnement de la Fondation Curie-Institut du radium).

32232. — 7 octobre 1976. — **M. Gau** demande à **M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur**, de lui apporter les informations suivantes, relatives à la Fondation Curie-Institut du radium : quelles sont les raisons qui motivent la présence, depuis de longs mois, d'une entreprise privée d'études et de réorganisation à la fondation ; quelles sont les raisons qui ont conduit à la démission du secrétaire général de ladite fondation ; les comptes financiers et administratifs sont-ils régulièrement transmis aux ministères de tutelle et réellement contrôlés par eux ; quelles raisons motivent l'inexistence d'un règlement intérieur alors que les statuts, approuvés depuis plus de six ans, en font obligation ; une évaluation des biens de la fondation a-t-elle été faite, et dans l'affirmative, quels en sont les résultats ; l'affectation des dons et legs est-elle contrôlée ; les bruits selon lesquels des compressions d'effectifs devraient intervenir sont-ils fondés, et en tout état de cause, les personnels éventuellement concernés bénéficient-ils de garanties sociales suffisantes, issues d'un statut du personnel prévu à l'article 2 du statut de la fondation.

Réponse. — La fondation Curie a été reconnue d'utilité publique par décret du 27 mai 1921. Sa dénomination et ses statuts actuels ont été approuvés par décret du 19 août 1970. Les statuts annexés à ce décret régissent donc la fondation, notamment dans ses rapports avec les tiers et les administrations concernées par ses activités. Aux termes desdits statuts, le conseil d'administration est compétent pour régler toutes les affaires de la fondation. Bien que reconnue d'utilité publique, celle-ci demeure un établissement de droit privé, bénéficiant d'une totale autonomie pour ce qui concerne sa gestion administrative et financière. Il appartient aux départements ministériels, qui subventionnent la fondation et sont représentés à son conseil d'administration, d'apprécier la qualité technique et l'efficacité des services rendus par cet établissement. La tutelle du ministère de l'intérieur sur le fonctionnement dudit établissement est de droit strict, c'est-à-dire qu'elle ne peut porter que sur les seuls actes ou opérations limitativement énumérés dans les textes en vigueur ou les statuts (autorisation d'acception des libéralités, contrôle de l'affectation des fonds provenant soit de legs ou donations soit de subventions sur fonds publics, autorisation d'emprunter ou d'alléner les biens faisant partie de la

dotation, approbation du règlement intérieur, vérification de la production du rapport d'activité et des comptes financiers annuels, droit de visite éventuel des divers services dépendant de la fondation). Le cas échéant, il appartient également au ministère de l'intérieur d'engager, à la demande du conseil d'administration, la procédure nécessaire en vue de l'approbation soit de modifications apportées aux statuts soit de la dissolution de la fondation. C'est dans le cadre de l'exercice de cette tutelle que le ministère de l'intérieur est en mesure de donner à l'honorable parlementaire les précisions suivantes : la transmission annuelle du rapport d'activité et des comptes financiers a été effectivement assurée pour les années 1972, 1973 et 1974 ; celle, afférente à l'exercice 1975, dont les comptes ont été approuvés par le conseil d'administration le 5 novembre dernier, vient d'être effectuée ; le règlement intérieur, prévu par l'article 23 des statuts mais seulement en tant que de besoin, pour arrêter, si nécessaire, les conditions de détail susceptibles de faciliter l'application des statuts, n'est pas obligatoire et se distingue d'ailleurs des règlements financiers ou techniques ou de ceux relatifs au statut des personnels, que la fondation peut adopter et mettre en vigueur sans l'approbation préalable du ministère de l'intérieur ; le contrôle de l'affectation des legs ou donations est exercé par les services du préfet de Paris. Quant aux autres points soulevés dans la question, ils ressortissent normalement et directement à la compétence du conseil d'administration de la fondation.

Calamités (indemnisation des victimes des trombes d'eau survenues dans l'Hérault en septembre 1976).

32517. — 16 octobre 1976. — **M. Sènes** expose à **M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur**, qu'au cours de trombes d'eau qui se sont abattues les 23 et 24 septembre 1976 sur certaines localités du département de l'Hérault de sérieux dégâts ont été causés aux particuliers dont certains ont perdu la totalité de leurs biens ; dans d'autres cas des agriculteurs ou des industriels ont vu leurs fonds totalement anéantis. Il lui demande de lui faire connaître, considérant les situations individuelles exceptionnelles, les mesures qu'il envisage de prendre afin que ceux qui ont perdu la totalité de leurs biens ou qui ont vu leur fonds de production tant agricole qu'industriel disparaître soient équitablement indemnisés.

Réponse. — A la suite des inondations survenues dans le département de l'Hérault les 23 et 24 septembre 1976, le préfet a fait procéder à l'évaluation des dommages causés aux biens privés mobiliers et immobiliers des particuliers ainsi que des professionnels dont les entreprises ont un caractère familial. Le dossier du sinistre a pu être ainsi soumis au « Comité interministériel de coordination de secours aux sinistrés » qui s'est prononcé favorablement au cours de sa réunion du 10 novembre dernier pour l'octroi aux sinistrés en cause d'une aide globale de 1 275 000 francs équivalant, selon l'application des règles en usage, à 10 p. 100 du montant évaluatif des dommages aux biens privés non agricoles signalés par le préfet. Les fonds correspondants seront mis en place à la trésorerie générale par les soins du ministère de l'économie et des finances, afin d'être répartis entre les ayants droit par le préfet, sur avis du comité départemental de secours placé sous sa présidence. Les sommes ainsi allouées ne peuvent être considérées comme une indemnisation, mais comme une aide de l'Etat consentie aux victimes de sinistres et calamités dans le cadre des dispositions du décret n° 60-944 du 15 septembre 1960 et basée sur une estimation des seuls dommages matériels causés par un événement naturel à l'exclusion des dommages corporels. Les commerçants, artisans et industriels ayants droit des communes déclarées sinistrées par le préfet peuvent solliciter de la caisse centrale de crédit hôtelier, commercial et industriel des prêts à taux réduit, dans les conditions fixées par le décret n° 72-539 du 29 juin 1972. En ce qui concerne les entreprises relevant du droit des sociétés, peuvent être pris en considération, les dossiers particuliers de celles qui, du fait du sinistre, auraient subi de tels dommages que leur situation financière serait gravement compromise. Les arrêtés préfectoraux déclarant des zones sinistrées permettent également aux agriculteurs concernés de bénéficier auprès du crédit agricole mutuel des prêts spéciaux prévus par l'article 675 modifié du code rural.

Police (revendications des policiers en civil).

32605. — 21 octobre 1976. — **M. Haesebroeck** attire l'attention de **M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur**, sur la disparité de traitement qui existe actuellement entre la gendarmerie et la police nationale. Outre l'équivalence de carrière entre les services civils et militaires, les policiers en civil réclament aussi une augmentation des effectifs et une amélioration de leurs conditions de travail. Dans l'intérêt de la population, il lui demande s'il n'estime pas souhaitable d'apporter satisfaction à ces justes revendications.

Réponse. — Aussitôt connues les mesures indiciaires prises en faveur des personnels militaires, le ministère de l'intérieur a en effet entrepris, en concertation avec les représentants syndicaux des

policiers, les études tendant à transposer ces mesures à la police. En juillet dernier, le Premier ministre a rendu un arbitrage qui assure la parité indiciaire entre le corps des gradés et gardiens de la paix et la gendarmerie, à la seule réserve que cette parité sera étalée sur deux ans (1977 et 1978). En ce qui concerne le personnel d'encadrement et de commandement, le Premier ministre a estimé en juillet 1976 que la complexité des problèmes à résoudre conduisait à un arbitrage provisoire, comportant des mesures indemnitaires, dans la perspective de l'alignement à réaliser sur le double plan des carrières et des traitements. En conséquence, a été créée une commission présidée par un conseiller d'Etat et qui est chargée notamment d'examiner dans quelles conditions sera mise au point la réforme indiciaire et statutaire destinée à assurer l'égalité de traitement entre la police en civil et en tenue, d'une part, et la gendarmerie, d'autre part. Cette commission devra rapidement déposer ses conclusions. En ce qui concerne les effectifs, il est rappelé que les corps de fonctionnaires de police ont bénéficié, de 1968 à 1976, de créations d'emplois annuelles qui ont permis à la police nationale de s'adapter aux besoins découlant de l'évolution démographique et du développement de la délinquance. Pour les deux années extrêmes, 1968 et 1976, cette évolution ressort des indications ci-après : le corps des commissaires est resté pratiquement stable puisque ses effectifs sont passés de 1 805 à 1 820 ; l'ensemble inspecteurs-enquêteurs est passé de 12 887 à 17 274, soit une augmentation de 34 p. 100 ; le corps des commandants et officiers est passé de 1 404 à 1 640, soit une augmentation de 16,8 p. 100 ; le corps des gradés et gardiens est passé de 67 521 à 80 193, soit une augmentation de 18,7 p. 100 ; l'ensemble des personnels administratifs et ouvriers, ainsi que des diverses catégories d'agents non titulaires, est passé de 4 120 à 6 700, soit une augmentation de 62,6 p. 100 ; le pourcentage global d'augmentation s'élève à 22,67 p. 100. Les contraintes de rigueur budgétaire, qui sont l'un des aspects de l'action gouvernementale dans la lutte contre l'inflation et la hausse des prix, ne permettront pas de poursuivre cet effort en 1977. Il va de soi qu'il s'agit d'une simple pause et qu'il ne saurait être question de renoncer à une progression imposée par l'augmentation de la population, le développement de l'urbanisation et la nécessité corrélative d'assurer une meilleure sécurité aux citoyens. Les majorations d'effectifs mentionnées ci-dessus ont parallèlement concouru à l'amélioration des conditions de travail des policiers. Après concertation avec les représentants du personnel au sein du comité technique paritaire, ces conditions de travail ont été définies par le moyen de deux règlements intérieurs, respectivement adoptés en mai 1974 pour les gradés et gardiens de corps urbains et en décembre 1975 pour les gradés et gardiens de C. R. S. Ont également servi à améliorer les conditions de travail les efforts importants consentis en matière d'équipement pour accroître la mobilité et la rapidité d'intervention des forces de police, grâce à la fourniture de véhicules et de moyens de transmission modernes. Ces efforts seront poursuivis en 1977. Les créations d'emplois de personnel administratif, qui ont permis de réaffecter dans des fonctions spécifiquement actives un certain nombre de policiers utilisés à des tâches sédentaires indispensables, sont aussi à faire figurer au nombre des mesures d'amélioration des conditions de travail.

Musique (situation des personnels auxiliaires chargés de l'enseignement dans les écoles municipales).

32675. — 22 octobre 1976. — M. Baumel attire l'attention de M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur, sur la situation des personnels auxiliaires chargés de l'enseignement musical dans les écoles municipales de musique. Dès lors que ces personnels non titulaires du certificat d'aptitude à l'enseignement dans les écoles nationales de musique assurent un minimum de dix-huit heures de cours par semaine, ils peuvent être affiliés à la caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales (C. N. R. A. C. L.) en application de la circulaire n° 149 du 30 juin 1975 de la C. N. R. A. C. L. Cette faculté laissée à l'initiative des maires résulterait d'une intention de M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur, de créer sur le plan national des emplois spécifiques dans lesquels seront reclassés les agents en cause. La situation de ces personnels qui relèvent, en position d'activité du régime des auxiliaires et, en retraite, du régime des titulaires, étant confuse, il lui demande l'état d'avancement des études entreprises pour la création de ce nouvel emploi.

Réponse. — L'article 501 du code de l'administration communale permet aux conseils municipaux de fixer les conditions de recrutement à ceux des emplois pour lesquels une réglementation particulière n'est pas intervenue. Ces emplois sont dits spécifiques. L'arrêté du 12 juin 1969, relatif aux conditions de recrutement des directeurs et des professeurs des conservatoires nationaux et des écoles nationales contrôlées par l'Etat, donnant, en son article 7, la possibilité aux conseils municipaux des communes sièges d'une école municipale de musique non contrôlée par l'Etat d'exiger pour le recrutement des professeurs, la possession du certificat d'aptitude à leur emploi, prévu par son article 1^{er}, leur permet de décider de fixer elles-mêmes

d'autres modalités de recrutement à ces emplois spécifiques. Les titulaires de ces emplois sont actuellement affiliés à la caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales, s'ils consacrent à ces emplois la plus grande part de leur activité, selon l'appréciation faite par le conseil d'administration de cette caisse dans le cadre de ses pouvoirs. D'autres agents communaux participent, sous des appellations diverses, telles celles de moniteur, de répétiteur ou d'accompagnateur, au fonctionnement de ces différents établissements municipaux d'enseignement musical. Les conditions dans lesquelles ces agents secondent les professeurs restent à définir. Une étude de leurs fonctions est actuellement en cours, mais il n'est pas possible, en l'état des consultations réglementaires engagées, de préciser les solutions qui pourraient être retenues.

Communes (interventions en vue de favoriser la création d'emplois).

32782. — 27 octobre 1976. — M. Cointat appelle l'attention de M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur, sur la circulaire n° 76-429 du 10 septembre 1976 intitulée « Harmonisation des aides de l'Etat et des collectivités locales pour le développement industriel ». Celle-ci définit la compétence des communes en matière d'aides aux entreprises qui créent des activités nouvelles. Cette instruction aux préfets est très restrictive. Elle interdit pratiquement toute intervention des communes en vue de favoriser la création d'emplois, même dans les régions les plus critiques. Il lui demande : 1° si une commune peut consentir à un industriel une avance de P. D. R. lorsque celle-ci a été accordée par le Gouvernement, étant donné que les primes sont versées dans un délai de trois ans ; 2° si une commune peut garantir un emprunt réalisé par un industriel en vue d'une implantation nouvelle, située dans une zone critique où le chômage est crucial, et dont le dossier d'investissement a été approuvé par le Gouvernement ; 3° si une commune peut prendre des participations en capital dans une entreprise nouvelle quand le secteur privé est défalquant, et à condition de les rétrocéder dans un délai maximum de cinq ans.

Réponse. — Les déséquilibres constatés de longue date dans les modalités de développement des régions et qui tenaient à leurs ressources naturelles et à leur situation géographique ont conduit les pouvoirs publics depuis une quinzaine d'années à définir et à appliquer une politique volontariste d'aménagement du territoire. Les collectivités locales ont participé à la mise en œuvre de cette politique qui revêtait pour elles une importance primordiale. S'exerçant sous des formes variées : multiplication des équipements collectifs, exonérations fiscales, création de zones industrielles, apports de terrains viabilisés ou de bâtiments aménagés avec facilités de paiement, construction d'usines relais, les interventions des collectivités locales ont apporté une contribution notable au développement de nos industries. Ces initiatives doivent cependant respecter les principes fondamentaux de l'égalité des citoyens devant les charges publiques et de la liberté du commerce et de l'industrie en même temps qu'elles doivent s'harmoniser avec les priorités d'aménagement du territoire définies au niveau national, le souci de la défense des finances locales et des intérêts des contribuables locaux ne devant jamais être perdu de vue. Tels sont les principes que la circulaire du 10 septembre 1976 a explicités, en précisant de façon détaillée l'ensemble des aides que les collectivités locales peuvent consentir aux entreprises. Cette nouvelle directive ne fait d'ailleurs que reprendre, en les adaptant au nouveau régime des aides de l'Etat publié en avril dernier, les dispositions de la circulaire du 23 septembre 1965. Elle n'a donc aucun caractère restrictif et se traduit au contraire par un assouplissement des règles antérieures, accompagné d'une déconcentration destinée à permettre une plus grande rapidité, donc une plus grande efficacité des décisions. En effet, les aides non autorisées restent ce qu'elles étaient sous le régime de la circulaire du 23 septembre 1965, un allègement étant même consenti dans la mesure où il est maintenant admis de pratiquer un rabais de 30 p. 100 sur le prix de location des terrains, sous réserve qu'il s'agisse d'une opération susceptible de bénéficier de la prime de développement régional et que la durée de location soit au moins égale à vingt ans. Pour ce qui concerne les interventions autorisées, elles restent les mêmes que dans le passé, le rabais sur les terrains étant porté de 25 à 30 p. 100, mais le préfet est désormais habilité à prendre les décisions sans aucune obligation d'en référer préalablement à l'administration centrale. Les points particuliers soulevés par la question ci-dessus appellent les précisions suivantes : 1° les collectivités locales ne sont pas autorisées à consentir aux entreprises des avances de trésorerie, même s'il s'agissait d'avances éventuelles sur les primes de développement régional. Dans l'éventualité où la décision d'octroi de la prime est acquise, les moyens de trésorerie nécessaires doivent être obtenus sans difficultés auprès du système bancaire ; 2° Les collectivités ne sont pas autorisées à garantir les emprunts de personnes de droit privé. Cette procédure est strictement régie par l'article 485° du code de l'administration communale ; 3° les collectivités locales ne peuvent prendre de participation que dans des sociétés dont l'objet est la réalisation d'équipements publics ou l'exploitation de

services publics. Les autres participations ne sont pas légales. Ceci résulte de la réglementation propre aux sociétés d'économie mixte et des articles 395 et suivants du code de l'administration communale. Ces brèves indications permettent de constater que la circulaire du 10 septembre 1976 ne fait qu'appliquer la législation en vigueur et notamment le code de l'administration communale. Elle ne crée aucune contrainte nouvelle pour les collectivités locales et ne vise en fait qu'à permettre à celles-ci de jouer leur rôle tout en assurant l'harmonisation indispensable au succès de la politique nationale d'aménagement du territoire et la protection nécessaire des finances locales.

Anciens prisonniers de guerre (retraite anticipée des anciens agents des collectivités locales).

32953. — 29 octobre 1976. — **M. Jean Brocard** demande à **M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur**, la date à laquelle doit être publié le décret étendant à la caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales les dispositions de l'article 72 de la loi de finances pour 1976, permettant ainsi aux anciens prisonniers titulaires d'une pension à jouissance différée à l'âge de soixante-cinq ans d'entrer en jouissance de celle-ci entre soixante et soixante-cinq ans, en application de la loi du 21 novembre 1973, selon la durée de leur captivité.

Réponse. — Le projet de décret portant aux personnels affiliés à la caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales, anciens combattants ou prisonniers de guerre, titulaires d'une pension à jouissance différée à l'âge de soixante-cinq ans, de bénéficier de la jouissance de cette pension entre soixante et soixante-cinq ans, est actuellement soumis à l'examen des ministres appelés à le countersigner.

Communes (conditions de publicité des délibérations des conseils municipaux).

32924. — 30 octobre 1976. — **M. Henri Ferretti** demande à **M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur**, si l'application de l'article 34 du code de l'administration communale relatif à la consultation des délibérations du conseil municipal peut être assortie de restrictions relatives notamment à la durée de cette consultation.

Réponse. — Le droit conféré par l'article 34 du code de l'administration communale aux habitants ou contribuables d'une commune de demander communication et même de prendre copie totale ou partielle de documents officiels doit pouvoir s'exercer pleinement. Cependant, la communication doit s'effectuer « sans déplacement » et, bien entendu, sous la surveillance d'un agent communal. Dans les localités de faible importance, elle peut donc n'être autorisée que pendant les heures d'ouverture du secrétariat de la mairie, à condition toutefois que le temps d'ouverture ne soit pas limité au point d'apporter une gêne excessive aux intéressés (arrêté C. E. 22 juillet 1933-Pélissé). Des restrictions, quant à la durée de la consultation des délibérations du conseil municipal, peuvent donc être apportées, compte tenu de contingences locales, mais sous réserve qu'elles n'entraînent pas une limitation abusive d'un droit conféré par la loi (arrêts : C. E. 12 décembre 1941-Perduit ; C. E. 23 mars 1962-Casabianca).

Sapeurs-pompiers (conditions de titularisation des capitaines stagiaires).

32939. — 3 novembre 1976. — **M. Boscher** demande à **M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur**, de bien vouloir lui faire savoir quelles sont les conditions exigées des capitaines stagiaires de sapeurs-pompiers professionnels recrutés sur titres en application de l'article 101 bis du décret n° 73-644 du 12 juillet 1973 afin qu'ils puissent être titulaires à l'issue du stage obligatoire d'un an qu'ils doivent accomplir soit dans un corps de sapeurs-pompiers professionnels ou une inspection départementale des services d'incendie et de secours.

Réponse. — Les conditions dans lesquelles peuvent être titularisés les capitaines stagiaires de sapeurs-pompiers communaux, recrutés sur titres, sont fixées par l'article 101 bis du décret n° 53-170 du 7 mars 1953, modifié par le décret n° 73-644 du 12 juillet 1973, de la façon suivante : au cours de leur période de stage fixée à un an, les intéressés doivent obtenir le brevet de prévention contre l'incendie et le brevet de capitaine professionnel. S'il ne peuvent justifier de ces deux titres ou si leurs services ne sont pas jugés satisfaisants, le stage peut être renouvelé pour une nouvelle et dernière période d'une année, à l'issue de laquelle il est procédé à leur titularisation ou à leur licenciement. Il est précisé, en outre, que tout stagiaire peut être licencié en cours de stage, pour insuffisance professionnelle.

Assurance vieillesse (affiliation des professeurs des écoles municipales de musique et de danse à la C. N. R. A. C. L.).

33006. — 4 novembre 1976. — **M. Hunault** attire l'attention de **M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur**, sur le refus de la caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales d'affilier les professeurs des écoles municipales de musique non contrôlées par l'Etat et lui demande les mesures qu'il envisage de prendre en vue de créer des emplois spécifiques dans lesquels seraient reclassés les professeurs des écoles municipales de musique et de danse afin de rendre possible leur affiliation.

Réponse. — Les emplois des professeurs des écoles municipales de musique non contrôlées par l'Etat, qui sont recrutés selon d'autres modalités que celles en vigueur pour les professeurs des écoles nationales de musique, ne font pas l'objet d'une réglementation particulière sur les conditions de recrutement et ne figurent pas au tableau type des emplois communaux. Ce sont donc des emplois spécifiques, dont la création est autorisée par l'article 501 du code de l'administration communale. Leurs titulaires sont actuellement affiliés à la caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales s'ils consacrent à ces emplois la plus grande partie de leur activité, selon l'appréciation faite par le conseil d'administration de cette caisse dans le cadre de ses pouvoirs.

Armes et munitions (modulation de la réglementation en fonction de la nature des armes).

33031. — 5 novembre 1976. — **M. Bayard** attire l'attention de **M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur**, sur le fait qu'aux termes du décret n° 76-523 du 11 juin 1976 ont été groupées dans la même catégorie les armes anciennes et les armes nouvelles. Les premières armes à percussion centrale ont été fabriquées jusqu'à la fin du XIX^e siècle, et leurs munitions chargées exclusivement en poudre noire ne sont plus fabriquées actuellement. Ces armes ne sont plus utilisées mais en revanche sont très recherchées par les collectionneurs et les nombreux amateurs figurant dans les trois millions de chasseurs et tireurs licenciés de notre pays. Cette classification uniforme risque donc de pénaliser à la fois les amateurs, et marchands spécialisés. Or il semble que dans certains pays une distinction a été faite et la référence est prise en fonction d'une date-charnière qui, pour les U.S.A., est par exemple 1898. Il leur demande donc si le décret susvisé, pris dans un souci très compréhensible de réglementer l'acquisition d'armes puissantes et dangereuses, ne pourrait faire l'objet d'une mesure complémentaire établissant cette distinction, et si à cette occasion il ne lui apparaît pas nécessaire d'étudier un statut spécial pour les collectionneurs, et les tireurs licenciés de la F.F.T., qui prévoiraient des dérogations comme pour les titulaires d'un permis de chasser.

Réponse. — Le décret n° 76-523 du 11 juin 1976 n'a pas modifié les critères déterminant le classement d'une arme dans la catégorie des armes historiques ou de collection (8^e catégorie). Ce classement reste fondé soit sur la date de fabrication de l'arme, soit sur sa neutralisation. Les détenteurs d'armes d'épaule auxquels se réfère le parlementaire ont la faculté soit de solliciter une autorisation dans les mêmes conditions que pour toute arme de 4^e catégorie mais sans limitation de nombre, soit de procéder à leur neutralisation. Le millésime de référence choisi pour le classement dans la 8^e catégorie est actuellement le même pour toutes les armes à feu. Il n'est pas envisagé de modifier cette règle et notamment d'adopter des millésimes particuliers à certains modèles d'armes. Une telle méthode conduirait à obscurcir une réglementation déjà complexe sans qu'il en résulte d'avantages appréciables. Par ailleurs, certaines armes d'un modèle antérieur à 1898 présentent un caractère suffisamment dangereux pour justifier leur classement en 4^e catégorie. En tout état de cause, un arrêté interministériel dont la publication est prochaine prévoira que des dérogations aux conditions exigées pour le classement en 8^e catégorie pourront être décidées en faveur de certaines armes.

Communes (amélioration du statut et des carrières des adjoints techniques communaux).

33183. — 10 novembre 1976. — **M. Brun** appelle l'attention de **M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur**, sur la situation des agents techniques communaux. Les modalités de recrutement de ces fonctionnaires dont le rôle est très important dans la vie locale sont relativement sévères et leur rémunération et leurs conditions de carrière ne correspondent pas au niveau de leurs études et à leurs diplômes ; leurs possibilités d'avancement sont très réduites. Il se fait l'interprète de leurs soucis et demande quelles dispositions sont envisagées pour une amélioration de la carrière des adjoints techniques communaux permettant de maintenir un recrutement de qualité.

Réponse. — Le personnel technique de niveau B des communes est exactement aligné sur le personnel homologué des services de l'Etat, c'est-à-dire les assistants techniques. Toutefois, une étude est

actuellement en cours afin de savoir dans quelles conditions pourrait être modifiée la structure du corps des techniciens communaux de niveau B qui comprend le chef de section principal, le chef de section et l'adjoint technique. Mais en l'état actuel des consultations réglementaires prévus par l'article 510 du code de l'administration communale, il n'est pas possible de prévoir le résultat de cette étude.

Maires et adjoints (attribution d'une retraite aux élus qui n'étaient plus en fonction lors de la promulgation de la loi instituant cette retraite)

33266. — 16 novembre 1976. — **M. Longueueve** demande à **M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur**, de bien vouloir lui faire connaître où en sont les études sur l'attribution d'une retraite aux anciens maires et adjoints qui n'étaient plus en fonction au moment de la promulgation de la loi instituant une retraite en faveur des maires et adjoints. Il lui demande en particulier si le Gouvernement envisage de prendre les mesures nécessaires à cet effet avant les prochaines élections municipales.

Réponse. — Le problème de l'affiliation des magistrats municipaux ayant cessé d'exercer au 1^{er} janvier 1973, date d'effet de la loi n° 72-1201 du 23 décembre 1972 instituant un régime de retraite pour les maires et adjoints, a en effet fait l'objet d'une étude approfondie de la part des services du ministre d'Etat, ministre de l'intérieur, en liaison avec les autres administrations concernées. Elle n'a pu malheureusement aboutir à un résultat favorable pour les raisons qui ont été développées dans la réponse faite à la question écrite n° 17724, posée le 15 mars 1975 par **M. Bécam** et dont le texte a été publié au *Journal officiel des Débats de l'Assemblée nationale* (séance du 6 mai 1975, page 2440).

Finances locales (subventions accordées aux ententes départementales pour la démons­tration)

33324. — 18 novembre 1976. — **M. Maisonnat** signale à l'attention de **M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur**, l'inquiétude des élus locaux concernés devant l'éventuelle diminution des subventions accordées aux ententes départementales pour la démonstration. Si ces craintes s'avéraient justifiées, ces ententes seraient dans une situation financière difficile car leurs prévisions de recettes, qui sont déjà calculées pour le budget 1977, ne pourraient plus dès lors couvrir leurs besoins. Dans ces conditions, les actions menées par les départements et communes dans le domaine de la démonstration et qui doivent être poursuivies jusqu'à leur terme pour être pleinement efficaces, seraient gravement menacées. Par ailleurs, la subvention accordée en 1976 l'était sur un chapitre d'investissement, or les dépenses d'investissement ne peuvent pas recouvrir une telle ampleur en permanence et ne se renouvellent pas chaque année. Il serait donc souhaitable que les subventions soient accordées cette année sur un chapitre de fonctionnement qui correspond d'ailleurs à la nature des travaux en matière de démonstration. Il lui demande de prendre les dispositions nécessaires, tant sur le plan du montant de la subvention que sur celui de son affectation à un chapitre de fonctionnement, pour que les ententes pour la démonstration disposent en 1977 des moyens financiers indispensables à la poursuite de leur mission.

Réponse. — Les difficultés financières que pourraient rencontrer les ententes interdépartementales pour la démonstration à l'occasion de l'établissement de leur budget pour l'exercice 1977 n'ont pas échappé au ministre d'Etat, ministre de l'intérieur. Ces difficultés concernent, en premier lieu, le montant de la subvention annuelle accordée à ces organismes. Sur ce point, l'utilité des travaux qu'ils effectuent a conduit, dès 1975, le ministre de l'intérieur à prévoir l'ouverture d'une ligne budgétaire permettant de leur apporter un concours financier appréciable et dotée de 800 000 francs en 1976. Malgré la rigueur particulière qui s'impose à l'Etat pour le budget 1977, ce crédit a pu être porté à 900 000 francs en 1977. Quant aux difficultés résultant de l'inscription de ce crédit à un chapitre d'investissement, il convient de rappeler que le budget du ministre de l'intérieur ne comporte aucun chapitre permettant d'accorder aux collectivités locales des subventions de fonctionnement. Des instructions ont par ailleurs été adressées aux préfets délégués pour que la mise en place des crédits soit effectuée avec le maximum de célérité.

Personnel communal (reclassement indiciaire des directeurs des services administratifs municipaux)

33355. — 18 novembre 1976. — **M. Cornut-Gentille** expose à **M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur**, que la parité qui existait entre les directeurs des services administratifs municipaux et les chefs de division des préfectures lors du reclassement général des fonctionnaires en 1948 a, par suite de reclassements successifs,

depuis longtemps disparu sur le plan indiciaire, au détriment des fonctionnaires municipaux, alors que cette parité est toujours reconnue par tous, y compris par les ministres eux-mêmes. Attirant son attention sur le profond mécontentement et les très anciennes revendications de ces directeurs de services administratifs, souvent absorbés par des services très lourds et dont l'échelle indiciaire est la seule à n'avoir jamais été améliorée depuis plus de trente ans, contrairement à celles de tous les emplois de tous grades, il lui demande si les intéressés peuvent espérer obtenir le reclassement qu'ils souhaitent depuis très longtemps, reclassement auquel devrait être subordonnée la réforme actuellement en cours, tendant à la création du grade d'attaché.

Réponse. — Une parité officielle a toujours été, en effet, reconnue entre la situation des directeurs de service administratif communaux et celle des chefs de division de préfecture. C'est d'ailleurs pour respecter le principe de cette parité que par arrêtés des 5 juin et 4 août 1970, a été accordée aux directeurs de service administratif une augmentation de vingt points d'indices bruts de l'échelon terminal de leur emploi. Les directeurs communaux ont en outre bénéficié (contrairement à leurs homologues préfectoraux) d'une normalisation de l'échelon exceptionnel de leur emploi. Tous les agents concernés peuvent désormais atteindre, à la seule ancienneté, cet échelon dont l'accès était antérieurement limité. Pour ce qui intéresse la révision des échelles des directeurs de services communaux dans le cadre de la réforme des emplois administratifs des collectivités locales, il n'est pas possible, en l'état actuel de la procédure d'examen de ce dossier, de préciser dans quelle mesure les directeurs de services administratifs seront concernés par cette réforme ni les modalités selon lesquelles elle leur serait éventuellement appliquée.

Police nationale (maintien de la parité avec la gendarmerie)

33374. — 19 novembre 1976. — **M. Pierre Bas** exprime à **M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur**, la préoccupation des commandants et officiers de la police nationale qui ont l'impression que la parité gendarmerie-police est remise en cause. Cette parité a été solennellement reconnue dans le passé. Des améliorations notables sont intervenues à juste titre en faveur des officiers des armées et de la gendarmerie, tant au plan indiciaire qu'à celui du déroulement de carrière. Il serait bon que la police urbaine de Paris, confrontée à des tâches d'une rare difficulté, bénéficie elle aussi de ces améliorations.

Réponse. — La commission interministérielle créée le 30 septembre par le Premier ministre a pour première mission de proposer au Gouvernement les mesures propres à étendre à tous les corps de fonctionnaires de police la parité police-gendarmerie déjà mise au point en ce qui concerne le corps des gradés et gardiens de la paix. Par conséquent, les commandants et officiers de la police nationale figurent au nombre de ces corps. Il va de soi que les mesures qui seront adoptées pour ces corps seront applicables de plein droit à tous les policiers affectés à Paris qui font partie intégrante des corps de fonctionnaires de la police nationale.

Police nationale (revendications des commandants et officiers)

33383. — 19 novembre 1976. — **M. Capdeville** appelle l'attention de **M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur**, sur la situation professionnelle des commandants et officiers de la police nationale. En effet, cette profession désirerait, en préalable à toutes réformes fonctionnelles ou de structure, le maintien de l'intégralité du corps et souhaite une participation effective aux travaux de la commission interministérielle chargée de l'étude de ces réformes. Il lui demande s'il ne pense pas devoir satisfaire ces justes revendications.

Réponse. — La commission interministérielle créée le 30 septembre 1976 par le Premier ministre a pour première mission d'étendre à tous les corps de fonctionnaires de police la parité police-gendarmerie déjà mise au point en ce qui concerne le corps des gradés et gardiens de la paix. Il est exact qu'elle a également pour mandat de se préoccuper des réformes de structure, c'est-à-dire notamment du rôle et de l'organisation de la police nationale et, par conséquent, de la répartition des compétences et des responsabilités entre les différents corps de policiers. Elle doit en particulier rechercher s'il est possible de réaliser la fusion en un corps unique de commandement des différentes hiérarchies qui existent actuellement. Cette commission a d'ailleurs entendu à ce sujet les dirigeants de toutes les organisations syndicales représentatives des personnels. Il serait prématuré d'indiquer dès maintenant quelles seront les conclusions de la commission dans ce domaine et quelles en seront les conséquences pour les corps de fonctionnaires de police intéressés. Mais il est évident que les propositions présentées seront élaborées avec le souci d'offrir dans chacun d'eux d'intéressantes perspectives de carrière.

Police municipale et rurale (statut du personnel).

33389. — 19 novembre 1976. — M. Sénès rappelle à M. le ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur, la situation des personnels appartenant à la police municipale et rurale, dont le statut n'est pas défini. Il lui demande de lui faire connaître dans quel délai sera publié son statut en application de l'article 1^{er} de la loi n° 1304 du 28 septembre 1948.

Réponse. — La loi n° 48-1504 du 28 septembre 1948 relative au statut spécial des personnels de police n'est pas applicable aux policiers municipaux. L'article 1^{er} de ce texte fait en effet explicitement référence aux personnels de police relevant du statut général des fonctionnaires et, pour les policiers n'ayant pas la qualité de fonctionnaire d'Etat, limite le bénéfice du statut spécial aux seuls agents de la préfecture de police. La notion juridique de statut spécial constitue d'ailleurs un élément de la réglementation propre à la fonction publique d'Etat et que le code de l'administration communale n'a pas retenu. L'élaboration d'un statut spécial pour les agents de police municipale paraîtrait difficilement compatible avec la situation de ces personnels chargés de l'exécution des décisions prises par les maires dans le cadre de leurs pouvoirs de police et qui doivent demeurer soumis, comme tous les autres personnels nommés par les maires, aux dispositions du statut du personnel communal.

Agents communaux handicapés (conditions de la liquidation des droits à pension de retraite.)

33535. — 24 novembre 1976. — M. Hunault attire l'attention de M. le ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur, sur la situation des agents communaux handicapés. Compte tenu de la situation actuelle de l'emploi, il lui demande s'il peut être envisagé des mesures permettant aux travailleurs handicapés de mettre fin à leur activité professionnelle dès que les intéressés ont atteint la durée maximum de cotisation vieillesse, avec liquidation immédiate des droits à pension, sans minoration et sans limite d'âge, par dérogation aux dispositions de l'article 587 du code d'administration communale.

Réponse. — Aux termes de l'article 596 du code de l'administration communale, les régimes de retraites des personnels des communes et de leurs établissements publics ne peuvent en aucun cas comporter d'avantages supérieurs à ceux consentis par les régimes généraux de retraites des personnels de l'Etat. La suggestion tendant à une mise à la retraite anticipée, avec jouissance immédiate de la pension, d'agents communaux ayant la qualité d'handicapés ne pourrait donc être envisagée qu'en fonction de mesures qui viendraient à être prises en ce sens pour les fonctionnaires de l'Etat. Toutefois, si un agent communal handicapé était dans l'impossibilité d'assurer ses fonctions en raison de son état de santé, il serait de droit mis en congé de maladie dans les conditions du droit commun desdits congés; s'il ne pouvait, à leur expiration, reprendre ses fonctions, il pourrait être mis d'office ou sur sa demande à la retraite pour invalidité, s'il était inapte définitivement à l'exercice de ses fonctions. Il bénéficierait alors d'une pension d'invalidité avec jouissance immédiate en application des dispositions du titre V du décret n° 65-773 du 9 septembre 1965 modifié relatif au régime de retraite des tributaires de la C. N. R. A. C. L.

DÉPARTEMENTS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER

T. O. M. Nouvelle-Calédonie (commerçants artisans).

33391. — 19 novembre 1976. — M. Alain Vivien attire l'attention de M. le ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur (Départements et territoires d'outre-mer) sur la situation financière difficile des artisans, commerçants et entrepreneurs de moyenne importance de Nouvelle-Calédonie. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour assurer leur protection.

Réponse. — La situation difficile que connaissent actuellement de nombreux commerçants et artisans de la Nouvelle-Calédonie est essentiellement liée au suréquipement du territoire en matière de surfaces commerciales et au ralentissement de l'activité économique. Pour aider ces catégories sociales, le Gouvernement, dans le cadre du projet de budget 1977 a proposé une baisse des droits d'entrée sur les matières premières importées et destinées à la transformation sur le plan local. Cette mesure devrait permettre aux entreprises locales de se montrer plus compétitives face à la concurrence étrangère. De plus, afin de relancer la consommation des ménages, une baisse de la taxe générale à l'importation sur un certain nombre de produits de consommation courante a été également proposée pour 1977. Enfin, des études sont en cours pour proposer une

réforme du code local des investissements de façon à faire bénéficier d'exonérations fiscales les investissements d'ampleur limitée à caractères non commerciaux, afin de stimuler un redéploiement et une diversification vers les secteurs secondaire et primaire.

Territoires d'outre-mer (intégration dans le corps de la police nationale des personnels du cadre de complément de la Nouvelle-Calédonie).

31796. — 25 septembre 1976. — M. Frêche demande à M. le ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur, si, compte tenu que le décret du 27 août 1976 portant nomination des membres du Gouvernement a placé sous sa tutelle le secrétariat d'Etat des départements et territoires d'outre-mer, il n'estime pas dorénavant, dans le cadre ou par dérogation au décret n° 56-1228 du 3 décembre 1956 (cf. question du 17 novembre 1974, réponse au Journal officiel, Débats A. N. du 19 janvier 1975), pouvoir hâter le processus d'intégration dans le corps de la police nationale des personnels du cadre de complément de la Nouvelle-Calédonie et dépendances, attendu que ceux-ci, depuis le 1^{er} juillet 1976, sont totalement alignés sur leurs homologues de la métropole, tant au point de vue des conditions de recrutement que du déroulement de carrière ou de l'échelonnement indiciaire.

Réponse. — Après une première étude, un accord de principe a été donné à l'intégration dans les corps homologues de la police nationale des personnels composant le cadre de complément de la police de la Nouvelle-Calédonie. La mise en œuvre de cette décision implique l'intervention d'un texte législatif, lui-même suivi d'un décret d'application pris après avis du Conseil d'Etat. Le secrétaire d'Etat auprès du ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur, chargé des départements et territoires d'outre-mer, a reçu mission d'élaborer ces textes et d'entreprendre rapidement la procédure destinée à les faire aboutir, étant précisé que celle-ci demandera cependant un certain délai.

JUSTICE

Magistrats (déclaration d'un magistrat de la Nouvelle-Calédonie mettant en cause les lois de la République).

30310. — 26 juin 1976. — M. Alain Vivien expose à M. le ministre d'Etat, ministre de la justice, que selon des informations parues dans la presse de Nouvelle-Calédonie, notamment dans le journal *Les Nouvelles* du 28 février 1976, un haut magistrat aurait mis en cause les lois de la République en déclarant à propos d'un participant à une émeute survenue le 2 janvier 1976 au camp Est que ce dernier « faisait partie de ces détenus qui restent en vie par la stupidité de nos institutions ». Il lui demande bien vouloir infirmer cette information. Au cas où cela s'avérerait impossible, de bien vouloir faire connaître les mesures prises par ses services pour rappeler à l'ordre le magistrat en question.

Réponse. — S'il n'est pas possible d'établir les termes exacts qui ont été employés par le magistrat mis en cause, il est de fait que ce magistrat a tenu, lors d'une audience correctionnelle, des propos d'une teneur comparable à celle des déclarations qui lui ont été attribuées par la presse locale. S'adressant à un inculpé multirécidiviste, le magistrat intéressé a voulu souligner l'opportunité d'une mesure sévère à l'égard de ce délinquant, en vue de sanctionner son comportement. Le mouvement d'humeur qu'il a manifesté l'a toutefois conduit à utiliser une formule dont l'outrance est certaine et pour laquelle de sérieuses observations lui ont été adressées. Quoi qu'il en soit, il est exclu que ce magistrat, dont le sens du service public est incontestable, ait songé à mettre en cause les lois de la République.

Copropriété (élimination de certaines contraintes incluses dans des règlements de copropriété).

32700. — 23 octobre 1976. — M. Salle appelle l'attention de M. le ministre d'Etat, ministre de la justice, sur les règlements de copropriété pris en application de l'article 8 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis. Il lui expose que certains de ces règlements contiennent des clauses qui apparaissent comme inutiles et injustifiées. C'est ainsi, par exemple, que certains règlements de copropriété prévoient que le syndic doit réunir les copropriétaires chaque année au cours du premier trimestre alors que la loi ne fixe pas d'époque pour l'assemblée générale annuelle. Parmi les autres clauses qui apparaissent sans fondement on peut signaler également que les convocations pour l'assemblée générale doivent, selon certains règlements, être mises à la poste du lieu de situation de l'immeuble. Certains règlements disposent également que les copropriétaires devront assurer leur mobilier par les soins d'une compagnie agréée par l'assemblée générale des copropriétaires. Cette clause est sans doute entachée de nullité. Enfin, certains règlements interdisent aux copro-

préaires de se faire représenter aux assemblées par des locataires dont l'intérêt ne diffère pourtant pas toujours de l'intérêt des copropriétaires. M. Salle demande à M. le ministre d'Etat, ministre de la justice, quelles mesures il envisage de prendre pour éliminer les contraintes qu'il vient de lui signaler, contraintes parfaitement inutiles et parfois abusives.

Réponse. — Le règlement conventionnel de copropriété détermine les règles d'administration des parties communes, sous réserve des dispositions impératives de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 et notamment de son article 8, aux termes duquel : « le règlement de copropriété ne peut imposer aucune restriction aux droits des copropriétaires en dehors de celles qui seraient justifiées par la destination de l'immeuble... par ses caractères ou sa situation ». Dans chaque cas d'espèce, il appartient aux tribunaux de se prononcer sur la validité des clauses du règlement de copropriété. Au surplus, ces clauses peuvent toujours être modifiées par les copropriétaires aux conditions requises de majorité.

Écoutes téléphoniques (inculpation d'un dirigeant du comité d'action viticole sur la base d'enregistrements d'écoutes policières).

32957. — 4 novembre 1976. — M. Balmigère expose à M. le ministre d'Etat, ministre de la justice, qu'un dirigeant du comité d'action viticole vient d'être inculpé sur la base d'enregistrements de conversations téléphoniques. Il lui demande dans quelles conditions ces enregistrements sont parvenus à la justice et s'il peut affirmer que les services de police ne procèdent pas à des écoutes téléphoniques sur les lignes des responsables syndicaux et politiques dans le Languedoc.

Réponse. — L'article 159 du règlement de l'Assemblée nationale interdirait qu'il soit répondu à la question posée dans la mesure où elle se réfère au cas d'une personne aisément identifiable; le garde des sceaux croit pouvoir néanmoins, dans les limites de l'article 11 du code de procédure pénale relatif au secret de l'instruction, préciser que les enregistrements de conversations téléphoniques joints à la procédure d'information évoquée par l'honorable parlementaire ne sont en aucune façon le fait des services de police.

Jugements (important retard dans la liquidation des dossiers en instance à la Cour de cassation)

32981. — 4 novembre 1976. — M. Lazzarino expose à M. le ministre d'Etat, ministre de la justice, les faits suivants : une justiciable de Marseille attend, depuis bientôt quatre ans, la solution de l'instance en divorce par lui engagée. Il supporte, depuis, les conséquences matérielles de l'absence de décision et, notamment, le paiement de pensions alimentaires indexées. Sans entrer dans le détail des retards enregistrés avant que n'intervienne le jugement du tribunal d'instance puis sa confirmation en cour d'appel (en octobre 1975), M. Lazzarino précise à M. le ministre qu'un recours en cassation, formulé voici donc un an, par l'une des parties et qui lent en suspens la procédure de divorce, n'a pas encore été examiné à ce jour. Aux courriers régulièrement adressés par l'un des défenseurs au greffier en chef de la Cour de cassation (en date des 3 novembre 1975, 5 mars 1976, 9 juin 1976), il a été, chaque fois, répondu « que le dossier en question se trouve toujours entre les mains du conseiller-rapporteur ». Une nouvelle lettre vient d'ailleurs d'être expédiée, le 18 octobre courant. Il lui rappelle qu'il l'a récemment interrogé sur la désorganisation du service public de la justice à Marseille, du fait d'un nombre nettement insuffisant et de magistrats et de greffiers (plus de mille jugements en retard). Il lui demande s'il est vrai que deux mille dossiers sont également en retard à la Cour de cassation, pour les mêmes raisons, comme l'écrit un quotidien économique et financier, en date du 22 octobre courant. Si oui, quelles mesures compte-t-il prendre pour que soient nommés les magistrats nécessaires au bon fonctionnement de cette importante juridiction afin que les justiciables n'aient plus à subir les conséquences des retards considérables apportés à la liquidation de leurs dossiers.

Réponse. — Compte tenu des délais fixés par la loi pour le dépôt des mémoires, le rapport du conseiller et les conclusions de l'avocat général, la Cour de cassation peut difficilement statuer dans l'année qui suit le prononcé de la décision frappée de pourvoi. Il est exact que la Cour de cassation a vu, ces dernières années, s'accroître le nombre d'affaires non jugées. Afin d'accélérer le cours des procédures devant la haute juridiction, il est prévu la création, au titre du budget de 1977, de trois postes de conseiller à la Cour de cassation. Cette politique de renforcement des effectifs sera poursuivie dans la mesure où les crédits inscrits au budget du ministère de la justice le permettront. Par ailleurs, un projet de loi destiné à faciliter le fonctionnement des différentes chambres de la Cour suprême a été déposé sur le bureau de l'Assemblée

nationale, le 17 novembre 1976. Ce projet donne voix délibérative aux conseillers référendaires qui pourraient, dans certaines conditions, compléter la chambre à laquelle ils sont affectés.

Avocats (possibilité pour une société civile professionnelle de passer un contrat d'association).

33030. — 5 novembre 1976. — M. Labarrère expose à M. le ministre d'Etat, ministre de la justice, qu'en vertu de l'article 62, paragraphe 3, du décret du 9 juin 1972, la profession d'avocat peut être exercée par des professeurs de faculté de droit. Ces derniers doivent toutefois respecter les termes de l'article 3, alinéas 3 et 4, du décret du 29 octobre 1936 relatif au cumul de retraite, de rémunérations et de fonctions. De plus, les termes du 4^e alinéa du même article 3 prévoient : « Il leur est toutefois interdit de donner des consultations, de procéder à des expertises et de plaider en justice dans les litiges intéressant une des administrations visées à l'article 1^{er}, à moins qu'ils n'exercent leurs fonctions à son profit ». Compte tenu de l'existence de ces textes et de la tendance actuelle des avocats à former des groupements, il semble que, dans la mesure où un professeur de faculté de droit serait intégré dans une société civile professionnelle d'avocats, cette société serait elle-même soumise à l'interdiction de plaider contre l'Etat. Est-il cependant possible qu'une société civile professionnelle existante passe un contrat d'association, conformément à l'article 8 de la loi du 31 décembre 1971 et aux articles 70 et suivants du décret du 9 juin 1972. Il est en effet prévu dans ce cas que les avocats associés conservent leur clientèle propre.

Réponse. — En l'absence d'un texte formel permettant à une société civile professionnelle d'avocats de conclure un contrat d'association, tel qu'il est réglementé aux articles 70 et suivants du décret n° 72-468 du 9 juin 1972 organisant la profession d'avocat, et sous réserve de l'appréciation des tribunaux, la licéité d'une telle association apparaît douteuse. En effet, la loi n° 66-379 du 29 novembre 1966, relative aux sociétés professionnelles (art. 1^{er}) n'autorisant la constitution de sociétés civiles professionnelles personnes physiques, l'exclut nécessairement entre groupements. Or, la constitution d'une association entre plusieurs sociétés civiles professionnelles d'avocats ou entre une société civile professionnelle et un avocat pourrait apparaître comme un moyen de ne pas respecter cette interdiction légale. En toute hypothèse, au sein d'une association régulièrement constituée entre avocats, et selon l'article 68-2° du règlement intérieur du barreau de Paris, repris sur ce point par d'autres barreaux, « les actes interdits à l'avocat soumis à une incompatibilité par les dispositions légales et réglementaires, de même que par le règlement intérieur de l'ordre ou les usages, ne peuvent être accomplis en son lieu et place par ses associés ».

Aide judiciaire (imputation des provisions reçues par l'avocat de son client).

33162. — 10 novembre 1976. — M. Sauvalgo expose à M. le ministre d'Etat, ministre de la justice, que la loi n° 72-11 du 3 janvier 1972 et le décret n° 72-809 du 1^{er} septembre 1972 portant organisation de l'aide judiciaire prévoient respectivement dans leurs articles 23 et 25, 38 et 84, l'obligation pour un avocat de maintenir son concours à l'un de ses clients qui obtiendrait l'aide judiciaire et d'imputer sur les provisions qui lui ont été versées l'indemnité fixée par la décision d'aide judiciaire. Le texte ne distingue pas, dans les provisions visées, celles qui ont été remises en vue d'une imputation future de celles qui ont déjà été employées en débours. Or il arrive qu'un client, pressé et incertain aussi du sort réservé à sa demande d'aide judiciaire, demande à son avocat d'introduire une procédure pour laquelle il le provisionne et en fonction de laquelle des frais sont engagés et payés par l'avocat; et que par la suite, en cours d'instance, il obtienne l'aide judiciaire. Il lui demande s'il est possible, dans l'esprit et l'application des textes susvisés, d'imputer les provisions reçues par l'avocat, qui ont été ainsi utilisées pour couvrir des débours au cours de la procédure payante, sur l'indemnité allouée par la décision d'aide judiciaire.

Réponse. — Les règles relatives à l'imputation des provisions reçues par l'avocat figurent à l'article 21 de la loi n° 72-11 du 3 janvier 1972 instituant l'aide judiciaire qui prévoit que : « l'indemnité forfaitaire versée par l'Etat à l'avocat et la contribution due par le bénéficiaire de l'aide judiciaire sont exclusives de toute autre rémunération; les honoraires ou émoluments ainsi que les provisions versées à ce titre avant l'admission à l'aide judiciaire, par son bénéficiaire, viennent en déduction de l'indemnité de l'auxiliaire de justice. » Pour l'application de ces dispositions, ne doivent pas être considérées comme provisions déductibles les sommes versées par l'avocat à l'Etat à titre de redevances, droits et taxes (redevances de greffes gérés par des fonctionnaires, timbre, enregistrement), ou à des tiers ayant prêté leur concours dans l'instance considérée (huissiers de justice, experts, conservateurs des hypothèques) à la condition que ces sommes s'appliquent

à des actes ou formalités non couverts par l'aide judiciaire et qu'elles aient été effectivement payées par l'auxiliaire de justice à qui elles avaient été remises à cette fin. Ces actes ou formalités s'entendent notamment de ceux effectués avant la prise d'effet de l'admission à l'aide judiciaire ou de ceux que le bureau a expressément écartés du bénéfice de cette aide.

Monnaie (extension de la protection contre la fabrication et la circulation de faux à toutes les monnaies)

33582. — 26 novembre 1976. — M. Mesmin rappelle à M. le ministre d'Etat, ministre de la justice, que la loi n° 68-1305 du 27 novembre 1968 modifiant les articles 132, 133 et 135 du code pénal, qui protège les monnaies d'or et d'argent contre la fabrication et la circulation de faux, ne s'applique pas pour l'instant aux pièces fabriquées en d'autres métaux (platine, bronze, nickel, etc.). En outre, l'application de cette loi rencontre des difficultés lorsqu'il s'agit de monnaies antiques grecques ou romaines. En effet, l'objet de la loi est de protéger les « monnaies ayant eu cours légal », mais cette notion de « cours légal » présente des possibilités d'interprétation puisqu'elle suppose une autorité centrale émettrice et un texte de loi ordonnant la frappe, ce que l'on ne peut pas toujours invoquer, documents à l'appui, pour la période de la haute antiquité. Il lui demande s'il ne serait pas opportun, dans l'avenir, d'étendre les articles susvisés du code pénal à toutes les monnaies quels que soient leur métal et leur date d'émission, ce qui éviterait toute ambiguïté.

Réponse. — La loi n° 68-1305 du 27 novembre 1968 qui a modifié les articles 132, 133 et 135 du code pénal a permis, en effet, de réprimer la fabrication des monnaies anciennes en or ou en argent, tant françaises qu'étrangères, ayant eu cours légal mais n'étant plus en circulation. Cette réforme répondait à une préoccupation très précise, celle de combattre une nouvelle catégorie de falsification, fort importante en pratique, apparue depuis que le marché de l'or était devenu libre, et que les diverses pièces d'or courantes et cotées en Bourse se vendaient à un prix plus élevé que le poids de l'or fin qu'elles contenaient. Ainsi des faussaires monnaient des lingots et mettaient en circulation des pièces frappées selon le titre et le poids légal mais qui n'émanaient pas de l'institut officiel d'émission de chaque Etat. La loi avait donc entendu empêcher que certains tirent illégalement profit de la prime des monnaies d'or ou d'argent sur le prix de l'or ou de l'argent. Elle n'avait pas pour but de protéger toutes les monnaies quels que soient leur métal et leur date d'émission. L'absence de discussion sur ce point au cours des débats, tant à l'Assemblée nationale qu'au Sénat, en témoigne d'ailleurs. Le ministre de la justice n'envisage pas pour l'instant de proposer une modification législative qui aurait pour effet d'étendre les dispositions des articles 132 et 133 du code pénal à toutes les monnaies. Il soumettra toutefois le problème évoqué par l'honorable parlementaire à la commission de révision du code pénal qui l'examinera lorsqu'elle abordera l'étude des crimes et délits de faux. Il fait par ailleurs observer que les numismastes qui seraient abusés peuvent trouver une protection efficace par l'application de la loi de 1905 sur les fraudes, l'origine ou l'espèce d'une pièce constituant un élément déterminant de l'achat de cette pièce. En outre, la notion de « cours légal » doit s'entendre d'une manière assez souple, en ce qui concerne notamment des pièces de la haute antiquité.

Baux de locaux d'habitation et à usage professionnel (modalités d'application du blocage des loyers aux locaux monovalents tels que les hôtels).

33627. — 27 novembre 1976. — M. Frédéric-Dupont rappelle à M. le ministre d'Etat, ministre de la justice, que l'article 8 de la loi de finances rectificative pour 1976 prévoit un blocage des loyers jusqu'au 31 décembre 1976 et une augmentation de 6,5 p. 100 à partir du 1^{er} janvier 1977. Il rappelle également que ces dispositions s'appliquent aux loyers dus pour les locaux à usage commercial. Par contre, le même article précise que ces dispositions ne sont applicables en cas de renouvellement en 1976 et 1977 des baux des locaux ou immeubles à usage commercial lorsque le prix en est fixé conformément à l'article 23, paragraphe 6, du décret du 30 septembre 1953 sur la propriété commerciale. Or, cet article 23-6 n'est pas applicable aux locaux monovalents notamment hôtels et garages qui restent fixes en pratique notamment pour les hôtels par la méthode dite « hôtelière ». En conséquence, le parlementaire susvisé souhaite savoir si les locaux monovalents, et en particulier les hôtels, sont régis par les alinéas 3 et 4 de l'article 8, c'est-à-dire bénéficient-ils du blocage ?

Réponse. — L'article 8 de la loi de finances rectificative pour 1976 du 29 octobre 1976 pose la règle du blocage des loyers pour le dernier trimestre de l'année 1976, au taux en vigueur le 15 septem-

bre 1976, ainsi que celle d'une limitation de leur augmentation à 6,5 p. 100 pour l'année 1977. Ce texte précise que les dispositions qu'il édicte sont en principe applicables aux loyers des immeubles à usage commercial, industriel ou artisanal. Cependant, selon le même article 8, les dispositions précédemment rappelées ne s'appliquent pas aux baux commerciaux dont le loyer est fixé conformément à l'article 23-6 du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953. En effet, pour ces baux, des règles particulières de plafonnement des loyers sont prévues en cas tant de renouvellement en 1976 ou en 1977 que de révision triennale au cours de ces deux mêmes années. Or le prix du bail de locaux construits en vue d'une seule utilisation échappe, selon l'article 23-8 du même décret, aux dispositions de son article 23-6, étant alors déterminé selon les usages observés dans la branche d'activité considérée. Il apparaît donc, sous réserve de l'appréciation souveraine des tribunaux, que les loyers des locaux « monovalents » tombent sous le coup des mesures de blocage édictées par la loi du 29 octobre 1976.

SANTE

Handicapés (délais de délivrance de la carte d'invalidité « station debout pénible »).

28261. — 22 avril 1976. — M. Alain Bonnet remercie Mme le ministre de la santé de sa réponse à la question écrite n° 24073 relative aux délais de délivrance de la carte d'invalidité « station debout pénible ». Il lui demande si de nouvelles directives ont été adressées aux préfets, car dans de nombreuses préfectures, on continue à utiliser la procédure antérieure, à savoir : dépôt des demandes à la mairie (même dans le cas d'un renouvellement), avis des diverses commissions, etc., procédure qui fait que les délais de délivrance de ladite carte vont être encore anormalement longs.

Réponse. — La lenteur constatée dans le déroulement des formalités administratives de constitution du dossier de délivrance ou de renouvellement d'une carte d'invalidité est l'objet d'un examen tout particulier par les services du ministère de la santé dont l'attention a déjà été retenue par les difficultés regrettables qui résultent de ces délais excessifs. Jusqu'à unification par un texte législatif des procédures de reconnaissance du taux d'invalidité, les commissions d'aide sociale conservent l'entière responsabilité de leur décision en matière de cartes d'invalidité. La circulaire n° 324 du 28 février 1967 relative à la carte d'invalidité rappelait déjà aux préfets la nécessité de réduire les démarches imposées aux personnes handicapées et d'accélérer la procédure. La mise en place des commissions départementales de l'éducation spéciale, et dans un délai très proche, des commissions techniques d'orientation et de reclassement professionnel, va s'accompagner de la diffusion de nouvelles instructions qui, tout en soulignant le caractère obligatoire d'un taux d'invalidité réelle évaluée à un minimum de 80 p. 100, inviteront les préfets, à se montrer très vigilants afin d'éviter aux demandeurs des démarches inutiles et confirmeront que la carte est valable sur l'ensemble du territoire métropolitain.

Handicapés

(capacité d'accueil des établissements spécialisés du Pas-de-Calais).

30567. — 7 juillet 1976. — M. Delelis demande à Mme le ministre de la santé de bien vouloir lui préciser le nombre d'handicapés moteurs âgés de cinq mois à dix-huit ans vivant dans le département du Pas-de-Calais. En tout état de cause, il lui demande de bien vouloir lui faire connaître si tous ces handicapés moteurs peuvent être accueillis dans les établissements spécialisés du département du Pas-de-Calais.

Réponse. — L'administration ne détient pas les données très précises que l'honorable parlementaire souhaite obtenir. Il est possible toutefois de procéder à diverses approches qui permettent de fournir des indications chiffrées avec une approximation satisfaisante. Si l'on se réfère aux normes d'indices nationaux servant jusqu'à présent de base à l'évaluation des investissements nécessaires, ainsi qu'à leur programmation dans les plans d'équipements, suivant les instructions formulées par la circulaire n° 21 A.S. du 21 mai 1973, relative à la procédure d'autorisation applicable aux établissements d'enfants handicapés ou inadaptés relevant des annexes XXIV, XXIV bis, XXIV ter et XXIV quater du décret n° 56-284 du 9 mars 1956, modifié, on obtient un chiffre de besoins de 426 places pour les handicapés moteurs de cinq à vingt ans et de 136 places pour les infirmes moteurs-cérébraux de cinq à vingt ans, soit 562 places ce qui, par extrapolation, mène à une évaluation de 665 places pour les tranches d'âge envisagées par l'honorable parlementaire. D'une étude, menée sur le plan local et achevée en décembre 1975, sur les handicapés physiques et mentaux titulaires de la carte d'invalidité dans le département du Pas-de-Calais, on parvient, en ré-

nant toutes les encéphalopathies congénitales, à un chiffre de 858 enfants et adolescents de zéro à vingt ans, soit 14,37 p. 100 du nombre de bénéficiaires de la carte d'invalidité ce qui, ramené aux tranches d'âge de zéro à dix-huit ans, donnerait approximativement un chiffre de 760. Enfin, si l'on se réfère à une étude, effectuée en janvier 1976 par le service médical de la caisse régionale d'assurance maladie, on arrive là encore, par extrapolation, au chiffre de 646 pour les tranches d'âge zéro à dix-huit ans. Il est donc plausible d'avancer une « fourchette » s'étendant entre 650 et 750 handicapés moteurs pour le département du Pas-de-Calais. Les capacités d'accueil correspondent sensiblement à l'ordre des besoins pour les handicapés moteurs *stricto sensu*. Néanmoins, un problème se pose dans la mesure où les établissements ne possèdent pas de structures appropriées répondant à la gravité des cas posés par les infirmes moteurs surhandicapés, et l'administration s'est inquiétée de l'insuffisance des équipements disponibles. En outre, bien que l'ensemble des établissements de cure de Berck-sur-Mer puisse être, lui aussi, comptabilisé dans le pourcentage d'accueil des handicapés ou surhandicapés moteurs dans une proportion de 300 places, le problème des capacités d'accueil de cette catégorie d'handicapés relevant du département persiste à se poser dans la mesure où ces établissements ont conservé leur mode de recrutement antérieur, qui ne se limite pas aux seules tranches d'âge considérées et au seul Pas-de-Calais, ces établissements ayant vocation régionale, voire, à 50 p. 100, nationale. De ce fait, les lacunes relevées dans ce domaine ont conduit à l'envoi d'une inspection générale dans le département, dont les conclusions seront prochainement déposées.

Prestations familiales (ajustement de leur taux).

31070. — 31 juillet 1976. — M. André Laurent appelle l'attention de Mme le ministre de la santé sur les difficultés que rencontrent les familles françaises face à l'augmentation du montant des charges familiales. Celles-ci ont connu un accroissement d'environ 12 p. 100 pour la période qui se situe entre le 1^{er} août 1975 et le 31 juillet 1976. Trop peu de mesures ont été prises à ce jour, faute d'une politique cohérente dans le domaine des prix et d'une politique familiale globale, malgré les souhaits de M. le Président de la République. Aussi, il lui demande les mesures qu'il entend promouvoir pour maintenir le pouvoir d'achat des familles françaises et permettre un réajustement plus équitable des allocations familiales.

Réponse. — Il est rappelé à l'honorable parlementaire que l'ensemble des prestations familiales évolue plus vite que les prix. Sur la base 100 en 1970, l'indice d'évolution des prix était en 1975 de 152,8 et celui des prestations familiales était à la même date de 205,5 pour une famille modeste de deux enfants, de 174 pour trois enfants. La moindre progression de l'indice des prestations familiales lorsque la taille de la famille augmente s'explique par la diminution de la part relative de la majoration de l'allocation de salaire unique dans le total des prestations. En ce qui concerne les seules allocations familiales, la comparaison entre l'évolution de l'indice mensuel des prix à la consommation des ménages et celui de la base mensuelle servant au calcul des allocations familiales montre qu'entre 1970 et 1975 la base mensuelle a augmenté, lors de chaque revalorisation, plus rapidement que l'indice des prix. C'est ainsi qu'au 1^{er} août 1975 le taux d'augmentation de ladite base correspondait à l'indice 160,02 tandis que celui des prix atteignait 152,8 en base 100 au 1^{er} août 1970. Les allocations familiales, versées à toutes les familles, sans conditions de ressources, ont, en effet, progressé moins rapidement que les prestations réservées aux familles les plus démunies et dont l'accroissement du pouvoir d'achat est tout particulièrement nécessaire. Leur évolution a cependant été plus dynamique que celle des prix. Depuis 1974, en particulier, la base mensuelle a été systématiquement fixée à un niveau supérieur à celui auquel aurait conduit la seule prise en compte de la hausse des prix, de façon à ce que l'ensemble des familles bénéficie d'un accroissement du pouvoir d'achat. Les évolutions respectives de la base mensuelle et de l'indice des prix sur la période courant de mars de l'année précédente à mars de l'année en cours ont été de 12,9 p. 100 et 12,2 p. 100 en 1974, 14,3 p. 100 et 13,5 p. 100 en 1975, 9,7 p. 100 et 9,6 p. 100 en 1976. Deux relèvements sont d'ailleurs intervenus en 1975, le 1^{er} avril et le 1^{er} août, pour tenir compte de la hausse particulièrement forte des prix. Il faut enfin signaler qu'afin de suivre plus exactement l'évolution des prix, les pouvoirs publics ont modifié en 1973 la date de lecture de l'indice. Celle-ci est désormais plus proche de la date de revalorisation de la base mensuelle qui peut ainsi être déterminée de façon plus équitable. La volonté du Gouvernement est bien — et rest — de garantir le pouvoir d'achat des familles par le moyen d'une progression régulière des allocations familiales et de toutes les autres prestations qui, avec ces allocations, constituent l'ensemble du système français d'aide à la famille.

Handicapés (retard dans la mise en œuvre des dispositions de la loi d'orientation).

31076. — 31 juillet 1976. — M. Pierre Joxe demande à Mme le ministre de la santé dans quel délai les instructions nécessaires seront données pour que ne soient plus adressées aux assurés sociaux des lettres comparables à celles dont le texte est ici cité, et qui traduisent les difficultés des caisses aussi bien que des particuliers devant le retard apporté à l'application de la loi d'orientation en faveur des personnes handicapées. En effet, la caisse d'allocations familiales du département de Saône-et-Loire est conduite à répondre à de nombreuses demandes de la façon suivante : « Comme suite, nous vous confirmons que la loi d'orientation en faveur des personnes handicapées prend bien effet au 1^{er} octobre 1975. Toutefois, en l'absence d'instructions très précises des services ministériels nous ne sommes pas actuellement en mesure d'examiner votre cas. Au reçu desdites instructions, nous vous informerons des formalités que vous aurez à accomplir pour constituer votre dossier. »

Réponse. — Le ministre du travail et le ministre de la santé ont mis et continuent de mettre tout en œuvre pour que les dispositions de la loi d'orientation en faveur des personnes handicapées soient progressivement appliquées en suivant l'échéancier arrêté par le Gouvernement et dont le législateur a fixé le terme au 31 décembre 1977. En ce qui concerne deux des prestations nouvelles instituées par la loi d'orientation, l'allocation d'éducation spéciale et l'allocation aux adultes handicapés qui doivent être servies par les caisses d'allocations familiales, les mesures suivantes ont été prises : pour l'allocation d'éducation spéciale : décret n° 75-1165 du 16 décembre 1975 et plusieurs circulaires, datées du 26 mars 1976 (deux), n° 26 AS du 6 avril 1976 et n° 36 SS du 30 septembre 1976, celle-ci publiée à l'intention spécialement des commissions d'éducation spéciale, sans compter les instructions envoyées par la caisse nationale d'allocations familiales aux caisses d'allocations familiales du régime général et par la caisse mutuelle centrale des allocations familiales agricoles aux caisses de la mutualité sociale agricole ; un arrêté du 8 octobre 1976 a fixé les modèles d'imprimés et de certificat médical à utiliser ; toutefois, il a bien été précisé d'emblée que les demandes et certificats médicaux sur papier libre seraient accueillis et prendraient effet à la date où ils seraient présentés ; pour l'allocation aux adultes handicapés : décret n° 75-1197 du 23 décembre 1975 complété dans le sens d'une simplification et d'une accélération des procédures par le décret n° 76-933 du 29 octobre 1976, circulaires n° 12 SS du 29 mars 1976 ; n° 18 SS du 4 mai 1976 ; n° 28 SS du 28 juin 1976 et n° 37 SS du 6 octobre 1976 ; à quoi il faut ajouter les instructions propres de la C.N.A.F. et de la caisse mutuelle centrale des allocations familiales agricoles. Il est donc tout à fait excessif de soutenir que les caisses d'allocations familiales n'ont pas reçu les instructions nécessaires à la prise en considération des demandes d'allocation d'éducation spéciale ou d'allocation aux adultes handicapés. Il est inévitable que des procédures nouvelles, des imprimés à mettre au point, des circuits à normaliser exigent des études et parfois des rectifications. Il apparaît d'ailleurs que plusieurs caisses ont commencé leurs paiements au moins en ce qui concerne les bénéficiaires des anciennes allocations. La mise en place des commissions d'éducation spéciale est maintenant pratiquement achevée, celle des commissions techniques d'orientation et de reclassement professionnel va commencer. Mais le retard subi par la mise au point du texte réglementaire concernant ces dernières (décret n° 76-478 du 2 juin 1976 modifié par le décret n° 76-707 du 21 juillet 1976) ne devrait pas entraîner de conséquences dommageables pour les intéressés, grâce aux mesures de simplification et d'accélération des procédures qui résultent du décret n° 76-933 du 29 octobre 1976 modifiant le décret n° 75-1197 mentionné ci-dessus.

Pharmacie (ouverture de pharmacies mutualistes dans les régions de Rouen et d'Elbeuf [Seine-Maritime]).

31618. — 18 septembre 1976. — M. Leroy attire l'attention de Mme le ministre de la santé sur la nécessité de créer des pharmacies mutualistes, à Maromme, Petit-Quevilly et Elbeuf. L'accroissement démographique des agglomérations rouennaise et elbeuvienne accentue en effet la pénurie déjà existante en cette matière. Le tribunal administratif de Rouen ayant rendu le 1^{er} juillet 1976 trois jugements favorables à ces créations, il demande à Mme le ministre de la santé quelles mesures elle compte prendre pour satisfaire les besoins de la population.

Réponse. — Par les trois jugements du 1^{er} juillet 1976, auxquels se réfère l'honorable parlementaire, le tribunal administratif de Rouen a annulé trois décisions ministérielles qui avaient refusé à l'union mutualiste de la Seine-Maritime l'autorisation d'ouvrir des

pharmacies mutualistes à Elbeuf, Maromme et Petit-Quevilly. Ces jugements ayant été déferés à la censure du Conseil d'Etat, il convient d'attendre la position de la haute assemblée.

Famille (mise en œuvre d'une politique globale de la famille).

32114. — 3 octobre 1976. — **M. Debré** demande à **Mme le ministre de la santé** si elle n'estime pas qu'il est urgent, compte tenu, d'une part, des conséquences de l'inflation sur le niveau de vie des familles, d'autre part, de la crise profonde de natalité qui atteint notre pays, de définir dès cette année de faire approuver par le Parlement un ensemble de mesures constituant une politique globale, prioritaire absolue dans les exigences nationales.

Réponse. — Les conséquences de l'inflation sur le niveau de vie des familles, d'une part, la dénatalité, d'autre part, évoquées par l'honorable parlementaire ne sont pas des problèmes nécessairement liés. En effet, si l'on peut constater des corrélations à une époque donnée entre le niveau de fécondité et diverses variables socio-économiques, il s'agit là, davantage d'hypothèses que de certitudes. Aussi bien dans les pays où la conjoncture économique était sensiblement différente et où la part des prestations familiales à l'intérieur des prestations sociales était variable (en 1970 cette part était de 21 p. 100 en France, 20 p. 100 en Belgique, 14 p. 100 en Italie et aux Pays-Bas, 12 p. 100 au Luxembourg et 8 p. 100 en R.F.A.), observe-t-on depuis une dizaine d'années, une baisse simultanée de la natalité. La France n'en demeure pas moins l'un des pays où la législation est la plus favorable aux familles. Il est rappelé, à cet égard, à l'honorable parlementaire, et pour s'en tenir au plus récent passé, que les allocations familiales ont évolué sensiblement comme les prix. La comparaison entre l'évolution de l'indice mensuel des prix à la consommation des ménages et celui de la base mensuelle montre qu'en retenant la base 100 pour 1970, le taux d'augmentation de ladite base correspond au 1^{er} août 1976 à l'indice 176, et celui des prix à 167,3. Cette évolution suffit à démontrer la volonté des pouvoirs publics de garantir le pouvoir d'achat des familles par le moyen d'une progression régulière des allocations familiales. Le Gouvernement qui a depuis le 1^{er} août 1974, majoré le taux de revalorisation d'une participation forfaitaire des familles en fonction de l'activité économique continuera à préserver le pouvoir d'achat des allocations familiales, en les faisant varier au même rythme que l'indice des prix, ce qui n'exclut pas l'intervention d'autres mesures de nature à renforcer l'action entreprise en faveur des familles. Il est notamment prévu de créer en 1977 une nouvelle prestation, dite complément familial. Cette prestation serait servie aux familles ayant un enfant de moins de trois ans ou trois enfants au moins, que la mère exerce ou non une activité professionnelle sous réserve que les ressources de ces familles soient inférieures à un plafond déterminé de manière à couvrir les deux tiers au moins des familles. L'effet de ces mesures sur le taux de fécondité reste néanmoins difficilement mesurable. On doit même reconnaître qu'on ignore à peu près tout des mécanismes profonds qui conditionnent les tendances de la fécondité aussi bien que les fluctuations conjoncturelles plus ou moins brutales. Le redressement de la natalité française dès 1942, s'il n'est sans doute pas sans relation avec les dispositions du code de la famille de 1939, est cependant antérieur au fort développement des allocations familiales survenu en 1946. De même les résultats d'une enquête de l'I. N. E. D., faite en 1975, montrent que parmi un ensemble de mesures de politique familiale, ce n'est pas l'augmentation des allocations familiales qui reçoit l'approbation la plus massive, mais la possibilité de travail à temps partiel, et l'assurance de retrouver son emploi ou un emploi équivalent après quelques années d'interruption à la suite d'une naissance. C'est pourquoi le Gouvernement, tout en envisageant une amélioration du système des prestations familiales, a défini les grands axes d'une politique globale de la famille, et que des actions sont déjà engagées dans différents domaines, afin de prendre mieux en compte les intérêts des familles dans les grandes options qui commandent la vie de notre pays. En ce qui concerne le logement, des conditions moins sévères d'occupation ont été arrêtées, aussi bien pour le secteur locatif que pour l'accession à la propriété, en faveur des familles ayant deux enfants et plus. Par ailleurs un projet de loi déposé au Parlement prévoit l'institution d'une aide personnalisée aux dépenses de logement, en réalisant partiellement un transfert de l'aide à la pierre sur l'aide à la personne. Dans le domaine des équipements et services collectifs mis à la disposition des familles, le renforcement de la contribution de l'Etat constitue un des volets du programme d'action prioritaire n° 14 « Une nouvelle politique familiale » retenu dans le cadre du VII^e Plan. Il s'agit en particulier de créer au cours de cette période 25 000 places de crèches collectives et 25 000 places de crèches familiales, une centaine de centres sociaux, de prendre davantage en charge les frais d'animation dans les maisons familiales de vacances et les centres sociaux, de former 6 000 travail-

leuses familiales, d'aider les initiatives ayant pour objet de développer les loisirs des enfants... D'autres mesures destinées notamment à faciliter l'organisation de la vie familiale ont par ailleurs déjà été prises. C'est ainsi que la loi du 9 juillet 1976 a prévu la création d'un congé postnatal pour les femmes fonctionnaires, agents des collectivités locales et des établissements publics hospitaliers et qu'en ce qui concerne le secteur privé des recommandations ont été faites aux partenaires sociaux d'insérer dans toutes les conventions collectives la reconnaissance d'un droit analogue en faveur des mères salariées. Cet ensemble de mesures, données à titre d'exemple, atteste le caractère global de la politique menée en faveur des familles dont le Président de la République a rappelé encore récemment qu'elle constituait un des objectifs prioritaires du Gouvernement.

Infirmiers et infirmières (conditions d'accès aux écoles de l'assistance publique de Paris).

32770. — 27 octobre 1976. — **M. Le Penec** expose à **Mme le ministre de la santé** que le recrutement d'élèves infirmiers(ères) de l'assistance publique aux hôpitaux de Paris se fait par concours public. Cependant, la réussite à celui-ci ne suffit pas et de nombreux candidats(es) voient, après plusieurs semaines d'espoir, leur admission refusée en particulier quand il s'agit de provinciaux. On leur conseille certes de chercher une place dans une école d'infirmiers(ères) de leur région mais la faiblesse du nombre de places disponibles et une recherche menée tardivement, puisqu'existe l'éventualité d'être reçu à Paris, rendent les démarches fréquemment vaines. Compte tenu de cette politique discriminatoire, il lui demande si elle n'envisage pas de revoir les conditions d'accès au concours pour les écoles d'infirmiers(ères) de l'assistance publique à Paris afin de rétablir une concordance entre le droit à concourir et les possibilités d'admission réelles. Il lui demande d'autre part les mesures envisagées pour favoriser la formation au métier d'infirmiers(ères) en province.

Réponse. — Il est précisé à l'honorable parlementaire que le nombre de candidats aux études d'infirmières est en effet supérieur au nombre de places dans les écoles dont la capacité est fonction à la fois du nombre de lits des établissements hospitaliers recevant les élèves en stage, et de l'encadrement pédagogique. Cette discordance subsiste malgré le très important effort accompli dans ce domaine par le ministère de la santé: le nombre des écoles qui était de 259 en octobre 1973 est passé à 335 au 1^{er} octobre 1976, portant à 23 000 le nombre des places de première année en octobre 1976 contre 16 150 en octobre 1973. Dans ces conditions, l'assistance publique à Paris a dû instituer pour les écoles qui relèvent de son autorité, une sélection sur des critères géographiques d'une part et des aptitudes professionnelles d'autre part. Une action est déjà entreprise en vue d'une meilleure répartition géographique des capacités de formation; c'est ainsi que dans le département du Finistère, quatre écoles fonctionnent avec un effectif de 242 élèves en première année; une cinquième école va ouvrir à Quimperlé en février 1977. Ceci étant dit, une réforme des filières d'accès aux écoles agréées en vue du diplôme d'Etat d'infirmier/infirmière est à l'étude en liaison avec la commission compétente du conseil supérieur des professions paramédicales; la situation particulière des écoles d'infirmiers/infirmières de l'assistance publique à Paris fera à cette occasion l'objet d'un examen attentif.

Pharmacies mutualistes (mesures en vue d'en favoriser l'ouverture).

33199. — 11 novembre 1976. — **M. Delehedde** attire l'attention de **Mme le ministre de la santé** sur l'actuelle situation faite aux pharmacies mutualistes. La loi autorise leur création. Mais, en réalité, l'Etat les interdit. Un exemple récent nous est donné par un arrêté du 20 octobre du Conseil d'Etat annulant pour la quatrième fois depuis le début de l'année un arrêté ministériel, refusant l'ouverture d'une pharmacie mutualiste à Brest. Mais un tel cas n'est pas unique, il existe ailleurs, entre autres à Clermont-Ferrand. En 1973, à Vittel, devant le congrès de la fédération nationale de la mutualité française, M. Poniatowski déclarait: « Ce refus de toute création de pharmacie mutualiste ne trouve pas de justification réelle ». Et pourtant, les chiffres sont là. Sur 18 000 pharmacies, 57 seulement sont des pharmacies mutualistes. Depuis seize ans, seules deux pharmacies mutualistes ont été créées. En conséquence, il lui demande ce qu'elle envisage de faire pour favoriser l'ouverture de pharmacies mutualistes.

Réponse. — Dans ses décisions du 3 mars 1976 et octobre 1976, auxquelles fait allusion l'honorable parlementaire, le Conseil d'Etat a expressément indiqué que le ministre de la santé est investi des pouvoirs les plus étendus pour apprécier, compte tenu des circonstances propres à chaque espèce, l'opportunité de refuser ou d'accorder l'autorisation d'ouvrir une pharmacie mutualiste; le bien-fondé de la demande est apprécié cas par cas en fonction de l'intérêt

qu'une telle réalisation présente pour les adhérents des sociétés mutualistes, mais aussi en tenant compte des besoins de tous les clients potentiels des pharmaciens d'officine, qu'ils soient ou non mutualistes. En effet la création d'une pharmacie mutualiste, bien que n'étant pas soumise aux dispositions qui réglementent la répartition des officines de pharmacie sur le territoire, ne saurait être envisagée dès lors qu'elle aurait pour conséquence de compromettre le fonctionnement des pharmacies d'officine voisines, privées de leur clientèle mutualiste; une telle situation serait inacceptable car elle priverait les non mutualistes de pharmacies proches de leur lieu d'habitation. Quant à l'intérêt que présente pour les adhérents des sociétés mutualistes l'ouverture de pharmacies qui leur soient réservées, il doit être apprécié en tenant compte d'un élément essentiel, à savoir la possibilité qu'ont les mutualistes de bénéficier d'avantages équivalents à ceux que leur apporterait une pharmacie ouverte par un organisme mutualiste. Or, ces avantages existent déjà dans de nombreuses localités du fait de la conclusion de conventions de délégation de paiement entre les syndicats de pharmaciens et les organismes mutualistes, ces conventions permettant aux adhérents de la mutualité de ne pas faire l'avance des frais pharmaceutiques, l'ouverture de pharmacies qui leur seraient réservées perd ainsi sa justification. En tout état de cause, le Gouvernement est tout à fait favorable à ce que le plus grand nombre possible de mutualistes bénéficient de l'avantage appréciable qui consiste à ne pas faire l'avance des frais pharmaceutiques. Par ailleurs, il est précisé que si plusieurs litiges concernant les créations de pharmacies mutualistes sont pendants devant le tribunal administratif et devant le Conseil d'Etat, seules deux demandes d'ouverture sont en cours d'instruction.

Santé scolaire (décret de mise en place d. comité consultatif pour la définition des orientations touchant les actions médicales paramédicales et sociales en milieu scolaire):

33364. — 19 novembre 1976. — **M. Xavier Hamelin** rappelle à **Mme le ministre de la santé** qu'en réponse à la question écrite n° 30252 relative à l'insuffisance des effectifs des médecins de santé scolaire elle disait (*Journal officiel*, Débats Assemblée nationale, n° 73, du 7 août 1976) que le groupe de travail présidé par M. Grégoire, conseiller d'Etat, avait estimé qu'il était nécessaire de définir au sein de nouvelles structures, les orientations et décisions d'ordre général touchant les actions médicales, paramédicales et sociales en milieu scolaire. Ces nouvelles structures : comité consultatif comprenant notamment des représentants des parents d'élèves et ceux des organisations syndicales et groupe permanent composé de représentants des ministères intéressés, devaient être créées par un décret dont la publication était en principe imminente. Il lui demande si ce décret a été publié. Il souhaiterait également savoir si ces deux instances qui doivent en particulier fixer les rythmes des examens médicaux auxquels seront tenus les médecins durant la scolarité et qui doivent définir les actions à réaliser en vue d'une meilleure protection médicale et sociale des enfants et des adolescents se pencheront également sur le problème de l'insuffisance des effectifs des médecins titulaires et de la faiblesse des rémunérations qui leur sont attribuées. Ce problème des effectifs et du niveau des rémunérations conditionne sans aucun doute le bon fonctionnement du service de santé scolaire.

Réponse. — Le texte portant création d'un comité consultatif et d'un groupe permanent pour l'étude des actions médicales, paramédicales et sociales liées à la scolarité des enfants et des adolescents est le décret n° 76-817 du 24 août 1976 qui a été publié au *Journal officiel* du 27 août 1976. Un arrêté en date du 10 septembre 1976, publié au *Journal officiel* du 25 septembre a nommé M. Levy (Jean-Pierre), inspecteur général de l'industrie, ancien conseiller d'Etat en service extraordinaire, président de ces deux instances. Des arrêtés en date du 9, 10, 17, 25 septembre et 4 octobre 1976 publiés respectivement aux *Journaux officiels* des 17 et 25 septembre, 15 et 21 octobre 1976, ont conformément aux dispositions du décret n° 76-817 précité, désigné les membres du comité consultatif. A la suite de l'intervention de ces textes, le groupe permanent et le comité consultatif ont tenu chacun leur première réunion, respectivement les 5 et 26 novembre 1976. D'autres réunions sont prévues pour la fin de l'année 1976 et le premier trimestre de l'année 1977. Le groupe permanent est chargé de préparer les orientations et les décisions d'ordre général, touchant notamment le fonctionnement administratif et financier du service de santé scolaire.

*Pharmacies mutualistes
(autorisation de création de nouvelles pharmacies mutualistes).*

33625. — 27 novembre 1976 — **M. Arthur Cornette** interroge **Mme le ministre de la santé** à propos du refus persistant des pouvoirs publics d'autoriser la création de nouvelles pharmacies mutualistes. Ce refus délibéré de faire respecter la loi aboutit jusqu'à ce jour à une impasse et menace de façon grave les intérêts des

familles. Cette attitude du Gouvernement est dilatoire à l'égard des lois (code de la mutualité et code de la santé publique), et des arrêtés du Conseil d'Etat autorisant la création de pharmacies mutualistes (arrêtés des 23 janvier et 3 mars 1976). Par-delà le problème des pharmacies mutualistes, c'est l'ensemble des possibilités de réalisation de la mutualité qui est menacé. Par-delà même les préoccupations de la mutualité, l'attitude des pouvoirs publics constitue un scandale sur le plan du droit et des libertés publiques. Au nom de la démocratie, nous demandons au ministre de la santé de se conformer à la loi et aux décisions du Conseil d'Etat.

Réponse. — Dans ses décisions du 23 janvier et 3 mars 1976 auxquelles fait allusion l'honorable parlementaire, le Conseil d'Etat a expressément indiqué que le ministre de la santé est investi des pouvoirs les plus étendus pour apprécier, compte tenu des circonstances propres à chaque espèce, l'opportunité de refuser ou d'accorder l'autorisation d'ouvrir une pharmacie mutualiste; le bien-fondé de la demande est apprécié cas par cas en fonction de l'intérêt qu'une telle réalisation présente pour les adhérents des sociétés mutualistes, mais aussi en tenant compte des besoins de tous les clients potentiels des pharmaciens d'officine, qu'ils soient ou non mutualistes. En effet, la création d'une pharmacie mutualiste, bien que n'étant pas soumise aux dispositions qui réglementent la répartition des officines de pharmacie sur le territoire, ne saurait être envisagée dès lors qu'elle aurait pour conséquence de compromettre le fonctionnement des pharmacies voisines, privées de leur clientèle mutualiste; une telle situation serait inacceptable car elle priverait les non mutualistes de pharmacies proches de leur lieu d'habitation. Quant à l'intérêt que présente pour les adhérents des sociétés mutualistes l'ouverture de pharmacies qui leur soient réservées, il doit être apprécié en tenant compte d'un élément essentiel, à savoir la possibilité qu'ont les mutualistes de bénéficier d'avantages équivalents à ceux que leur apporterait une pharmacie ouverte par un organisme mutualiste. Or, ces avantages existent déjà dans de nombreuses localités du fait de la conclusion de conventions de délégation de paiement entre les syndicats de pharmaciens et les organismes mutualistes, ces conventions permettant aux adhérents de la mutualité de ne pas faire l'avance des frais pharmaceutiques, l'ouverture de pharmacies qui leur seraient réservées perd ainsi sa justification. Pour ce qui est de l'exécution des décisions précitées du Conseil d'Etat, il y a lieu de se référer à la jurisprudence constante en cas d'annulation pour erreur de droit d'une décision prise par l'administration dans le cadre de son pouvoir discrétionnaire. Cette annulation n'entraîne pas l'obligation pour le ministre de prendre une décision contraire à celle qui a été annulée s'il existe d'autres motifs que ceux, erronés en droit, qui avaient été invoqués pour justifier une décision de refus. Dans les différentes espèces qui viennent d'être jugées par la Haute Assemblée, il est possible d'invoquer l'existence d'autres motifs, notamment la passation de conventions de délégation de paiement, qui sont de nature à fonder légalement le refus opposé aux demandes d'autorisation.

TRAVAIL

Banques (démarcheurs de la Banque centrale populaire du Maroc à Paris non munis de cartes de travail).

31082. — 7 août 1976. — **M. Maurice Blanc** attire l'attention de **M. le ministre du travail** sur le fait que la Banque centrale populaire du Maroc, 18, rue des Pyramides, Paris (1^{er}), utilise comme démarcheurs auprès de leurs compatriotes des ressortissants marocains non munis de cartes de travail émises par les services français du travail. Il lui demande si cet établissement peut utiliser en France du personnel muni d'une simple carte consulaire et si cette pratique du démarchage par des agents étrangers ne risque pas de restreindre la liberté des travailleurs immigrés marocains.

Réponse. — L'attention des services compétents a été, à plusieurs reprises appelée sur la situation des travailleurs étrangers employés dans l'entreprise citée par l'honorable parlementaire; des démarches ont été effectuées et des dispositions ont été arrêtées pour mettre un terme aux agissements de cet employeur.

S. N. C. F. (attribution de billets de congé annuel à tarif réduit aux travailleurs privés d'emploi).

31792. — 25 septembre 1976. — **M. Cornut-Gentille** demande à **M. le ministre du travail** s'il est exact que les chômeurs ne peuvent bénéficier du billet de chemin de fer de congé annuel à tarif réduit. Dans l'affirmative, il lui demande si cet état de choses ne pourrait être reconsidéré, les charges supportées à ce titre par la S. N. C. F. ne devant pas être fort importantes.

Réponse. — Les contraintes budgétaires de l'exercice en cours n'ont pas permis de dégager les moyens nécessaires au financement de la mesure préconisée par l'honorable parlementaire.

QUESTIONS ECRITES
pour lesquelles les ministres demandent
un délai supplémentaire
pour rassembler les éléments de leur réponse.

(Art. 139, alinéa 3, du règlement.)

M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur, fait connaître à M. le président de l'Assemblée nationale qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de sa réponse à la question écrite n° 33657 posée le 1^{er} décembre 1976 par M. Villa.

M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'équipement (Transports) fait connaître à M. le président de l'Assemblée nationale qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de sa réponse à la question écrite n° 33661 posée le 1^{er} décembre 1976 par M. Combrisson.

M. le ministre de l'équipement fait connaître à M. le président de l'Assemblée nationale qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de sa réponse à la question écrite n° 33712 posée le 1^{er} décembre 1976 par M. Alain Vivien.

M. le ministre de l'équipement fait connaître à M. le président de l'Assemblée nationale qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de sa réponse à la question écrite n° 33719 posée le 1^{er} décembre 1976 par M. Chevènement.

M. le ministre de l'éducation fait connaître à M. le président de l'Assemblée nationale qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de sa réponse à la question écrite n° 33722 posée le 1^{er} décembre 1976 par M. Fontaine.

M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications fait connaître à M. le président de l'Assemblée nationale qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de sa réponse à la question écrite n° 33727 posée le 2 décembre 1976 par M. Frelaut.

M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'équipement (Transports) fait connaître à M. le président de l'Assemblée nationale qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de sa réponse à la question écrite n° 33730 posée le 2 décembre 1976 par M. Barel.

M. le ministre de l'équipement fait connaître à M. le président de l'Assemblée nationale qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de sa réponse à la question écrite n° 33732 posée le 2 décembre 1976 par M. Canacos.

M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'équipement (Transports) fait connaître à M. le président de l'Assemblée nationale qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de sa réponse à la question écrite n° 33731 posée le 2 décembre 1976 par M. Giovannini.

M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications fait connaître à M. le président de l'Assemblée nationale qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de sa réponse à la question écrite n° 33736 posée le 2 décembre 1976 par M. Radius.

M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'équipement (Transports) fait connaître à M. le président de l'Assemblée nationale qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de sa réponse à la question écrite n° 33739 posée le 2 décembre 1976 par M. Berger.

M. le ministre de l'équipement fait connaître à M. le président de l'Assemblée nationale qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de sa réponse à la question écrite n° 33792 posée le 4 décembre 1976 par M. Maujouan du Gasset.

M. le ministre de l'équipement fait connaître à M. le président de l'Assemblée nationale qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de sa réponse à la question écrite n° 33802 posée le 4 décembre 1976 par M. Krieg.

M. le ministre de l'équipement fait connaître à M. le président de l'Assemblée nationale qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de sa réponse à la question écrite n° 33812 posée le 4 décembre 1976 par M. Gosnat.

M. le ministre de l'équipement fait connaître à M. le président de l'Assemblée nationale qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de sa réponse à la question écrite n° 33818 posée le 4 décembre 1976 par M. Pranchère.

M. le ministre de l'équipement fait connaître à M. le président de l'Assemblée nationale qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de sa réponse à la question écrite n° 33822 posée le 4 décembre 1976 par M. François Billoux.

M. le ministre de l'équipement fait connaître à M. le président de l'Assemblée nationale qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de sa réponse à la question écrite n° 33852 posée le 4 décembre 1976 par M. Kalinsky.

M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur, fait connaître à M. le président de l'Assemblée nationale qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de sa réponse à la question écrite n° 33873 posée le 4 décembre 1976 par M. Frédéric-Dupon.

M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur, fait connaître à M. le président de l'Assemblée nationale qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de sa réponse à la question écrite n° 33876 posée le 4 décembre 1976 par M. Tourné.

M. le ministre de l'équipement fait connaître à M. le président de l'Assemblée nationale qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de sa réponse à la question écrite n° 33884 posée le 8 décembre 1976 par M. Barel.

M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur, fait connaître à M. le président de l'Assemblée nationale qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de sa réponse à la question écrite n° 33948 posée le 8 décembre 1976 par M. Seiflinger.

M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'équipement (Transports) fait connaître à M. le président de l'Assemblée nationale qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de sa réponse à la question écrite n° 34033 posée le 10 décembre 1976 par M. Giovannini.

LISTE DE RAPPEL DES QUESTIONS ECRITES
auxquelles il n'a pas été répondu
dans les délais réglementaires.

(Art. 139, alinéas 2, 3 et 6 du règlement.)

Santé scolaire (nomination de médecins d'hygiène scolaire).

33580. — 26 novembre 1976. — M. Jean Briane attire l'attention de Mme le ministre de la santé sur le fait que de nombreux établissements d'enseignement ne possèdent pas de médecin d'hygiène scolaire. C'est ainsi que, dans le département de l'Aveyron, pour un

effectif de 54 000 élèves, on ne compte que trois médecins d'hygiène scolaire et ces trois postes sont susceptibles de disparaître si, éventuellement, ils devenaient vacants. Cette situation comporte de graves conséquences, notamment dans le domaine de l'éducation physique. La pratique du sport scolaire le mercredi après-midi (A. S. S. U.) nécessite une visite médicale spéciale obligatoire. Celle-ci ne pouvant être réalisée faute de médecin d'hygiène scolaire, la responsabilité des enseignants d'E. P. S. se trouve directement engagée par l'administration en cas d'accident. Ils ne peuvent ainsi accepter de nouveaux adeptes non contrôlés médicalement. En ce qui concerne les élèves qui subissent les cours normaux obligatoires d'E. P. S., un accident cardio-vasculaire imprévisible, faute de contrôle médical, est toujours possible. Il n'est pas normal que les enfants encourent, chaque jour, de tels risques. Il lui demande quelles mesures elle a l'intention de prendre afin que tous les établissements d'enseignement se trouvent pourvus, dans les plus brefs délais, de postes de médecins scolaires.

Impôt sur le revenu (déductibilité des pensions alimentaires servies par des pères divorcés pour des enfants poursuivant leurs études au-delà de dix-huit ans).

33581. — 26 novembre 1976. — **Mme Crépin** attire l'attention de **M. le Premier ministre (Economie et finances)** sur la situation des pères divorcés qui, à la suite d'une décision judiciaire et conformément aux dispositions de l'article 24 de la loi n° 74-631, du 5 juillet 1974, fixant à 18 ans l'âge de la majorité, sont tenus de continuer à verser une pension alimentaire à leurs enfants, âgés de plus de dix-huit ans, lorsque ceux-ci poursuivent leurs études. L'article 3 de la loi de finances pour 1975, applicable à compter de l'imposition des revenus de 1974, interdit à ces contribuables, lorsque leur enfant majeur ne leur est pas rattaché fiscalement, de déduire de leur revenu imposable le montant de la pension alimentaire ainsi versée. Lorsqu'un enfant majeur, poursuivant ses études, a opté pour le rattachement fiscal au foyer de la mère, celle-ci bénéficie d'une demi-part supplémentaire de quotient familial, sans, d'ailleurs, que l'avantage en résultant puisse dépasser en montant d'impôt, une limite fixée à 6 700 francs par enfant pour l'imposition des revenus de 1975. Le père, qui verse la pension alimentaire, ne peut compter son enfant à charge et il n'a pas, non plus, la possibilité de déduire la pension alimentaire. En contrepartie, l'administration admet que la pension, non déduite par le père, n'a pas à être imposée entre les mains de la mère, même si l'enfant, poursuivant ses études, lui est rattaché fiscalement. Cette législation met ainsi les pères divorcés dans une situation particulièrement défavorisée du point de vue fiscal. Elle lui demande s'il n'estime pas équitable d'envisager une modification de cette législation en prévoyant, en faveur des pères divorcés qui se trouvent dans la situation exposée ci-dessus, une dérogation à l'interdiction de déduction d'une pension alimentaire.

Monnaie (réglementation de la reproduction des monnaies anciennes).

33583. — 26 novembre 1976. — **M. Mesmin** indique à **M. le Premier ministre (Economie et finances)** que les numismates professionnels français se préoccupent actuellement des dangers de certaines reproductions de monnaies anciennes, qui peuvent parfois être utiles aux enseignants mais qui peuvent aussi, si elles ne portent pas de marques distinctives, abuser le public des amateurs. Certains fabricants de ces reproductions, qui ressemblent à s'y méprendre aux originaux, vendent directement ces pièces pour authentiques, et tombent donc sous le coup de la loi. En revanche, d'autres fabricants, plus adroits, font métier de vendre ces reproductions pour telles, afin d'éviter les rigueurs de la loi, mais sont parfaitement conscients des risques que leur production fait encourir au public. Ces fabricants améliorent sans cesse la perfection de ces reproductions pour qu'elles puissent mieux abuser les amateurs. De nombreux numismates se sont déjà fait escroquer par des revendeurs de mauvaise foi de ces reproductions trop parfaites. Il lui demande s'il ne serait pas possible de protéger le public contre ces escroqueries et de préserver le patrimoine historique et artistique français en interdisant les reproductions de monnaies anciennes, sauf lorsqu'elles ne peuvent en aucun cas être confondues avec les originaux par l'apposition d'une marque distinctive et ineffaçable.

Habitations à loyer modéré (modalités d'application du surloyer aux locataires).

33584. — 26 novembre 1976. — **M. Brun** appelle l'attention de **M. le ministre de l'équipement** sur les modalités d'application du « surloyer » aux locataires des H. L. M. Il résulte de l'article 3 de

l'arrêté du 24 décembre 1969 que les locataires des H. L. M. doivent justifier tous les deux ans de leurs ressources imposables ou titre des revenus de l'année précédente. A défaut de la production de justifications, l'intéressé est réputé dépasser de plus de 80 p. 100 le plafond de ressources à partir duquel le surloyer est exigible (art. 3). La justification tardive de ressources inférieures au plafond est assimilée à une diminution de ressources et, par référence à l'article 7 de ce même arrêté, le surloyer cesse d'être appliqué à compter du 1^{er} janvier de l'année au cours de laquelle la preuve de la diminution des ressources a été apportée à l'organisme propriétaire. Il lui demande si des locataires négligents pouvant justifier d'une situation personnelle difficile (maladie, chômage, etc.) sont en droit d'obtenir de l'organisme H. L. M. une rétroactivité plus grande, tout particulièrement lorsqu'ils sont débiteurs d'un arriéré de loyer et qu'un dégrèvement du surloyer, décompté à tort par leur faute, pourrait opportunément diminuer leur dette.

Notariat (règles de la discipline et de la comptabilité notariale applicables à un cas d'espèce).

33585. — 26 novembre 1976. — **M. Max Lejeune** expose à **M. le ministre d'Etat, ministre de la justice**, les faits suivants : un notaire vend, sous condition suspensive de l'octroi d'un permis de construire un ensemble immobilier, deux terrains à bâtir à : « une société civile en voie de constitution dont le siège sera fixé ultérieurement... » et dont il certifie néanmoins à la suite de son acte l'identité. Il indique que le paiement aura lieu seulement lors de la réalisation de la condition suspensive, mais il se fait remettre en même temps que l'acquéreur, qui d'ailleurs ne comparait pas et auquel il fait signer ultérieurement son acte par un clerc, un chèque de 100 000 francs stipulé à son ordre. Le mandataire des sociétés civiles vendeuses étant également le mandataire d'une association, le notaire endosse le chèque à l'ordre de l'association, qui n'est pas propriétaire des terrains. Par la suite, le permis de construire ne pouvant être obtenu, la majeure partie des terrains étant inconstructible en vertu d'un arrêté de lotissement antérieur, ce que l'acquéreur apprend après avoir déposé le dossier du permis de construire et financé les études, le notaire restitue le chèque de 100 000 francs sur sa caisse huit mois après. La chambre des notaires n'ayant donné aucune suite à l'énonciation exacte des faits ci-dessus, il lui demande de bien vouloir indiquer si ceux-ci lui paraissent conformes aux règles de la discipline et de la comptabilité notariales et, dans le cas contraire, si la chambre est tenue d'accuser réception d'un dossier quelconque et d'informer le plaignant de la suite qui lui est donnée.

Emprunts (garanties des collectivités locales pour les emprunts contractés par les sociétés de crédit immobilier auprès de la caisse des dépôts et consignations).

33588. — 26 novembre 1976. — **M. Charles Bignon** attire l'attention de **M. le Premier ministre (Economie et finances)** sur les garanties des collectivités locales à accorder aux sociétés de crédit immobilier pour leurs emprunts auprès de la caisse des dépôts et consignations. Etant donné l'abrogation par l'article 27 de la loi du 16 juillet 1971 du paragraphe I de l'article 203 du code de l'urbanisme, ces sociétés ne peuvent plus emprunter sans la garantie totale des collectivités locales. Or le paragraphe II de l'article 27 de la loi du 16 juillet 1971 était la contrepartie de fait de la suppression, puisqu'il prévoyait une subrogation hypothécaire en l'absence de l'hypothèque directe, qui ne peut être prise sur des terrains qui n'appartiennent pas à la société de crédit immobilier. Il est donc surprenant que l'arrêté ministériel qui doit fixer la qualité ne soit toujours pas intervenu et il lui demande que la loi soit appliquée et pourquoi, au bout de cinq ans, l'intention du législateur n'est pas respectée.

Adoption (suppression de la dispense préalable du Président de la République pour l'adoption par un couple ayant des enfants légitimes).

33589. — 26 novembre 1976. — **M. Boscher** rappelle à **Mme le ministre de la santé** sa déclaration concernant la suppression de la dispense préalable de **M. le Président de la République** pour l'adoption d'un enfant par un couple ayant des enfants légitimes. Cette déclaration a donné espoir aux familles intéressées de voir l'accélération de la procédure d'adoption. Or l'attente se poursuit pour ces familles. Il lui demande donc quelles mesures elle compte prendre pour que soit mis fin à cette dispense préalable dans les délais les plus brefs non seulement dans l'intérêt des familles mais aussi et surtout dans celui des enfants à adopter.

Impôt sur les sociétés (personnes morales bénéficiaires du régime spécial prévu pour les sociétés mères et filiales).

33590. — 26 novembre 1976. — **M. Lauriol** expose à **M. le Premier ministre (Economie et finances)** que le code général des impôts (art. 145-1) réserve en principe aux seules sociétés par actions et sociétés à responsabilité limitée le bénéfice du régime spécial prévu par les articles 146 et 216 du même code en faveur des sociétés mères et filiales. Toutefois, l'administration admet l'extension de ce régime en faveur de sociétés ne revêtant pas l'une de ces deux formes, à savoir : d'une part, en faveur des sociétés de personnes ou en commandite simple qui optent pour leur assujettissement à l'impôt sur les sociétés dans les conditions prévues à l'article 239 du code (instruction administrative du 28 mars 1966, § 2); d'autre part, en faveur des sociétés civiles passibles de l'impôt sur les sociétés en vertu de l'article 206-3 du code, c'est-à-dire des sociétés civiles se livrant à une exploitation ou à des opérations visées aux articles 34 et 35 (note D. G. I. du 6 mai 1967, B. O. C. D. 1967, 11, 3756). Cette double extension par voie d'interprétation administrative se fonde explicitement sur l'idée que la loi du 12 juillet 1965 a unifié le régime fiscal des personnes morales passibles de l'impôt sur les sociétés. Il lui demande si l'on peut en déduire que toutes les personnes morales passibles de l'impôt sur les sociétés sur la totalité de leur bénéfice peuvent bénéficier du régime des sociétés mères et filiales, et en particulier les sociétés civiles de personnes qui, n'entrant pas obligatoirement dans le champ d'application de l'impôt sur les sociétés en vertu de l'article 206-2 du code, optent pour l'assujettissement à cet impôt en vertu de la faculté qui leur en est offerte par une circulaire du 10 août 1949 (n° 2256, § 15) dès lors qu'il s'agit de sociétés de personnes comparables à celles visées dans l'instruction précitée du 28 mars 1966 et compte tenu du fait que les sociétés civiles de ce type ne sont pas expressément visées dans cette instruction, non plus que dans la note précitée de la direction générale des impôts en date du 6 mai 1967.

Droits de mutation (mainlevée d'une hypothèque du Trésor sur une parcelle de bois).

33591. — 26 novembre 1976. — **M. Rolland** expose à **M. le Premier ministre (Economie et finances)** les faits suivants, ayant trait à la mainlevée partielle d'une inscription d'hypothèque légale du Trésor public prise en garantie de droits de mutation par décès dus éventuellement, sur une parcelle de bois ayant profité des allègements fiscaux de la loi Serot (art. 793-2-2° du code général des impôts), sur une déclaration de succession souscrite en 1963. Les héritiers T. ont cédé au syndicat intercommunal de captage et d'alimentation en eau potable des communes rive gauche Ailler, sur les instances pressantes de cet organisme, une superficie de 1 262 mètres carrés, destinée à l'édification d'un réservoir, prise sur des parcelles de bois de 49 hectares environ, situées commune de Bressolles. Cette acquisition a été déclarée d'utilité publique. L'état délivré par la conservation des hypothèques révèle l'inscription d'hypothèque légale du Trésor susindiquée. Pour pouvoir encaisser le prix de vente de la perception de Souvigny, les héritiers T. doivent justifier de la radiation de cette inscription, en tant qu'elle grève la parcelle vendue. L'inspecteur divisionnaire des impôts se refuse de donner cette mainlevée partielle qui aboutirait à la réduction du gage du Trésor garantissant des créances qui, bien qu'éventuelles, peuvent devenir exigibles jusqu'à l'expiration du délai de trente ans (dictionnaire de l'enregistrement n° 4493), à compter du jour de la prise d'engagement de soumettre les bois au régime forestier. D'autre part, les héritiers T. encourent la déchéance totale du régime de faveur de la loi Serot, bien que la rupture de l'engagement ne concerne qu'une minime partie des bois. Par exception, la déchéance est écartée si les infractions aux règles de jouissance sont le fait d'une collectivité ayant exproprié les auteurs de l'engagement (dictionnaire de l'enregistrement n° 4493). En résumé, le fait, par les héritiers T. d'avoir cédé amiablement une petite parcelle de bois à une collectivité publique, sur la demande expresse de celle-ci, pour hâter la réalisation urgente d'un château d'eau d'intérêt général et éviter à cette administration les frais d'une expropriation, peut entraîner l'exigibilité des droits complémentaires sur l'ensemble des parcelles boisées de la succession, à moins que les héritiers T. laissent leur prix de 5 000 francs entre les mains du percepteur pendant le délai de dix-sept ans restant à courir. L'une et l'autre solution, surtout la première, étant particulièrement injuste et rigoureuse, et pénalisant un contribuable qui n'a agi que pour satisfaire l'intérêt général, il lui demande quelles solutions peuvent être proposées aux héritiers T. Si l'administration admet que l'expropriation n'entraîne pas la déchéance du régime de faveur, elle devrait étendre cette mesure de tempérament aux ventes amiables déclarées d'utilité publique, et donner corrélativement mainlevée de l'hypothèque légale sur la parcelle cédée.

Taxe professionnelle (modalités d'application aux exploitants d'auto-école).

33593. — 26 novembre 1976. — **M. Valbrun** demande à **M. le Premier ministre (Economie et finances)** si, dans le cas d'un exploitant d'auto-école occupant moins de cinq salariés, il y a lieu de distraire du montant des recettes soumises à la taxe professionnelle : 1° Les remboursements par ses clients des frais engagés pour leur compte pour la préparation de leurs dossiers administratifs (timbres fiscaux par exemple); 2° Les recettes provenant de sous-locations nues.

Apprentissage (rémunération d'une apprentie de moins de dix-huit ans dont le contrat n'a pas été reconnu valable par les services compétents).

33594. — 26 novembre 1976. — **M. Valbrun** expose à **M. le ministre** du travail le cas d'un artisan coiffeur qui a embauché en date du 15 octobre 1976 une apprentie âgée de moins de dix-huit ans dans la perspective de la conclusion d'un contrat d'apprentissage. Celui-ci n'ayant pas été reconnu valable par les services compétents, il lui demande quelle est, dans cette hypothèse, la rémunération minimale horaire qui doit être accordée à cette salariée au titre de la période du 15 au 31 octobre 1976, date de départ, et si, notamment, l'employeur peut se dispenser de rémunérer les heures passées aux cours professionnels.

Infirmiers et infirmières (bénéfice des dispenses prévues en faveur des professions médicales par l'article 39 du C. G. I.).

33595. — 26 novembre 1976. — **M. Valbrun** demande à **M. le Premier ministre (Economie et finances)** si la dispense admise en faveur des médecins, chirurgiens et sage-femmes de ne pas mentionner sur le registre prévu par l'article 39 du C. G. I. les noms et adresses des clients peut être étendue à d'autres professions para-médicales, telles que les infirmières libérales.

Commerçants et artisans (régime fiscal applicable au véhicule de tourisme d'un commerçant).

33596. — 26 novembre 1976. — **M. Valbrun** expose à **M. le Premier ministre (Economie et finances)** le cas d'un commerçant qui a acheté le 1^{er} janvier 1976 un véhicule automobile (voiture de tourisme), prix d'achat T. T. C. 40 000 francs. Dans l'hypothèse où la quote-part d'amortissements estimée pour utilisation personnelle est évaluée à 25 p. 100 et le taux d'amortissement égal à 20 p. 100, il lui demande de lui préciser : 1° Si l'annuité d'amortissement fiscalement déductible du résultat imposable s'établit bien à 6 000 F (40 000 F × 20 p. 100 × 3/4); 2° Quelle serait la valeur comptable à retenir si le véhicule était revendu le 1^{er} janvier 1977.

Impôt sur le revenu (fiscalité applicable aux biens acquis sous forme de donation par un héritier artisan).

33597. — 26 novembre 1976. — **M. Valbrun** expose à **M. le Premier ministre (Economie et finances)** le cas d'un artisan qui a fait donation, en 1960, à ses deux enfants A et B, des biens désignés ci-dessous : nue-propiété de l'immeuble qu'il occupe en partie; le fonds de commerce exploité à cette adresse ainsi que le matériel et les marchandises garnissant ledit fonds. A héritant de l'ensemble desdits biens, sous réserve de verser à son père une rente viagère et, à son décès, une certaine somme d'argent au cohéritier, soumise payable en cinq annuités indexées sur le cours d'un produit utilisé dans l'activité de A et productive d'intérêts au taux de 6 p. 100 l'an. Remarque étant faite que A a poursuivi l'activité artisanale de 1960 à 1974, date du décès du père, suivant le régime du forfait et qu'il est placé sous le régime du réel simplifié à compter du 1^{er} janvier 1975, il est demandé : 1° pour quelle valeur l'immeuble doit être repris dans le bilan de départ de A au 1^{er} janvier 1975; 2° si une fraction des intérêts payés par A à B est déductible de son résultat imposable, remarque étant faite que A a affecté une partie de l'immeuble à usage d'habitation principale; 3° si le reliquat des intérêts peut être déduit du revenu global de A dans les conditions et limites prévues par l'article 156, II-1° bis, du C. G. I.; 4° dans l'affirmative, suivant quelle proportion doit être calculée la quote-part d'intérêts déductibles du bénéfice commercial et du revenu global.

Construction (agrandissement d'un logement édifié dans le cadre du concours international de la maison individuelle).

33598. — 26 novembre 1976. — **M. Valbrun** demande à **M. le ministre de l'équipement (Logement)** de bien vouloir lui préciser la solution pratique à laquelle peut recourir le propriétaire d'un logement « Camérico V » construit par le groupe Maison familiale de Cambrai pour apporter des agrandissements audit logement. Il lui précise que cette maison a été édifiée dans le cadre du concours international de la maison individuelle et que le règlement de ce concours prévoyait que le promoteur retenu était tenu d'indiquer, dans le dossier adressé à la direction de l'aménagement foncier et de l'urbanisme, les possibilités d'évolution au fur et à mesure des besoins des habitants. Or, le groupe Maison familiale de Cambrai a répondu à un intervenant que toute transformation d'un logement du type Camérico ne pourrait être envisagée que pour des raisons de contingences familiales. Il souhaite savoir si cette condition, liée obligatoirement à l'accroissement de la famille, ne lui paraît pas être une interprétation abusive du règlement précité et lui demande de lui indiquer les possibilités que peut avoir un propriétaire désirant agrandir sa maison: pour donner suite à ce projet.

Taxe professionnelle (conséquences économiques de la nouvelle loi).

33599. — 26 novembre 1976. — **M. Valenet** attire l'attention de **M. le Premier ministre (Economie et finances)** sur les difficultés que rencontrent certains artisans, commerçants et petits entrepreneurs au sujet de la taxe professionnelle pour 1976. Le but de la réforme semblait, selon les affirmations du Gouvernement, de diminuer ou tout au moins de limiter la progression du montant de l'ancienne patente pour les petites entreprises. Or, il apparaît à l'exemple de très nombreuses réclamations formulées par ses administrés que des augmentations très importantes variant de 150 à 300 p. 100 frappent les catégories de travailleurs indépendants qui devaient justement être protégés par la nouvelle loi instituant la taxe professionnelle. Il lui demande donc si les cas cités sont isolés ou, si cela est général, les mesures qu'il compte prendre pour rétablir une situation compatible avec la situation économique. En effet, à défaut de la révision de la formule actuelle, il semble que les artisans et petits entrepreneurs occupant un petit nombre de salariés seraient conduits à procéder à des licenciements alors que la lutte contre le chômage paraît être l'un des objectifs prioritaires de l'action gouvernementale.

Assurance vieillesse (liquidation des retraites complémentaires).

33600. — 26 novembre 1976. — **M. Charles Bignon** attire l'attention de **M. le ministre du travail** sur la complexité croissante des régimes complémentaires de retraite. Beaucoup de dossiers demandent maintenant des délais de plus en plus longs pour être liquidés, et les bénéficiaires sont obligés de s'adresser à plusieurs caisses. Une coordination devrait être effectuée pour aboutir à un versement unique avec compensation. D'autre part, au lieu de refaire tout le dossier, les éléments de liquidation des régimes de sécurité sociale devraient pouvoir être utilisés. Il lui demande quelles mesures il envisage de prendre pour tenir compte de ces suggestions.

Assurance vieillesse (injustice résultant de la non-rétroactivité de la « loi Boulin »).

33601. — 26 novembre 1976. — **M. Frédéric-Dupont** signale à **M. le ministre du travail** l'injustice résultant, pour les personnes dont les retraites ont été liquidées avant 1970, du fait de la non-rétroactivité de la loi dite « loi Boulin ». Il est exact qu'une majoration de 5 p. 100 leur a été accordée. Le parlementaire susvisé, qui estime qu'il est inadmissible qu'un traitement différent dans des proportions considérables soit appliqué aux retraités suivant qu'elles ont été liquidées avant ou après un jour fixe alors que ce sont les retraités les plus âgés qui le plus souvent ont le plus besoin d'avoir des ressources convenables pour compenser les charges de la vieillesse, demande à **M. le ministre du travail** quand il compte appliquer le même tarif à tous les retraités.

Pensions de retraite civiles et militaires (publication de l'arrêté de mensualisation du paiement des pensions).

33602. — 26 novembre 1976. — **M. Frédéric-Dupont** signale à **M. le Premier ministre (Economie et finances)** que l'article 62 de la loi de finances pour 1975 modifiant l'article L. 90 du code des

pensions civiles et militaires de retraite prévoit que les pensions de retraite seront progressivement l'objet d'un règlement mensuel à compter du 1^{er} juillet 1975. Cette loi n'est pas appliquée du fait que la Paierie générale du Trésor invoque que l'arrêté du ministère de l'économie et des finances prévu par la loi n'est pas encore publié. Le parlementaire susvisé demande à **M. le ministre de l'économie et des finances** quand il prendra l'arrêté prévu par la loi du 1^{er} juillet 1975 si impatiemment attendu par les intéressés.

Régions (développement plus harmonieux de la région d'Ile-de-France).

33604. — 26 novembre 1976. — **M. Pierre Bas** appelle l'attention de **M. le ministre d'Etat chargé du Plan et de l'aménagement du territoire** sur la crise extrêmement grave qui frappe la région parisienne. Si l'on pouvait admettre que le développement rapide de cette région l'était trop par rapport à la lenteur qui affectait certaines autres régions françaises, les mesures qui ont été prises ont des résultats qu'il faut bien qualifier de catastrophiques. Paris, en vingt ans, a perdu 500 000 habitants, 800 000, en majorité des jeunes, l'ont quittée, remplacés par 300 000 migrants. Les conséquences négatives au plan économique et social de l'arrêt du développement harmonieux d'une région de 10 millions d'habitants se font aujourd'hui pleinement sentir. Dans tous les domaines on constate des indices inquiétants. Ils sont particulièrement nets dans le domaine de la construction qui est en pleine crise alors que 250 000 familles sont inscrites au fichier des mal-logés de la région d'Ile-de-France, et que plus de 730 000 jeunes atteindront l'âge de la nuptialité en 1981. Le pouvoir politique en France a commis l'erreur, depuis un certain nombre d'années, de laisser la main à une technocratie envahissante et parfois délirante. On l'a vu récemment avec la déclaration irresponsable d'un haut fonctionnaire annonçant l'arrêt des prolongations de lignes de métro en région parisienne alors que les autorités politiques et son propre ministre n'avaient pas été consultés. Il serait temps que l'Etat revienne à sa propre tâche qui est de commandement, et assure à toutes les régions, y compris la région parisienne, un développement harmonieux. Il est indésirable que les mesures étouffant la région d'Ile-de-France doivent être desserrées. Il lui demande quelles sont ses intentions en ce domaine.

Etablissements universitaires (inondation de la bibliothèque du Grand Palais à Paris).

33605. — 26 novembre 1976. — **M. Pierre Bas** demande à **Mme le secrétaire d'Etat aux universités** s'il est exact qu'une inondation au Grand Palais due à une verrière non étanche a endommagé 10 000 volumes de la bibliothèque, ainsi que l'affirme le conseil de l'université de la Sorbonne nouvelle. Il lui demande les mesures qu'elle entend prendre pour porter remède à cette situation.

Conflits du travail (solution du conflit qui oppose le personnel de l'usine Norframe à Sin-le-Noble [Nord] à la direction).

33607. — 27 novembre 1976. — **M. Roger** attire l'attention de **M. le ministre du travail** sur le conflit qui s'est élevé entre le personnel de l'usine Profil Norframe, à Sin-le-Noble (Nord), et la direction de cette entreprise, à propos des rémunérations. Il lui fait remarquer : 1^o que la législation sur S. M. I. C. n'était pas respectée, ni les promesses qui avaient été faites aux mineurs reconvertis ; 2^o que la pratique des heures supplémentaires était devenue un moyen de pression intolérable sur le personnel, en violation de la législation. Qu'au surplus, cet établissement a reçu des aides importantes au titre de la reconversion. Il lui demande s'il compte prendre des mesures pour mettre fin au conflit, en obligeant la direction de l'usine à respecter la législation et à respecter les engagements pris vis-à-vis des mineurs reconvertis.

Allocation supplémentaire du F. N. S. (plafond de ressources).

33608. — 27 novembre 1976. — **M. Guéna** rappelle à **M. le ministre du travail** que l'allocation supplémentaire ne peut être accordée qu'au titulaire d'un ou plusieurs avantages vieillesse remplissant certaines conditions d'âge, de nationalité et de résidence. L'allocation supplémentaire de vieillesse n'est due que si cette allocation et les ressources personnelles de l'intéressé cumulées sont inférieures à un plafond déterminé par décret. L'article 11 du décret n^o 64-300 du 1^{er} avril 1964 précise que pour la détermination de ce plafond les ressources à prendre en considération sont celles

afférentes à la période de trois mois précédant la date d'entrée en jouissance de l'allocation supplémentaire. Le montant de ces ressources ne doit pas dépasser le quart du plafond fixé par décret. Il lui expose à cet égard la situation d'une assurée sociale qui n'a pu prétendre aux versements de l'allocation supplémentaire du F.N.S. à compter du 1^{er} janvier 1975 car, à cette date, ses ressources trimestrielles dépassaient le plafond requis (1 800 francs). En effet, lesdites ressources, durant le quatrième trimestre 1974, s'élevaient à 2 680 francs par trimestre. La pension vieillesse qui lui a été accordée à compter du 1^{er} janvier 1975 s'élevait à un montant trimestriel de 961 francs, c'est-à-dire un montant très faible. Ainsi, le seul fait de faire référence au dernier trimestre pendant lequel cette assurée a perçu un salaire, a eu pour conséquence de faire rejeter sa demande d'allocation supplémentaire bien qu'à compter du 1^{er} janvier 1975 elle ne puisse prétendre qu'à des ressources très faibles. Sans doute par la suite a-t-elle pu percevoir l'allocation supplémentaire à taux réduit à compter du 1^{er} mars 1975 et à taux plein à compter du 1^{er} juin 1975. Il n'en demeure pas moins que l'application de l'article 11 précité et la référence au dernier trimestre d'activité salariée doivent entraîner dans la pratique le rejet de toutes les demandes d'allocation supplémentaire du F.N.S. C'est donc avec un trimestre de retard que les personnes qui remplissent les conditions d'attribution du F.N.S. en raison de la modicité de la pension de vieillesse et de l'absence de toute autre ressource personnelle, peuvent prétendre à l'allocation supplémentaire. Il y a là une incontestable anomalie. C'est pourquoi il lui demande de bien vouloir envisager une modification de l'article 11 précité du décret du 1^{er} avril 1964 afin que des situations analogues à celle qu'il vient de lui exposer ne puissent se reproduire.

Rectorats (construction du rectorat de Créteil).

33609. — 27 novembre 1976. — M. Julia rappelle à M. le ministre de l'éducation que les services du rectorat de Créteil fonctionnent actuellement d'une part dans une partie du C.E.S. Saint-Simon de Créteil, d'autre part, dans un immeuble privé moyennant un loyer élevé. Les conditions de travail, qui sont déjà médiocres en ce moment, compte tenu d'un manque évident de place, vont encore s'aggraver en janvier prochain lorsque certains services demeurés à Paris et à Arcueil seront réunis à Créteil. Il lui demande si un plan de construction du rectorat a été envisagé et dans quel délai la réalisation attendue peut être espérée, afin que les personnels puissent exercer leur activité dans des conditions normales.

Aménagement du territoire (projets concernant le département de Maine-et-Loire).

33610. — 27 novembre 1976. — M. La Combe rappelle à M. le ministre d'Etat chargé du Plan et de l'aménagement du territoire que le département de Maine-et-Loire connaît depuis des années des problèmes d'industrialisation sur lesquels l'attention des gouvernements qui se sont succédés a été appelée inlassablement, en particulier par l'auteur de la présente question. Jusqu'ici les résultats obtenus dans ce domaine ont été particulièrement modestes. Mais la question se pose de savoir si des éléments nouveaux doivent intervenir à ce sujet. En effet, récemment, le délégué à l'aménagement du territoire et à l'action régionale est venu d'une manière quasi confidentielle effectuer une visite dans le département. Ni le préfet, ni les parlementaires n'avaient été prévenus de cette visite. Il est probable que celle-ci ne procède pas d'une initiative personnelle mais de directives du Gouvernement. Il lui demande donc de quelle mission aurait été chargé le délégué à l'aménagement du territoire et à l'action régionale, et quels sont les projets envisagés. Il lui fait observer qu'il serait souhaitable que les élus du département concernés par ces projets éventuels ne soient pas tenus à l'écart de ceux-ci ; il apparaît en effet qu'il serait préférable de les associer à toute relance éventuelle de l'industrialisation du département.

Communautés européennes (valeur et application en France du droit européen)

33612. — 27 novembre 1976. — M. Debré demande à M. le ministre d'Etat, ministre de la justice, s'il ne paraît pas nécessaire de rétablir l'égalité entre la France et les pays membres de la Communauté au sujet de l'application respective de la loi et des directives de la commission ; qu'en effet, conformément à des instructions de la chancellerie qui ne paraissent pas avoir leur correspondant dans les

autres pays, le parquet est invité à proposer systématiquement le renvoi pour interprétation à la Cour du Luxembourg, laquelle statue fréquemment dans un sens opposé à celui de la souveraineté française ; qu'au surplus une tendance se fait jour à traiter les directives communautaires, fussent-elles contestables, comme supérieures à la loi française, celle-ci fût-elle d'intérêt national ; qu'on ne retrouve cette tendance, au moins dans la force qu'elle a prise en France, ni en Allemagne, ni en Italie, ni surtout en Grande-Bretagne où la règle inverse est couramment admise ; que cependant la réciprocité est une condition essentielle à la validité de l'application en France de textes internationaux ; que dans ces conditions il apparaît que la France et les Français subissent un grave préjudice par cette méconnaissance permanente de la valeur propre de notre droit national ; que cette situation justifierait la création d'une commission d'études et, le cas échéant, d'un texte de loi interprétatif.

Energie nucléaire (choix de l'emplacement de la nouvelle centrale européenne thermo-nucléaire).

33613. — 27 novembre 1976. — M. Debré demande à M. le ministre de l'industrie et de la recherche s'il est exact qu'une coalition d'intérêts étrangers s'oppose à ce que le site de Cadarache soit choisi pour la construction de la nouvelle centrale européenne thermo-nucléaire, baptisée des initiales J.E.T. Il lui rappelle que la situation de ce site avec son support à la fois technologique et industriel et ses possibilités de développement est nettement préférable aux propositions présentées par les autres Etats européens ; il souligne l'importance que présente ce projet, dans tous les domaines, pour l'économie française et européenne et la nécessité de tout mettre en œuvre pour éviter son emplacement dans des conditions qui ne seraient pas les meilleures, et qui aboutiraient à augmenter son coût ; il lui rappelle encore qu'il s'agit là d'une de ces questions essentielles qui requièrent l'unanimité des gouvernements selon les termes d'un communiqué dit du Luxembourg, obtenu par notre diplomatie, après le long et utile combat mené par le général de Gaulle, et qu'il convient, en pareil domaine, de ne pas céder.

Impôt sur le revenu (non-prise en compte dans le revenu imposable des parents des salaires occasionnels des étudiants).

33614. — 27 novembre 1976. — Mme Crépin expose à M. le Premier ministre (Economie et finances) que l'administration fiscale estime que les sommes reçues par les étudiants ou lycéens, en rémunération d'une activité exercée uniquement pendant quelques mois de l'année, présentent le caractère d'un revenu imposable au même titre que les salaires alloués dans l'exercice de la même activité à des personnes qui n'auraient pas la qualité d'étudiant. En conséquence, ces salaires doivent être compris dans le revenu déclaré par le chef de famille pour la détermination de l'assiette de l'impôt sur le revenu. Dans le cas d'étudiants qui sacrifient un mois de congé scolaire pour obtenir un peu d'argent de poche et s'initier en même temps aux réalités du monde du travail, il apparaît abusif de considérer qu'il s'agit là de rémunérations devant être soumises à l'impôt. Il s'agit en somme d'une sorte de stage volontaire de formation permanente. Il est peu encourageant pour les jeunes que cet effort fait par eux ait pour conséquence de pénaliser leurs parents, en obligeant ceux-ci à payer un impôt sur le maigre salaire perçu occasionnellement par leurs enfants. Elle lui demande s'il n'estime pas qu'il conviendrait de prévoir certaines dérogations en faveur des étudiants et lycéens qui consacrent une partie de leur congé à effectuer un travail salarié.

Assurance maladie (relèvement du ticket modérateur pour les actes des masseurs-kinésithérapeutes rééducateurs).

33615. — 27 novembre 1976. — M. Daillat attire l'attention de M. le ministre du travail sur les préoccupations des masseurs-kinésithérapeutes rééducateurs, au regard des mesures annoncées touchant le relèvement de 25 à 35 p. 100 du ticket modérateur pour les soins dispensés par les kinésithérapeutes, les orthophonistes, les orthoptistes et les pédicures. Il appelle son attention sur le fait que la mise en œuvre de cette mesure risque d'introduire une discrimination au sein de la profession, du fait, notamment qu'elle ne semble pas concerner les actes de rééducation pratiqués par les médecins, de telle sorte que le même traitement sera remboursé différemment selon le praticien qui l'aura pratiqué. Il lui demande donc quelles dispositions il entend prendre pour répondre aux préoccupations des intéressés.

Taxe professionnelle (conséquences de l'application de la loi du 29 juillet 1975 pour les transporteurs routiers).

33616. — 27 novembre 1976. — **M. Briane** attire l'attention de **M. le Premier ministre (Economie et finances)** sur les graves conséquences qu'entraîne, pour le secteur du transport routier, l'application de la loi du 29 juillet 1975 supprimant la patente et instituant une taxe professionnelle. Les entreprises de transport routier constatent, par rapport à la patente, et après écrêtement, des hausses d'imposition allant jusqu'à 200 p. 100 pour les transports de marchandises et 400 p. 100 pour les transports de voyageurs. Ces hausses difficilement supportables sont dues au fait que l'assiette de la nouvelle taxe professionnelle comprend à la fois les salaires et les immobilisations et que le secteur du transport routier est fort utilisateur de main-d'œuvre et gros investisseur en matériel. Il lui demande quelles mesures sont prévues par le Gouvernement afin que les augmentations de taxe professionnelle supportées par les entreprises de transport routier soient plafonnées à un montant compatible avec la limitation des prix envisagée dans le cadre du plan de lutte contre l'inflation.

Hôpitaux (conditions d'attribution de la prime mensuelle de sujétion spéciale à certains personnels).

33617. — 27 novembre 1976. — **M. Briane** attire l'attention de **Mme le ministre de la santé** sur l'arrêté interministériel du 22 avril 1975 portant attribution, à compter du 1^{er} janvier 1975, à certains personnels des établissements hospitaliers, d'une indemnité de sujétion spéciale égale au montant de treize heures supplémentaires. Il lui demande de bien vouloir indiquer: 1^o pour quelles raisons cet arrêté n'a pas été publié au *Journal officiel*, si elle a l'intention de le faire publier et, dans l'affirmative, à quelle date; 2^o comment il se fait que les dispositions de cet arrêté ne sont appliquées que dans la région parisienne et seulement à certaines catégories d'agents hospitaliers; 3^o quelles mesures elle envisage de prendre pour accorder le bénéfice du paiement mensuel de cette prime de sujétion spéciale à tous les établissements et à toutes les catégories d'agents qui y travaillent.

Automobiles (réduction du taux de T. V. A. sur les voitures neuves).

33618. — 27 novembre 1976. — **Mme Crépin** expose à **M. le Premier ministre (Economie et finances)** que les voitures automobiles sont assujetties à la T. V. A. au taux de 33 1/3 p. 100 au même titre que certains articles de luxe. Elle lui demande s'il ne pense pas qu'un allègement de cette imposition aurait des conséquences favorables et irait dans le sens souhaité par le Gouvernement, en permettant une certaine stabilité des prix.

Taillleurs (allègement des charges sociales et de la fiscalité supportées par cette profession).

33619. — 27 novembre 1976. — **M. Briane** attire l'attention de **M. le ministre du commerce et de l'artisanat** sur les difficultés que rencontre la profession de tailleur, notamment dans les agglomérations petites ou moyennes où la population dispose de revenus nettement inférieurs à ceux des grandes villes. Le travail du tailleur doit être entièrement fait à la main et la main-d'œuvre entre pour une grande part dans le prix de revient. C'est ainsi que le montage d'un complet deux pièces nécessite par exemple trente et une heures de travail auxquelles il faut ajouter le temps consacré à la coupe, à la préparation du travail, aux essayages et aux retouches éventuelles. Même en comprimant au maximum les salaires, les frais généraux et le bénéfice du tailleur, le prix de revient se trouve trop élevé compte tenu de la concurrence du prêt-à-porter. En conséquence, pour faire face à cette concurrence les artisans et petits patrons baissent leurs prix, acceptant des rémunérations très faibles et en sont réduits à faire un nombre important d'heures de travail. Le pourcentage de la main-d'œuvre dans le coût total d'un vêtement se trouve de ce fait inférieur au minimum requis pour bénéficier de la décote spéciale en matière de T. V. A. Dans ces conditions, le métier n'attire plus les jeunes et il n'y a plus de créations d'emplois. Dans le département de l'Aveyron il y avait, en 1936, 170 tailleurs qui employaient plus de 350 salariés. Il reste aujourd'hui 42 tailleurs dont huit seulement ont moins de soixante ans. Tous, à l'exception de trois, ont dû ouvrir un petit commerce annexe pour subsister. Il n'y a plus de salarié, ni, depuis très longtemps, d'apprenti. Les difficultés se trouvent encore accrues par l'augmentation des charges sociales que ne supporte pas la confection en très grande partie mécanisée. Il lui demande quelles mesu-

res sont envisagées par le Gouvernement pour améliorer cette situation et, notamment, alléger le poids des charges sociales sur les salaires, ainsi que la fiscalité que supportent ces métiers.

Bois et forêts (meilleure utilisation des ressources françaises en bois de trituration).

33620. — 27 novembre 1976. — **M. Briane** attire l'attention de **M. le ministre d'Etat chargé du Plan et de l'aménagement du territoire** sur un certain nombre de mesures qui devraient être prises pour assurer une meilleure utilisation des petits bois appelés bois de trituration, feuillus et résineux, destinés à faire la pâte à papier. On se trouve actuellement devant une situation paradoxale dans laquelle la France importe la pâte à papier, ou du bois destiné à fabriquer la pâte, alors que les sylviculteurs français éprouvent les plus grandes difficultés à vendre aux industriels papetiers les petits bois. Les importations de pâte à papier ou de bois destiné à fabriquer la pâte ont coûté 3 milliards de francs en 1974 et elles constituent le deuxième poste déficitaire, après le pétrole, de la balance du commerce extérieur. Dans le même temps on constate qu'il n'existe pas suffisamment d'usines pour traiter les bois de trituration français. Une telle situation est particulièrement préjudiciable à des départements comme celui de l'Aveyron qui se trouve éloigné des usines papetières: Tarascon-sur-Rhône, 250 km; Saint-Gaudens, 250 km; Saint-Girons, 350 km; Facture, 450 km. Il est donc nécessaire d'envisager un certain nombre de mesures pour assurer une vente normale des bois de trituration, feuillus et résineux, de manière à permettre la création d'emplois chez les producteurs de bois, les exploitations forestières, les entreprises de transport. Il y aurait place, semble-t-il, dans le Massif Central pour une usine papetière nouvelle, à défaut de création d'une usine nouvelle les usines existantes les plus proches du Massif Central pourraient peut-être aussi être agrandies. Il semble que d'ailleurs des études ont été entreprises sur le traitement des petits bois dans le cadre de l'aménagement du Massif Central. Il lui demande quel est l'état d'avancement de ces études et quelles mesures sont prévues pour assurer ainsi une meilleure utilisation des petits bois.

Veuves (attribution de l'allocation parentale sans condition de ressources aux veuves chefs de famille).

33621. — 27 novembre 1976. — **Mme Crépin** attire l'attention de **M. le ministre du travail** sur une requête présentée par les veuves civiles chefs de famille en vue d'obtenir que l'allocation parentale soit versée à toute veuve chef de famille sans condition de ressources pendant la période au cours de laquelle les enfants ouvrent droit à ladite allocation. Celle-ci entrerait alors dans la détermination de l'assiette de l'impôt sur le revenu. Elle lui demande de bien vouloir lui faire connaître s'il lui est possible de donner une suite favorable à cette requête.

Impôt sur le revenu (révision du barème d'imposition des avions de tourisme ou titre des signes extérieurs de richesse).

33622. — 27 novembre 1976. — **M. Bégault** expose à **M. le Premier ministre (Economie et finances)** que dans le barème relatif à l'évaluation forfaitaire minimale du revenu imposable d'après certains éléments du train de vie, la somme forfaitaire correspondant aux avions de tourisme est déterminée sur la base de 300 francs par cheval-vapeur de la puissance réelle de chaque avion. Cette somme sera portée à 360 francs par application de l'article 63 du projet de loi de finances pour 1977 qui a été adopté en première lecture par l'Assemblée nationale. Les possesseurs d'avions de tourisme estiment qu'ils sont ainsi victimes d'une certaine injustice par rapport aux contribuables détenant d'autres éléments du train de vie. Alors que tous les biens recensés comme des signes extérieurs de richesse font l'objet d'un abattement pour vétusté, l'avion est considéré comme un bien physiquement inaltérable. Alors que la taxation des bateaux de plaisance à moteur se fait selon un barème progressif avec un maximum de 300 francs le cheval-vapeur (porté à 360 francs en 1977), la taxation des aéronefs est linéaire avec un taux unique de 300 francs le cheval-vapeur (porté à 360 francs en 1977). Enfin l'avion léger, qui est un moyen de transport évolué, utilisé de plus en plus fréquemment par des personnes privées pour des déplacements dans le cadre de leur vie professionnelle, au même titre que l'automobile, est considéré par l'administration fiscale comme un simple véhicule de loisirs à l'image des bateaux de plaisance réservés à de rares privilégiés. Il lui demande s'il n'estime pas qu'il serait équitable de reviser le barème ainsi appliqué pour les avions de tourisme afin de tenir compte des observations faites dans la présente séance.

Ecoles maternelles et primaires (établissement d'un programme de décharges de classe pour les directeurs et directrices).

33623. — 27 novembre 1976. — **M. d'Aillères** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur la situation des directeurs et directrices d'école maternelle et élémentaire dont les tâches administratives s'alourdissent, alors qu'ils sont à la fois instituteurs chargés d'une classe et qu'ils doivent accomplir l'ensemble des tâches qui relèvent de la direction de ce type d'école, c'est-à-dire : l'animation pédagogique, les tâches relatives à leur rôle administratif, les responsabilités d'ordre général qu'ils doivent assumer au sein de l'école. Il lui demande, en conséquence, s'il ne juge pas nécessaire d'envisager pour ces personnels, en accord avec l'esprit de la loi de juillet 1975, un programme de décharges établi en fonction de la taille des établissements et de leurs effectifs.

Impôt sur le revenu (revenu de l'impôt supplémentaire sécheresse en faveur des contribuables retraités).

33624. — 27 novembre 1976. — **M. Vacant** attire l'attention de **M. le Premier ministre (Economie et finances)** sur la situation faite à certains retraités par suite du prélèvement sécheresse qui va intervenir en décembre alors que ceux-ci ne percevront leur retraite qu'au début de janvier. **M. Vacant** demande que soit reporté de quelques semaines ce prélèvement.

Officiers

(discrimination dans le reclassement indiciaire des colonels retraités).

33626. — 27 novembre 1976. — **M. Dronne** expose à **M. le ministre de la défense** les faits suivants : les décrets du 22 décembre 1975 ont prévu le reclassement au 2^e échelon (indices net 650, brut 1000) des colonels ou officiers de grade correspondant anciennement classés au 4^e échelon (indices net 630, brut 950). Ce reclassement s'applique également aux officiers retraités. Or, certains officiers retraités comme colonels après vingt-sept ans de services avant le 11 septembre 1968, bien que voyant leur pension liquidée sur la base de l'indice 630-950, détiennent des titres de pension portant la mention « colonel 3^e échelon » antérieure à la révision de l'échelonnement indiciaire effectuée le 11 septembre 1968. De ce fait, ils n'ont pas jusqu'à présent bénéficié du reclassement prévu par les décrets du 22 décembre 1975 et leur pension est toujours liquidée sur la base de l'indice 630-950. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que les droits des personnels objets de cette inexplicable discrimination puissent être rapidement régularisés.

Inspecteurs du travail (modalités de recrutement spécial temporaire).

33629. — 27 novembre 1976. — **M. Le Douarec** attire l'attention de **M. le ministre du travail** sur le recrutement spécial temporaire des inspecteurs du travail institué par la loi n° 72-566 du 5 juillet 1972. Il souhaiterait connaître le nombre d'inspecteurs ainsi recrutés. Il s'interroge, d'autre part, sur la barrière que peut constituer dans certains cas la règle des quinze années d'activité professionnelle prévue par le décret n° 73-566 du 26 juillet 1973 et demande si des assouplissements à cette règle ne pourraient pas être prévus.

Bibliothèques

(Plan à long terme de relance de la lecture publique).

33630. — 27 novembre 1976. — **M. Robert Fabre** attire l'attention de **Mme le secrétaire d'Etat à la culture** sur la situation de la lecture publique en France. Les diminutions successives de postes de conservateurs de bibliothèques et bibliothécaires dans les budgets de ces dernières années vont à l'encontre d'une politique d'encouragement de la lecture publique en France. En conséquence, il lui demande de lui exposer les mesures de relance de la lecture publique à court terme qu'elle compte prendre, ainsi que les lignes directrices du plan à long terme qu'elle compte élaborer dans ce domaine d'intérêt général, profondément remis en cause par la politique actuelle.

Stationnement (Statistiques relatives aux villes ayant institué le stationnement payant).

33631. — 27 novembre 1976. — **M. Brun** rappelle à **M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur**, que le *Bulletin officiel* de son ministère, n° 47, du 10 novembre 1976, précise, page 4, que 172 villes de

France ont mis en place (autre Paris), le système de stationnement payant, concernant 150 000 places. Il lui demande de bien vouloir publier la liste de ces villes avec, si possible, indication des modalités du système (paramètres, cartes, disques, tickets...).

Lotissements (modalités d'enregistrement d'une cession gratuite de parcelle au département en contrepartie d'une autorisation de lotissement).

33632. — 27 novembre 1976. — **M. Boudet** expose à **M. le Premier ministre (Economie et finances)** le cas suivant : un particulier a obtenu un arrêté préfectoral l'autorisant à créer quelques lots de terrains à bâtir dans un terrain lui appartenant situé en bordure d'un chemin départemental, sous la condition de céder gratuitement au département une parcelle de faible contenance nécessaire à l'élargissement du chemin départemental. Dans la dernière des ventes, il est inséré une stipulation de ce genre : « Pour se conformer à l'obligation qui lui est imposée par M. le préfet dans son arrêté de lotissement susrapporté, M. X... déclare abandonner gratuitement au domaine public départemental la parcelle de terrain cadastrée... pour une contenance de... ce qui est accepté par M..., représentant le département. » Certains conservateurs admettent sans difficulté le dépôt d'un tel acte à la formalité unique. D'autres, au contraire, opposent un refus pour la raison qu'il contient, selon eux, une disposition à titre gratuit rendant l'enregistrement préalable obligatoire. Pourtant, il paraît manquer au contrat intervenu entre le lotisseur et le département la condition essentielle d'un acte à titre gratuit, à savoir : l'intention libérale, l'*animus donandi*, l'absence totale chez le stipulant de tout sentiment de contrainte même morale. Le lotisseur cède gratuitement son terrain au département, mais parce qu'il y est contraint en exécution d'une obligation de faire qui lui a été imposée par le préfet comme condition de l'autorisation qui lui est accordée ; en fait l'abandon de terrain trouve sa contrepartie dans le bénéfice de l'autorisation de lotir. Il lui demande de bien vouloir lui préciser si un tel acte est soumis à la formalité unique ou, au contraire, en est exclu et nécessite la double formalité.

Impôt sur le revenu (pertes fiscales résultant de la déductibilité de la nouvelle taxe professionnelle).

33633. — 27 novembre 1976. — **M. Limouzy** demande à **M. le Premier ministre (Economie et finances)** s'il a pu évaluer les pertes fiscales résultant pour l'Etat de l'institution de la nouvelle taxe professionnelle. En effet, la comparaison des cotes de l'ancienne patente à celles de la nouvelle taxe professionnelle montre à l'évidence le transfert d'une masse importante de cette taxe à des contribuables qui sont soit des sociétés, soit des personnes physiques situées plus qu'auparavant dans les tranches supérieures de l'impôt sur le revenu. Ainsi le jeu de la déductibilité de la taxe professionnelle doit-il inévitablement priver les impôts directs de l'Etat de recettes importantes, cette déductibilité s'exerçant plus qu'auparavant sur une nature fiscale plus lourdement taxée par l'Etat.

Impôts (moyens et résultats de l'informatisation des services fiscaux).

33634. — 27 novembre 1976. — **M. Limouzy** expose à **M. le Premier ministre (Economie et finances)** que de récentes difficultés ont, en certains cas, montré le caractère aberrant des calculs, des imputations ou des simulations faites par son administration en matière fiscale. Que sa bonne foi et celle de ses services n'étant pas en cause, il faut donc conclure : soit que les bases statistiques qui constituent les matières à analyser sont imparfaites ou mal établies ; soit que les moyens informatiques de son ministère sont sujets à des défaillances condamnables qui risquent à l'avenir d'atteindre la crédibilité de l'administration. **M. Limouzy** demande donc : 1° de quels moyens informatiques, mécanographiques et statistiques dispose le ministère de l'économie et des finances ; 2° si la direction générale des impôts dispose de moyens propres et différents ; 3° si, dans le cas où cette direction générale n'a pas de moyens propres, elle dispose, au sein des moyens généraux de son ministère, des délais, des personnels et des matériels nécessaires aux études sur l'assiette et le rendement des impôts ; 4° s'il y a eu en matière fiscale des travaux demandés à d'autres ministères que celui des finances ; 5° s'il y a eu des contrats passés avec des sociétés privées d'informatique ou des institutions de sondage ; 6° quelle a été l'économie de personnel réalisée depuis dix années à la suite de la mise en place de moyens informatiques, soit globalement, soit par directions si ceux-ci sont affectés.

Emploi (extension au D.O.M. des dispositions applicables en métropole aux comités départementaux de promotion pour l'emploi).

33635. — 27 novembre 1976. — M. Sablé expose à M. le ministre du travail que c'est avec satisfaction que l'on a appris l'installation d'antennes de l'Agence nationale pour l'emploi dans les départements d'outre-mer. Les nouveaux organismes peuvent, en effet, rendre des services non négligeables, grâce aux études menées sur les structures du chômage en vue d'une définition de ce phénomène plus adaptée aux réalités socio-économiques de ces départements. Mais la crise qui sévit en métropole laisse peu d'espoir aux chômeurs résidant à plus de 7 000 kilomètres d'y trouver de l'embauche et il semble difficile, à première vue, de procurer des emplois qui n'existeront sur place que par la relance des spéculations agricoles traditionnelles ou la création d'activités nouvelles et rentables. Les comités départementaux de promotion pour l'emploi, unanimement appréciés en métropole, se développent dans les conditions prévues par la circulaire du 5 mars 1976 et explicitées dans le document subséquent publié au mois d'avril par le ministre du travail. Ce document mentionne les primes et les allègements fiscaux en faveur du développement régional, les primes spéciales d'équipement hôtelier ainsi que les aides spécifiques à l'artisanat et les mesures particulières d'encouragement à la petite et moyenne industrie. Il lui demande si, pour mieux lutter contre le chômage et faciliter la mission de l'Agence nationale pour l'emploi dans les départements d'outre-mer, il ne croit pas nécessaire d'y étendre les dispositions législatives et réglementaires concernant ces comités.

Assurance vieillesse (validation des services auxiliaires accomplis dans l'administration chérifienne).

33636. — 27 novembre 1976. — M. Tissandier remercie M. le ministre des affaires étrangères des indications données en réponse à sa question écrite n° 28291 du 23 avril 1976 sur les conditions d'application de l'arrêté du 27 février 1973 relatif à la validation, pour la retraite, des services auxiliaires accomplis dans l'administration chérifienne. Pour plus de précision, il le prie de lui faire savoir si les agents devenus titulaires dans les cadres français qui, ayant atteint la limite d'âge, continuaient néanmoins d'exercer leurs fonctions à la date de cet arrêté, peuvent en bénéficier. Il appelle son attention sur le fait qu'une interprétation trop restrictive des dispositions de l'arrêté du 27 février 1973 aboutirait à priver de pension des agents qui ont consacré une partie de leur carrière à servir la présence française à l'étranger, et laisserait persister entre ex-non-titulaires de France et du Maroc des discriminations, dont la suppression semble être le but dudit arrêté.

LISTE DE RAPPEL DES QUESTIONS ECRITES auxquelles il n'a pas été répondu dans le délai supplémentaire d'un mois suivant le premier rappel.

(Art. 139, alinéas 4 et 6, du règlement.)

Etablissements secondaires (pénurie de postes d'enseignants dans l'académie de Limoges).

31779. — 25 septembre 1976. — Mme Constans attire l'attention de M. le ministre de la qualité de la vie sur les conditions de la rentrée scolaire dans l'enseignement du second degré dans l'académie de Limoges, à la veille de la rentrée (12 septembre 1976). Aucun enseignement de soutien n'a été mis en place. Les services de documentation ont un personnel insuffisant. Les quarante-quatre postes d'adjoints d'enseignements non spécialisés créés en novembre 1975, ont été supprimés. Les enseignements artistiques et l'éducation physique ne sont pas partout assurés dans leur totalité. A trois jours de la rentrée deux cent vingt-cinq maîtres auxiliaires, qui exerçaient l'an dernier, étaient sans emploi et quatre-vingt-dix avaient seulement des horaires réduits. Cette situation est en contradiction avec les promesses du ministre de juin dernier sur le réemploi des maîtres auxiliaires en 1976-1977. Elle lui demande quelles mesures il compte prendre pour que soient assurés dans de bonnes conditions tous les enseignements auxquels les élèves du second degré ont droit d'après les textes en vigueur.

Plus-values (modalité de calcul en cas de cession d'office).

32518. — 20 octobre 1976. — M. Cabanel rappelle à M. le Premier ministre (Economie et finances) que les conditions d'évaluation des gains provenant de la cession des charges et offices étaient précisées par l'article 93-3 du code général des impôts, dispositions abrogées par la loi du 19 juillet 1976, art. 12-III, de sorte que les gains en cause réalisés à partir du 1^{er} janvier 1977 seront désormais déterminés selon les règles ordinaires utilisées pour le calcul des autres plus-values professionnelles. Il lui demande de bien vouloir lui préciser, dans le cas d'une cession d'office, quelle sera la date retenue pour la liquidation de l'imposition des plus-values : la date de l'acte de cession ayant acquis date certaine — la date de l'arrêté de nomination ou celle de la prestation de serment du cessionnaire, étant à ce propos souligné que le ministre des finances n'ayant jamais autorisé l'enregistrement au droit fixe des cessions de charges sous la condition suspensive de l'arrêté de nomination, il semblerait, par analogie, que la date à prendre en compte pour la détermination de la plus-value sur cession d'office soit celle de l'acte de cession.

Enseignement (fonctionnement de l'E.N.N.A. d'Antony).

32519. — 20 octobre 1976. — M. Garcin attire l'attention de M. le ministre de l'éducation sur les conditions d'actuel et de travail de la nouvelle E.N.N.A. d'Antony. Des locaux neufs mais vides : pas de matériel, pas de chaise, pas de table, pas de tableau. Pas de personnel : personnel d'entretien réduit, infirmerie sans infirmière, cuisine prête à fonctionner mais sans personnel de restauration et de service. Aucun logement n'est prévu pour quatre cent cinquante professeurs stagiaires et leur famille, venant pour la plupart de province. Enfin, la formation pédagogique des professeurs stagiaires est encore insuffisante et partiellement assurée : certaines sections de l'E.N.N.A. manquent de professeurs et de plus les postes budgétaires nécessaires ne sont pas créés ; plus de cent stagiaires reçus au concours de la session spéciale 1975 ont été externalisés de force ; alors qu'ils devront présenter le C.A.E.C.F.T., rien n'est prévu pour que leur formation pédagogique soit assurée, par manque de crédits, non création d'E.N.N.A. supplémentaire, non création de postes de professeur d'E.N.N.A. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour assurer au plus vite le fonctionnement normal de l'E.N.N.A. d'Antony.

Assurance vieillesse (commerçants et artisans).

32521. — 20 octobre 1976. — M. Ralite attire l'attention de M. le ministre du commerce et de l'artisanat sur l'injustice créée par le décret du 15 juin 1975 qui rend obligatoire la cotisation additionnelle du régime complémentaire des conjoints dans le cadre de l'O. R. G. A. N. I. C. Il lui demande notamment ce qu'il compte faire pour les personnes concernées par cette cotisation et dont le conjoint cotise déjà à un organisme de retraite. Ainsi de nombreux ménages modestes de travailleurs indépendants subissent le poids de trois cotisations de retraite qui s'ajoutent aux autres charges, souvent écrasantes, qu'ils doivent supporter par ailleurs.

Rapatriés (mesures en leur faveur).

32523. — 20 octobre 1976. — M. Barel souligne à M. le Premier ministre (Economie et finances), à propos de la loi n° 69-962 du 6 novembre 1969, concernant la protection juridique en faveur des personnes rapatriées, le problème créé par le fait que la levée des gages prévue à l'article 6 de cette loi ne concerne pas les sûretés personnelles. Considérant que cette omission peut avoir de graves répercussions dans de nombreux cas, il lui demande de bien vouloir faire en sorte que cette injustice puisse être réparée.

Assurance vieillesse (conditions d'affiliation en cas de pluralité d'activités professionnelles).

32524. — 20 octobre 1976. — M. Commenay interroge M. le ministre du travail sur le point de savoir si un professeur certifié de l'enseignement technique qui exerce à titre accessoire la profession d'expert comptable, situation autorisée par une précédente réponse ministérielle (J. O., A. N., 1^{er} février 1969, p. 257, n° 2537) (sans que cette activité ne dépasse un cinquième de son temps de travail annuel) l'exercice de cette profession exigeant l'affiliation à la C. A. V. E. C., organisme placé sous la tutelle du ministère du travail, doit subir de la part de cette caisse un prélèvement calculé

non seulement sur les revenus de son activité d'expert comptable mais aussi sur ses traitements de fonctionnaire; en outre le fait que ces derniers soient déjà soumis à une retenue pour pension civile et à une cotisation à un régime de retraite complémentaire (M. R. I. F. E. N.) aboutit dès lors à faire supporter par le traitement de la fonction publique trois cotisations de retraite: pension civile, M. R. I. F. E. N. et C. A. V. E. C., l'ensemble de ce problème me semblant présenter ainsi deux anomalies fondamentales.

Huiles (utilisation des huiles usagées pour le chauffage).

32526. -- 26 octobre 1976. — M. Cousté rappelle à M. le ministre de l'industrie et de la recherche que selon des informations de presse un plan de récupération des huiles usagées est depuis plusieurs mois étudié au niveau interministériel en collaboration avec les représentants des organisations professionnelles intéressées. Il lui signale que selon des informations dignes de foi des appareils susceptibles d'utiliser ces huiles pour le chauffage tout en respectant les normes de sécurité et de protection de l'environnement ont été mis au point. Il lui demande donc si dans le cadre des études menées par les administrations compétentes il a été envisagé d'autoriser l'utilisation de ces brûleurs, compte tenu de l'importante économie de devises que pourrait entraîner l'utilisation des huiles usagées pour le chauffage.

Assurance maladie (remboursement des soins de rééducation à l'occasion des cures thermales).

32527. — 20 octobre 1976. — M. Alduy attire l'attention de M. le ministre du travail sur la situation défavorable des kinésithérapeutes par suite des dispositions concernant les prises en charge des actes de rééducation de l'appareil locomoteur ou respiratoire dans les stations thermales qui ne permettent pas le remboursement des soins prescrits en dehors des forfaits thermaux existants et pour l'affection ayant motivé la cure. Il lui demande s'il ne serait pas possible d'envisager la mise en place de forfaits permettant la prescription de soins de rééducation complémentaires indispensables basés sur la nomenclature existante, et dans le cadre de conventions passées entre les kinésithérapeutes et la caisse nationale d'assurance maladie. Il lui demande également si elle n'envisage pas de conserver pour les kinésithérapeutes le mode d'exercice libéral nécessaire dans le cadre d'une station thermale fonctionnant toute l'année sans interruption et pour les soins ne nécessitant pas d'eau thermale.

Pensions de retraite civiles et militaires (généralisation du paiement mensuel).

32529. — 20 octobre 1976. — M. Renard attire l'attention de M. le Premier ministre (Economie et finances) sur la généralisation progressive de la mensualisation du paiement des pensions servies aux retraités de la fonction publique et assimilés. La loi de finances pour 1975 a modifié l'article L. 90 du code des pensions. Ce nouvel article indique que le paiement des pensions se fait mensuellement et à terme échu. Des expériences sont actuellement en cours. Le centre de paiement de Grenoble pratique la mensualisation depuis le 1^{er} avril 1976. Un arrêté du 14 septembre 1976 l'étend au centre de Bordeaux. Il lui demande s'il compte prendre des mesures pour accélérer cette généralisation de la mensualisation en l'étendant à plusieurs centres régionaux dès 1977.

Taxe locale d'équipement (exonération pour les serres de production).

32530. — 20 octobre 1976. — M. Aubert rappelle à M. le Premier ministre (Economie et finances) que le décret du 12 août 1976, en modifiant l'assiette de la taxe locale d'équipement, a réintroduit dans l'assiette de cette taxe les serres de production. De longues et multiples démarches de la profession agricole, appuyées par les parlementaires, avaient permis par un décret en date d'août 1970 l'exclusion des serres de production de l'assiette de la taxe locale. Les arguments parfaitement justifiés qui avaient été invoqués sont les suivants: l'institution de cette taxe a pour but de faire participer les constructeurs aux dépenses d'infrastructure que les collectivités locales sont amenées à réaliser en fonction des impératifs d'une urbanisation croissante. En aucune façon, la construction de serres n'entraîne pour la collectivité un effort de ce type. L'exclusion des serres du champ d'application de cette taxe résulte en toute logique de la finalité même des textes qui l'instituent; les serres ne constituent ni des bâtiments ni des hangars agricoles: ce sont des surfaces d'exploitation couvertes qui participent directement à l'activité de production; elles n'ont été soumises à des demandes

d'autorisation de construire qu'au regard de la protection des sites; elles ne sont pas passibles de la contribution foncière des propriétés bâties; elles n'ont rien de comparable avec des bâtiments quant à la pérennité; amenés à les modifier souvent, les horticulteurs seraient gravement pénalisés par des applications successives de cette taxe; enfin, cette taxe constituerait une charge disproportionnée pour les horticulteurs (de l'ordre de 2,25 francs à 3,75 francs au mètre carré selon le taux de la taxe), les surfaces couvertes étant très supérieures en horticulture à ce qu'elles sont dans les autres catégories d'exploitations agricoles. Actuellement ces arguments restent toujours valables, mais il s'y ajoute les difficultés de l'agriculture liées à la sécheresse et à la situation très délicate de l'horticulture en raison de la concurrence des pays du bassin méditerranéen, concurrence encore plus forte depuis l'adhésion de la Grèce et de l'Espagne au Marché commun et l'ouverture des frontières aux pays du bassin méditerranéen. Au moment où le Gouvernement prend, à juste titre, un certain nombre de mesures en faveur de l'agriculture, il lui demande de bien vouloir faire étudier à nouveau le problème de l'exclusion des serres de production de l'assiette de la taxe locale d'équipement.

Assurance maladie (relèvement du ticket modérateur pour les soins dispensés en kinésithérapie).

32531. — 20 octobre 1976. — M. Charles Bignon demande à M. le ministre du travail d'examiner à nouveau le relèvement du ticket modérateur pour les soins dispensés en kinésithérapie. Il lui semble que le projet du Gouvernement ne concerne pas les actes dispensés par des médecins spécialisés, et cela serait déjà contraire à l'article 2 de la convention nationale qui vient d'être publiée au *Journal officiel* du 31 août. Par ailleurs, ces soins sont sous contrôle médical des caisses et permettent de rééduquer des malades qui risqueraient d'être à la charge définitive des régimes de pension d'invalidité. Autant il peut être logique de contrôler très sérieusement les actes remboursés, autant il serait peut-être dommage d'empêcher les plus modestes d'avoir recours à des praticiens expérimentés, et l'économie recherchée pourrait se traduire par une dépense accrue.

Prestations sociales (asseouplissement des conditions d'attribution).

32532. — 20 octobre 1976. — M. Chasseguet expose à M. le ministre du travail qu'un invalide à 106 p. 100, âgé de soixante-huit ans et célibataire, percevait le minimum vieillesse jusqu'en juin 1975. Il a contracté mariage, pour des raisons purement sentimentales, avec une femme moins âgée que lui qui poursuit une activité lui rapportant un salaire mensuel de 2 000 francs. Son épouse a encore, en revanche, trois enfants à sa charge, issus d'un précédent mariage. Or, on a supprimé à l'intéressé le bénéfice des prestations sociales qu'il percevait, ce qui équivaut à mettre quatre personnes à la charge de son épouse. En précitant que cet invalide était courtier libre et n'a cotisé que durant trois ou quatre ans à une caisse autonome, il appelle son attention sur la situation qui est désormais la sienne, tant sur le plan matériel que sur le plan moral. Il lui demande s'il n'estime pas équitable que des dispositions particulières soient envisagées dans des cas de cet ordre afin d'atténuer la rigueur des mesures prises.

Taxe de publicité foncière et droits d'enregistrement (conditions d'exonération pour les terrains à bâtir).

32533. — 20 octobre 1976. — M. Darnis rappelle à M. le Premier ministre (Economie et finances) qu'en vertu de l'article 691 du code général des impôts sont exonérées de la taxe de publicité foncière ou de droit d'enregistrement, lorsqu'elles donnent lieu au paiement de la T. V. A., les acquisitions de terrains à construire lorsque certaines conditions sont remplies. Parmi celles-ci figure la justification par l'acquéreur, à l'expiration du délai de quatre ans, de la construction sur les terrains en cause de locaux destinés à l'habitation pour les trois-quarts au moins de leur superficie totale. L'article 266 bis de l'annexe III du C. G. I. précise qu'au plus tard dans les trois mois qui suivent l'expiration du délai de quatre ans, l'acquéreur doit produire un certificat du maire de la commune de la situation des biens attestant que les immeubles construits sont en situation d'être habités. Ce certificat précise si les immeubles sont ou non affectés à l'habitation pour les trois-quarts au moins de leur superficie totale. Il mentionne également la date de délivrance du permis de construire ou la date du dépôt de la déclaration de construction ainsi que la date d'achèvement des travaux et la date de délivrance du certificat de conformité délivré par la

direction départementale de l'équipement. Il semble que certains D.D.E. estiment que la référence au certificat de conformité soit superflue. En effet, si des difficultés apparaissent en matière de certificat de conformité, celles-ci peuvent être réglées par les moyens dont disposent normalement les D.D.E. La délivrance du certificat peut être un élément de retard, sans véritable justification, pour apporter la preuve d'exécution des travaux prévue par l'article 266 bis précité. Il lui demande s'il n'estime pas que l'article 266 bis précité pourrait être modifié afin que soit supprimée la référence à la date de délivrance du certificat de conformité.

Assurance maladie
(travailleurs non salariés des professions non agricoles).

32534. — 20 octobre 1976. — **M. Fanton** rappelle à **M. le ministre du travail** que l'article 1^{er} du décret n° 70-322 du 13 avril 1970 relatif à l'assurance volontaire maladie et maternité gérée par le régime des travailleurs non salariés des professions non agricoles, précise que peuvent adhérer à l'assurance volontaire instituée par l'ordonnance n° 67-709 du 21 août 1967, les personnes qui ne relèvent d'aucun régime mais qui auraient relevé du régime des travailleurs non salariés des professions non agricoles au titre de leur dernière activité professionnelle ou en qualité d'ayants droit si ledit régime avait existé à l'époque. L'article 2 du même texte prévoit que les candidats à cette assurance volontaire doivent formuler leur demande dans un délai d'un an : soit initialement à compter de la date de publication du décret du 13 avril 1970 ; soit à compter de la date à laquelle les intéressés remplissent les conditions d'admission dans l'assurance volontaire régie par ledit décret. Enfin, il résulte de l'article 3 que si les demandes sont présentées après l'expiration des délais ci-dessus rappelés, le demandeur doit acquitter les cotisations correspondant à la période écoulée depuis la date d'ouverture du droit à bénéficier de l'assurance volontaire dans la limite des cinq dernières années précédant la demande. Par ailleurs, l'ouverture du droit aux prestations a lieu trois mois après l'affiliation de l'intéressé. Il lui expose, à cet égard, la situation d'un ancien commerçant retraité, né en 1897. L'intéressé, déjà retraité lors de l'entrée en vigueur du régime d'assurance maladie des travailleurs non salariés des professions non agricoles, entre dans le champ d'application du décret du 13 avril 1970. Il était, à ce titre, adhérent à la mutuelle nationale du commerce, de l'industrie et de l'artisanat, rue du Rocher, où il cotisait au titre du groupe B. En 1973, pour des raisons d'ordre personnel, il a demandé à adhérer à la M.I.C.R.E.P. dont le siège se trouve 56, rue du Surmelin, à Paris 20^e. Cet organisme lui a indiqué qu'aux termes des dispositions du décret du 13 avril 1970, il ne pouvait être agréé qu'à condition de régler les cotisations arriérées (donc d'avril 1970 à septembre 1973, c'est-à-dire pendant plus de trois ans, et d'effectuer un stage de trois mois avant de pouvoir être pris en compte par cette mutuelle. La décision ainsi prise à cet égard apparaît comme incompréhensible puisqu'au moment de sa demande d'affiliation, il dépendait de la mutuelle nationale du commerce, d'industrie et de l'artisanat, qui, tout comme la M.I.C.R.E.P., gère l'assurance volontaire maladie et maternité du régime des travailleurs non salariés des professions non agricoles. Il lui demande si, comme il le pense, dans des situations analogues à celle qu'il vient de lui exposer, un commerçant qui décide simplement de changer d'organisme-assureur peut le faire sans avoir à verser le rappel des cotisations prévues à l'article 3 du décret du 13 avril 1970 et sans avoir à accomplir le stage de trois mois durant lequel il ne peut prétendre aux prestations.

D. O. M. (publication des études réalisées sur la Soufrière de la Guadeloupe).

32537. — 20 octobre 1976. — **M. Pierre Bas** demande à **Mme le secrétaire d'Etat aux universités** si elle a l'intention de faire publier un recueil des déclarations des vulcanologues et savants qui ont eu à s'occuper des problèmes de la Soufrière à la Guadeloupe, depuis le début des événements jusqu'à ce jour, de façon à ce que le Parlement puisse se rendre compte de la façon dont la science française se comporte devant des événements aussi imprévisibles et aussi mal connus que l'activité volcanique.

Assurance vieillesse (cumul intégral d'une pension de réversion et d'un avantage de vieillesse personnel).

32539. — 20 octobre 1976. — **M. Glon** appelle l'attention de **M. le ministre du travail** sur fait que, dans le régime général de sécurité sociale, le cumul de la pension de réversion et d'un avantage de vieillesse personnel n'est possible qu'en dessous d'un certain plafond

de ressources. Il lui fait observer que cette restriction n'existe pas dans le régime de retraite des fonctionnaires où le cumul d'un droit propre et d'un droit dérivé s'applique sans limite. Le conjoint survivant d'un salarié du régime général, lui-même retraité de ce régime, a pourtant conscience que les deux retraites ont été constituées par le versement de cotisations pendant de nombreuses années d'activité et qu'elles ne s'identifient pas à une assistance gracieuse. **M. Glon**, qui n'ignore pas que le régime de retraite de la fonction publique est établi sur des bases très différentes de celles du régime général, demande toutefois à **M. le ministre du travail** que des dispositions soient prises pour atténuer d'abord et supprimer ensuite les disparités existantes, concernant les possibilités de cumul de pension de réversion et de retraite vieillesse à titre personnel.

Instituteurs et institutrices (affectation).

32543. — 20 octobre 1976. — **M. Peretti** demande à **M. le ministre du travail** s'il trouve normal qu'une maîtresse d'école auxiliaire documentaliste, inscrite au chômage et pouvant percevoir à ce titre durant un an une indemnité de 2 200 francs, se voit offrir un poste à mi-temps à 50 kilomètres de son domicile avec un traitement de 1 150 francs, pendant que la ville de Neuilly et d'autres cités dont les établissements scolaires sont dotés de très belles salles de documentation n'arrivent pas à obtenir que les postes indispensables à leur fonctionnement soient pourvus. S'il n'accepte pas l'idée que l'on puisse songer à résorber le chômage en nommant des fonctionnaires à des postes où ils ne seraient pas nécessaires, il pense en revanche que l'on doit doter les services de l'Etat des effectifs indispensables. Il fait remarquer au demeurant qu'il est préférable à tous égards de payer des gens pour le travail qu'ils accomplissent au lieu de les garder à ne rien faire. Il adresse cette même question à **M. le ministre de l'éducation** qui lui semble également compétent.

Instituteurs et institutrices (affectation).

32544. — 20 octobre 1976. — **M. Peretti** demande à **M. le ministre de l'éducation** s'il trouve normal qu'une maîtresse d'école auxiliaire documentaliste, inscrite au chômage et pouvant percevoir à ce titre durant un an une indemnité de 2 200 francs, se voit offrir un poste à mi-temps à 50 kilomètres de son domicile avec un traitement de 1 150 francs, pendant que la ville de Neuilly et d'autres cités dont les établissements scolaires sont dotés de très belles salles de documentations n'arrivent pas à obtenir que les postes indispensables à leur fonctionnement soient pourvus. S'il n'accepte pas l'idée que l'on puisse songer à résorber le chômage en nommant des fonctionnaires à des postes où ils ne seraient pas nécessaires, il pense en revanche que l'on doit doter les services de l'Etat des effectifs indispensables. Il fait remarquer au demeurant qu'il est préférable à tous égards de payer des gens pour le travail qu'ils accomplissent au lieu de les garder à ne rien faire. Il adresse cette même question à **M. le ministre du travail** qui lui semble également compétent.

Routes (travaux neufs réalisés depuis 1958 sur les R. N. 126 et 588 dans le Cantal).

32552. — 20 octobre 1976. — **M. Franchère** demande à **M. le ministre de l'équipement** la liste des travaux neufs réalisés depuis 1958 sur les routes nationales 126 et 588 entre Le Lioran (Cantal) et la limite du département de la Haute-Loire en précisant pour chacun d'eux la longueur concernée.

Etablissements secondaires (création d'un poste de maître auxiliaire du génie civil au lycée Blaise-Pascal de Rouen)

32559. — 20 octobre 1976. — **M. Leroy** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur la situation consécutive à la décision de **M. le recteur d'académie** de Rouen de ne pas nommer de maître auxiliaire du génie civil au lycée Blaise-Pascal de Rouen contrairement à l'année dernière. La personne qui occupait ce poste s'est en effet vu contraindre de rejoindre les rangs des centaines de maîtres auxiliaires chômeurs de ce département dont le manque d'enseignants est pourtant particulièrement important. En conséquence, il lui demande de créer à nouveau un poste de maître auxiliaire du génie civil au lycée Blaise-Pascal de Rouen et de résoudre dans les meilleurs délais le problème du chômage des maîtres auxiliaires en Seine-Maritime.

*Transports en commun
(situation des chauffeurs des rapides de Lorraine).*

32560. — 20 octobre 1976. — M. Deplettri expose à M. le ministre de l'équipement (Transports) que les chauffeurs des rapides de Lorraine, une compagnie privée de transport de voyageurs, connaissent des conditions de travail déplorables. En effet, pour un salaire de misère — 1 700 francs net pour 203 heures de travail par mois — de nombreux chauffeurs sont contraints d'accomplir un service des plus harassants. Ceci alors que la loi interdit plus de huit heures par jour de conduite. Il arrive fréquemment que l'amplitude d'une journée — c'est-à-dire le temps passé en service — atteigne dix-sept heures (!). De plus, les heures creuses non payées se font généralement loin du domicile. Enfin, ces chauffeurs sont tenus d'assurer trois services : chauffeur, receveur et livreur. Dans ces conditions inhumaines, de nombreux travailleurs sont exténués et beaucoup quittent leur emploi. C'est aussi la sécurité des passagers, écoliers, ouvriers... qui est en jeu. Par conséquent, il lui demande quelles mesures urgentes et énergiques il compte prendre pour normaliser une telle situation dans l'intérêt de ces travailleurs et, par voie de conséquence, des utilisateurs

*Electricité (projets de création
de micro-centrales hydroélectriques).*

32561. — 20 octobre 1976. — M. Millet expose à M. le ministre de l'industrie la vive inquiétude des populations riveraines de certaines rivières cévenoles sur lesquelles serait projetée l'implantation de micro-centrales hydroélectriques. Trois projets seraient ainsi en gestation : l'un à Bions, commune d'Arphy (Gard) et les deux autres sur les communes d'Aumessas et de Valleraugue (Gard). Ces projets ne sont pas sans risques quant à l'équilibre écologique régional. C'est ainsi que les sociétés de pêche intéressées s'émouvent des conséquences qu'ils pourraient entraîner sur la reproduction des poissons et des écrevisses et sur les pollutions qui pourraient en découler. Cette émotion des personnes concernées par le projet (une pétition contre l'implantation d'une telle génératrice a recueilli l'accord unanime des riverains du Coudoulous) rejoint les réserves qu'auraient émises un certain nombre d'organismes intéressés : c'est le cas, semble-t-il, de la direction régionale de l'O. N. F., de la direction départementale de l'agriculture, du directeur en chef de la direction piscicole de Montpellier; la direction du parc national des Cévennes aurait réservé son avis ainsi que l'ingénieur de l'équipement. De plus, à côté des répercussions sur les équilibres naturels si importants à préserver dans cette zone périphérique du parc national des Cévennes, de tels projets posent des interrogations quant à la privatisation d'un certain nombre de services fournis à E. D. F. Il n'est pas admissible que la production énergétique soit organisée sur une base privée et qu'E. D. F. soit obligée d'acheter le courant à ces particuliers pour le revendre ensuite aux usagers. Enfin, il n'est pas prouvé que l'apport dérisoire qu'ils fourniraient ces réalisations soit nécessaire pour l'approvisionnement en électricité de cette région. Il lui demande s'il n'entend pas s'opposer à de telles réalisations qui vont à l'encontre des intérêts de la population concernée et d'E. D. F., service public.

*Allocations de chômage
(respect par le C. N. R. S. de ses obligations en la matière).*

32563. — 20 octobre 1976. — M. Berthelot attire l'attention de M. le ministre de l'industrie et de la recherche sur le fait que les allocataires du centre national de la recherche scientifique sont des salariés du C. N. R. S. à part entière et, à ce titre, le C. N. R. S. leur doit, s'ils se trouvent au chômage, l'allocation pour perte d'emploi (ordonnance n° 67-580 du 13 juillet 1967 et n° 68-1130 du 16 décembre 1968) et, lorsque leur engagement a été reconduit sur trois ans au moins, l'allocation supplémentaire d'attente. Or, plusieurs anciens allocataires du C. N. R. S. se sont vu refuser le versement de l'allocation pour perte d'emploi. L'attitude du C. N. R. S. est en cela discriminatoire par rapport à celle de la D. G. R. S. T. qui s'est engagée à verser l'allocation pour perte d'emploi aux allocataires de 3^e cycle privés d'emploi. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour faire cesser cette violation du droit des salariés dans un organisme public.

Crèches (actualisation des normes).

32564. — 20 octobre 1976. — M. Odru attire l'attention de Mme le ministre de la santé sur les problèmes posés aux familles par la garde des jeunes enfants. L'accueil de ceux-ci dans des crèches

donnant toutes garanties quant aux besoins du tout petit est un désir émis par de nombreuses mères de famille. Or, non seulement la part du budget de l'Etat affectée à la réalisation de ces crèches et à leur gestion reste très en deçà des besoins réels, mais encore les normes officielles utilisées pour leur répartition ne correspondent pas aux nécessités actuelles. Ces normes prévoient quatre places de crèche pour 1 000 habitants. Une commune de 100 000 habitants devrait disposer de 400 places, soit à peine sept crèches. En admettant que ces conditions soient actuellement remplies, ce qui est loin d'être le cas, c'est à peine 20 p. 100 des enfants de zéro à trois ans dont les parents travaillent qui pourraient être accueillis. C'est évidemment très insuffisant. En conséquence, il lui demande quelles mesures elle compte prendre pour effectuer une mise à jour de ces mesures.

Huiles (utilisation des huiles usagées pour le chauffage).

32565. — 20 octobre 1976. — M. Cousté rappelle à M. le ministre de l'industrie et de la recherche que, selon des informations de presse, un plan de récupération des huiles usagées est depuis plusieurs mois étudié au niveau interministériel en collaboration avec les représentants des organisations professionnelles intéressées. Il lui signale que, selon des informations dignes de foi, des appareils susceptibles d'utiliser ces huiles pour le chauffage tout en respectant les normes de sécurité et de protection de l'environnement ont été mis au point. Il lui demande donc si, dans le cadre des études menées par les administrations compétentes, il a été envisagé d'autoriser l'utilisation de ces brûleurs compte tenu de l'importante économie de devises que pourrait entraîner l'utilisation des huiles usagées pour le chauffage.

*Assurance maladie
(remboursement des frais de transport par ambulance).*

32566. — 20 octobre 1976. — M. Bécam attire l'attention de M. le ministre du travail sur le problème du remboursement par les caisses de sécurité sociale des transports effectués par les ambulanciers. Certaines caisses de sécurité sociale ont l'intention de refuser, à compter du 1^{er} octobre 1976, le bénéfice du tiers payant aux ambulanciers non agréés par elles. Cette mesure paraît discriminatoire puisqu'il n'y a pas obligation d'obtenir cet agrément pour exercer la profession d'ambulancier. D'autre part, pour diverses raisons, notamment du fait des difficultés d'application du texte actuel, seuls une vingtaine d'ambulanciers sont agréés dans le Finistère. Cette façon de procéder entraînerait des charges nouvelles pour les assurés sociaux au moment où l'Etat est contraint de leur demander un effort supplémentaire pour couvrir le déficit des caisses de sécurité sociale. Il lui demande quelles dispositions il entend prendre pour remédier à cette anomalie.

*Handicapés (uniformisation du prix de journée
des établissements pour malades mentaux).*

32569. — 20 octobre 1976. — M. Brochard expose à Mme le ministre de la santé le cas d'une jeune fille âgée de vingt-trois ans, handicapée mentale, titulaire de la carte d'invalidité à 80 p. 100 qui, sur le conseil d'un médecin psychiatre, a été placée par ses parents dans un établissement situé dans un département autre que leur département de résidence. Cet établissement correspond, en effet, davantage aux besoins de la jeune handicapée que ceux qui sont situés plus proches de la famille. Cependant, du fait que les prix de journée afférents à l'hospitalisation sont plus élevés dans le département où est situé l'établissement que dans le département de résidence des parents, la caisse d'assurance maladie ne prend en charge ces prix de journées que dans la limite de celui qui est en vigueur dans le département de résidence et les parents doivent payer la différence, qui est d'environ 10 francs par jour, soit plus de 3 600 francs par an. Il lui demande comment il se fait que les prix de journée pour les malades mentaux ne soient pas uniformes sur l'ensemble du pays et s'il ne conviendrait pas de remédier à cette situation afin d'éviter que de nombreux parents d'enfants handicapés mentaux soient obligés d'apporter une contribution personnelle aux frais d'hospitalisation de ces enfants afin que l'intérêt de ceux-ci soit sauvegardé, étant fait observer que cet état de choses est contraire à l'un des principes posés par la loi d'orientation en faveur des personnes handicapées d'après lequel les préférences des parents d'un enfant ou d'un adolescent handicapé doivent être respectées en ce qui concerne l'établissement dans lequel est fait le placement.

Assurance invalidité (amélioration des pensions).

32572. — 20 octobre 1976. — **M. Seiflinger** demande à **M. le ministre du travail** si, en matière d'assurance invalidité, il ne lui paraît pas équitable de calculer les pensions d'invalidité du régime général à 40 p. 100 du salaire moyen des dix meilleures années en première catégorie et à 60 p. 100 en deuxième catégorie; de supprimer la réduction de la pension d'invalidité en cas d'hospitalisation ou de cure; d'attribuer la majoration pour enfants et la majoration pour conjoint à charge aux invalides de moins de soixante ans; d'accorder une réduction du tarif S. N. C. F. aux invalides titulaires de la carte d'invalidité, comme pour les invalides de guerre.

Assurance vieillesse (amélioration des conditions d'attribution et de calcul des pensions de réversion).

32573. — 20 octobre 1976. — **M. Seiflinger** demande à **M. le ministre du travail** si, en matière de pension de veuve, il ne lui paraît pas légitime de procéder à l'attribution de la pension de veuve de la sécurité sociale sans condition d'âge ni d'invalidité comme dans les régimes spéciaux, et de calculer la pension de veuve sur la base de 75 p. 100 de celle du conjoint décédé.

Accidents du travail et maladies professionnelles (amélioration des rentes et indemnités).

32574. — 20 octobre 1976. — **M. Seiflinger** demande à **M. le ministre du travail** si, en matière d'assurance accidents, il ne serait pas équitable d'assimiler la base de calcul des rentes d'accidents du travail survenus avant le 1^{er} janvier 1947 à celle des accidents survenus postérieurement; d'indemniser toutes les maladies professionnelles dès lors qu'il est médicalement établi que l'affection a été causée par l'exercice de la profession et de calculer la rente d'accident en rapport avec la perte réelle de capacité de travail, c'est-à-dire de supprimer le coefficient réducteur du taux d'I. P. P. en dessous de 50 p. 100.

Sécurité sociale minière (amélioration des règles de cumul et du régime des veuves).

32575. — 20 octobre 1976. — **M. Seiflinger** demande à **M. le ministre du travail** si, en ce qui concerne le régime minier, il ne lui paraît pas légitime d'autoriser le cumul des rentes d'accidents du travail ou de maladies professionnelles ou d'invalidité de guerre avec la pension d'invalidité générale dans la limite du salaire perçu par un travailleur valide de la même catégorie professionnelle, par analogie avec l'article L. 391 du code de la sécurité sociale; de calculer la pension de veuve à 75 p. 100 de celle du conjoint décédé; de prévoir l'attribution aux veuves de la même quantité de charbon qu'aux pensionnés; de supprimer la T. V. A. sur les combustibles; d'accorder le bénéfice de la campagne double pour les périodes de guerre.

Ville de Paris (circulation routière).

32576. — 20 octobre 1976. — **M. Meslin** demande à **M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur**, s'il est bien exact que différents constructeurs de matériel de commande de feux de signalisation ont été récemment contactés par le centre électronique de gestion, d'étude et de traitement de l'information (C. E. G. E. T. I.), organisme qui dépend de son département ministériel. Celui-ci aurait indiqué qu'il est chargé d'étudier un plan global de régulation centralisée des feux de carrefour de la ville de Paris. Cette information, si elle est exacte, ne laisse pas de poser de graves problèmes de compétence. D'une part, toutes les études concernant la circulation ont toujours été présentées au conseil de Paris par les deux préfets solidaires. Tel doit être le cas du mémoire commun à présenter à la prochaine session sur les options générales du plan de circulation. D'autre part, dans le contexte du futur statut de la capitale, il ne s'agirait ni plus ni moins que de dessaisir les services de la ville et les élus municipaux des problèmes d'organisation et de régulation de la circulation. Une telle position ne serait pas envisageable à trois titres: elle serait en contradiction absolue avec les assurances données à l'auteur de la présente question lors de la discussion à l'Assemblée nationale du projet de statut de Paris et concernant un renforcement des compétences de la mairie de Paris en matière de circulation et de stationnement; elle irait à l'encontre de la pratique générale, tant française qu'étrangère, qui veut que,

après des études en collaboration, la responsabilité de la circulation revienne aux polices, mais l'équipement, la maintenance et l'exécution des systèmes restant assurés par les services techniques des villes; elle rendrait inextricables, enfin, les procédures de subvention puisque celles-ci sont accordées à titre municipal.

Charbon (poursuite de l'exploitation de la houillère située à la Doa).

32577. — 20 octobre 1976. — **M. Bayard** attire l'attention de **M. le ministre de l'industrie et de la recherche** sur l'exploitation de charbon à ciel ouvert située à la Doa (sortie Nord de Saint-Etienne). Ce chantier a été ouvert en janvier 1976 et, depuis cette date, 400 000 tonnes de charbon ont été extraites. L'autorisation a été donnée jusqu'au 31 décembre 1976 mais elle serait repoussée jusqu'au 1^{er} mars 1977. A cette époque on aura extrait 600 000 à 700 000 tonnes. Le raccordement à la sortie Nord de Saint-Etienne de la partie d'autoroute construite entre Ratarieux et Andrézieux-Bouthéon empêcherait la poursuite de cette exploitation à ciel ouvert. Cependant un arrêté définitif à la date du 1^{er} mars 1977 laisserait encore sur place une quantité de charbon estimée à 400 000 à 500 000 tonnes. Cette exploitation semble techniquement et commercialement intéressante puisqu'en effet cette année la centrale du Bec a pu être alimentée avec ce charbon. Compte tenu des économies à réaliser en matière d'approvisionnement en énergie, compte tenu que toutes les activités doivent être maintenues dans le département de la Loire particulièrement touché par la crise, et la reconversion entamée depuis longtemps des mineurs, compte tenu que les travaux de poursuite de l'autoroute pourraient être repoussés, il lui demande de bien vouloir lui faire connaître quelles mesures il entend mettre en œuvre afin de récupérer l'ensemble de ce tonnage de charbon, dont l'intérêt ne peut lui échapper au moment où différents efforts sont faits pour la récupération maximale de toutes les sources d'énergie, et même de certains déchets compensant l'approvisionnement de certaines matières premières.

Assurances sociales (uniformisation des régimes).

32578. — 20 octobre 1976. — **M. Josselin** demande à **M. le Premier ministre (Economie et finances)** quelles mesures il compte prendre pour parvenir rapidement à l'indispensable harmonisation des prestations et des contributions entre les divers régimes sociaux.

Assurances sociales (uniformisation des régimes).

32579. — 20 octobre 1976. — **M. Josselin** demande à **M. le ministre du travail** quelles mesures il compte prendre pour parvenir rapidement à l'indispensable harmonisation des prestations et des contributions entre les divers régimes sociaux.

Assurance maladie (matériel remboursable aux handicapés physiques).

32580. — 20 octobre 1976. — **M. Jacques Blanc** expose à **M. le ministre du travail** que de nombreux handicapés physiques sont dans l'obligation, pour effectuer leurs déplacements, d'utiliser un fauteuil roulant ou une petite voiture actionnée par un moteur électrique. Il lui précise que si la sécurité sociale accepte en cas de nécessité de rembourser les frais de remplacement du fauteuil ou du petit véhicule, en revanche elle ne prend pas en charge l'achat du moteur, et lui demande s'il n'estime pas que toutes dispositions convenables devraient être prises à son initiative pour que cet organisme accorde un remboursement total du prix du moteur utilisé par des handicapés non soumis à l'impôt sur le revenu et partiel au moins pour les autres.

R. A. T. P. (amélioration du réseau parisien).

32581. — 20 octobre 1976. — **M. Pierre Bas** expose à **M. le ministre de l'équipement (Transports)** que parmi les difficiles et multiples problèmes de la circulation par le métro à Paris, le cas des échanges de Montparnasse-Bienvenue était l'un des plus délicats à résoudre. En effet, Montparnasse-Bienvenue est le principal nœud de communication souterraine de la rive gauche. La ligne n° 12, la ligne n° 14, la ligne n° 4 et la ligne n° 6 s'y croisent et la surcharge des couloirs et des quais est malheureusement bien connue. D'immenses efforts ont été entrepris depuis l'avènement de la V^e République pour porter remède à cette situation: c'est ainsi qu'un magnifique ensemble de trottoirs roulants, l'un des plus importants de Paris, a été mis en place. L'auteur de la question, quand il était président du conseil d'administration du district de la région pari-

sienne, a eu le privilège de porter devant le Président de la République d'alors, Georges Pompidou, le problème du prolongement de la ligne de Sceaux et d'obtenir une décision définitive, favorable à la prolongation de cette ligne jusqu'au Châtelet, décision qui a été ensuite complétée par la prolongation de la ligne jusqu'à la gare du Nord. Il est évident qu'une multitude de voyageurs, qui à l'heure actuelle venant de la région sud de Paris changent à Denfert-Rochereau puis à Montparnasse, pourront à l'avenir aller directement au Châtelet et à la gare du Nord et se répandre de façon plus aisée dans Paris. Mais, même dans ces conditions, il est à craindre que la station reste toujours très encombrée et c'est pourquoi l'on peut accueillir avec intérêt l'idée lancée par un ingénieur de créer un couloir de correspondance entre les stations Rennes, sur la ligne n° 12, et Saint-Placide sur la ligne n° 4. Des travaux peu onéreux, compte tenu des couloirs existants, permettraient de soulager les stations Odéon Sèvres-Babylone et surtout Montparnasse. L'auteur de la question remercie M. le ministre de l'équipement des diligences qu'il voudrait bien faire en ce domaine.

Collectivités locales (régime des indemnités journalières et des cotisations des personnels auxiliaires en congé de maladie).

32582. — 21 octobre 1976. — M. Deprez expose à M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur, qu'en application de la circulaire ministérielle n° 70-468 du 22 octobre 1970, le personnel auxiliaire des collectivités locales reçoit de celles-ci, en cas de maladie, un complément des indemnités journalières versées par la sécurité sociale (jusqu'à concurrence de deux mois par période de douze mois) et perçoit de ce fait la totalité de son salaire. Pendant cette période de maladie il ne cotise à la sécurité sociale que pour le complément versé par l'administration et c'est ce même complément qui est pris en compte pour la déclaration de salaire en fin d'année. En conséquence, un agent qui n'aura, pour raison de maladie, travaillé que dix mois dans une année, aura, pour un même revenu, versé moins de cotisations de sécurité sociale qu'un agent qui aura travaillé toute l'année et de plus il paiera moins d'impôts puisque les indemnités journalières de la sécurité sociale ne sont pas déclarées. Il indique, par ailleurs, qu'en cas de maladie, un agent titulaire qui perçoit l'intégralité de son salaire par l'administration est soumis aux mêmes conditions et déclarations de salaire que s'il travaillait. Le personnel titulaire en service ou en congé de maladie est donc financièrement désavantagé par rapport au personnel auxiliaire bénéficiant d'un congé de maladie. Il demande à M. le ministre de lui indiquer les mesures qu'il pense pouvoir prendre pour remédier à ces anomalies.

Assurance vieillesse (refus d'adhésion volontaire d'un grand invalide de guerre pensionné non salarié).

32584. — 21 octobre 1976. — M. Clérambeaux attire l'attention de M. le ministre du travail sur le cas d'un grand invalide de guerre titulaire à titre définitif d'une pension avec un taux d'incapacité de 85 p. 100 et, par conséquent, affilié obligatoire au régime général de la sécurité sociale (loi du 29 juillet 1950, régime 130) pour les seules prestations en nature du risque maladie. Cet invalide se voit refuser par la caisse primaire d'assurance maladie son adhésion volontaire pour les risques invalidité vieillesse, refus uniquement basé sur son appartenance au régime 130. Il est précisé que cet invalide a cessé toute activité salariée, qu'il appartient plus de six mois au régime général de la sécurité sociale et que sa demande a été déposée dans les délais prescrits par la loi et qu'il ne bénéficie d'aucun avantage vieillesse d'un régime salarié ou non salarié. Il demande à M. le ministre : 1° si la décision de la caisse primaire d'assurance maladie est fondée, eu égard aux dispositions de la loi n° 68-698 du 31 juillet 1968 portant ratification de l'ordonnance n° 67-709 du 21 août 1967 modifiant profondément l'article L. 244 du code de la sécurité sociale sur l'assurance volontaire ; 2° si cette décision répond à la volonté du législateur qui par des mesures récentes (loi n° 74-1094 du 24 décembre 1974) vise à la généralisation de la sécurité sociale afin de faire bénéficier tous les Français d'une couverture sociale en tenant compte de leurs capacités contributives.

Industrie mécanique (menaces de licenciements à l'entreprise S. C. M. B. de Montbard (Côte-d'Or)).

32587. — 21 octobre 1976. — M. Le Meur attire l'attention de M. le ministre du travail sur les projets de licenciements à la S. C. M. B. de Montbard. Cette entreprise, dont l'activité porte sur la construction de presses, a été créée en 1974 et comprend 270 personnes. Elle fait partie du groupe américain Gulf Western,

quinzième groupe américain qui a diverses participations en France, notamment dans la région de Saint-Etienne où il a acheté une fonderie et une fabrique de climatiseurs. Il est difficile de croire que les établissements Bliss France, dont le capital est américain pour 80 p. 100 et qui représente 0,10 p. 100 du capital du groupe Western, en soient réduits pour survivre à licencier vingt-neuf travailleurs. Une telle mesure, si elle devait avoir lieu, ne pourrait qu'être le fait d'un redéploiement motivé par une recherche accrue de profits. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour empêcher ces licenciements et préserver l'avenir de l'entreprise S. C. M. B. à Montbard.

Marché commun agricole (poursuite abusive de versements compensatoires à la Grande-Bretagne).

32588. — 21 octobre 1976. — M. Debré demande à M. le ministre des affaires étrangères s'il considère comme normal que dure le versement à la Grande-Bretagne de montants compensatoires qui représentent de véritables et considérables subventions aux dépens du F. E. O. G. A. et de la politique agricole commune ; s'il n'est pas surpris, d'autre part, quand on se souvient des protestations de la commission lorsque la France a tenté de protéger temporairement son marché du vin, du fait que la commission se garde bien de protester contre le véritable retour à un régime douanier que constituent les mesures prévues par le Gouvernement italien et encore moins d'inviter ce gouvernement à leur prompt abrogation. Il lui demande si notre diplomatie agit auprès de la commission en faveur de nos intérêts gravement lésés et dans le souci d'assurer le fonctionnement des mécanismes de base du Marché commun.

Hydrocarbures (aide compensant l'avance faite à leurs fournisseurs par les détaillants indépendants).

32589. — 21 octobre 1976. — M. Charles Bignon demande à M. le ministre de l'industrie et de la recherche ce qu'il compte faire pour venir en aide aux 4500 détaillants en carburants qui vont avoir à avancer à leurs fournisseurs la hausse de la taxe intérieure sur les carburants. Leurs livraisons sont payées comptant et ils deviennent peu à peu redevables de sommes de plus en plus importantes alors que la marge demeure fixe et que leurs frais financiers sont encore alourdis. Il attire son attention sur le fait que ce sont les plus petits détaillants indépendants qui auront le plus de difficultés à subsister, et en particulier en milieu rural.

Impôt sur le revenu (mode d'imposition appliqué à la rente de valeurs mobilières).

32590. — 21 octobre 1976. — M. Boinvilliers attire l'attention de M. le Premier ministre (Economie et finances) sur la situation d'un contribuable dont le patrimoine générateur de revenus est essentiellement composé de valeurs mobilières et est porté pour son intégralité à la connaissance de l'administration fiscale. L'existence de ce contribuable étant assurée à la fois par l'utilisation de dividendes, d'une part, et la réalisation de certaines de ses valeurs mobilières, d'autre part, la question se pose de savoir de quelle façon ce contribuable doit informer l'administration fiscale de la consommation de son capital en général et plus particulièrement sous quelle rubrique de sa déclaration annuelle de l'impôt sur le revenu des personnes physiques afin d'éviter l'application vexatoire de l'article 168 du code général des impôts qui, dans ce cas d'espèce, appliqué sans discernement, aboutit à des impositions sans aucun rapport avec les facultés contributives du contribuable et permet d'affirmer l'existence de fait d'un véritable impôt sur le capital.

Commerçants et artisans (conditions d'attribution de l'aide spéciale compensatrice).

32592. — 21 octobre 1976. — M. Piot rappelle à M. le ministre du commerce et de l'artisanat que la réponse à la question écrite n° 25978, parue au Journal officiel (Débats A. N., n° 26) du 28 avril 1976, page 2225, faisait état de l'intention de son prédécesseur de soumettre au Gouvernement un projet de loi prévoyant notamment le relèvement du plafond des ressources non professionnelles permettant d'avoir vocation à l'aide spéciale compensatrice. Il lui demande de lui faire connaître où en est l'intention évoquée et les délais dans lesquels le projet de loi envisagé pourra être déposé.

Assurance maladie (indemnités journalières).

32593. — 21 octobre 1976. — **M. P^{ot}** appelle l'attention de **M. le ministre du travail** sur la situation, en ce qui concerne la revalorisation des indemnités journalières, des assurés sociaux qui n'appartiennent pas à une entreprise dans laquelle les augmentations de salaires résultent, soit de l'application d'une convention collective, soit d'un accord collectif d'établissement. En effet, cette revalorisation résulte de la parution d'un arrêté interministériel qui fixe, conformément aux dispositions de l'article L. 290 du code de la sécurité sociale, les coefficients de majoration. Or ces arrêtés interministériels interviennent de façon irrégulière et sont peu fréquents. Le dernier d'entre eux date du 19 septembre 1975. Il lui demande si un nouvel arrêté interministériel doit intervenir prochainement accordant une revalorisation sur la base du nouveau plafond de sécurité sociale tel qu'il résulte du décret du 29 décembre 1975, afin que les assurés sociaux se trouvant dans la situation qu'il vient de lui exposer ne soient pas pénalisés par rapport aux autres catégories de salariés. Il lui demande également s'il ne lui paraît pas souhaitable de modifier les dispositions applicables en ce domaine, par exemple en harmonisant les dates de publication des textes portant fixation du plafond des cotisations de sécurité sociale et de ceux portant revalorisation des indemnités journalières.

Assurance maladie (ticket modérateur applicable aux actes dispensés par les professions paramédicales).

32594. — 21 octobre 1976. — **M. Simon-Lorière** rappelle à **M. le ministre du travail** qu'au cours de sa conférence de presse du 22 septembre 1976 **M. le Premier ministre** a annoncé un certain nombre de mesures de redressement du régime général de sécurité sociale. Il a indiqué que les perspectives financières de ce régime s'annonçaient difficiles pour l'année 1977 en raison en particulier de l'augmentation de la consommation médicale pour l'assurance maladie. Parmi les dispositions annoncées pour faire face à cette situation figurent des économies d'un milliard de francs environ pouvant être obtenues grâce à une action sur les dépenses du risque maladie. L'a en particulier été dit que les prestations des professions para-médicales, à l'exception de celles des sages-femmes et des infirmières, seront désormais remboursées à 65 p. 100 au lieu de 75 p. 100. Le relèvement de 25 à 35 p. 100 du ticket modérateur pour les soins dispensés par les kinésithérapeutes, les orthophonistes, les orthoptistes et les pédicures devrait permettre une économie de 80 millions de francs sur un déficit total de 15 milliards de francs de la sécurité sociale. Les mesures envisagées ne concernent pas les actes de rééducation pratiqués par les médecins. Ainsi un même traitement serait remboursé différemment selon le praticien qui l'aurait dispensé, ce qui est contraire aux principes d'équité défendus par le Gouvernement et prévu à l'article 2 de la Convention nationale des masseurs-kinésithérapeutes, lequel dispose que « les caisses s'engagent à ne pas faire de discrimination entre tous les masseurs-kinésithérapeutes placés sous le régime de la présente convention et les autres praticiens légalement habilités à dispenser les mêmes actes ». Les professions para-médicales ne peuvent être tenues pour responsables du volume des actes qui, répondant aux besoins des malades, est conditionné par deux préalables : a) la prescription obligatoire par un médecin traitant ; b) l'accord préalable du contrôle médical des caisses. Compte tenu des dispositions existantes pour éviter les abus de consommation dans ce domaine, il lui demande de ne pas retenir, dans le projet de décret à l'étude concernant les économies à réaliser par le régime général de la sécurité sociale, l'augmentation du ticket modérateur applicable aux actes dispensés par les professions para-médicales.

Assurances maladie et maternité (prestations servies dans le cadre du régime des travailleurs non salariés des professions non agricoles).

32595. — 21 octobre 1976. — **M. Courlier** rappelle à **M. le ministre du travail** que le décret n° 75-710 du 7 août 1975 avait fixé les cotisations dues par les assurés obligatoires du régime d'assurance maladie et maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles à 9,40 p. 100 des revenus des intéressés, dont 8,90 p. 100 dans la limite du plafond et 2,50 p. 100 dans la limite de quatre fois le plafond. Le décret n° 76-641 du 15 juillet 1976 a modifié les cotisations des intéressés et les a fixées à 10,85 p. 100 du revenu, dont 7,35 p. 100 dans la limite du plafond et 3,50 p. 100 dans la limite de quatre fois le plafond. Il ne semble pas que le relèvement des cotisations se soit traduit par une amélioration des prestations bien que, pour réaliser l'alignement de ce régime sur le régime général, les organismes gestionnaires aient demandé

depuis longtemps : le remboursement à 100 p. 100 de tous les soins liés aux maladies longues et coûteuses et aux traitements particulièrement coûteux ; le remboursement à 70 p. 100 du « petit risque » ; le remboursement à 80 p. 100 de l'hospitalisation dès le premier jour ; le calcul de la cotisation des nouveaux retraités sur leur pension et non plus sur leurs revenus d'activité antérieure. Il lui demande les raisons pour lesquelles l'augmentation des cotisations n'a entraîné aucune amélioration des prestations. Il souhaiterait connaître ses intentions en ce qui concerne l'amélioration des prestations actuellement servies.

Traités et conventions (modification du traité de la C. E. E. du 10 juillet 1975).

32596. — 21 octobre 1976. — **M. Cousé** demande à **M. le ministre des affaires étrangères** quand il entend soumettre au Parlement la ratification du traité du 10 juillet 1975 portant modification de certaines dispositions financières des traités instituant les Communautés européenne et du traité instituant un conseil unique et une commission unique des Communautés européennes, et créant notamment un contrôle des comptes de la Communauté européenne par une cour des comptes et précisant les procédures budgétaires entre la commission, le conseil et l'assemblée européenne.

Assurance vieillesse (montant des pensions).

32597. — 21 octobre 1976. — **M. Hamel** expose à **M. le ministre du travail** la situation d'un pensionné actuellement âgé de soixante-dix-sept ans dont la carrière a été mixte (salarié ayant cotisé à la sécurité sociale du régime général pendant sept ans et trois mois et commerçant ayant cotisé à la caisse des non-salariés pendant quatorze ans et demi, outre validation gratuite de cinq années de services passés). Il lui signale qu'au titre de son épouse à charge âgée actuellement de plus de soixante-cinq ans, il perçoit de la part de la sécurité sociale 989,84 francs par an et, de la caisse des commerçants, 1.442 francs par an, soit au total 2.431,84 francs. Il lui demande les raisons pour lesquelles le minimum annuel de 3.500 francs n'est pas attribué à l'intéressé au titre de la majoration pour conjoint à charge.

Emploi (maintien à Lens de l'agence du génie civil).

32600. — 21 octobre 1976. — **M. Delelis** attire l'attention de **M. le ministre d'Etat chargé du Plan et de l'aménagement du territoire** sur l'émotion ressentie dans la région lilloise à l'annonce du regroupement sur Paris des services de l'entreprise du génie civil de Lens. Ce regroupement aura pour effet la suppression de 150 emplois de technicien administratif et ouvrier. Compte tenu de la situation dramatique de l'emploi dans la région minière, aggravée ces derniers temps par l'annonce de fermeture prochaine de plusieurs entreprises, il lui demande en tout état de cause 1° de bien vouloir intervenir pour le maintien à Lens de l'agence du génie civil ; 2° de lui faire connaître les moyens mis en œuvre par le Gouvernement pour remédier à la situation de l'emploi dans cette région ; 3° si un regroupement sur Paris ne lui apparaît pas contraire à la politique de décentralisation et de déconcentration que les différents gouvernements ont déclaré vouloir mettre en œuvre.

Assurance maladie (régime applicable à un polypensionné ancien négociant en vins et ancien V. R. P.).

32602. — 21 octobre 1976. — **M. Besson** attire l'attention de **M. le ministre du travail** sur le cas suivant : un ancien négociant en vins, né en 1897, a, dans la première partie de sa vie active (de 1924 à 1958), cotisé à la caisse mutuelle des négociants en vins. A ce titre l'intéressé perçoit une pension retraite calculée sur 140 trimestres. Devenu V. R. P. en 1959, il a été affilié à la sécurité sociale le 1^{er} février 1959 mais jusqu'au 9 janvier 1970 il a dû verser ses cotisations à la caisse des non-salariés. Il n'a été rattaché au régime général des travailleurs salariés et n'a pu verser normalement ses cotisations de sécurité sociale qu'à partir de cette dernière date (9 janvier 1970), conformément aux dispositions de l'article 4 (§ III) de la loi n° 70-14 du 6 janvier 1970. D'autre part, il perçoit depuis le 1^{er} mars 1972 une pension retraite de la sécurité sociale basée sur 52 trimestres. L'intéressé, qui va entrer dans sa quatre-vingtième année, doit cesser toute activité prochainement. Il lui a été indiqué que les prestations maladie, pour son épouse et lui-même, seraient dès lors versées par la caisse mutuelle des professions industrielles et commerciales de Lille, à un taux inférieur à celui dont il bénéficie actuellement et que lui assure la caisse primaire d'assurance maladie de Cambrai, à laquelle il est rattaché comme travailleur salarié. Il lui demande de bien vouloir

lui indiquer : a) si l'intéressé, n'exerçant plus aucune activité salariée, a le droit d'opter pour ses droits aux prestations maladie entre la caisse primaire d'assurance maladie (dont il dépend en ce moment) et la caisse mutuelle des professions industrielles et commerciales de Lille ; b) dans l'affirmative, quelles sont les conditions de cette option et quelles démarches il y a lieu pour lui d'accomplir ; c) dans le cas plus haut exposé, quels sont les taux et la nature des diverses prestations assurées par l'une ou l'autre caisse.

Assurance maladie (relèvement du ticket modérateur afférent aux soins dispensés par les kinésithérapeutes, orthophonistes, orthoptistes et pédicures).

32603. — 21 octobre 1976. — **M. Haesebroeck** attire l'attention de **M. le ministre du travail** sur la décision de **M. le Premier ministre** de relever de 25 à 35 p. 100 le ticket modérateur pour les soins dispensés par les kinésithérapeutes, les orthophonistes, les orthoptistes et les pédicures. Outre le fait qu'aucune profession de santé n'ait été consultée par le Gouvernement, ni même prévenue de ces mesures, le comité de liaison des professions paramédicales constate que ces mesures ne concernent pas les actes de rééducation pratiqués par les médecins, ce qui veut dire que le même traitement sera remboursé différemment selon le praticien qui l'aura dispensé. Ceci est contraire aux principes d'équité définis à l'article 2 de la convention nationale des masseurs kinésithérapeutes. Compte tenu du caractère injuste de ces mesures, qui pénalisent une fois de plus les assurés sociaux, il lui demande s'il n'estime pas souhaitable, en accord avec **M. le Premier ministre**, de décider l'annulation de ces récentes dispositions.

Commerce de gros (augmentation des prix des fabricants textiles)

32604. — 21 octobre 1976. — **M. Haesebroeck** rappelle à **M. le Premier ministre (Economie et finances)** qu'il a déjà attiré son attention sur l'augmentation des prix constatée sur l'ensemble des appareils ménagers durant la première quinzaine de septembre. Or, il vient d'apprendre que certains fabricants textiles ont également augmenté les prix de leurs fournitures, notamment des draps et des couvertures, mettant ainsi dans l'embarras leur clientèle. En effet, les détaillants se trouvent désormais dans l'impossibilité de répercuter ces hausses au niveau du consommateur. Ceci venant s'ajouter à d'autres augmentations, ces personnes sont dans une situation très alarmante. En conséquence, il souhaiterait connaître les mesures qu'il envisage de prendre non seulement pour pénaliser les fournisseurs qui ont augmenté leurs prix avant le blocage, mais aussi en faveur des détaillants qui n'ont pas eu la possibilité matérielle de revoir leurs prix.

Coopérants (situation des appelés refusés pour cause d'économies budgétaires).

32606. — 21 octobre 1976. — **M. Duroure** demande à **M. le ministre de la coopération** s'il est exact que cent trois jeunes appelés du contingent devant faire leur service dans la coopération et ayant pris leurs dispositions dans cette hypothèse, se sont vus signifier le refus de l'administration pour cause d'économies budgétaires. Il lui demande s'il n'estime pas que ces jeunes gens devraient être déclarés sursitaires et que des priorités devraient leur être réservées au titre de la coopération dans les prochains mois.

Bois et forêts (exemption de taxe de défrichement en faveur de certaines communes du massif forestier gascon).

32607. — 21 octobre 1976. — **M. Duroure** attire l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur les conséquences pour les communes du massif forestier gascon à fort taux de boisement des dispositions de la loi de finances rectificative n° 69-1160 du 24 décembre 1969 instituant une taxe de défrichement. En effet, ces communes qui s'étendent sur trois départements ont beaucoup de difficultés pour assurer leur développement. Elles sont généralement isolées et cernées de pins, si bien que toute extension entraîne la nécessité d'un défrichement. Les dispositions de la loi du 24 décembre 1969 qui permettent aux communes d'être exemptées du paiement de la taxe pour la réalisation d'équipements d'intérêt public à condition de reboiser une superficie équivalente dans les cinq années suivantes ne sont pas adaptées à la réalité de ces communes, la faiblesse de leur superficie ne leur permettant pas de satisfaire aux conditions requises. L'impossibilité pour certaines communes de bénéficier des dispositions dérogatoires prévues par la loi crée une différence de fait entre les communes. Les communes forestières à fort taux de boisement dont la situation naturelle est déjà un handicap suffisant sont

ainsi doublement pénalisées par rapport aux autres communes. Même si l'incidence financière d'une telle situation reste supportable, elle n'en constitue pas moins un exemple d'inégalité entre les communes dans l'aménagement du territoire. Il lui rappelle que, par contre, les dispositions de la loi du 24 décembre 1969, reprises à l'article 158 du code forestier, prévoient expressément des exemptions de la taxe pour les défrichements situés dans des zones définies par décret après avis conforme du ou des conseils généraux intéressés. Cette possibilité a d'ailleurs déjà été utilisée par la circulaire interministérielle n° 3002 du 18 janvier 1971 qui exempte de la taxe les défrichements nécessaires à la création de coupures contre l'incendie dans les régions particulièrement exposées, notamment dans le massif forestier gascon. La circulaire interprétative fixe au-dessus de 75 p. 100 le taux de boisement nécessaire pour bénéficier de ces dispositions dérogatoires. En conséquence, il lui demande s'il n'estime pas opportun, afin de ne pas pénaliser leur développement, d'exempter de la taxe les défrichements réalisés pour l'implantation d'équipements d'intérêt public par les communes du massif forestier gascon dont le taux de boisement est supérieur à 75 p. 100 en supprimant pour ces communes l'obligation de reboiser une superficie équivalente.

Assurance maladie-maternité (application des dispositions prolongeant l'attribution sur prescription médicale de l'indemnité journalière de repos des femmes enceintes).

32608. — 21 octobre 1976. — **M. Gau** attire l'attention de **M. le ministre du travail** sur le retard apporté à la parution du décret prévu par la loi du 11 juillet 1975 qui prolonge de deux semaines l'attribution, sur prescription médicale, de l'indemnité journalière de repos pour les femmes enceintes. Ainsi les caisses d'assurance maladie, quinze mois après le vote de cette loi, ne sont toujours pas autorisées à en appliquer les dispositions que le Gouvernement considérait pourtant comme une amélioration sensible des conditions de vie des femmes. Il lui demande dans quels délais il telle situation, l'opposition manifeste aux souhaits clairement exprimés par le législateur.

Education physique et sportive (insuffisance des effectifs d'enseignants dans l'Aube).

32610. — 21 octobre 1976. — **M. Gravelle** appelle l'attention de **M. le ministre de la qualité de la vie (Jeunesse et sports)** sur la situation de l'éducation physique et sportive dans l'Aube, en particulier au C. E. S. de Brienne-le-Château où un professeur, en congé de maternité, n'a pas été remplacé, la même situation risquant de se présenter au C. E. S. Marie-Curie des Chartreux et au lycée technique, tous deux à Troyes. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que le remplacement du professeur de Brienne-le-Château, où la moyenne d'éducation physique et sportive n'atteint déjà que deux heures par semaine, soit assuré ; par quelles dispositions il entend améliorer la situation de l'éducation physique et sportive dans l'Aube où trente-trois postes manquent pour réaliser trois heures d'éducation physique et sportive et cent postes pour assurer cinq heures, alors que des maîtres auxiliaires sont disponibles.

Assurance maladie (difficultés financières de la société de secours mutuels des artisans et commerçants de l'Aube).

32611. — 21 octobre 1976. — **M. Gravelle** appelle l'attention de **M. le ministre du travail** sur la situation de la société de secours mutuels des artisans et commerçants de l'Aube qui se trouve depuis le 7 septembre 1976 en état de cessation de paiement des prestations. Il lui demande : quelles mesures il compte prendre pour que la tutelle remplisse ses obligations à l'égard d'un organisme qui couvre 12 000 bénéficiaires et dont les prestations en attente se montent à 848 000 francs, la situation actuelle causant un préjudice et une gêne pécuniaire pour les assurés qui ont réglé leurs cotisations ouvrant droit aux prestations jusqu'au 30 septembre 1976 ; que ces mesures interviennent très rapidement, toute lenteur dans ce domaine touchant particulièrement les personnes disposant de ressources faibles et parmi elles les retraités.

Calamités agricoles (base d'indemnisation des agriculteurs).

32612. — 21 octobre 1976. — **M. Jean-Pierre Cot** attire l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur la nécessité de publier rapidement les éléments qui ont servi à déterminer les enveloppes départementales d'aide aux agriculteurs victimes de la sécheresse,

ainsi d'ailleurs que toutes explications concernant le revenu des agriculteurs de Savoie en 1975 et 1976, le montant total des aides de l'Etat restant en tout état de cause à un niveau beaucoup trop faible pour compenser de façon acceptable les pertes subies par les agriculteurs.

*Etablissements universitaires
(création d'une U. E. R. de droit Paris-V).*

32613. — 21 octobre 1976. — **M. Jean-Pierre Cot** attire l'attention de **Mme le secrétaire d'Etat aux universités** sur la création de l'U. E. R. de droit Paris-V « Malakoff » qui entraîne le transfert de bon nombre d'enseignants de Paris-X Nanterre, déjà dans une situation critique en ce qui concerne le nombre de postes, vers une nouvelle U. E. R. qui accueillera environ 500 étudiants. Il lui demande quel est le critère national, suivant l'article 27, alinéa 3, de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur, qui lui permet de retirer trois quarts des postes d'enseignant de Nanterre pour les attribuer à l'U. E. R. d'une autre université qui accueillera dans le meilleur des cas dix fois moins d'étudiants. Ne faut-il pas voir là un essai de pénaliser les « mauvaises » universités au profit des « bonnes » et qui doit déboucher sur la reprise en main par le pouvoir de la formation des juristes. Et n'est-ce pas un fâcheux gaspillage de crédits, de locaux et d'enseignants au moment où le Gouvernement prône l'austérité budgétaire.

Centres de vacances et de loisirs (mesures en leur faveur).

32614. — 21 octobre 1976. — **M. Alain Vivien** expose à **M. le ministre de la qualité de la vie (Jeunesse et sports)** que les carences de l'Etat dans l'aide qu'il devrait apporter aux centres de vacances collectives d'enfants et d'adolescents risquent de remettre en question leur existence même, les coûts élevés des prix de séjour ne permettant l'accès à ces centres qu'aux rares enfants dont les familles sont aidées par les collectivités locales ou à ceux aussi rares issus des familles vraiment aisées. Ainsi la large tranche des enfants issus des classes moyennes se trouve donc dans l'impossibilité d'être accueillie dans ces centres par suite du prix de séjour trop élevé. Il lui rappelle qu'en 1945 l'Etat prenait à sa charge 50 p. 100 du prix de journée de ces centres. En 1976, sa participation n'est plus que de 1,6 p. 100. Il lui demande, compte tenu de cette situation, s'il ne lui paraîtrait pas opportun, afin d'aider les organismes gestionnaires de ces centres à but non lucratif de : 1° les doter d'un statut propre à leur vocation qui les placerait en dehors de la réglementation fiscale et parafiscale qui régit le secteur commercial et financier; 2° créer un statut de l'animateur volontaire temporaire, non professionnel, des centres de vacances et de loisirs, favorisant sa formation et son engagement dans l'action d'animation de ces derniers, lui offrant des garanties suffisantes sur les plans juridique, social et médical, sans contreparties financières liées à l'indemnité couvrant le remboursement des frais qu'il a engagés; 3° pratiquer une politique de réservation foncière permettant à de tels centres de s'implanter dans des secteurs géographiques favorables sur les plans climatique, naturel et humain; 4° financer les locaux, équipements et installations affectés aux activités de détente, éducatives et sportives; 5° assurer la gratuité de la formation des animateurs et de leurs formateurs; 6° assurer la charge financière des indemnités versées aux animateurs par l'organisateur.

Exploitants agricoles (bénéfices agricoles pour 1975).

32617. — 21 octobre 1976. — **M. Naveau** expose à **M. le Premier ministre (Economie et finances)** qu'il a été implicitement reconnu que le revenu agricole est en baisse constante depuis plusieurs années; que pour l'année 1975 cette baisse est de l'ordre de 5 p. 100. Il lui demande en conséquence comment il peut expliquer que le tableau des bénéfices agricoles forfaitaires pour 1975 (art. 66 du code général des impôts) porte des augmentations de 18 à 20 p. 100 par rapport à celui de 1974.

Orientation scolaire (statistiques).

32618. — 21 octobre 1976. — **M. Andrieu** demande à **M. le ministre de l'éducation** de bien vouloir lui préciser au regard des effectifs d'élèves de l'enseignement du second degré (collèges, lycées, enseignement professionnel court) de l'ensemble du territoire national: 1° les effectifs de directeurs de C. I. O., d'une part, et de conseillers d'orientation, d'autre part, qui exercent effectivement: dans les C. I. O.: sur un poste non spécifié; sur un poste à mi-temps cellule d'orientation universitaire; sur un poste de conseiller d'ap-

plication (C. I. O. associés aux centres de formation); sur un poste affecté à la recherche; dans les directions régionales Onisep et aux services centraux de l'Onisep; dans les services académiques (S. A. I. O., D. A. F. C. O., etc.); dans les services ministériels; 2° le nombre de centres d'information et d'orientation: construits au cours de chacune des cinq années écoulées; programmés en 1977, d'une part sur crédits d'Etat, d'autre part à l'initiative des collectivités locales; 3° l'état actuel et les perspectives d'équipement des C. I. O. en véhicules de service permettant aux conseillers de se rendre dans les établissements scolaires du secteur du centre; 4° le montant des crédits de fonctionnement et le montant des crédits d'équipement attribués au cours des trois dernières années (1974, 1975, 1976), en moyenne, à chacune des C. I. O. d'Etat; 5° l'évolution au cours de cinq années écoulées: du nombre de C. I. O. et du nombre d'antennes de C. I. O.; de l'effectif du personnel d'administration universitaire et de l'effectif du personnel de documentation employés dans les C. I. O.

Contraventions de police (ville de Toulouse [Haute-Garonne]).

32619. — 21 octobre 1976. — **M. Maurice Andrieu** demande à **M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur**, sur quelles bases juridiques **M. le maire de Toulouse** a pu s'appuyer pour déclencher dans cette ville une opération clandestine visant à confondre les automobilistes qui commettraient des infractions. En effet, des gardiens de la paix en civil ont reçu l'ordre de s'embusquer dans les principaux carrefours, ayant pour consigne de relever toutes les infractions, sans que l'intéressé en soit prévenu. Ce dernier de ce fait recevra ultérieurement les avertissements payants correspondant à l'infraction commise, alors qu'il aura été dans l'impossibilité d'en contester éventuellement sur place l'authenticité et qu'il n'aura pu assurer sa défense en s'entourant au besoin des témoignages nécessaires. Dans ces conditions, il apparaît qu'une telle initiative est une atteinte grave à la liberté individuelle protégée par notre droit français.

*Fruits et légumes
(aide aux arboriculteurs de montagne).*

32621. — 21 octobre 1976. — **M. Maurice Blanc** attire l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur la situation de l'arboriculture de montagne et les difficultés des producteurs de fruits dont l'activité, nécessaire au maintien de l'agriculture en montagne, mérite d'être encouragée. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour: 1° assurer à nos producteurs l'appui des pouvoirs publics par des mesures spécifiques et des aides appropriées à l'acquisition de moyens nécessaires à la poursuite de la production de fruits de qualité: pulvérisateurs, irrigation, calibreuse, bâtiments de stockage, aménagement de transports; 2° subventionner d'une manière et à des taux adaptés aux handicaps importants de l'arboriculture dans ces régions, en particulier en ayant recours au F. E. O. G. A. comme a pu le faire l'Italie, les investissements souhaités par les arboriculteurs des zones montagneuses, membres de groupements de producteurs reconnus; 3° assurer l'inscription dans les normes officielles des espèces fruitières (poire louise-bonne, passe-crassane, pomme reinette blanche du Canada, golden delicious) et possibilité de faire appel à des critères de qualité analytiques. La clause qualitative, testée, d'un lot de fruits pourrait ainsi être facultativement ajoutée d'une manière claire sur l'étiquette de normalisation.

*Pensions de retraite civiles et militaires
(application rétroactive de la loi du 1^{er} janvier 1976).*

32624. — 21 octobre 1976. — **M. Fourneyron** rappelle à **M. le Premier ministre (Economie et finances)** qu'en vertu des nouvelles dispositions de l'article L. 45 du code des pensions civiles et militaires de retraite, telles qu'elles résultent de la loi n° 75-617 du 11 juillet 1975, lorsqu'un fonctionnaire est remarié après un divorce, la pension visée à l'article L. 38 dudit code auquel il est susceptible d'ouvrir droit à son décès est partagée, au prorata des années de mariage, entre sa veuve et sa première épouse lorsque le divorce n'a pas été prononcé contre cette dernière. Sous l'empire de la précédente législation, cette disposition n'était applicable qu'à l'épouse divorcée à son profit exclusif. L'assouplissement de la législation ne bénéficie cependant qu'aux femmes de fonctionnaires dont le divorce a été prononcé avant le 1^{er} janvier 1976, date d'application de la loi. Il lui demande donc si, pour éviter toute discrimination, il ne lui paraît pas souhaitable d'envi-

sager une modification de la législation pour permettre aux femmes, dont le divorce antérieurement au 1^{er} janvier 1976 n'a pas été prononcé contre elle, de bénéficier des nouvelles dispositions de l'article L. 45.

Monnaie (impression de billets de 1 000 francs).

32626. — 21 octobre 1976. — M. Gantier demande à M. le Premier ministre (Economie et finances) s'il ne lui paraît pas opportun de prévoir l'impression de billets de 1 000 francs pour tenir compte de l'évolution du coût de la vie et faciliter les manipulations d'espèces dans les établissements financiers, bureaux de poste, etc.

Taxe foncière (délai de paiement).

32528. — 21 octobre 1976. — M. Frédéric-Dupont signale à M. le Premier ministre (Economie et finances) que les contribuables possesseurs de biens fonciers reçoivent actuellement des avertissements relatifs aux taxes foncières avec obligation de les payer en décembre prochain. Il lui rappelle qu'à la suite de la mise en application de la dernière révision foncière la perception des taxes correspondantes a été reculée de septembre à avril de l'année suivante au titre de chacune des années 1974 et 1975. Il lui demande si, en cette fin d'année 1976 au cours de laquelle les contribuables doivent payer en plus du solde de leurs impôts sur le revenu la taxe exceptionnelle de sécheresse prévue pour décembre, il ne serait pas équitable d'appliquer le système des années 1974 et 1975 et de donner aux contribuables la possibilité de se libérer pour les taxes afférentes à 1975 en avril 1977.

Pharmacie (cas d'une maison de retraite intercommunale disposant d'une pharmacie intérieure).

32630. — 21 octobre 1976. — M. Gilbert Mathieu expose à Mme le ministre de la santé le cas d'une maison de retraite intercommunale (établissement public) disposant d'une pharmacie intérieure avant le 31 décembre 1970. Il lui demande si un tel établissement est encore autorisé à posséder une telle pharmacie bien qu'il ne soit pas classé comme établissement hospitalier. Par ailleurs, dans le cas où cette possibilité existe, les médicaments délivrés aux pensionnaires de cette maison par ladite pharmacie sur prescription du médecin de l'établissement, doivent-ils être compris dans le prix de journée, comme il est de règle dans un établissement hospitalier public, ou bien doivent-ils être facturés aux pensionnaires en sus du prix de journée et en application de quels textes.

*Régimes matrimoniaux
(constitution d'un groupement foncier agricole).*

32631. — 21 octobre 1976. — M. Gilbert Mathieu expose à M. le Premier ministre (Economie et finances) le cas de deux époux ayant contracté mariage dans le courant de l'année 1960; cette union n'ayant pas donné lieu à un contrat réglant les conditions civiles, ces époux se sont trouvés soumis à l'ancien régime légal de la communauté de biens meubles et acquêts; qu'aux termes d'un acte reçu devant notaire, dans le courant de l'année 1972, ils ont décidé de substituer à leur régime matrimonial initial, celui de la séparation de biens tel qu'il est régi par les articles 1536 et suivants du code civil, le tribunal de grande instance de X... ayant homologué cette convention en 1973; que par suite, la communauté ayant existé entre eux s'est dissoute, et les immeubles qui en dépendaient sont devenus la propriété par moitié indivisément des deux époux; qu'aucun partage n'étant intervenu, les époux ont apporté les biens indivis entre eux, à un groupement foncier agricole qu'ils ont convenu de constituer; que cet acte constitutif a été régulièrement publié dans le courant de l'année 1974; qu'au cours de l'année 1975, les époux ont procédé à une augmentation de capital du G.F.A. par apport de biens propres à l'un d'eux ainsi que deux parcelles dépendant de l'ancienne communauté; que cet acte a été soumis à la conservation des hypothèques aux fins de publicité foncière; que M. le conservateur requiert préalablement à la formalité, la publicité de changement de régime matrimonial, en raison de la mutation immobilière qu'il opère. Il lui demande d'une part si cette exigence, qui n'a pas été formulée lors de l'ancienne communauté, ne lui semble pas inopportune et injustifiée, les biens faisant l'objet de cette formalité — à l'exception d'une parcelle omise lors de l'apport initial du patrimoine propre d'un époux — n'ayant donné lieu à aucune mutation; d'autre part, dans le cas où cette exigence eût été formulée lors de la constitution du G.F.A., n'eût-elle

pas paru sans fondement, dans la mesure où, en l'absence de partage, les biens communs, par le fait du changement de régime matrimonial, deviennent la propriété indivise des époux, sans opérer aucune mutation immobilière, à l'inverse du cas exposé dans la réponse au *Journal officiel* du 4 octobre 1966, concernant l'adoption d'un régime de communauté universelle, en présence de biens propres à chacun des deux époux.

*Taxe d'enlèvement des ordures ménagères
(conditions d'exonération).*

32632. — 21 octobre 1976. — M. Daillet expose à M. le Premier ministre (Economie et finances) qu'une disposition ancienne (article 4 du décret du 13 mai 1941, dont les dispositions avaient été reprises par l'article 291 de l'annexe 1 du code général des impôts) avait prévu une exonération totale ou partielle de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères en faveur des immeubles munis d'un appareil d'incinération d'ordures. Ce texte stipulait que les conseils municipaux avaient la faculté, soit d'accorder l'exonération de la taxe, soit de décider que le montant de celle-ci serait réduit d'une fraction n'excédant pas les trois-quarts. L'article 291 de l'annexe 1 susvisé ayant été supprimé, il convient de se demander si, à l'heure actuelle, la même exonération totale ou partielle de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères peut être accordée dans le cas d'un particulier qui dispose d'un petit appareil incinérateur et qui ne donne jamais de déchets aux services municipaux, étant donné que ceux des déchets qui ne sont pas brûlés, sont consommés par les animaux ou utilisés pour les besoins de l'exploitation. Il lui demande si, dans ce cas particulier, il ne lui semble pas anormal de soumettre l'immeuble dont il s'agit à ladite taxe.

*Assurance vieillesse (harmonisation des régimes
de retraite complémentaire).*

32635. — 21 octobre 1976. — M. Seltlinger demande à M. le ministre du travail s'il ne lui paraît pas indispensable de procéder à l'unification des divers régimes de retraite complémentaire affiliés à l'A. R. C. O. en prévoyant notamment: l'établissement de statuts et règlements identiques; une même valeur du point de retraite et un calcul analogue du nombre de points; la même condition d'âge pour l'attribution des retraites de réversion; l'égalisation des majorations pour enfants et durée de service; l'attribution d'une prime de vacances sans condition de ressources; l'attribution de la retraite complémentaire au taux plein à soixante ans; le calcul de la retraite de veuve à 75 p. 100 de celle du conjoint décédé; le paiement de l'ensemble des retraites complémentaires par la caisse dont relève le dernier emploi; l'institution d'un régime complémentaire d'invalidité obligatoire pour toutes les professions salariées.

*T. V. A. (exonération en faveur de l'association socio-éducative
du lycée de l'Empéri à Salon [Bouches-du-Rhône]).*

32638. — 21 octobre 1976. — M. Rieubon attire l'attention de M. le Premier ministre (Economie et finances) sur un grave problème de T. V. A. qui se pose actuellement au lycée de l'Empéri à Salon. Il s'agit d'une imposition que devrait payer immédiatement l'association socio-éducative du lycée de l'Empéri. A ses origines en 1968, cette association portait le nom de coopérative scolaire du lycée d'Etat de l'Empéri, affiliée à l'office central de la coopération à l'école (O. C. C. E.), elle était formée de nombreux clubs, le premier de ceux-ci était l'internat animé par des élèves et un responsable adulte, le surveillant général; son activité était telle qu'on lui avait reconnu une autonomie de gestion à l'intérieur de la coopérative. Il y avait une buvette pour les élèves et des jeux (billard, baby-foot); le prix pratiqués étaient inférieurs à ceux pratiqués dans le commerce; avec les bénéfices réalisés, le foyer des élèves avait été équipé: télévision en couleur, magnétoscope, magnéphone, chaîne Hi-Fi, etc. Le service des contributions réclame aujourd'hui à l'association socio-éducative pour les années 72, 73, 74 et 75 la somme de 33 827,21 F au titre de la T. V. A. sur les recettes ainsi qu'une pénalité de 6 476,48 F, soit un total de 40 303,69 F. Un premier avertissement avait été adressé au lycée de l'Empéri au mois de juillet ainsi qu'un deuxième avertissement avec saisie au 18 octobre en cas de non-paiement. Or, il apparaît d'après l'article 7 de la loi de finances pour 1976 relatif à l'imposition à la T. V. A. des organismes à but non lucratif que l'association ne devrait pas payer de T. V. A. Une telle disposition serait en effet une iniquité, étant donné le caractère bénévole, éducatif et social de telles associations. Le principe de cette exonération a été rappelé par le précédent ministre des finances devant l'Assemblée

nationale le 23 octobre 1975. C'est pourquoi il lui demande d'intervenir rapidement afin que l'association socio-éducative du lycée d'Empéri soit effectivement exonérée de la T. V. A.

Salariés agricoles (droits à la retraite dès soixante ans).

32639. — 21 octobre 1976. — **M. Balmigère** expose à **M. le ministre de l'agriculture** que la loi du 30 décembre 1975 et le décret d'application du 10 mai 1976 concernant la retraite à soixante ans pour les travailleurs manuels, sont insuffisamment explicites, concernant le bénéfice de cette loi pour les salariés du régime agricole. Il lui rappelle que les salariés agricoles sont de ceux qui sont les plus soumis aux intempéries et qu'ils sont précisément astreints à des travaux pénibles et que, de ce fait, ils répondent pleinement aux critères de la loi du 30 décembre 1975. Il lui demande s'il ne considère pas qu'un additif au décret d'application pris le 10 mai 1976 s'impose, de façon à ce que soient très concrètement précisés les droits de ces salariés en la matière.

Salariés agricoles (droits à la retraite dès soixante ans).

32640. — 21 octobre 1976. — **M. Balmigère** expose à **M. le ministre de l'agriculture** que la loi du 30 décembre 1975 et le décret d'application du 10 mai 1976 concernant la retraite à soixante ans pour les travailleurs manuels sont insuffisamment explicites, concernant le bénéfice de cette loi pour les salariés du régime agricole. Il lui rappelle que les salariés agricoles sont de ceux qui sont les plus soumis aux intempéries et qu'ils sont précisément astreints à des travaux pénibles et que, de ce fait, ils répondent pleinement aux critères de la loi du 30 décembre 1975. Il lui demande s'il ne considère pas qu'un additif au décret d'application pris le 10 mai 1976 s'impose, de façon à ce que soient très concrètement précisés les droits de ces salariés en la matière.

Impôt sur le revenu (capacité de représentation et d'intervention d'un inspecteur central des impôts en matière de redressement fiscal).

32641. — 21 octobre 1976. — **M. Lamps** appelle l'attention de **M. le Premier ministre (Economie et finances)** sur les faits suivants : un contribuable qui a reçu pendant plusieurs années des notifications de redressement de son inspecteur central des impôts dont il dépend voit remettre en question, sur une vérification fiscale, l'interprétation de cet inspecteur central des impôts. Il est donc important que soit déterminée la qualité juridique d'un inspecteur central des impôts par rapport à un inspecteur chargé des vérifications. Si, conformément aux affirmations de l'inspecteur contrôleur, l'inspecteur central n'a pas qualité pour effectuer ces redressements, il apparaîtrait dans ces conditions que ses notifications seraient nulles et il y aurait donc lieu à faire restituer au contribuable les sommes versées par ce dernier. Dans le cas contraire, si les notifications de redressement doivent être considérées comme valables dans le sens juridique de la responsabilité des représentants du Trésor, elles apparaissent opposables à l'interprétation de l'inspecteur chargé des vérifications et, dans ces conditions, ce dernier ne peut mettre en cause les accords passés entre le contribuable et l'inspecteur central. Dans ces conditions, il lui demande quelle est l'interprétation qu'il entend donner sur la capacité de représentation et d'intervention d'un inspecteur central des impôts tant auprès du contribuable qu'à l'égard des services fiscaux.

Industrie textile (menace sur l'emploi des travailleurs de l'entreprise Tricot-Saint-Joseph à Bordeaux (Gironde)).

32642. — 21 octobre 1976. — **M. Villa** attire l'attention de **M. le ministre de l'industrie et de la recherche** sur les menaces de licenciements, de réduction d'horaires et peut-être aussi de fermeture qui pèsent sur l'entreprise Tricot-Saint-Joseph à Bordeaux. Cette entreprise fort connue sur le marché de vêtements en jersey et textile synthétique, employant mille soixante-neuf salariés dont 87 p. 100 de femmes, connaît des difficultés financières. Cependant, c'est une entreprise moderne à gestion par ordinateur, qui possède une ensemble technique et humain qui constitue un outil de travail de premier ordre. Son marché international est important. Le compte d'exploitation pour 1975 s'est chiffré à plus de 14 milliards d'anciens francs. La raison invoquée (« mauvaise gestion ») pour liquider cette entreprise est contestable et contestée par l'ensemble des organisations syndicales. Tricot-Saint-Joseph réalisait des profits jusqu'en 1972 et comptait mille trois cent trente salariés. Depuis, l'entrée en force des banques dans « l'affaire » et l'accentuation de la politique « vers l'exportation à tout prix » ont fait de cette

entreprise florissante une entreprise en pré-liquidation si des mesures de grande ampleur ne sont pas prises immédiatement par le gouvernement pour la sauver. L'institut de développement industriel, qui connaît bien la question, pourrait, avec les banques nationalisées : Crédit lyonnais, B. N. P., Société générale, aider au sauvetage d'une entreprise régionale indispensable au maintien de l'activité économique et de l'emploi à Bordeaux. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre : 1° pour donner à Tricot-Saint-Joseph les moyens financiers lui permettant de maintenir son activité industrielle et donc l'emploi ; 2° pour assurer à tous les salariés, qui ne sont pas responsables de la situation actuelle, du travail et cela sans réduction d'horaires ou remise en cause des droits acquis.

Etablissements secondaires (effectifs insuffisants de personnel au lycée Darchicourt d'Hénin-Beaumont (Pas-de-Calais)).

32643. — 21 octobre 1976. — **M. Legrand** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur les difficultés du lycée Darchicourt d'Hénin-Beaumont (Pas-de-Calais) pour assurer de bonnes conditions de travail des enseignants et d'étude des élèves. Quatre semaines après la rentrée, la situation est la suivante : les classes de seconde restent surchargées à 37 élèves par classe. Il n'existe que quatre surveillants pour 710 élèves. Certains cours ne sont pas toujours assurés — absence de sciences physiques en première A3 et A4, première A2, A1 et A5, absence de philosophie en terminale D4, absence de français en seconde A3, A5, terminale D et terminale C. Cette situation est inadmissible puisqu'il y a actuellement trois cents maîtres non nommés dans l'académie de Lille.

Emploi (licenciements et contrats de travail non renouvelés à l'usine « R. C. C. Isolation » de Montmurat (Cantal)).

32647. — 21 octobre 1976. — **M. Pranchère** demande à **M. le ministre du travail** : 1° le nombre des licenciements prononcés, quelle qu'en soit la raison ; le nombre de contrats de travail non renouvelés depuis l'ouverture de l'usine « R. C. C. Isolation », à Montmurat (Cantal)

Etablissements secondaires (pénurie de personnel au lycée agricole d'Aahun (Creuse)).

32648. — 21 octobre 1976. — **Mme Constans** attire l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur la situation du lycée agricole d'Aahun (Creuse). A la rentrée 1976, dans ce lycée dont le nombre d'élèves, externes et internes, est en augmentation et dont le recrutement dépasse largement le cadre du département et du Limousin, en raison de l'existence de sections spécialisées uniques en France, le poste de directeur, plusieurs postes d'enseignant et de personnel de service n'ont pas été pourvus. Il y a sept agents de service pour servir 1 200 repas par jour ; un surveillant pour 127 élèves (quatre surveillants pour six dortoirs). Elle lui demande quelles mesures il compte prendre, notamment en matière de créations de postes, pour assurer le fonctionnement normal de cet établissement. D'autre part, elle lui demande s'il est exact qu'il soit question de restructurer l'enseignement agricole dans la région Limousin et dans l'ensemble de la France ; si oui, quel est l'avenir réservé au lycée d'Aahun et si les organismes professionnels et les instances élues départementales et régionales ont été consultées.

Formation professionnelle et promotion sociale (renforcement des attributions des comités d'établissement en matière de formation continue).

32649. — 21 octobre 1976. — **M. Kalinsky** attire l'attention de **M. le Premier ministre (Fonction publique)** sur la nécessité de renforcer les attributions des comités d'établissement en matière de formation continue. La loi du 3 décembre 1966 a en effet créé une commission spécialisée compétente au niveau du comité d'établissement pour les établissements de plus de 300 salariés. Ces dispositions n'ont pas été abrogées par la loi du 16 juillet 1971 portant organisation de la formation continue. L'article 15 de cette loi prévoit la consultation obligatoire du comité d'entreprise, tandis que l'article 7 prévoit l'attribution des congés de formation au niveau de l'établissement. L'article 15 du décret d'application du 10 décembre 1971 prévoit que « les comités d'entreprise ou d'établissement (et leurs commissions spécialisées s'il y a lieu) sont consultés sur les problèmes généraux relatifs à l'application du décret, sur les possibilités de congé qui ont été ouvertes aux travailleurs, les conditions dans lesquelles ces congés ont été accordés ainsi que sur les résultats obtenus ». Il résulte de cette réglementation, ainsi que cela a été précisé dans les circulaires d'application, que

le comité d'établissement et sa commission spécialisée doivent obligatoirement être consultés. Il s'agit d'ailleurs d'une question de simple bon sens, car un comité central d'entreprise regroupant des dizaines d'établissements ne peut être en mesure d'exercer un contrôle véritable. Or de nombreuses entreprises entendent précisément échapper à cette obligation légale sous le prétexte que le comité d'établissement, dont la compétence est limitée à celle du chef d'établissement, ne serait pas qualifié pour exercer ce contrôle. Cette interprétation a été confirmée par certaines décisions judiciaires, où les tribunaux s'en sont tenus à l'affirmation par l'entreprise que le chef d'établissement n'était pas compétent en matière de formation continue. Il lui demande en conséquence quelles dispositions il entend prendre pour permettre aux comités d'établissement d'exercer leurs prérogatives en matière de formation continue.

*Etablissements universitaires
(conditions de fonctionnement de l'universités de Paris-I - Tolbiac).*

32652. — 21 octobre 1976. — Mme Moreau attire l'attention de M. le secrétaire d'Etat aux universités sur les conditions extrêmement difficiles dans lesquelles se présente la rentrée à Paris-I-Tolbiac du fait des restrictions de crédit. En effet, le budget de Paris-I voit cette année les crédits en heures complémentaires réduits de 46 p. 100. En deux ans, ils passent de 90 000 heures à 40 000 heures. De nombreux enseignants, dans certaines U. E. R., sont payés sur ces heures, ce qui implique, pour cette rentrée, la suppression de certains T. D., la diminution des semaines de T. D. durant l'année, la surcharge en nombre d'étudiants de ces T. D., c'est-à-dire la dévalorisation importante des enseignements, des conditions encore plus déplorables pour le travail des enseignants et des étudiants. Cette situation entraîne dans certaines U. E. R. une situation dramatique. Par exemple, l'U. E. R. d'art et d'archéologie voit ses crédits réduits de 60 p. 100. Dans ce domaine, le centre de Saint-Charles, l'U. E. R. d'arts plastiques de Tolbiac est le secteur le plus touché. Ce centre assure, au niveau national, la principale formation des plasticiens. Les quelques petites U. E. R. de province existantes dans ce domaine, à Lille, Bordeaux et Aix-en-Provence, connaissent d'ailleurs les mêmes difficultés avec la réduction importante des enseignements, disparition des U. V. (à options et autres), la suppression de T. D., la dévalorisation extrêmement importante d'un enseignement jugé « non rentable » par le pouvoir. L'ensemble de ces difficultés compromet la préparation aux concours du C. A. P. E. S. et de l'agrégation. Elle lui demande quelles mesures elle compte prendre en faveur de bonnes conditions de fonctionnement de l'université Paris-I, et notamment le maintien de tous les enseignements dans l'U. E. R. d'arts plastiques et des préparations aux concours du C. A. P. E. S. et de l'agrégation.

Enseignement technique (carence par insuffisance d'établissements et d'enseignants dans l'Essonne).

32656. — 22 octobre 1976. — M. Juquin appelle l'attention de M. le ministre de l'éducation sur la gravité des carences que subit l'enseignement technique dans le département de l'Essonne. Pour les C. E. T., 30 à 40 p. 100 des postulants ont été refusés faute de places. De nombreuses villes : 15 000 à 30 000 habitants ne possèdent pas de C. E. T. ; ainsi Ris-Orangis, où le taux d'admission en C. E. T. est inférieur à 65 p. 100 ; Draveil, où l'on contraint des élèves titulaires du brevet à redoubler la troisième faute d'accueil en C. E. T. ; Vigneux, où un seul C. E. T. dénombre seize élèves non admis en C. E. T. par manque de places. Dans les lycées techniques, de nombreuses classes sont surchargées, de nombreuses entrées en seconde sont refusées, les redoublants sont souvent éliminés. Sans parler du manque de professeurs et de matériel, qui aggrave encore la pénurie là où les établissements existent. Si plusieurs C. E. T. ne sont pas ouverts à la rentrée prochaine et si des opérations prévues, comme la deuxième tranche du lycée d'Orsay, ne sont pas réalisées pour la même date, c'est d'un véritable désastre de l'enseignement technique qu'il faudra parler dans l'Essonne. Il lui demande quelles mesures d'urgence il compte prendre pour assurer les mises en chantier qui permettront de redresser cette situation.

*Rectorat de Versailles
(développement inquiétant de l'autoritarisme).*

32658. — 22 octobre 1976. — M. Juquin appelle l'attention de M. le ministre de l'éducation sur le développement inquiétant de l'autoritarisme dans l'académie de Versailles. Le rectorat multiplie les atteintes aux droits et garanties des personnels, refuse de

recevoir les organisations syndicales et les associations de parents d'élèves, ne répond même pas aux lettres des élus de la nation. Une partie de la presse ayant cité ce comportement comme un exemple à suivre, il lui demande : 1° ce qu'il pense de cette assertion préoccupante ; 2° quelles mesures il compte prendre pour mettre un terme à des pratiques contraires à l'intérêt du service public d'éducation comme à tout esprit de négociation et de démocratie.

Etablissements secondaires (création d'un poste d'enseignant de mathématiques au C. E. T. de Morsang-sur-Orge (Essonne)).

32660. — 22 octobre 1976. — M. Juquin signale à M. le ministre de l'éducation qu'un poste comportant quinze heures de mathématiques n'a pas été reconduit, cette année, au C. E. T. de Morsang-sur-Orge (Essonne). Déjà, l'an dernier, l'enseignement des mathématiques a, dans ce collège, fait défaut aux élèves passant un B. E. P. ou un C. A. P. Cette carence a entraîné des résultats désastreux aux examens pour certaines spécialités. Le rectorat de l'académie de Versailles avait pris l'engagement d'ouvrir le poste nécessaire. Il lui demande quelles mesures d'urgence il compte prendre pour remédier à cette situation.

Education physique et sportive (pénurie d'enseignants dans les C. E. S. de l'académie de Versailles)

32661. — 22 octobre 1976. — M. Juquin signale à M. le ministre de l'éducation (Jeunesse et sports) que, dans de nombreuses classes de C. E. S. de l'académie de Versailles, l'éducation physique et sportive est soit réduite, soit même supprimée pour certaines classes par manque d'enseignants. L'éducation physique et sportive à l'école constitue un élément très important de culture générale et de développement de la personnalité. C'est la base du redressement sportif dont la nation a besoin. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour créer les postes nécessaires à un enseignement correct de l'éducation physique et sportive dans tous les C. E. S.

Ecoles primaires (rétablissement de la demi-décharge au profit de la directrice du groupe scolaire de Saulx-les-Chartreux (Essonne)).

32663. — 22 octobre 1976. — M. Juquin appelle l'attention de M. le ministre de l'éducation sur la suppression d'une demi-décharge de directrice au groupe scolaire primaire de Saulx-les-Chartreux (Essonne). Cette décision est d'autant plus injustifiée que ce groupe scolaire présente la particularité de comprendre deux écoles séparées de 2 kilomètres, l'une composée de trois classes, l'autre de six classes. Il lui demande s'il compte annuler cette décision, préjudiciable aux enfants.

Etablissements secondaires (création d'un poste de documentaliste au C. E. S. « Les Gâtines » de Savigny-sur-Orge (Essonne)).

32664. — 22 octobre 1976. — M. Juquin signale à M. le ministre de l'éducation l'absence persistante d'un poste de documentaliste au C. E. S. « Les Gâtines », à Savigny-sur-Orge (Essonne). Cet établissement, d'environ 1 200 élèves, possède un fonds de documentation et des locaux spécialisés qui restent, pour l'essentiel, inutilisés malgré les palliatifs imaginés par la direction et les enseignants. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour créer le poste nécessaire.

Unités combattantes (classement des personnels de maintenance des flottilles, escadrons de chasse engagés en Algérie).

32665. — 22 octobre 1976. — M. Juquin demande à M. le ministre de la défense si tous les personnels de maintenance des flottilles, escadrons de chasse et autres unités analogues qui ont été engagés dans la guerre l'Algérie sont comptés au titre des unités combattantes. Au cas où il n'en serait pas ainsi, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour corriger cette anomalie.

*Unités combattantes
(publication rapide des listes d'unités combattantes en Algérie).*

32666. — 22 octobre 1976. — M. Juquin expose à M. le ministre de la défense que de nombreux anciens combattants d'Algérie s'inquiètent de l'extrême lenteur qui préside à la publication des listes d'unités combattantes. Huit listes seulement ont paru à ce jour.

Un grand nombre d'unités ne sont pas encore publiées, en particulier l'ensemble de la marine et les sections d'hélicoptères de l'armée de l'air. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour assurer la publication rapide de toutes les listes.

*Emploi (menaces de licenciements
à la société Pataud S. A., de Grenoble (Isère)).*

32669. — 22 octobre 1976. — M. Malsonnat attire l'attention de M. le ministre du travail sur les menaces pesant sur l'emploi des salariés de la société Pataud S. A., dont le siège social est situé 10, rue Edouard Vaillant, à Grenoble. La direction envisage le licenciement de 31 salariés, et ce quelques mois seulement après l'élaboration d'un plan de restructuration pour lequel 15 licenciements avaient été demandés et acceptés par l'inspection du travail. Or ce plan n'a jamais été suivi d'effet et, aujourd'hui, la direction demande le licenciement des salariés restant. Dans ces conditions, les pouvoirs publics doivent exiger le respect des engagements pris devant eux et refuser en tout état de cause les licenciements demandés. Il lui demande de prendre toutes les mesures nécessaires en ce sens.

*Industrie mécanique (sauvegarde des capacités de production
et de l'emploi dans le secteur de la machine-outil)*

32670. — 22 octobre 1976. — M. Laurent rappelle à M. le ministre de l'industrie et de la recherche qu'au début de 1976, dans l'exposé de son plan sectoriel, il avait annoncé un développement de la production de la machine-outil. Au printemps de la même année, l'affirmation a été renouvelée dans le cadre des effets bienfaisants de la reprise économique : célébrée avec ostentation. Or les faits survenus depuis la rentrée sont à l'inverse des prévisions officielles. De nombreux établissements sont touchés par d'importants licenciements et réductions d'activité. Ernauld Somua, Renault machine-outil et Acma, du groupe Renault, G. S. P., Cazeneuve, Supemec, toutes entreprises pilotes dans l'industrie de biens d'équipement, groupant plus de 3 000 travailleurs, soit un dixième des salariés en cause. Rappelant qu'il s'agit d'une branche unanimement reconnue comme vitale, de travailleurs hautement qualifiés, il serait désireux d'obtenir connaissance des mesures d'urgence pour préserver les capacités de production d'un secteur de pointe pour l'économie française et, en conséquence, pour y préserver l'emploi des travailleurs.

*Etablissements secondaires (pénurie d'enseignants
au C. E. T. industriel de Nœux-les-Mines (Pas-de-Calais)).*

32671. — 22 octobre 1976. — M. Maurice Andrieux attire l'attention de M. le ministre de l'éducation sur les problèmes graves qui se posent au C. E. T. industriel de Nœux-les-Mines après cette rentrée scolaire. Le nombre d'enseignants a diminué alors que le nombre d'élèves augmente, en effet cet établissement accueillait, pendant l'année scolaire 1975-1976, 550 élèves et 13 professeurs assurant l'enseignement. En 1976-1977, il y a 597 élèves en mécanique ; une section supplémentaire a été créée et l'enseignement n'est plus assuré que par 12 enseignants, de sorte que 18 heures hebdomadaires d'enseignement en atelier ne peuvent être dispensées pour une section de mécaniciens-ajusteurs. Les parents d'élèves s'inquiètent et souhaitent que leurs enfants poursuivent leurs études et leur formation dans des conditions normales. Il lui demande s'il n'estime pas urgent et nécessaire de prévoir dans les meilleurs délais la création de postes d'enseignants dans l'intérêt même des enfants qui fréquentent cet établissement.

*Urbanisme (construction du pont de Pie Lacroix à Rouen
(Seine-Maritime)).*

32674. — 22 octobre 1976. — M. Leroy attire l'attention de M. le ministre de l'aménagement du territoire sur la nécessité urgente de la construction du pont de l'île Laacroix. Alors que l'aggravation des problèmes de circulation automobile a pour conséquence l'augmentation des nuisances (bruit, pollution de l'air, etc.) dans la ville de Rouen, une telle initiative permettrait de résoudre partiellement la situation. De plus, les accords signés par les syndicats et la direction de la C. F. E. M. montrent clairement que l'avenir de cette entreprise dépend des commandes qui lui seront faites. S'il refusait la construction immédiate du pont de l'île Laacroix par la C. F. E. M., le Gouvernement prendrait donc la responsabilité de l'accroissement de la pollution à Rouen et de licenciements massifs dans les prochains mois. En conséquence, il lui demande quelles mesures il entend prendre pour qu'une telle initiative voie rapidement le jour.

Personnes âgées et invalides (carte de priorité).

32676. — 22 octobre 1976. — M. de Benouville appelle l'attention de Mme le ministre de la santé sur les grandes difficultés que rencontrent les personnes âgées et invalides lorsque l'affluence les oblige à faire longtemps la queue chez les commerçants. Une mesure humanitaire facile à prendre et peu coûteuse serait de leur attribuer, à partir d'une invalidité de 85 p. 100, une carte de priorité valable aussi bien auprès des administrations que du commerce privé. Malgré les difficultés que l'on pourrait mettre en avant pour refuser la création d'une telle carte, la disparition progressive de la bonne éducation la plus élémentaire rendant chaque jour plus périlleuse la situation des invalides, il lui demande quelles mesures elle compte prendre pour faire créer cette carte de priorité et en faire rendre la validité obligatoire.

Fonctionnaires (capital décès).

32677. — 22 octobre 1976. — M. Berger expose à M. le Premier ministre (Economie et finances) qu'un fonctionnaire d'Etat, divorcé et sans enfant, a trouvé la mort dans un accident de voiture. Les démarches entreprises en vue de faire bénéficier sa mère du capital décès prévu en cas de décès d'un agent de la fonction publique n'ont pu aboutir, le motif invoqué étant que cette personne, passible de l'impôt sur le revenu, n'était pas considérée comme étant à la charge de son fils. Or, elle était, pour l'année 1974, imposable sur un revenu de 10 500 francs et l'impôt qu'elle a versé en 1975 s'élevait à 197 francs. La modicité de ses ressources implique de toute évidence que cette personne était à la charge de son fils. Il lui demande en conséquence qu'une situation de ce genre soit examinée sans formalisme excessif et que, dans le cas particulier qu'il a exposé, le droit au capital décès reste ouvert en envisageant, à défaut du paiement intégral de ce capital, le versement du montant de celui-ci diminué des revenus annuels de la bénéficiaire.

Crédit (assouplissement des normes d'encadrement du crédit).

32679. — 22 octobre 1976. — M. Boscher expose à M. le Premier ministre (Economie et finances) que les mesures restrictives portant sur les crédits bancaires frappent — au même titre que les autres entreprises — les entreprises dont l'activité a pour objet la réalisation de matériaux destinés à concourir à l'économie d'énergie, notamment dans le domaine du bâtiment. Il lui demande, compte tenu de l'intérêt national qui s'attache à ces économies, s'il ne lui paraît pas opportun de faciliter, comme c'est le cas pour les industries exportatrices, les demandes de crédits bancaires pour ce type d'entreprises.

Education (financement des syndicats universitaires).

32681. — 22 octobre 1976. — M. Cressard demande à M. le ministre de l'éducation s'il peut lui indiquer si le placard publicitaire publié sur un quart de page de la revue hebdomadaire *L'Université syndicaliste* du 6 octobre 1976, organe du syndicat national de l'enseignement secondaire (S. N. E. S.) affilié à la fédération de l'éducation nationale, aux frais de l'institut national de la recherche et de la documentation pédagogiques, et portant le seul slogan « A chaque époque, sa pédagogie... » au-dessus de la photographie d'une salle de classe en 1907 a un autre but que d'alimenter les ressources de cette revue syndicale. Ces « communiqués publicitaires » font-ils partie, comme la franchise postale utilisée par le syndicat national de l'administration universitaire (S. N. A. U.-F. E. N.) et déjà signalée dans la question écrite n° 24429 du 28 novembre 1975, d'une politique délibérée de certains services du ministère de l'éducation nationale tendant à favoriser le développement des syndicats de la F. E. N. au détriment des autres syndicats universitaires. Il lui demande comment il envisage de dédommager, dans le cadre d'une société libérale et pluraliste, les syndicats concurrents du S. N. E. S., qui ne peuvent compter, eux, que sur les cotisations de leurs adhérents pour financer leurs publications.

*Plus-value foncière (régime applicable en cas de cession de terrain
à une société d'économie mixte).*

32682. — 22 octobre 1976. — M. Cressard rappelle à M. le Premier ministre (Economie et finances) que l'article 150 ter (3^o), dernier alinéa, du code général des impôts dispose que les pourcentages à retenir pour la détermination de la fraction taxable de la plus-value sur terrain à bâtir sont diminués de dix points lorsque la plus-value est dégagée à l'occasion de la cession à titre onéreux

de terrains non bâtis ou des droits portant sur ces terrains à l'Etat, aux collectivités publiques et aux collectivités locales. L'article 150 ter (3°) du code général des impôts précise, par ailleurs, que le même régime s'applique en cas de cession à des organismes d'habitation à loyer modéré et leurs unions ou à des organismes dont la liste sera établie par décret. L'administration fiscale a précisé à plusieurs reprises (réponse à M. Auguste Pinton, sénateur, *Journal officiel* du 9 août 1967, Débats du Sénat, page 886, n° 5566) que le décret prévu au paragraphe 3 de l'article 150 ter du code général des impôts fera bénéficier de l'abattement supplémentaire de dix points les plus-values afférentes aux cessions consenties au profit des sociétés d'économie mixte de construction immobilière, d'aménagement ou de rénovation urbaine, dont les statuts sont conformes aux clauses types annexées au décret n° 60-553 du 1^{er} juin 1960 et dont la majeure partie du capital est détenue par les collectivités publiques. Il lui demande, dans la mesure où le décret ne serait pas sur le point d'être publié et ne serait pas assorti de mesures rétroactives, si l'équité ne devrait pas le conduire à donner toutes instructions nécessaires à ses agents pour qu'ils donnent une suite favorable aux réclamations des contribuables expropriés qui ont été contraints de céder à une société d'économie mixte le terrain dont ils étaient propriétaires. En effet, la règle est désormais que l'expropriation pour cause d'utilité publique soit exercée au profit de sociétés d'économie mixte de construction immobilière, d'aménagement ou de rénovation urbaine et il est contraire à la logique et à l'équité que le régime soit différent suivant la qualité de l'acquéreur, le choix de celui-ci ne dépendant pas de la volonté de l'exproprié.

Médecins (prise en compte du service national pour le calcul de l'ancienneté d'un assistant hospitalo-universitaire).

32683. — 22 octobre 1976. — M. Xavier Hamelin expose à Mme le secrétaire d'Etat aux universités la situation d'un médecin qui, titulaire d'un doctorat en médecine depuis 1972, a été nommé en janvier 1973 chargé des fonctions d'assistant à l'université de Lyon et d'assistant des hôpitaux. L'intéressé est devenu titulaire du poste à partir de juillet 1973 avec un contrat de quatre ans. Un de ses collègues, de la même promotion et de la même ancienneté, a été nommé dans les mêmes grades et les mêmes services aux mêmes dates. Le premier de ces deux médecins a effectué son service national pendant seize mois comme volontaire du service national actif de septembre 1973 à décembre 1974. Il a rempli à cette occasion, comme coopérant, des fonctions universitaires d'enseignement et de recherches dans une université étrangères, fonctions analogues à celles qu'il remplissait avant son départ au service national. A sa libération, il a été réintégré dans son poste hospitalo-universitaire sans aucune difficulté. Durant cette période, le collègue nommé en même temps que lui, ayant été réformé, continuait son service hospitalo-universitaire, chaque mois accompli dans ces fonctions comptant pour le calcul de son ancienneté professionnelle. Après deux ans d'ancienneté, les assistants bi-appartenant bénéficient d'une progression d'un échelon avec une augmentation substantielle de traitement. Après trois années d'ancienneté et pourvu qu'ils soient inscrits sur la liste nationale d'aptitude B aux fonctions de chef de travaux pratiques et qu'ils soient acceptés par leur U. E. R. de rattachement, ils sont titularisés en qualité de chef de travaux des universités - assistant des hôpitaux. Les deux médecins dont la situation vient d'être exposée remplissent les conditions d'ancienneté qui viennent d'être évoquées. Celui qui n'a pas accompli son service national a vu prendre en compte son ancienneté réelle avec application des promotions et des nominations aux dates normales. En revanche, celui qui a accompli son service national n'a pas vu prendre en compte son ancienneté de service national actif et il est victime d'un handicap de seize mois de retard dans le déroulement de sa carrière. Bien qu'ayant été nommé depuis plus de trois ans assistant bi-appartenant et bien qu'étant inscrit sur la liste nationale d'aptitude B, il reste maintenu au premier échelon des assistants. Il semble que cette situation tient au fait que le service national militaire n'est pas pris en compte dans le déroulement de carrière des assistants des hôpitaux, assistants des universités qui sont des personnels contractuels recrutés à titre temporaire. Cette prise en compte n'intervient que lorsque les intéressés sont intégrés comme titulaires dans le corps des chefs de travaux. La comparaison entre les carrières des deux médecins en cause montre bien que les jeunes médecins qui effectuent le service national actif sont pénalisés, ce qui est extrêmement regrettable. Il paraîtrait normal que celui de ces médecins qui a été coopérant dans une université étrangère avec des fonctions analogues à celles qu'il remplissait dans une université française voie prendre en compte la durée du service national qu'il a effectué. Il serait également normal que cette prise en compte puisse intervenir dans le cas où un assistant bi-appartenant aurait effectué son service national comme médecin dans un corps de troupes. Dans un cas comme dans l'autre, il n'y a aucune raison que des

assistants dans cette situation soient handicapés par rapport à ceux qui n'ont pas effectué leur service militaire. Il lui demande donc de bien vouloir, au besoin, en accord avec son collègue, M. le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (Fonction publique), trouver une solution afin de remédier à des cas analogues à celui qu'il vient de lui exposer.

Rhum (contingent tarifaire d'importation de rhums en provenance de Madagascar).

32685. — 22 octobre 1976. — M. Petit expose à M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur (Départements et territoires d'outre-mer), qu'aux termes du protocole 7 annexé à la convention de Lomé, passée entre les Etats membres de la C. E. E. et les pays A. C. P., la Communauté fixe, chaque année, les quantités de produits de la sous-position n° 22-09 CI du tarif douanier commun (rhum,arak, tafias), qui peuvent être importées dans la C. E. E. en exemption de droit de douane et de taxes d'effet équivalent. Le contingent tarifaire attribué aux A. C. P., sur la France, avait été fixé par décision du conseil des ministres de la Communauté pour la période du 1^{er} juillet 1975 au 30 juin 1976, à 6 000 HAP. Or, ce contingent a été porté, pour la période du 1^{er} juillet 1976 au 30 juin 1977 à 12 051 HAP par règlement du conseil de la C. E. E. n° 1464/76 du 21 juin 1976. Ce volume aurait été obtenu à partir des statistiques d'importation en France de rhum de Madagascar, au cours de l'année 1974, sous les régimes suivants : rhum contingenté, 4 770 HAF ; rhum hors contingent, 5 900 HAP ; total, 10 670 HAP, soit, compte tenu du taux de croissance annuel de 13 p. 100, prévu au protocole rhum de la convention de Lomé, 12 051 HAP. Les organisations professionnelles de la production rhumière des D. O. M. se sont inquiétées de savoir comment des quantités aussi importantes de rhum hors contingent de Madagascar ont pu être introduites et mises sur le marché français. C'est alors que l'on s'est aperçu que, par suite d'une anomalie des textes, le rhum hors contingent de Madagascar se voit appliquer, lors de son importation en France, une taxe d'environ 380 francs par HAP, soit à peu près la moitié de la soule applicable au rhum hors contingent en provenance des départements d'outre-mer français, laquelle est actuellement de 670 francs par HAP. Cette anomalie résulte, semble-t-il, d'une lacune de l'article 270 du chapitre 1^{er} du titre II de l'annexe II du code général des impôts, instituée par l'article 2 du décret n° 74-91 du 6 février 1974 (J. O. du 8 février 1974) qui fixe le montant de la soule applicable aux rhums introduits en France, en sus du contingent fixé par l'article 383 du code général des impôts. Ce texte, qui abroge et remplace l'article 389 du code, ne vise expressément, en effet, que les rhums et tafias des départements d'outre-mer, alors que le texte de l'ancien article 389 s'appliquait aux rhums et tafias des départements et territoires d'outre-mer et des pays de la zone franc ayant passé avec la France des accords à cet effet. Il résulte de cette lacune que Madagascar, qui bénéficie déjà d'un privilège exorbitant, lui attribuant comme aux D. O. M. un contingent en franchise de tout droit et soule, se voit appliquer pour ses rhums hors contingent, un régime beaucoup plus favorable que celui appliqué aux rhums des D. O. M. Il lui demande quelles dispositions il entend faire prendre pour mettre fin à cette situation profondément choquante, en réparant la lacune de l'article 270 précitée de l'annexe II du code général des impôts.

Industrie automobile (mesures en faveur des professionnels et artisans de ce secteur).

32688. — 22 octobre 1976. — M. Robert Fabre expose à M. le Premier ministre (Economie et finances) les difficultés dans lesquelles sont engagés les professionnels et artisans du secteur de l'automobile, du fait de la hausse de la taxe intérieure sur les produits pétroliers. La règle du paiement comptant à la livraison et les instructions reçues par les banques, afin qu'aucun crédit particulier ne soit débloqué, placent les trésoreries des petites entreprises et des ateliers artisanaux devant d'insurmontables difficultés. Il lui demande de consulter les organisations représentatives des secteurs intéressés et de prendre les mesures réglementaires nécessaires afin de prévoir une période et garantir les modalités propres à cette transition.

Taxe professionnelle (taux de cet impôt).

32690. — 22 octobre 1976. — M. Jacques Delong attire l'attention de M. le Premier ministre (Economie et finances) sur l'augmentation excessive de la taxe professionnelle dont le recouvrement est actuellement en cours. En principe, la réforme de la fiscalité directe locale n'aurait pas dû avoir d'effet, avant 1978, puisque les produits à recouvrer devraient être établis selon les mêmes

règles que l'ancienne patente. En fait, il n'en est rien et on constate dans le département de la Haute-Marne en particulier des augmentations de 50 à 60 p. 100 par rapport aux feuilles d'imposition de 1975. Ces augmentations sont fort mal accueillies et à juste titre, surtout en période de stabilisation des prix et il n'y a aucune raison pour que la fiscalité locale ne donne pas l'exemple de la modération. En conséquence, il lui demande ce qu'il compte faire pour remédier à ces hausses aussi irritantes qu'injustifiées.

Hydrocarbures (remises consenties à la vente au détail).

32691. — 22 octobre 1976. — **M. Briane** attire l'attention de **M. le Premier ministre (Economie et finances)** sur les abus auxquels donne lieu le marché des produits pétroliers. D'importantes remises ont été consenties en septembre 1975 et en juillet 1976 à la vente au détail et leur limitation à six centimes par voie autoritaire ne résoud rien en ce qui concerne le fond du problème. Les marges de ces points de vente privilégiés (grandes surfaces, magasins à succursales multiples) atteignent quarante-cinq centimes (9 à 10 centimes de marge + 35 centimes de remise) soit cinq fois la marge habituellement consentie au secteur traditionnel de vente au détail qui est de neuf à dix centimes suivant le produit distribué. Il lui demande s'il n'estime pas indispensable de prendre toutes dispositions utiles afin de faire respecter dans ce secteur les règles de la concurrence en obtenant que les fournisseurs pétroliers consentent les mêmes conditions d'achat à toutes les entreprises de vente au détail, qu'il s'agisse du secteur traditionnel ou des grandes surfaces et des magasins à succursales multiples ce qui permettrait à tous les consommateurs de profiter des rabais actuellement pratiqués par certains points de vente.

Hydrocarbures (remises consenties à la vente au détail).

32692. — 22 octobre 1976. — **M. Briane** attire l'attention de **M. le ministre du commerce et de l'artisanat** sur les abus auxquels donne lieu le marché des produits pétroliers. D'importantes remises ont été consenties en septembre 1975 et en juillet 1976 à la vente au détail et leur limitation à six centimes par voie autoritaire ne résoud rien en ce qui concerne le fond du problème. Les marges de ces points de vente privilégiés (grandes surfaces, magasins à succursales multiples), atteignent quarante-cinq centimes (9 à 10 centimes de marge + 35 centimes de remise) soit cinq fois la marge habituellement consentie au secteur traditionnel de vente au détail qui est de neuf à dix centimes suivant le produit distribué. Il lui demande s'il n'estime pas indispensable de prendre toutes dispositions utiles afin de faire respecter dans ce secteur les règles de la concurrence en obtenant que les fournisseurs pétroliers consentent les mêmes conditions d'achat à toutes les entreprises de vente au détail, qu'il s'agisse du secteur traditionnel ou des grandes surfaces et des magasins à succursales multiples, ce qui permettrait à tous les consommateurs de profiter des rabais actuellement pratiqués par certains points de vente.

Calamités agricoles (financement du fonds national de garantie).

32694. — 22 octobre 1976. — **M. Frédéric-Dupont** rappelle à **M. le ministre de l'agriculture** que la loi du 10 juillet 1964 a créé un fonds national de garantie pour l'indemnisation des calamités agricoles, notamment dégâts des eaux, sécheresse, et que ce fonds est alimenté par une taxe spéciale supplémentaire de 10 p. 100 sur les polices incendie et sur les assurances agricoles (grêle, mortalité du bétail, etc.). Le parlementaire susvisé demande quel a été depuis 1964 le montant des sommes recouvrées à ce titre et dans quelle mesure ces sommes ont pu servir à l'indemnisation prévue pour les victimes de la sécheresse de l'été dernier.

Valeurs mobilières (date d'application de la taxation sur les plus-values aux porteurs de parts de société).

32695. — 23 octobre 1976. — **M. Charles Bignon** demande à **M. le Premier ministre (Economie et finances)** de bien vouloir préciser un élément d'application de la loi n° 76-660 du 19 juillet 1976. En effet, si la loi dans son article 1^{er} stipule qu'elle s'applique aux plus-values lors de la cession à titre onéreux de biens et de droits de toute nature, elle prévoit aussi à l'article 6 (3^e et 2^e alinéa) une exception pour les valeurs mobilières à revenu variable. L'expression « valeurs mobilières » pourrait être considérée de façon très restrictive et ne s'appliquant qu'aux titres négociables, à l'exception de droits sociaux, c'est-à-dire des actions ou parts de sociétés qui ne sont cessibles que dans les conditions du droit civil. Une telle interprétation aurait des conséquences très regrettables,

en particulier pour les parts de S. A. R. L., alors que celles-ci sont généralement soumises au même régime fiscal que les actions. Il ajoute que l'article 160 du code général des impôts, qui n'a pas été abrogé, a une valeur générale. Il lui demande donc si l'application de la loi au 1^{er} janvier 1977 prendra effet pour les porteurs de parts de S. A. R. L. de sociétés civiles, de sociétés en nom collectif et de sociétés en commandite simple, ou bien si l'assimilation qui lui paraît normale et qui devrait être précisée reportera la prise d'effet de la loi au 1^{er} janvier 1978, comme cela est prévu à l'article 13 pour les valeurs mobilières.

Sécurité sociale (modalités d'affiliation des religieux et religieuses exerçant des activités enseignantes ou hospitalières).

32696. — 23 octobre 1976. — **M. Bolo** rappelle à **M. le ministre du travail** que la Cour de cassation ayant été appelée à diverses reprises à se prononcer sur le problème de l'affiliation à la sécurité sociale des religieux et religieuses exerçant des activités enseignantes ou hospitalières a jugé que l'appartenance à une congrégation religieuse ne faisait pas obstacle à la conclusion par le religieux d'un contrat de travail entraînant son affiliation à la sécurité sociale. Le ministère de la santé publique et de la sécurité sociale a admis il y a plusieurs années que les intéressés pouvaient au titre de la loi du 13 juillet 1962 demander le rachat des cotisations d'assurance vieillesse afférentes aux périodes antérieures au 1^{er} janvier 1973 durant lesquelles ils ont exercé leurs activités, dans la mesure où ils peuvent justifier des engagements les liant aux établissements qui les employaient. Ces rachats devaient cependant être effectués avant le 1^{er} janvier 1974. Il lui expose à cet égard qu'une religieuse ayant demandé à bénéficier de ces dispositions s'est vu répondre par la caisse de sécurité sociale que l'affiliation aux assurances sociales des religieux professant dans un établissement d'enseignement privé n'a jamais fait l'objet d'une disposition spéciale légale ou réglementaire ; la caisse ajoutait que s'étant référée à la jurisprudence constante intervenue en la matière et ayant constaté que la demanderesse ne pouvait justifier d'un contrat personnel de travail, elle ne pouvait que rejeter la demande de rachat de cotisations. Il était précisé que le contrat personnel de travail doit être délivré par l'inspection académique. S'agissant d'activités enseignantes exercées avant le 31 décembre 1959 (loi Debré), il est bien évident que l'inspection académique ne peut délivrer un contrat personnel de travail. La religieuse en cause avait simplement présenté une attestation de la supérieure de cette congrégation disant qu'elle avait été employée comme enseignante dans l'école de cette congrégation de 1943 à 1953. L'exigence d'un contrat personnel de travail avant 1959 dans des établissements qui, à l'époque, n'étaient pas liés à l'Etat par un contrat simple ou un contrat d'association, est évidemment impossible à satisfaire. **M. Bolo** demande à **M. le ministre du travail** quelles dispositions il envisage de prendre pour régler des situations de ce genre.

Pensions de retraite civiles et militaires (conséquences financières de la mensualisation du paiement des pensions).

32697. — 23 octobre 1976. — **M. Guéna** rappelle à **M. le Premier ministre (Economie et finances)** que l'article 62 de la loi de finances pour 1975 (n° 74-1129 du 30 décembre 1974) a modifié l'article L. 90 du code des pensions civiles et militaires de retraite en prévoyant que les pensions de retraite des fonctionnaires doivent être payées mensuellement à terme échu. Les dispositions ainsi rappelées sont mises en œuvre progressivement depuis le 1^{er} juillet 1975. Dans l'ancien système, les pensions étaient payées trimestriellement le 6 d'un mois, par exemple : 6 mars, 6 juin, 6 septembre, 6 décembre. Dans le département de la Dordogne, les fonctionnaires retraités payés à ces dates ont perçu leur dernier trimestre de retraite le 6 septembre. Si le régime ancien avait été maintenu, le 6 décembre les intéressés auraient perçu 90/90 du montant trimestriel de leur pension. Compte tenu de la mensualisation et selon les indications d'une lettre circulaire qui a été adressée à ces pensionnés, ils ont reçu : début octobre 25/90 de leur pension trimestrielle (pour la période du 6 au 30 septembre) ; puis ils percevront le 6 novembre 30/90 (période du 1^{er} au 31 octobre) ; le 6 décembre 30/90 (période du 1^{er} au 30 novembre), soit à la date du 6 décembre 85/90 de la pension trimestrielle. Ces pensionnés, du fait de la mensualisation, auront donc perdu la somme correspondant à 5/90 d'un trimestre. Sans doute avec la mensualisation, le droit à pension partira, dans l'exemple choisi, non plus du 6 mars du 1^{er} décembre et par conséquent, les 5/90 en cause sont ainsi récupérés. En fait et quel que soit le calcul fait de mois en mois, ou de trimestre en trimestre, ces 5/90 correspondant à la mise en route de la réforme feront toujours défaut aux retraités. On peut considérer que ces cinq jours constituent une sorte d'avoir que le

retraité ne récupérera jamais personnellement et que ses héritiers ne toucheront que si le retraité meurt le 5 d'un mois. La mensualisation ainsi appliquée si elle n'affecte pas les droits à pension réduit celle-ci de 5/90 de trimestre compte tenu de l'opération initiale. Il lui demande quel est son point de vue s'agissant de l'exposé qui précède. Il souhaiterait, si ses arguments développés lui paraissent valables, savoir quelles dispositions il envisage de prendre pour remédier à une situation qui lèse manifestement les agents de l'Etat retraités.

Espaces verts (agrandissement de la partie ouverte au public du square Jean-XXIII, à Paris).

32698. — 23 octobre 1976. — M. Krieg attire l'attention de Mme le secrétaire d'Etat à la culture sur les possibilités qui existent d'un agrandissement du square Jean-XXIII, situé au chevet de la cathédrale Notre-Dame, en ce qui concerne sa partie ouverte au public. On sait en effet que ce square est particulièrement apprécié des Parisiens en raison du charme de son site et de sa tranquillité et qu'il attire également de très nombreux touristes. Or une bande de terrain borde les flancs est et sud de la cathédrale et se trouve totalement inutilisée ; il ne s'agit en effet ni de toucher au domaine des chanoines, ni au petit chantier qui, a longueur d'année, travaille à la restauration des lieux, mais de restituer au public cet espace dans lequel se trouvent de très beaux arbres qui permettraient avantageusement de remplacer les marronniers qui ont dû être abattus voici quelques années. Il suffirait pour cela de déplacer la grille actuellement existante, ce qui ne représenterait pas un très gros travail et améliorerait sensiblement le square. Il convient enfin de noter que les verrières du chevet de Notre-Dame, qui sont protégées par des grillages très serrés, ne courraient aucun risque, ce qui rend l'opération demandée très souhaitable.

Aide fiscale à l'investissement (acquisition de casiers plastiques par une société assurant la distribution d'eaux minérales).

32699. — 23 octobre 1976. — M. Plantier expose à M. le Premier ministre (Economie et finances) qu'une société assurant la distribution d'eaux minérales s'est vu contester le droit à l'attribution de l'aide fiscale à l'investissement pour l'acquisition de casiers plastiques C.F.P. (Caisse France plastique) qu'elle utilise uniquement pour la manutention. Cette décision a été prise au motif que les casiers à bouteilles C.F.P. ne sont pas fiscalement considérés comme des matériels de manutention de nature à ouvrir droit à l'amortissement dégressif. Référence était faite, à l'appui de cette décision, à une réponse faite à la question écrite n° 13541 de M. Mariotte, parue au Journal officiel, Débats Assemblée nationale, du 21 avril 1962. Cette réponse précisait que les bouteilles et caisses utilisées par une brasserie pour la livraison de la bière n'entraient pas dans le champ d'application de l'amortissement dégressif. Or, l'article 22 du code général des impôts spécifie que tous les matériels de manutention sont susceptibles d'être amortis selon le système dégressif. Par ailleurs, les casiers plastiques utilisés par la société concernée sont financés par une société de leasing ayant transféré son droit à déduction des 10 p. 100 pour aide fiscale à l'investissement. Ces casiers représentent un procédé moderne de manutention qui n'existait pas à l'époque de la réponse ministérielle citée plus haut. Ils n'assurent pas une présentation commerciale des produits puisqu'ils sont interchangeable entre entreprises utilisatrices et peuvent servir pendant une assez longue durée. Il apparaît difficilement compréhensible la différence faite entre les divers matériels servant à la manutention, c'est-à-dire, d'une part, les palettes, les fûts et les containers qui bénéficient de l'amortissement dégressif et, d'autre part, les casiers plastiques non admis à ce régime. M. Plantier demande à M. le Premier ministre (économie et finances) s'il peut lui confirmer que les casiers de cette nature ainsi utilisés sont bien considérés comme des matériels de manutention susceptibles d'être amortis selon le système dégressif et entrent en conséquence dans le champ d'application de l'aide fiscale à l'investissement, l'acquisition de ces matériels correspondant bien aux investissements qui avaient été encouragés par la loi n° 75-408 du 29 mai 1975.

Imprimerie (menaces de licenciements à l'entreprise O. F. L. I. M. de Limoges (Haute-Vienne)).

32701. — 23 octobre 1976. — Mme Constans attire l'attention de M. le ministre du travail sur la situation de l'entreprise O. F. L. I. M. de Limoges (imprimerie offset). Cette société qui occupe actuellement cinquante-quatre salariés a demandé et vient d'obtenir une prime de développement régional de 57 millions de francs pour restructuration. Or, elle prévoit, dans ce cadre, de licencier seize personnes, dont dix dans l'immédiat. Elle lui demande s'il n'estime

pas qu'il est anormal de licencier ces seize employés, alors que les primes de développement supposent des créations d'emplois et s'il n'entend pas subordonner l'octroi de la P. D. R. au maintien de tous les emplois actuellement existants.

Formation professionnelle et promotion sociale (indemnité des stagiaires de l'I. N. P. S. A.).

32703. — 23 octobre 1976. — M. Rigout attire l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur la situation des stagiaires en formation professionnelle à l'I. N. P. S. A. En effet, le comité interministériel de la formation professionnelle et de la promotion sociale a décidé de n'accorder aucune augmentation de leur indemnité mensuelle. L'article 30 de la loi du 16 juillet 1971 prévoit la révision annuelle de cette indemnité. Or, aucune réévaluation n'est intervenue depuis le 1^{er} juillet 1975. Il lui demande quelles mesures il compte prendre afin qu'ils puissent faire face à une situation de plus en plus difficile pour eux (charge de famille pour les trois quarts des salariés en formation ; formation très longue (deux ans)).

Permis de conduire (effectifs des inspecteurs en Haute-Vienne).

32704. — 23 octobre 1976. — M. Rigout attire l'attention de M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur, sur la situation qui existe en Haute-Vienne pour l'obtention du permis de conduire les véhicules. Les délais de plus en plus longs exigés entre les divers examens gênent à la fois les écoles de conduite et les élèves. Or, la longueur de ces délais a pour origine le nombre insuffisant d'inspecteurs du service national. En 1970, il y avait quatre inspecteurs pour le département de la Haute-Vienne. En 1976, les effectifs n'ont pas changé, alors que certains temps d'examen ont doublé, voire même triplé, ne serait-ce que pour l'examen de moto qui de dix minutes est passé à trente minutes et la mise en place d'une nouvelle catégorie de permis super poids lourds, C.I. qui exige deux heures d'examen. Il lui demande quelles mesures il entend prendre pour remédier à cette situation, en Haute-Vienne.

Recherche scientifique (garantie d'emploi pour les chercheurs des laboratoires du C.E.N.G. à Grenoble [Isère]).

32706. — 23 octobre 1976. — M. Maisonnat attire l'attention de M. le ministre de l'industrie et de la recherche sur les menaces pesant sur l'emploi des 96 chercheurs hors statut travaillant dans les laboratoires du C.E.N.G. à Grenoble. En effet, l'association pour le développement de la recherche, qui est leur employeur, vient de demander à l'inspection du travail les autorisations nécessaires à leur licenciement. Il y aurait là une attente très grave au potentiel scientifique de la région Rhône-Alpes et plus particulièrement dans le domaine de la recherche fondamentale. Un certain nombre de petits laboratoires où travaillent principalement des hors statut seraient démantelés. Il lui demande donc quelles mesures il compte prendre pour empêcher ces licenciements et pour que les chercheurs hors statut soient rapidement titularisés dans les cadres statutaires, comme le recommandent d'ailleurs les orientations du VII^e Plan en matière de recherche.

Rénovation rurale (augmentation des crédits et accélération des procédures d'attribution).

32708. — 23 octobre 1976. — M. Maisonnat attire l'attention de M. le ministre d'Etat chargé du Plan et de l'aménagement du territoire sur l'insuffisance des crédits et sur la lenteur des procédures d'attribution des subventions en matière de rénovation rurale : 1° l'enveloppe d'aide annuelle pour l'Isère, soit 2,9 millions de francs en 1976, est nettement insuffisante pour une zone qui représente plus de 45 p. 100 du département, ce qui implique des taux de subvention trop bas étant donné le nombre élevé de projets. Ainsi, lors que d'après les textes officiels (instructions du 2 octobre 1975 relatives au décret du 10 mars 1975) les taux de subvention sont déflatés pour les opérations décidées en C.I.A.T., trop souvent ces taux ne dépassent pas le niveau normal et empêchent ainsi les communes d'engager les travaux. On assiste ainsi à la situation absurde selon laquelle les crédits votés ne peuvent pas être utilisés, les communes attributaires souvent extrêmement pauvres ne pouvant financer la part trop importante restant à leur charge ; 2° les retards pris par l'arrivée des décisions attributives, concernant les projets acceptés en comité interministériel d'aménagement du territoire, ont des conséquences de plus en plus dramatiques pour les différents maîtres d'œuvre : les travaux doivent être souvent retardés d'une année ou plus étant donné la longue période hivernale ; du fait de l'érosion monétaire, des sommes arrivant parfois avec un an à un an et demi de retard percent 20 à 25 p. 100 de

leur valeur. Un tel état de fait est très décourageant et dissuasif pour tous ceux qui multiplient leurs efforts pour que la montagne vive. Aussi, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour apporter des solutions satisfaisantes aux problèmes évoqués par l'augmentation des crédits de rénovation rurale et l'accélération des procédures d'attribution.

Enseignement technique (insuffisance de places disponibles dans les C. E. T. préparant aux métiers de l'automobile)

32709. — 23 octobre 1976. — M. Mayoud signale à M. le ministre de l'éducation l'insuffisance de places disponibles dans les C. E. T. préparant aux métiers de l'automobile, et en particulier de la réparation automobile. Dans une période où l'on prône, à juste titre, la revalorisation du travail manuel, où l'on constate l'augmentation du parc automobile et le développement du secteur de la réparation, où l'on connaît les demandes des représentants des professionnels pour que soit assurée une formation de qualité à beaucoup plus de jeunes, on peut s'interroger sur les possibilités actuelles du ministère de l'éducation dans ce domaine. Aussi, il lui demande de bien vouloir faire connaître l'état actuel des places disponibles dans les C. E. T. préparant aux métiers de la mécanique et de la carrosserie automobile. Il souhaiterait, en outre, que lui soient précisés les projets dans ce domaine jusqu'en 1980, date de la fin d'application du VII^e Plan.

Rectificatifs.

Au *Journal officiel* (Débats, Assemblée nationale, n° 127) du 18 décembre 1976.

QUESTIONS ÉCRITES

Page 9660, 2^e colonne, question de M. Depriétri à M. le ministre du travail :

- a) A la 6^e ligne, au lieu de : « Patural de Sacilor, à Hayange... », lire : « Patural de Sacilor-Sollac, à Hayange... » ;
 b) A la 11^e ligne, au lieu de : « ... soldé par cinq accidents mortels... », lire : « ... soldé par huit accidents mortels... ».

Au *Journal officiel* (Débats, Assemblée nationale, n° 129) du 21 décembre 1976.

RÉPONSES DES MINISTRES AUX QUESTIONS ÉCRITES

Page 9817, 1^{re} colonne, question de M. André Biloux à M. le Premier ministre (Economie et finances), au lieu de : « N° 31186 », lire : « N° 31486 ».

ABONNEMENTS			VENTE au numéro.
	FRANCE et Outre-Mer.	ÉTRANGER	FRANCE et Outre-Mer.
	Francs.	Francs.	Francs.
Assemblée nationale :			
Débats	22	40	0,50
Documents	30	40	0,50
Sénat :			
Débats	16	24	0,50
Documents	30	40	0,50

DIRECTION, RÉDACTION ET ADMINISTRATION
 26, rue Desaix, 75732 Paris CEDEX 15.

Téléphone } Renseignements : 579-01-95.
 Administration : 578-61-39.

Le bureau de vente est ouvert tous les jours, sauf le dimanche et les jours fériés,
 de 8 h 30 à 12 h et de 13 h à 17 h.